

L'ORGANISATION CORPORATIVE

A LA VEILLE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

ESSAI SUR L'ORGANISATION CORPORATIVE
ET LA VIE ÉCONOMIQUE A BLOIS AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 28 Mai 1938, à 14 h.

PAR

H. ROLLAND

Ingénieur E. T. P.

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.

Assesseurs { MM. PETOT, professeur.
 { GRANDCLAUDE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, 3

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'ORGANISATION CORPORATIVE
A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**

**ESSAI SUR L'ORGANISATION CORPORATIVE
ET LA VIE ÉCONOMIQUE A BLOIS AU XVIII^e SIÈCLE**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
tation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

L'ORGANISATION CORPORATIVE

A LA VEILLE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

ESSAI SUR L'ORGANISATION CORPORATIVE
ET LA VIE ÉCONOMIQUE A BLOIS AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 28 Mai 1938, à 14 h.

PAR

H. ROLLAND

Ingénieur E. T. P.

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.

Assesseurs { MM. PETOT, *professeur.*
 { GRANDCLAUDE, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, 3

1938



« C'est que la Révolution n'avait pas brisé le cours de l'histoire de France ; elle n'en était qu'un épisode, le plus extraordinaire peut-être, mais enfin un épisode. De même que la France ne changeait pas de place en Europe, la nation française, à travers cette grande crise, n'avait changé ni de tempérament ni de caractère. Elle avait, dans sa longue carrière, subi plus d'une épreuve de même genre, et c'est à la suite de ces vicissitudes qu'elle était devenue, la nation la plus cohérente, la mieux liée par les traditions, la plus identifiée avec l'État qu'il y eut en Europe. Elle s'était formée lentement, par alternatives de flux et de reflux, de poussées de sève et de dessèchements périodiques. Elle avait eu des étés dévorants et traversés d'orages, des hivers pleins de désastres et de tempêtes ; mais le sol était généreux, et dès que le ciel s'était rasséréné, elle avait toujours retrouvé une recrudescence de vie et un élan nouveau de fécondité. »

Albert SOREL

(*L'Europe et la Révolution Française.*)

ABRÉVIATIONS

A. N., Archives nationales.

A. D., Archives départementales de Loir-et-Cher.

A. M., Archives municipales de Blois.

Mém. S. et L., Mémoires de la Société des Sciences et Lettres de Blois.

L'ORGANISATION CORPORATIVE

A LA VEILLE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

INTRODUCTION

Dans la crise économique actuelle, devant l'échec d'une organisation sociale qui n'a pu s'adapter à un progrès mécanique très rapide, les esprits soucieux de l'avenir des peuples cherchent de nouvelles formules et il ne se passe pas de semaine où dans un livre ou une revue, dans les organes professionnels et même dans la grande presse, on ne parle de réorganisation de la vie économique, de discipline de la profession et de limitation de la liberté économique.

Les opinions sont d'ailleurs très diverses et les systèmes proposés vont depuis une simple discipline professionnelle jusqu'à l'étatisme le plus complet. Tous ces plans se parent du nom de corporatisme et sont prônés par des partis politiques de tendances très diverses. Dans un cadre plus large des systèmes politiques tels que le fascisme, le national socialisme ou le Rooseveltisme se recommandent du corporatisme.

En dehors de toute question politique il semble bien qu'il y ait un effort commun vers la recherche d'une solution pour mettre fin à l'anarchie économique. De même, dans un domaine plus restreint, il y a une recherche pour discipliner la profession et combattre un relâchement de la conscience professionnelle. Pourquoi cette réaction ?

* * *

Le XIX^e siècle a vu le triomphe de l'individualisme aussi bien

dans le domaine économique que dans le domaine politique. L'évolution préparée par les philosophes et les économistes du XVIII^e siècle et ébauchée dans le domaine économique par les édits de Turgot arriva à son plein épanouissement avec la Révolution. Par les décrets des 4, 11 août 1789 la Constituante supprima d'abord tous les groupements en général, puis plus particulièrement par ceux des 2 et 17 mars 1791 toutes les maîtrises et jurandes.

Elle faisait disparaître ainsi tous les corps qui, depuis plusieurs siècles composaient l'ossature de la nation. Ces décrets votés dans l'enthousiasme des réformes démolissaient sans construire et créaient un état anarchique dans l'économie du pays. Bien plus, comme le pouvoir avait pris l'habitude de transmettre ses ordres par l'intermédiaire de ces corps, l'État se trouva d'un coup désarmé n'ayant pas prévu une organisation administrative capable de toucher le citoyen.

Si, au point de vue politique la question fut assez rapidement réglée, il n'en fut pas de même sur le plan économique et toute l'histoire sociale du XIX^e siècle peut se résumer dans la recherche d'un nouvel équilibre social.

Toutes règles avaient été détruites réglant les rapports entre les patrons et ouvriers, des coalitions se formèrent des deux côtés et des troubles éclatèrent très rapidement. La Constituante dans sa séance du 14 juin 1791 décréta sur la proposition de M. CHAPELIER que :

« L'anéantissement de toutes espèces de corporations des citoyens de même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. »

Ainsi le souci de sauvegarder des droits individuels amenait la Constituante à des décisions extrêmes à un moment où le progrès mécanique arrivant d'Angleterre allait rendre la situation très grave. Car, si les corps des professions libérales allaient pouvoir assez rapidement se reconstituer du moins officieusement, grâce au petit nombre de leurs membres, il n'allait pas en être de même pour le commerce et l'industrie. La Constituante venait de donner une nouvelle forme à l'éternelle lutte

des riches et des pauvres. Elle avait transformé les conflits professionnels en une lutte entre les gouvernements bourgeois et les associations de travailleurs. Déjà apparaissait dans le lointain le socialisme d'État et le communisme : les masses ouvrières jetées au chômage par la concurrence, aux salaires de famine, aux journées excessives dans l'absence de toute réglementation, n'eurent plus qu'un espoir : tendre les bras vers l'État, seule force capable de refréner la concurrence.

Cette anarchie économique ne fit que se développer au cours du XIX^e siècle. La conquête du droit d'association en 1884 pour les ouvriers et patrons, puis en 1901 pour toutes les catégories de citoyens avaient paru à leur époque répondre à la fois à la solution de la question et au respect des droits individuels. La formule syndicale, telle qu'elle existe, ne semble pas avoir cependant solutionné le problème puisque toutes les formations politiques sans exception proposent des plans d'organisation économiques, certes fort différents d'inspiration, mais qui dénotent le besoin de franchir une étape comme l'a dit M. Paul-Boncour en janvier 1933 : « A cette République qui a donné l'existence légale aux syndicats, avec Waldeck-Rousseau, il appartient de franchir une nouvelle étape, de faire ce qu'a réussi pendant des siècles la monarchie, de s'incorporer ces forces neuves, de délimiter leur domaine et celui de l'État, de telle sorte que l'État, d'ailleurs fortifié par elles, reste seul maître dans les tâches essentielles qui lui incombent, capable alors de briser toutes les résistances qui depuis trop longtemps lui font échec. » On ne saurait mieux dire.

*
* *

Telle est la position du problème et les plans nouveaux font naturellement appel au passé dans une mesure plus ou moins grande suivant leurs tendances. Évidemment chacun prend les arguments qui lui conviennent et les controverses vont leur train, mais il ressort de toutes ces discussions que bien peu parmi ces polémistes ont une idée précise de l'organisation des corps sous l'ancienne monarchie et que l'on emploie des documents de deuxième ou troisième main bien souvent tronqués et déformés.

Bien plus, même chez des auteurs sérieux il est curieux de noter qu'ayant étudié les corps de commerce et les communautés d'arts et métiers, ils n'ont pas vu qu'il ne s'agissait que d'un cas particulier d'une organisation générale.

Nous avons pensé qu'il pourrait être utile, en dehors de toute préoccupation politique, d'essayer de montrer ce que pouvait être cette organisation sociale et partant l'état économique dans le cadre d'une petite ville de province à la fin de l'ancien régime.

Certes, le travail peut être décevant car l'on connaît surtout cette vie par des pièces de procès. Les organisations comme les peuples heureux n'ont pas d'histoire et du passé il ne nous parvient souvent que des pièces officielles : édits du roi portant remède à certaines défaillances des compagnies, arrêts de cours de justice mettant au jour des querelles mesquines, résultat de toute vie collective et toute la vie calme de ce régime et des services rendus peu de traces nous restent.

*
* *

Qu'était donc cette organisation corporative, base de la vie sociale sous l'ancien régime ? Nous ne saurions mieux faire que de donner ici la définition de M. OLIVIER-MARTIN¹ : « un système social comprenant des groupements d'intérêt professionnel dont le but est à la fois de discipliner et de défendre ses intérêts avec la reconnaissance et sous le contrôle de l'État souverain. » C'était en effet l'idée instinctive de la royauté et qui forme la base de la théorie corporative, aussi M. OLIVIER-MARTIN ajoute : « c'était la collaboration de l'État avec des groupements d'intérêts privés qui ne sont pas purement égoïstes. »

En 1789, la France est une nation organisée en corps. Les individus ne faisant pas partie d'un corps étaient rares et lorsqu'ils devaient faire acte de citoyen l'État les obligeait à se grouper. Nous en donnerons tout de suite une preuve très nette.

Lors de l'élection au premier degré des députés aux États généraux en 1789, sur 46 députés du 1^{er} degré de la ville de

1. M. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, 1933-1934.

Blois, 4 députés seulement représentaient les citoyens non incorporés, ceux-ci étaient au nombre de 174 seulement. Le registre des délibérations municipales porte en effet :

« D'autre part, le 26 février à 8 heures du matin, l'assemblée des habitants qui *n'appartiennent à aucun corps* se tint dans l'église des jacobins, où la municipalité s'était rendue avec la pompe et les cérémonies pratiquées lorsque la Ville se déplace et marche en public ¹. »

Ces corps ne semblent pas avoir été une création de l'État, mais un phénomène naturel qui s'est développé au cours des siècles et que la royauté a dû reconnaître et a réussi à intégrer dans la vie du royaume. Sur le plan politique l'individu fait partie d'un corps qui à son tour fait partie d'un ordre de la nation, les ordres formant les États généraux. Tous ces organes sont solidaires et forment un « système complet d'organisation sociale ».

Voilà pour l'organisation corporative. A quels indices reconnaissait-on un corps ? Ce sera le but principal de cette étude. Nous montrerons que dans l'organisation et la vie des groupes étudiés, nous trouvons les éléments essentiels de l'existence d'un corps et qui forment les conditions indispensables de cette organisation corporative à savoir :

- 1° L'existence d'un organe de direction ;
- 2° L'existence de la personnalité morale ou du droit d'ester en justice ;
- 3° L'existence d'une bourse commune ;
- 4° L'existence d'un pouvoir réglementaire pour la discipline du groupement ;
- 5° Le souci de la défense des intérêts du groupement ;
- 6° La subordination à l'autorité souveraine ;
- 7° La participation à la vie de l'État.

En effet, LOYSEAU dans son *Traité des Offices* (Livre V, chapitre VIII) disait déjà :

« Les communautés ont bourse commune, sans laquelle nulle communauté ne se peut longuement entretenir et laquelle partant est la marque de la communauté licite. Puis, elles ont

1. A. M., B. B., 33, délibération du 26 février 1789.

communément pouvoir de faire statuts et règlements concernant leur communauté. Et pour ce que ces statuts seraient inutiles, s'il n'y avait des officiers pour les maintenir, c'est pourquoi les communautés ont volontiers quelques officiers qu'elles élisent elles-mêmes... »

Ces éléments sont à ce point la base d'un corps que la loi CHAPELIER dans son article 2 dit :

« Les citoyens de même état et même profession, entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront lorsqu'ils se retrouveront ensemble se nommer de président, ni secrétaires ou syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou des délibérations sous forme de règlements sur leurs prétendus intérêts communs. »

C'étaient donc bien là les éléments qu'il suffisait de supprimer pour que le corps disparaisse.

Chemin faisant nous serons amenés à passer en revue toute la vie économique de la cité puisque l'extension de la vie corporative est générale. C'est pour avoir négligé cette extension de la vie en corps sous l'ancien régime et tous les aspects de cette vie que l'on a souvent critiqué d'une façon excessive, une organisation qui avait au moins le mérite de soutenir l'individu.

« Livré aux luttes journalières de la vie, l'individu sacrifie trop souvent le principe à l'exigence précieuse des faits. L'omission répétée d'un devoir, l'abdication insouciant d'un droit amèneraient à la longue l'affaiblissement du sens moral chez l'individu et de la considération de la profession devant l'opinion. Nos pères avaient élevé partout la corporation comme une digue volontaire contre l'individualisme humain. Une nouvelle vigueur y retrempait le courage chancelant et tel, qui eut faibli dans la solitude, retrouvait un regain de vertu dans la réunion affectueuse mais fermement juste de ses confrères ¹. »

1. Bataillard et Nasse, *Histoire des procureurs*.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

I. — RAPPEL HISTORIQUE

La ville de Blois n'apparaît dans l'histoire qu'en 584 sous la plume de Grégoire de Tours qui fait mention des gouverneurs de Blois à l'occasion d'une querelle entre les habitants du Blésois et ceux du pays chartrain.

D'après les traces des quatorze voies romaines qui aboutissaient à Blois on peut conclure qu'à cet emplacement devait exister un centre d'une certaine importance à l'époque gallo-romaine. Ce centre dépendait de la province de Gaule dite 4^e Lyonnaise, dont le gouverneur résidant à Sens était représenté par un comte pour le pays chartrain.

Le comté de Blois fut démembré de celui de Chartres à une époque incertaine, mais au ix^e siècle il est fait mention d'un comte Guillaume mort en 834 durant la guerre entre Louis le Débonnaire et Lothaire.

Le comté était devenu un fief dont les quatre premiers comtes connus appartenaient à la famille des Capétiens et dont le dernier, Robert devint roi de France et mourut en 923. Sous ces comtes, Blois connaît par deux fois les invasions normandes en 854 et en 874.

A la mort de Robert, le comté passa à son neveu Thibault I^{er} dit le Tricheur. Avec lui apparaissait la dynastie des comtes de Champagne. Premier comte héréditaire et souverain de Blois, il consumma une usurpation déjà fort avancée. Il mourut en 978. A cette époque, la ville est enfin formée par la réunion des trois bourgs : du Foix, de Saint-Jean-en-Grève et de Bourg-Moyen, et de la Forteresse (Château).

Pendant trois siècles le comté allait rester à la maison de Champagne et la puissance des comtes croître sans arrêt. Au XIII^e siècle le comte Étienne élève les fortifications autour du Bourg-Moyen et de cette époque date également le Bourg-Neuf. Sous l'administration de ce comte, le pape Innocent II vint visiter Blois. Le comte Thibault IV participe aux croisades. Avec son fils Thibault V un partage diminue leur puissance car ils ne conservent que les comtés de Chartres et de Blois.

En 1218 Thibault VI meurt sans enfants et le comté de Blois passe à la maison de Châtillon. Les comtes de cette maison verront le déclin de la puissance du comté. Ruinés par les charges imposées par la participation aux croisades les comtes aliénèrent peu à peu leurs biens. Guy de Châtillon ne possédait plus que Blois lorsque le comté fut vendu en 1391 à Louis d'Orléans frère puîné de Charles VI, roi de France.

Le comté était encore à cette époque une principauté indépendante et souveraine.

Sous les ducs d'Orléans, Blois allait connaître une période de grande prospérité. Louis assassiné en 1407, le comté passe à Charles d'Orléans. Prisonnier à Azincourt, Charles revient en 1440 après vingt-cinq ans de captivité et se retire à Blois qui devient un centre brillant des lettres et des arts. Son fils Louis est sacré roi de France en 1498 sous le nom de Louis XII et le comté est réuni au domaine de l'État.

Les Valois héritiers du comté transportèrent la cour à Blois qui vit affluer tous les notables du royaume. Tous ces seigneurs se firent construire des hôtels dans la ville et le pays se couvrit de châteaux. Le commerce et l'industrie de luxe se développèrent d'une façon considérable. « Pendant tout le XVI^e siècle Blois fut vraiment une cité royale ». Mais les guerres de religion troublèrent cette période car la ville fut prise et dévastée par les Huguenots en 1562 et en 1568.

A Blois se tinrent les États généraux de 1576 et de 1588. Mais à l'avènement de Henri IV la cour des Bourbons quitte Blois qui perd son importance politique et une partie de sa prospérité.

Lors du mariage de Gaston d'Orléans, Louis XIII lui cons-

titua en apanage le duché d'Orléans avec les comtés de Blois et de Chartres. Ce fut le dernier comte de Blois. Exilé en 1652 par Louis XIV, il se retira à Blois où il mourut en 1660. Gaston étant mort sans héritier mâle, le comté fit retour à la couronne, toutefois ce domaine continua d'être distingué dans l'administration financière. Il conserva son titre féodal jusqu'en 1789.

Le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècle furent pour Blois une période calme et sans histoire. En 1771 la création d'un conseil supérieur fit espérer un moment un réveil de l'activité de la cité. L'importance de ce tribunal qui recevait l'appel de vingt-quatre bailliages donna un moment à Blois l'allure d'une ville parlementaire.

Cette création fut une source momentanée d'avantages matériels et eût, si elle eût été maintenue, transformé la vie de la cité. Le résultat fut mauvais car la cour des comptes qui avait fourni la plupart des magistrats du conseil supérieur, fut supprimée avec ce tribunal.

C'est donc une petite ville de province sans importance particulière qui servira de cadre à cette étude. Les institutions et les corps ayant gardé le souvenir d'un passé brillant, il était nécessaire de résumer rapidement une histoire qui permettra de comprendre l'existence de telle règle dans l'organisation administrative ou de tel privilège dans telle compagnie ou communauté.

II. — LA SITUATION TOPOGRAPHIQUE

La ville dont la population s'élevait à environ 12.000 habitants comprenait trois territoires bien distincts : la cité, les faubourgs, et la banlieue.

La cité bâtie en amphithéâtre sur les deux versants escarpés de l'Arrou était toujours enfermée dans les fortifications du ^{xii}e siècle. Certes, ses murs avaient subi de nombreuses mutilations dont la plus importante avait été faite lors de la construction de l'évêché au début du ^{xviii}e siècle. Les fortifications suivaient la rive droite de la Loire, englobaient l'abbaye de Saint-Lomer au sud-ouest, le château à l'ouest et se terminaient à l'évêché au nord.

En dehors de l'enceinte fortifiée se trouvaient cinq faubourgs :

1^o Au Sud-Ouest, le long de la Loire et sur la rive droite le faubourg du Foix s'étendait au delà de l'abbaye de Saint-Lomer qui possédait sur lui le droit de Haute Justice ;

2^o Au Nord-Ouest, s'étendait le faubourg Neuf qui datait du XII^e siècle et qui allait jusqu'au prieuré Saint Lazare ;

3^o Au Nord, au delà de l'évêché se trouvait un petit faubourg appelé le Haut-Bourg-Saint-Jean ;

4^o Le long de la Loire vers Orléans, le prieuré de Saint-Jean limitait toujours le faubourg Saint-Jean ;

5^o Sur la rive gauche, le faubourg de Vienne avait formé avant 1606 une commune séparée. Il ne s'étendait pas au delà de l'église Saint-Saturnin sauf les maisons de la rue Croix Boissée qui bordaient le chemin conduisant aux Ponts Saint-Michel.

Au delà de ces faubourgs s'étendait un territoire dont la commune actuelle a conservé les limites et qu'on appelait la Banlieue. Les habitants de la banlieue eurent toujours les mêmes privilèges que ceux de la ville. Son territoire qui était borné avec soin comprenait les hameaux des Grouëts, de la Vicomté, de Villiersfins, de Villejoint, des Granges et de Montigny.

« Aucune des villes, dit de la Saussaye, dont le beau fleuve de Loire baigne les murailles, n'offre un aspect plus pittoresque que la Ville de Blois. » Pour le voyageur arrivant de la Sologne se présentait déjà le merveilleux spectacle de toutes ces maisons étagées dominant le fleuve et couronnées par les silhouettes du château et de la cathédrale.

L'intérieur de la cité ne présentait pas cet aspect majestueux, ce n'était qu'un dédale de petites rues coupées de rampes et d'escaliers, rues d'ailleurs bordées souvent par de très beaux hôtels, souvenir d'une époque fastueuse.

Voici d'ailleurs l'opinion d'un contemporain¹ : « Blois, ville capitale du Blaisois, son château est un reste précieux de l'antiquité et son pont fixera toujours l'attention des connaisseurs. Cette ville est située sur la Loire dans un lieu les plus agréables qu'il y ait en France ; son commerce est des plus considérable

1. Almanach historique de l'Orléanais pour l'année 1773.

en vins. Ses habitants passent pour avoir beaucoup d'esprit, de politesse et de pureté dans le langage, le long séjour que nos Rois y ont fait, en est une preuve authentique. »

III. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

A la fin du XVIII^e siècle, la généralité d'Orléans se divisait en sept départements et douze élections. Blois était le chef-lieu du département de Blois et Romorantin. C'était à Blois que siégeait l'assemblée de département représentant 153 villes et communautés.

Blois était également le chef-lieu d'une election qui englobait les arrondissements de Blois, Mer et Contres.

En 1788 le Gouvernement, ainsi appelait-on l'administration qui représentait les intérêts du roi, comprenait :

Au point de vue *militaire* :

1^o Le lieutenant général du Blaisois, M. Dufort de Cheverny, dépendant du gouverneur général de l'Orléanais ;

2^o Le lieutenant du roi, M. Henri de Maurepas ;

3^o Le gouverneur de la Ville et du Château : M. le comte de Breteuil ;

Enfin, le régiment d'Infanterie, Royal Comtois, tenait garnison au Château.

Au point de vue *civil*, l'intendant de la généralité était représenté dans la subdélégation de Blois par deux subdélégués : Bourdon et Touzard avocats près le bailliage présidial.

A Blois existait une lieutenance de la Maréchaussée dépendant du prévôt général d'Orléans. Cette lieutenance comprenait quatre brigades : Blois, Romorantin, Vendôme et Montoire.

Au point de vue *fiscal*, la province de l'Orléanais était une province de taille personnelle et faisait partie des cinq grosses fermes.

Les impositions directes étaient :

La taille au principal ;

Les accessoires de la taille ;

La capitation ;

Le vingtième ;

Les prestations en argent.

A ces recettes s'ajoutaient les impositions locales perçues sur les différentes communautés pour leurs dépenses particulières.

La taille était établie par le bureau des Impositions. La capitation proportionnelle à la taille était fixée par simple lettre ministérielle et pour la perception, les contribuables étaient divisés en cinq classes : nobles, officiers de justice, privilégiés, employé des fermes et régies, habitants de villes franches.

Les vingtièmes comportaient ceux des biens fonds, ceux d'industrie et ceux des offices et droits. Les deux vingtièmes et quatre sous par livre étaient un impôt sur le revenu.

Les fonctionnaires fiscaux étaient représentés à Blois par trois receveurs des tailles : un pour l'ancien, l'autre pour l'alternatif, le dernier pour la taille en survivance.

L'administration du domaine, aydes, traites et gabelles comprenait : un receveur du domaine, un directeur des aydes, un contrôleur des actes, un entreposeur des tabacs.

Enfin il existait un directeur de la poste aux lettres.

Tous ces officiers et fonctionnaires qui représentaient « les affaires du roi » ne font pas partie de cette étude car si certains faisaient partie de compagnies ou communautés, l'activité de celles-ci n'intéressait pas la ville de Blois.

Les seules compagnies d'officiers royaux dont la vie s'incorporait dans celle de la cité étaient celles des officiers de justice, c'est pourquoi il n'a pas été parlé dans ce chapitre de l'organisation judiciaire qui fera l'objet d'un développement ultérieur.

IV. — L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Après avoir situé dans le temps et dans l'espace le cadre de l'étude et avoir rapidement étudié la situation administrative générale, il convient d'insister un peu plus longtemps sur l'organisation du corps de ville qui était la principale expression de l'action sur le plan politique des divers corps et communautés de la cité, et qui d'autre part servit de modèle pour l'organisation des corporations.

Le corps de ville est la représentation de la cité ; c'est sa personnalité civile et politique. « Le premier privilège des villes,

dit Loyseau, c'est d'avoir un corps ou collège que nos livres appellent droit de république. Ce collège serait sans teste, s'il n'y avait des chefs et des officiers ¹... »

A la fin de l'ancien régime la commune du moyen âge est depuis longtemps disparue. Les libertés des villes ont subi de nombreuses avanies au fur et à mesure que s'affermissait l'autorité du roi. Supprimées dans certaines villes, réduites dans beaucoup, l'État a transformé l'administration des villes. Comme il était nécessaire de donner aux habitants des mandataires autorisés, on a généralisé les assemblées municipales mais on a diminué considérablement leurs attributions.

La monarchie voulait surtout trouver des intermédiaires pour exécuter ses ordres et recueillir les impôts. C'est pourquoi elle généralisa des échevinages persuadée que les habitants auraient « courage et meilleure volonté... de bien et mieulx se gouverner, régir et policer ²... » lorsqu'ils obéiraient à des chefs élus par eux.

A Blois on retrouve la trace des vicissitudes subies par les administrations municipales. Pour s'en tenir à la fin du XVIII^e siècle, l'assemblée du corps de ville, à la suite des édits de mai 1768 et novembre 1771 ³, avait proposé au roi dans sa séance du 17 juin 1775 un « projet de règlement pour l'administration municipale de la ville de Blois ». Or, ce ne fut que par un arrêt de règlement du Conseil d'État du 11 décembre 1784 que la ville de Blois obtint satisfaction.

Résultat de peu de durée, car après les élections de 1784, l'arrêt ayant soulevé des difficultés d'interprétation, le roi suspendit de nouveau les élections ⁴.

Le 6 décembre 1786 le Conseil d'État rendit un nouvel arrêt de règlement complétant le premier et de nouvelles élections eurent lieu en 1787, puis en 1788. Ce furent les dernières avant la Révolution, le corps électoral devait se réunir le 18 janvier 1790,

1. *Du droit des offices*, livre V, chapitre VII.

2. Lalanne, *Histoire de Chatelleraud*, II, 17.

3. Édits réorganisant la composition et le mode d'élection des administrations municipales.

4. Lettre du Baron de Breteuil à M. l'Intendant de la part du roi du 22 décembre 1785.

mais combien modifié, car les vieux corps étaient disparus et l'État ne voulait plus connaître que des citoyens.

L'arrêt de 1784 complété par celui-ci de 1786 prévoyait :

1^o Le maire et les quatre échevins car l'administration municipale avait pour principal caractère d'être collective, le maire et les échevins formant un tout, le maire ne pouvait agir seul, il était le *primus inter pares* ;

2^o Un corps municipal ou corps de ville composé du maire, des quatre échevins, de quatre assesseurs, un syndic receveur et un secrétaire greffier ;

3^o Une assemblée générale composée du corps de ville et de trente-deux députés qui se réunissait sous la présidence du lieutenant général du présidial.

Le maire et les échevins. — Le maire était nommé par le roi sur présentation de trois noms désignés par voie de scrutin dans l'assemblée générale. Il était élu pour trois ans et devait avoir été échevin ou assesseur sauf « ceux qui étant de la classe des bourgeois et commerçants paient 100 livres de capitation ». Le maire n'était rééligible qu'après un intervalle de trois ans.

Les échevins étaient élus pour deux ans par voie de scrutin dans l'assemblée générale. Ils étaient choisis parmi les habitants originaires de la ville ou domiciliés depuis dix ans. Ils devaient être âgés de trente ans. Ils étaient au nombre de quatre, choisis : un parmi les gentilshommes ou officiers militaires, un parmi les officiers de robe ¹, un parmi les bourgeois ², un parmi les commerçants.

Le maire et les échevins se réunissaient tous les samedis et s'occupaient de « tout ce qui concerne la régie et l'administration ordinaire et journalière ». Ils réglaient en somme les affaires courantes et représentaient le maire et les adjoints de notre organisation actuelle. Leurs décisions n'étaient pas inscrites au registre des délibérations.

Le dernier maire élu le 10 février 1787 fut Pierre-Paul Boesnier,

1. Pour la place de robe comptent les officiers du présidial, de la maréchaussée, de l'élection, des eaux et forêts et du grenier à sel.

2. Pour la place des bourgeois comptent les avocats, les médecins, les notaires et les procureurs.

Écuyer, Maître particulier en la maîtrise des eaux et forêts du comté de Blois.

Les échevins étaient :

Louis Dutel ancien capitaine au régiment royal Roussillon, Infanterie ;

Claude Pajon, Garde marteau ;

Girault Tenière, Bourgeois ;

Isaïe Baignoux, Commerçant.

Le corps municipal. — On l'appelait également assemblée du corps municipal ou assemblée particulière par opposition à l'assemblée générale.

Cette assemblée comprenait le maire et les échevins auxquels s'adjoignaient les assesseurs. Ceux-ci étaient au nombre de quatre élus comme les échevins pour deux ans et choisis de la même façon : un gentilhomme ou officier militaire, un officier de robe, un bourgeois et un commerçant. En 1789 on trouve comme assesseurs :

Gérôme Drouin de Vauleard, lieutenant de vaisseaux du Roi ;

Louis Gallois, Magistrat ;

Louis Maison, Négociant ;

Chambeaudière, Bourgeois.

L'assemblée particulière se réunissait régulièrement le premier samedi du mois pour approuver le compte financier. On appelait cette réunion l'assemblée du mois. En outre l'assemblée particulière se réunissait pour toutes les affaires importantes jusqu'au chiffre de 500 livres.

L'assemblée générale. — L'assemblée générale était réunie pour toutes les affaires au-dessus de 500 livres et pour les communications et décisions intéressant la ville. En outre, c'était en l'assemblée que se faisaient les élections au corps de ville.

L'assemblée générale « représente toujours la communauté ». Elle était formée par l'adjonction au corps municipal de 32 notables ou députés, à savoir :

1 député pour l'évêque.

2 députés du chapitre.

1 député pour les curés de la ville.

4 députés pour la noblesse.

- 3 députés pour la robe.
- 2 députés pour les bourgeois et commerçants.
- 6 députés pour la paroisse de Saint-Solenne (2 gentilshommes, 1 officier de robe, 1 bourgeois, 1 commerçant).
- 6 députés pour la paroisse Saint-Honoré. Choix indifférent ¹.
- 2 députés pour la paroisse Saint-Martin —
- 1 député pour la paroisse Saint-Sauveur —
- 2 députés pour la paroisse Saint-Saturnin —
- 2 députés pour la paroisse Saint-Nicolas —

L'assemblée générale était présidée par le lieutenant général du présidial ou en son absence par le maire. Le bureau était formé par les échevins, les assesseurs et le procureur du roy au présidial ou un officier du parquet. Toutefois, ni le lieutenant général ni le procureur du roi n'avait voix délibérative.

L'assemblée générale était réunie en janvier et en juillet pour le vote du budget. Elle était également convoquée pour les élections du maire, des échevins et des assesseurs. Les délégués étaient élus tous les ans par les corps respectifs et par les paroisses à la pluralité des voix.

¹. Les abbayes de Saint-Lomer et du Bourg-Moyen se virent retirer le délégué que chacune d'elles envoyait à l'assemblée avant 1784.

CHAPITRE II

ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

I. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE

La situation économique du Blesois ne saurait se comprendre si on ne donne pas un exposé très rapide de la constitution géologique des terrains.

Blois est le centre d'attraction de trois régions naturelles fort différentes.

1^o Au Nord, le pays Vendômois traversé par la vallée du Loir ; pays de vallées et de collines dont le sol est formé d'argile à silex et de limon des plateaux. Le terrain semi-imperméable est favorable à la forêt, aux arbres fruitiers et à des cultures variées. C'est une région bien arrosée, boisée (forêts de Blois, de Vendôme, de Fréteval).

2^o Au Nord-Est, dans le quadrilatère Blois, Vendôme, Châteaudun, Beaugency, s'étend ce qu'on appelle « la Queue de Beauce » prolongement de la grande Beauce. Pays sans relief et sans eau, sol formé de limon des plateaux sur une couche épaisse de calcaire fissuré : c'est la région favorable à la culture des céréales.

3^o Au Sud, entre la Loire et le Cher s'étend la Sologne, plaine semée de landes, de jachères, de bois et d'étangs. Ici domine un sol formé tantôt de sables secs, tantôt d'argile, ici excès de sécheresse, là excès d'humidité. C'est la région malsaine et misérable qui devra attendre la fin du XIX^e siècle pour se transformer. La seule ressource du pays : la chasse et la pêche.

4^o A ces trois régions il convient d'ajouter les vallées de la Loire et du Cher, terres d'alluvions propices aux prairies et à la

culture maraîchère surplombées de coteaux recouverts d'argile à silex, terres de prédilection de la vigne.

On déduit immédiatement de cet exposé les conditions si variées et si favorables faites à l'agriculture.

Tout au contraire, à la fin du XVIII^e siècle la situation agricole était loin d'être brillante car les corps religieux qui possédaient une grande partie du sol faisaient peu d'efforts pour accroître la production. A cette cause s'en joignait une autre qui était la précarité des moyens de communications.

« Dans le Blaisois, si l'on fait exception pour la grande route de Paris à Bordeaux par Orléans, Blois et Tours sur la rive droite de la Loire et pour celle d'Orléans à Blois par Cléry et Saint-Dié (rive gauche), aucune autre n'était entièrement terminée... La route de Blois à Chateaurenault était à l'état de projet ; celle de Blois à Romorantin n'allait que jusqu'à Cour-Cheverny ; celle de Blois à Montrichard (ancienne route royale de Paris à Bordeaux) était dans un état d'abandon complet, et on achevait hâtivement la route de Blois à Tours par Chaumont ¹... »

Les communications entre villages voisins étaient le plus souvent impossibles et l'on jugera de l'état lamentable des routes quand on saura que pour venir vendre leur blé à Blois le samedi, les habitants d'Oucques partaient le vendredi matin.

Les deux principales cultures étaient le blé et la vigne ; Blois était le gros marché des céréales de la Beauce et du Vendômois, ce marché établi par les comtes de Blois, avait lieu le samedi. Le domaine percevait le seizième en nature de tous les grains : c'était le droit de sepelage.

La vigne était cultivée sur les coteaux de la Loire et du Cher. Les vignobles des bords de Loire formaient la principale richesse des bourgeois de Blois qui les faisaient exploiter par des closiers.

Les premières prairies artificielles apparurent vers 1750 à Vineuil et Saint-Gervais et la pomme de terre ne fut introduite que vers 1780 à Saint-Gervais. Autour de Bois sur la rive gauche de la Loire la culture maraîchère était assez développée.

Enfin une autre source de revenus était l'exploitation des 8.000 hectares de forêts qui entouraient Blois.

1. Lesueur et Cauchie, *Cahier de doléances du bailliage de Blois*.

Le commerce des vins et des eaux-de-vie était la principale ressource du pays¹. Ce commerce devint surtout important après l'exécution du canal de Briare qui facilita les transports d'Orléans à Paris. « Avant 1788, dit Dupré² époque où parurent les roues à la Malborough, le transport par terre se faisait sur des charrettes attelées de 3 chevaux qui conduisaient sept pièces.... les bateaux chargeaient 150 à 170 pièces et allaient à Paris en vingt jours. »

On expédiait également beaucoup d'eaux-de-vie à l'étranger surtout en Hollande car dans les années d'abondance on brûlait beaucoup de vin.

La grande industrie était inexistante. Les industries de luxe qui s'étaient créées au xve siècle et qui avaient eu un certain développement notamment l'orfèvrerie et l'émaillage, étaient tombées en décadence depuis la révocation de l'Édit de Nantes.

II. — LES CORPS

Nous connaissons maintenant la formation historique, la situation économique et administrative de la cité ; nous allons examiner quels étaient les personnages qui vivaient dans ce milieu.

Si l'on veut schématiser les forces de la cité on peut les diviser en deux groupes influents : les corps judiciaires et les corps religieux. La noblesse intervient peu dans la vie de la cité et c'est la raison pour laquelle elle ne paraîtra pas dans le cadre de cette étude. En marge de ces deux groupes évolue un groupe des arts médicaux, embryon des classes libérales, mais qui a encore bien des points communs avec le groupe des commerçants et artisans. Ce dernier groupe est loin d'avoir atteint le prestige des six corps marchands de Paris et même les gros commerçants n'ont pas atteint la dignité de « notables bourgeois ». Ils ne l'obtiennent en général que lorsqu'ils sont retirés des affaires et qu'ils ont terres dans la banlieue et maison à la ville.

1. A. M., Délibération du 18 janvier 1753.

2. Bergevin et Dupré, *Histoire de Blois*.

En dehors de ces habitants qui seuls ont accès à la vie politique restent inorganisés les ouvriers et les domestiques.

Nous examinerons rapidement les différents groupes de corporations.

1^o *Les corps ecclésiastiques.*

a) L'ÉVÊCHÉ ET LE DIOCÈSE. — Avant de parler des corps ecclésiastiques, il est nécessaire de dire quelques mots sur l'évêché et l'organisation religieuse du diocèse.

L'évêché de Blois fut institué par bulle du Pape du 25 juin 1697. Cette création fut décidée sur les instances de BOSSUET pour lutter contre l'extension du protestantisme dans le Blésois. Il apparut alors que le diocèse de Chartres qu'on appelait le « grand diocèse » et qui s'étendait sur soixante lieues des bords de la Seine aux bords du Cher, était trop vaste et qu'il était nécessaire de diminuer la charge de l'évêque qui n'avait pu visiter Blois et Vendôme que deux fois entre 1656 et 1690.

Le nouveau diocèse fut formé des deux archidiaconnés de Blois et de Vendôme et de la partie méridionale de celui de Châteaudun. Il devait comprendre 190 paroisses, 80.000 catholiques et de nombreuses et riches abbayes. Mais plusieurs éléments manquaient : des revenus, un évêché, une église cathédrale et un chapitre.

Les revenus furent assurés primitivement par les menses abbatiales de Saint-Lomer et de Bourg-Moyen, environ 20.000 livres de rente auxquelles fut ajoutée dans la suite une partie de la mense de l'abbaye de Pontlevoy. Avant 1789, les revenus de l'évêché s'élevaient à 80.000 livres.

L'église Saint-Lomer semblait devoir faire une église cathédrale parfaite, mais devant l'opposition des bénédictins, peu soucieux d'abandonner un édifice qu'ils venaient à grands frais de restaurer, le choix se porta sur l'église Saint-Solenne qui devint cathédrale sous le vocable de Saint-Louis.

L'évêché, édifice superbe, œuvre de Gabriel architecte du roi, fut construit derrière la cathédrale et commencé en 1700.

Le chapitre fut constitué par la réunion des deux collégiales existant à Blois, Saint-Sauveur et Saint-Jacques avec leurs

menses. Ces deux chapitres se réunissaient pour la célébration des offices mais gardaient leur organisation propre.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur l'organisation des doyennés, des paroisses, de l'official et de la chambre ecclésiastique qui ne formaient pas des corps et de ce fait échappent au sujet de l'étude et nous passerons à l'étude de l'organisation des corps.

b) LE CHAPITRE. — C'était le plus important et le premier des corps ecclésiastiques. A la mort de l'évêque, deux chanoines se rendaient à l'évêché pour prendre les sceaux du secrétariat et les déposer au chapitre¹. Durant la vacance du siège, le chapitre nommait parmi ses membres des vicaires généraux qui administraient le diocèse sans pouvoir toutefois nommer aux bénéfices vacants.

Ainsi qu'on l'a vu, le chapitre était en réalité composé des deux chapitres de Saint-Sauveur et de Saint-Jacques. Le premier était d'ailleurs le plus important puisqu'il comprenait douze chanoines tandis que celui de Saint-Jacques n'en comportait que cinq.

La collégiale de Saint-Sauveur avait été fondée, vers l'an 1000 par douze prêtres séculiers qui avaient mis leurs biens en commun pour vivre régulièrement. Un moment la collégiale avait compté vingt-huit canonicats puis était revenue à douze. Avant 1697, le doyen de Saint-Sauveur était déjà le premier membre du clergé blésois. Le chapitre était composé du doyen, du grand chantre, d'un archidiaque, d'un second archidiaque, d'un sous-doyen, d'un prévôt et de six chanoines.

La collégiale Saint-Jacques avait été fondée en 1316 par Louis de Chatillon comme maison de refuge pour les pèlerins se rendant à Saint-Jacques de Compostelle. La dotation primitive formait huit prébendes dont six étaient affectées à l'entretien des chanoines et deux au logement et à la nourriture des pèlerins. Dans la suite les chanoines réduits à cinq détournèrent à leur profit tous les revenus de la mense. Il y avait un syndic et quatre chanoines.

1. A. D., G. 213, juillet 1776.

Enfin le chapitre possédait un privilège assez curieux appelé « La comté » accordé par Thibault V au chapitre de Saint-Sauveur. Les chanoines avaient l'administration et les émoluments de justice du baillage présidial durant les trois jours qui suivaient l'Ascension.

Dépendant du chapitre, il y avait 14 chapelains et six enfants de chœur mais qui ne faisaient pas partie du corps.

c) LES ABBAYES. — *Notre-Dame du Bourg-Moyen*. — Cette abbaye existait au VII^e siècle ¹ et était occupée par des chanoines séculiers. En 1123, des chanoines réguliers de l'ordre de saint Augustin les remplacèrent. Bourg-Moyen connut une grande réputation au XIII^e siècle, réformée en 1551 par l'évêque de Chartres sur mandement de Henri II, puis donnée en comende ² elle suivit la réforme dite de sainte Geneviève en 1648. Les chanoines prirent le nom de Genovefains, ils portaient une soutane de serge blanche avec collet très large. On les appelait à Blois les « curés blancs ». Le régime claustral était peu sévère. L'abbaye et son église, très beau monument démoli à la Révolution, étaient situées au centre de la ville et les bâtiments claustraux servent actuellement de collège.

De Bourg-Moyen dépendaient quatre prieurés à Blois, l'Hôtel-Dieu, Saint-Calais, Saint-Martin, Saint-Solenne et douze prieurés-cures de campagne. Depuis la bulle d'Adrien IV de 1155, les religieux avaient la nomination des curés de tous ces prieurés.

Saint-Lomer. — Saint Lomer avait fondé au VI^e siècle le monastère de Corbion dans le Perche. A la suite des invasions normandes et après de multiples pérégrinations, les moines vinrent s'installer au bord de la Loire avec le corps du saint en 874. Thibault le tricheur leur donna l'église de Saint-Lubin au pied du château et leur fit octroyer une charte de fondation en 924 par Raoul roi de France. Le monastère prit le nom de Saint-Lomer et connut d'abord une grande prospérité puis une période de décadence et fut en partie ruiné au moment des guerres de religion.

1. Bernier, *Histoire de Blois*.

2. Sous Henri II l'abbé commendataire était Jean de Morvilliers, maître des requêtes de l'Hôtel du roi, A. D., 3 et 2, 4 A. D., 3 et 83, registre des recettes, 1772.

Au ^{xvii}^e siècle, la congrégation de Saint-Maur chargée de rétablir dans les différents monastères l'observance exacte de la règle de saint Benoît prit possession de Saint-Lomer le 30 septembre 1627. Les bénédictins gardèrent les anciens religieux jusqu'à leur mort en leur assurant une rente de 300 livres.

L'abbaye qui avait été reconstruite sur l'emplacement de l'église Saint-Lubin, était formée d'un imposant ensemble de bâtiments s'étendant entre le château et la Loire. Ils servent actuellement d'hôpital civil. L'église construite au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle dans le style des abbayes bénédictines sert d'église paroissiale sous le vocable de Saint-Nicolas. C'est un édifice superbe dont les deux flèches se reflètent dans les eaux du fleuve.

Le monastère dépendait de la province de Bourgogne. Chaque communauté élisait chaque année un conventuel qui allait à la diète provinciale. Celle-ci se tenait avant le chapitre général de la congrégation de Saint-Maur qui avait lieu chaque année dans une abbaye de l'ordre, choisie à tour de rôle. Dans le chapitre général étaient élus les officiers de la congrégation. Le siège général de la congrégation était à Saint-Germain-des-Près à Paris.

Le monastère de Blois avait été très prospère et le centre d'un mouvement intellectuel assez important, mais au ^{xviii}^e siècle, malgré ses biens considérables, la situation n'était pas très brillante. L'âge de grande foi était passé, les dons étaient rares et les vocations peu fréquentes. Un arrêt du Conseil d'État du roi du 3 avril 1767 avait décidé que les monastères dont le nombre de religieux tomberait au-dessous de 10 disparaîtraient et que leur temporel serait administré par le supérieur général. Pour éviter de disparaître, Saint-Lomer dut accepter la fusion avec Saint-Pierre de Melun. A la fin du ^{xviii}^e siècle, le monastère comptait vingt et un moines tous diacres, et si la situation matérielle de Saint-Lomer laissait à désirer, son prestige moral était encore très grand.

Le monastère possédait le droit de haute justice sur le faubourg du Foix. L'abbé nommait le bailli, le procureur fiscal et le greffier de cette justice.

d) COUVENTS D'HOMMES. — En dehors du chapitre et des

abbayes, les corps religieux comprenaient plusieurs couvents d'hommes. Leur organisation était moins autonome que celle des abbayes et ils étaient sous la tutelle étroite du provincial. Cependant, nous trouvons encore une organisation corporative très nette.

Les Jacobins. — C'est sous ce nom qu'ils ont laissé un souvenir à Blois. Les dominicains ou frères prêcheurs avaient été fondés par saint Dominique en 1215. Le couvent de Blois fut fondé en 1274 par Jean de Châtillon qui leur donna l'église paroissiale de Saint-Gervais de Bourg-Moyen, du cimetière et du presbytère ainsi que des droits attachés à cette paroisse. L'Hôtel-Dieu leur donna également deux maisons.

Le couvent était situé entre l'Hôtel-Dieu et l'abbaye de Saint-Lomer, l'église bordait la rue Saint-Lubin. La maison n'eut jamais de revenus considérables, mais ils étaient suffisants pour permettre aux moines de s'adonner à l'étude.

En 1789, le couvent ne contenait plus que cinq moines tous prêtres.

Le réfectoire qui passait pour un des plus beaux de l'ordre, avait longtemps servi de salle de réunion pour le corps municipal et servait de lieu de réunion pour les assemblées générales de nombreuses corporations.

Les Cordeliers. — C'étaient des religieux franciscains appartenant à l'ordre des frères mineurs fondé par saint François d'Assise. Les cordeliers appartenaient aux conventuels et étaient tenus à une stricte observance de la pauvreté.

Le couvent de Blois avait été établi vers 1250 par Jean de Châtillon. Dévasté en 1429 par les Anglais, il fut rétabli et reçut des fondations par Marie de Clèves, mère de Louis XII.

Il était situé à la limite des fortifications, derrière le tribunal actuel.

En 1789, il n'y avait plus que deux religieux, le couvent fut supprimé et réuni à celui de Vendôme.

Les Capucins. — C'étaient également des religieux franciscains qui restèrent d'abord sous la juridiction des frères mineurs observantins. Le Pape Paul V en 1619 les affranchit de cette tutelle.

Le couvent de Blois fut fondé par Henri III qui les logea dans

le jardin bas du château. Ils quittèrent Blois lors de l'excommunication du roi par Sixte-Quint. Ils revinrent en 1593 et furent installés aux « Lysses » dans le faubourg Saint-Nicolas par M^{sr} d'Épinac, archevêque de Lyon.

Le couvent devint florissant, de 1589 à 1614, les religieux réunirent 34.741 livres de quêtes. En 1611 le couvent recevait 31 profès. Il possédait 12.000 livres à la Révolution.

Les Minimes. — Fondés par saint François de Paule ils vinrent en France sous Charles VIII.

Le couvent de Blois fut fondé en 1613 sur un terrain rue Franciade donné par une dame de la Saussaye, parente de Saint François de Paule.

Le couvent est actuellement occupé par l'École primaire supérieure de filles. L'église a été démolie pour le percement de la rue Franciade, la première pierre en avait été posée par Marie de Médicis.

e) COUVENTS DE FEMMES. — Les couvents de femmes ne furent créés en général que vers le milieu du XVII^e siècle.

Dames Véroniques. — Elles étaient aussi appelées Filles-Dieu, elles furent envoyées de Paris par Éléonore de Guyenne épouse de Louis VII. Au XVI^e siècle, elles prirent pour patronne sainte Véronique et devinrent les « Véroniques », chanoinesses régulières de Saint-Augustin.

Ce fut à Blois le seul couvent de femmes jusqu'au XVII^e siècle. Elles tenaient un pensionnat. Le couvent était situé dans le Bourg-Neuf. Il était prospère, les religieuses possédaient treize maisons en ville, trois closeries et des terres.

En 1790, il y avait encore quatorze religieuses.

Dames de la Visitation. — Elles étaient aussi appelées dames de Saint-Marie ou Visitandines. L'ordre fut fondé par saint François de Sales et sainte Jeanne de Chantal en 1610. Leur but était de visiter les pauvres et de leur porter les secours spirituels et corporels.

Elles s'établirent à Blois en 1625. Leur couvent était situé dans le Bourg-Neuf en dehors des fortifications. Les bâtiments sont occupés actuellement par les bureaux de la Préfecture et la

chapelle abrite les archives départementales. Les Visitandines tenaient un pensionnat.

Les Ursulines. — L'ordre fondé à Brescia en 1506 avait pour but l'éducation des jeunes filles. Introduites en France par Marie de Médicis, elles s'établirent à Blois en 1621. Elles occupaient un immeuble dans le Bourg-Neuf et tenaient un pensionnat.

Les Carmélites. — Elles étaient établies dans le Foix à l'emplacement actuel de la gendarmerie. C'était un ordre cloîtré. Lors de son institution le corps municipal avait décidé que les religieuses n'auraient jamais plus de 500 livres de revenus, mais ceux-ci dépassèrent rapidement ce chiffre et le couvent fut toujours prospère.

Les Nouvelles Catholiques. — Elles étaient aussi appelées Filles de l'Union Chrétienne. Elles furent établies en 1689 pour permettre d'une part aux femmes et aux filles qui avaient été de la religion protestante et nouvellement converties de se retirer quelque temps et d'autre part de recueillir de pauvres orphelins. Elles logèrent dans la maison seigneuriale du Puits-du-Quartier et reçurent un don de 9.000 livres. Après des débuts assez pénibles et des démêlés avec l'autorité ecclésiastique, la communauté devint un pensionnat prospère. En 1732 le revenu était de 12.500 livres.

2^o Les compagnies d'officiers de justice et les communautés judiciaires.

On pourra s'étonner de voir réunies des communautés très différentes, puisque d'un côté nous avons des fonctionnaires et de l'autre des gens occupant des professions libérales, mais si on les place dans le cadre journalier de la vie de la cité, ce sont bien les mêmes personnages. Et si le lieutenant général du bailliage présidial paraît fort distant du notaire ou de l'avocat, nous voyons à la génération suivante le fils du notaire acheter une charge du présidial et même dans la même génération tel avocat ou procureur lever un office d'officier du roi, et être tel que Touzard avocat au présidial, assesseur de la maréchaussée et procureur du roi à l'assemblée municipale.

Ce sont donc bien des gens de la même société et si on les voit se disputer souvent sévèrement entre communautés et même membres du même corps, on les voit aussi se serrer les coudes dès qu'un péril grave menace leurs privilèges.

Toutes les charges sont entre les mains de blésois, peu d'étrangers, nous sommes là devant un milieu très caractérisé et aussi très fermé qui a une grosse influence sur la vie de la cité et qui, lors de la réunion des États généraux, pèsera d'un gros poids sur l'orientation des élections et la rédaction des cahiers.

a) LES DIFFÉRENTES JURIDICTIONS. — « Le lieu où l'on rend la justice, dit Bernier dans son *Histoire de Blois*, est un grand corps de logis ¹ bâti par les comtes de Blois, ducs d'Orléans et par les rois Louis XII, Henri II et Henri III. Au bas sont les Halles et au haut la grande salle et les chambres du Présidial, de l'Élection, des Eaux et Forêts et des Comptes. »

C'était autour de ce bâtiment que gravitait tout ce monde de la justice et de la basoche, au reste fort bruyant.

Dans le dernier stade de l'organisation judiciaire de l'ancien régime, Blois était le siège d'un bailliage présidial du ressort du Parlement de Paris.

Ce bailliage présidial correspondait sensiblement à l'ancien comté de Blois sauf les justices seigneuriales de Saint-Aignan et Menars et sa compétence s'étendait à 12 villes et 24 paroisses.

Cette juridiction connaissait depuis 1774 :

1^o Sans appel toutes les affaires civiles n'excédant pas 2.000 livres de capital ou 80 livres de rentes ;

2^o A charge d'appel les affaires civiles jusqu'à 4.000 livres de capital ou 160 livres de rentes.

3^o Les affaires criminelles dites cas présidiaux en concurrence et par prévention avec les prévôts des maréchaux sauf appel devant le parlement en cas de condamnation à mort.

Le bailliage présidial était avec la police la juridiction ordinaire de droit commun. Or à Blois, la charge de lieutenant de

1. L'ancien palais de justice, démoli en 1849, occupait le quadrilatère limité par les rues Anatole-France, Paul-Renouard, du Palais et des Rouillis.

police appartenait à la compagnie du présidial. Les conseillers l'exerçaient *ad turnum* pendant trois mois ¹.

Les *juridictions d'exception* étaient représentées par les juridictions fiscales de l'Élection et du Grenier à Sel et une juridiction domaniale : la cour des Eaux et Forêts.

La juridiction de l'Élection connaissait en première instance les procès civils ou criminels relatifs aux impôts directs jusqu'à 30 livres, au delà de cette somme l'appel était porté devant la cour des Aides.

Le Grenier à sel était chargé de juger en première instance les différends relatifs à la Gabelle ². Il jugeait en dernier ressort jusqu'à la valeur d'un quart de minot, au delà avec appel devant la cour des Aides.

Les Eaux et Forêts étaient une juridiction chargée de la police et de l'administration des forêts royales.

Les *juridictions mixtes* étaient représentées par la connétablie ou tribunal du point d'honneur qui jugeait les différends entre gentilshommes (duels, dettes de jeu, etc.) et les juridictions de police : la maréchaussée et la lieutenance des maréchaux de France.

Enfin la prévôté avait été réunie au bailliage en 1634 et la cour des comptes avait été supprimée en 1774.

b) LES OFFICIERS. — Sous l'ancien régime les fonctions publiques se divisaient en deux catégories, celles qui étaient exercées temporairement par simple commission ou par nomination royale et celles qui étaient constituées en titre d'office. Celles-ci étaient la propriété de leurs détenteurs et représentaient souvent une partie très notable de leur fortune personnelle.

Toutes les fonctions de justice étaient en titre d'office et les « multiples tribunaux exigeaient tant de magistrats, l'élite de la bourgeoisie, qu'ils ne pouvaient manquer de s'allier entr'eux...

1. Calendrier historique de l'Orléanais pour l'année 1788.

2. L'Orléanais était une province de Grande Gabelle, c'est-à-dire que la consommation du sel n'était pas libre, chaque chef de famille devait acheter une quantité de sel déterminée, destinée à la consommation familiale. C'était un impôt direct.

il se fondait de véritables familles de judicature qui tenaient à Blois le haut du pavé ¹ ».

Le Bailliage présidial. — Le bailliage présidial était de loin le corps d'officiers royaux le plus important à Blois. Malgré la décadence des sièges présidiaux et surtout leur détresse financière, les charges avaient gardé une certaine importance et étaient assez recherchées par les fils de la bourgeoisie. Le personnel était encore nombreux et la compagnie avait fort bonne allure dans les cortèges officiels.

On ne parlera pas du Grand Bailli, chef honorifique du bailliage qui était un officier d'épée choisi dans la noblesse. Il ne venait plus depuis longtemps aux audiences ². Le lieutenant général avait jusqu'en 1557 présidé le présidial. A cette date furent créés les offices de *président présidial*.

Le président présidial devint le chef de la compagnie. Il présidait les audiences présidiales et était chargé de la distribution des procès présidiaux et de la réception des officiers. La charge était purement fiscale, un office de 2^e président fut créé par l'édit de septembre 1633 mais il fut levé par le premier président et le lieutenant général. Le président ne participait pas aux épices et ne rapportait aucun procès. Au tribunal et dans les cérémonies le président marchait en tête de la Compagnie en robe rouge ³.

Immédiatement après venait le *lieutenant général (locum tenens* du bailli). C'était un officier de robe longue, il avait remplacé effectivement le bailli à la tête du bailliage.

En l'absence du président, il présidait le présidial pour le jugement des causes civiles dans les deux cas de l'édit. Il présidait toujours même en présence du président au jugement des causes civiles ordinaires.

Il avait également la présidence de l'assemblée municipale, il convoquait le ban et l'arrière-ban.

C'était un personnage important qui prenait place à l'église dans la haute stalle du chœur au-dessus des chanoines entre le

1. Belton, *Gens et choses de la justice à Blois aux temps passés*.

2. L'office héréditaire de Grand Bailli était échu à un enfant de neuf ans, le marquis de Saumery.

3. Archives nationales, A. D., 113, n° 186.

chantre et le pénitencier. C'était une des charges les plus en vue, de Blois, exercée à la fin du XVIII^e siècle par Druillon, personnage très actif qui joua un rôle fort important lors de la convocation des États généraux.

Venait ensuite par ordre de préséance le *lieutenant criminel*. C'était une fonction démembrée de celle de lieutenant général par l'édit du 14 janvier 1523. Il jouissait au criminel des mêmes droits et prérogatives que le lieutenant général au civil. La présidence lui appartenait à l'audience et en la chambre criminelle de bailliage. Dans les cas présidiaux, il siégeait après le président et le lieutenant général. A l'église il avait sa place dans les stalles hautes du côté gauche du chœur entre le pénitencier et les chanoines.

Le *lieutenant particulier* suppléait le lieutenant général et l'*assesseur* le lieutenant criminel. La charge d'assesseur était un démembrement de l'office de lieutenant particulier. L'assesseur venait avant le doyen des conseillers. Comme premier conseiller il siégeait au civil immédiatement après le lieutenant particulier.

Puis venaient les *conseillers magistrats*. Le pouvoir présidial avait été en effet confié à une compagnie de magistrats. Ils devaient être sept pour juger en dernier ressort. Mais la majorité de ces offices était retombée aux parties casuelles et à la fin du XVIII^e siècle il n'y avait plus que deux conseillers. C'étaient des juges chargés de compléter le tribunal en audience du présidial. Ils s'inscrivaient sur le tableau d'après leur ancienneté, le plus ancien faisait fonction de doyen et pouvait en cas d'absence convoquer les assemblées de la compagnie. L'un d'eux était lieutenant des maréchaux de France.

Les gens du roi étaient le *procureur du roi* chargé de l'instruction et de l'exécution des jugements, le *premier* et le *deuxième* ¹ *avocats du roi* qui prenaient la parole aux audiences.

Le procureur du roi apportait en audience les arrêts du parlement. Il ne devait pas déposer de conclusions sans prendre l'avis de l'avocat du roi.

1. En 1788 cet office n'avait plus de titulaire. D'ailleurs les avocats du roi étaient souvent remplacés par un avocat (audience de présidial du 29 avril 1786).

Les affaires étaient assez nombreuses et les audiences avaient lieu une fois par semaine, le vendredi pour le bailliage présidial, le samedi pour le bailliage; cette dernière se divisait en deux parties, le premier et le dernier ressort. Enfin, suivant les circonstances le présidial tenait une audience criminelle.

L'élection. — Cette juridiction tirait son nom de la qualité d'élus donnée aux officiers. Ceux-ci étaient, en plus de leurs fonctions de juges, chargés de la répartition de l'impôt entre les paroisses. Au XVIII^e siècle leur rôle avait été très diminué du fait des empiétements faits sur leurs attributions par différentes juridictions.

Les commissaires départis avaient pris la répartition de la taille et des vingtièmes, les bureaux de finance la petite voirie et les juges une partie du contentieux. Les élus n'étaient plus obligés d'avoir la licence en droit.

La compagnie comprenait un président, un lieutenant, quatre conseillers, un procureur du roi.

Le Grenier à sel. — Le Grenier à sel était à la fois une juridiction et un dépôt où se débitait le sel du roi. En outre, au grenier était rattachée une brigade de gabelle composée de gardes chargés de la recherche des faux-sauniers. Des droits manuels avaient été créés au profit des officiers sur le sel livré.

La compagnie comprenait un président, un grenetier, un contrôleur et un procureur du roi. Elle avait également, à la suite du mouvement qui se dessinait pour supprimer les juridictions d'exception, fort perdu de son importance à la fin du XVIII^e siècle. Un édit du 8 mai 1788 avait même supprimé la juridiction pour la rattacher au présidial.

Les Eaux et Forêts. — La compagnie avait un rôle administratif en dehors de son rôle de juridiction. Elle avait la surveillance et la gestion des forêts royales. Elle était composée d'un maître des eaux et forêts, d'un lieutenant, d'un procureur du roi, d'un garde-marteau.

Le Tribunal du point d'honneur. — La compagnie comprenait un lieutenant et un rapporteur.

La Maréchaussée. — La Maréchaussée avait une double mission d'abord le service de la sûreté publique. Pour ce premier

but le lieutenant de la Maréchaussée à Blois dépendait du prévôt général d'Orléans et avait le commandement de la lieutenance¹ de Blois divisée en quatre brigades² : Blois, Romorantin, Vendôme et Montoire.

En tant que juridiction et corps la Maréchaussée était composée du lieutenant, d'un assesseur, et d'un procureur du roi. Sa compétence était limitée aux crimes dits prévotaux.

La Police. — La charge du lieutenant de police était remplie par un conseiller du présidial³.

La Police s'occupait des règlements administratifs, de la surveillance du commerce et de l'industrie. Le lieutenant de police était assisté d'un procureur du roi.

Cette profusion de juridictions n'allait pas sans un nombre élevé d'avocats, procureurs, greffiers, huissiers auxquels il faut ajouter les notaires et qui formait ce qu'on appelait les « gens de robe ».

c) LES GENS DE ROBE. — *Les Avocats.* — Ils ne formaient pas à proprement parler un corps ni une communauté, ils étaient réunis dans une association tacite appelée ordre ou barreau. Mais quelle que soit la forme de leur collaboration ils agissaient comme un corps et étaient considérés comme tels⁴.

Le rôle des avocats était d'assister les particuliers devant les différentes juridictions de Blois. Ils étaient au nombre de six.

Les Procureurs. — Les procureurs sont des mandataires généraux des parties pour les représenter en justice ; ce sont des mandataires *ad lites*, ce sont les avoués d'aujourd'hui, mais ce mot n'est en usage que depuis la Révolution⁵.

Créés au début pour représenter les corps, l'usage de plaider par procureur se généralise au XVI^e siècle. A Blois, ce n'est que par un édit de Henri III du 4 janvier 1583 que les charges des

1. La lieutenance comportait des exempts, des brigadiers et des cavaliers.

2. La brigade était composée d'un officier et de quatre cavaliers.

3. Audience de 1789, Bachot conseiller en exercice pour la prévôté de la ville, faubourg et banlieue de Blois.

4. Convocation aux élections pour les États généraux en 1789.

5. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*.

procureurs furent érigées en offices, mais ce ne fut qu'à partir de 1664 ¹ que le système devint définitif.

Les procureurs devenaient ainsi des officiers royaux mais des officiers sans gages, qui étaient seulement autorisés par le roi à exercer leur profession. Toutefois, dans la suite les procureurs obtinrent que « les parties ne pourront ester ni procéder en justice sans le ministère des procureurs ² » ce qui créait en leur faveur des gages indirects mais assurés.

L'édit de 1583 avait créé les officiers au nombre de 30, en 1604 il y avait 41 procureurs, l'édit de 1664 les réduisit à 25. En 1788 la communauté des procureurs n'en comprenait plus que 11.

Les Notaires. — Au XIII^e siècle les notaires ³ étaient des officiers publics dépendant de la juridiction prévotale. Ils avaient fonction de recevoir des clients les actes de juridiction volontaires où les juges n'avaient à intervenir qu'en cas de contestation entre les parties.

C'est Philippe le Bel qui créa les notaires royaux en les affranchissant de la sujétion des juges, mais ce n'est qu'en 1542 que François I^{er} institua le tabellionage en titre d'office.

Jusqu'en 1597 les trois fonctions de notaire, tabellion et garde-notes étaient distinctes. Henri IV les réunit en office de notaire. Le notaire reçoit et rédige les conventions, le tabellion leur donne la forme exécutoire en les scellant, le garde-notes a le dépôt des minutes.

Les notaires royaux de Blois portaient le titre de « notaire et tabellion royal ». Ils avaient le privilège d'instrumenter dans tout le ressort du bailliage, malgré cela leur condition était assez précaire ⁴.

En 1784 la communauté comprenait dix membres ⁵.

Les Huissiers. — On distinguait les huissiers audienciers des

1. Édit d'avril 1664.

2. Arrêt de la Cour du Parlement du 19 août 1784.

3. Le nom de notaire qui s'appliquait primitivement à toute espèce de scribe chargé de minuter les contrats, vient des notes tironiennes employées par eux dans les minutes, lesquelles prirent le nom de notes.

4. Une étude valait de 5 à 6.000 livres au XVII^e siècle.

5. Les notaires apostoliques faisaient partie de la communauté. *Almanach*, 1788.

sergents royaux. Ils formaient deux communautés distinctes¹.

La fonction des huissiers audienciers était de servir à l'audience de la juridiction près de laquelle ils exerçaient. Créés au présidial par les édits de juillet 1553 et avril 1557, ils appelaient les causes, assuraient l'ordre et exécutaient les ordres des juges.

Les sergents royaux étaient des gens d'exécution portant les exploits, réalisant les saisies, etc...

Enfin l'édit de 1635 avait créé un office d'huissier près la chancellerie du présidial qui bien que ces offices fussent réunis par une déclaration du 13 juillet 1694 à ceux d'huissiers audienciers, subsista à Blois² jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Les huissiers exploitant près du tribunal du point d'honneur s'appelaient des archers gardes de la connétablie.

3^o *Les corps des professions libérales.*

Avec les gens de robe nous avons largement empiété sur le groupe des professions libérales qui se réduisaient au XVIII^e siècle à quelques corps concernant les arts médicaux et encore ceux-ci se sont-ils dégagés avec peine, sauf les médecins, des corps de métiers et de commerce.

Beaucoup de profession libérales de nos jours étaient encore incluses, celle d'architecte par exemple, dans les métiers d'art. La raison en était du peu de développement des techniques, celles-ci n'avaient pas sensiblement progressé depuis des siècles et il faudra attendre le mouvement industriel du début du XIX^e siècle pour voir apparaître le maître de l'œuvre différent de l'exécutant.

Les quatre corps qui vont être étudiés s'étaient distingués assez vite par l'importance des fonctions exercées qui avaient nécessité de bonne heure une réglementation. Toutes se rapportaient à l'art médical et c'était par ordre d'importance : les médecins, les chirurgiens, les apothicaires et les perruquiers. Ces professions avaient été longtemps sans avoir de frontières

1. A. D., série B. Réception d'un huissier à la chancellerie du présidial, 1^{er} juillet 1780.

2. A. D., série B, baillage 1618, procès.

très nettes et même au XVIII^e siècle, il arrivait encore fréquemment que l'un de ces corps empiétât sur les attributions de l'autre.

On a étudié ensemble ces professions car poursuivant un but commun, elles ont de nombreuses ressemblances dans leur organisation. Enfin elles constituent une organisation typique de corps, différente de celle des corps de commerce et qui eut servi de modèle si l'évolution avait nécessité la formation de nouveaux corps de professions libérales : architectes, ingénieurs, géomètres, assureurs, etc....

Les médecins. — Les médecins dépendaient en réalité de l'université, corps ecclésiastique. Primitivement la médecine avait été exercée par des clercs ce qui explique que jusqu'au XVI^e siècle le célibat leur fut imposé. L'ordonnance de Blois précisait que nul ne pouvait exercer la médecine s'il n'était licencié ou docteur d'une faculté de médecine. Ils devaient pratiquer dans le ressort de leur faculté d'origine sauf nouvelle agrégation. C'est la faculté qui prend la défense de leurs intérêts généraux et s'ils n'ont pas une organisation corporative très développée ils forment comme les avocats un collège où nous retrouvons les éléments essentiels : organe de direction, discipline intérieure organisée sous la foi du serment, défense des intérêts plus spécialement blésois.

Ils représentaient le corps le plus relevé parmi les arts médicaux et prenaient place sans conteste parmi les notables bourgeois.

Chirurgiens. — La chirurgie s'était, au moyen âge séparée de la médecine car les médecins qui étaient des clercs ne pouvaient verser le sang. La chirurgie était tombée en décadence et devenue un métier manuel exercé à Blois par deux communautés : les chirurgiens de robe longue et les chirurgiens barbiers. Les premiers avaient le droit de faire la chirurgie mais pas la barbe, ils avaient pour enseigne saint Côme et saint Damien, les autres étaient restreints à la saignée et aux pansements et avaient seulement des bassins pour enseigne.

Les chirurgiens de robe longue, qui devaient devenir les chirurgiens tout court, eurent beaucoup de peine à améliorer leur situation et à se séparer des barbiers. Ce n'est qu'en 1743

que Louis XV réunit définitivement les barbiers aux perruquiers étuvistes et exigea en principe pour les chirurgiens la qualité de maître es arts.

Enfin, à partir de 1750, les chirurgiens sont considérés comme notables bourgeois et ne paient plus le vingtième d'industrie. Pour exercer il est alors nécessaire d'avoir la maîtrise de chirurgie et d'être agréé à la communauté locale assignée par le lieutenant du premier chirurgien du roi.

Ils avaient pour patrons saint Côme et saint Damien et pour enseigne des bassins jaunes.

Apothicaires. — Ils formaient une des vieilles corporations bloises puisque leurs statuts datent de 1571 et qu'on les trouve déjà mentionnés dans une ordonnance de Louis XII de 1512.

Comme les chirurgiens mais beaucoup plus tôt, ils avaient dû se séparer des épiciers apothicaires déjà distincts alors des épiciers simples et drogueurs.

Les statuts de 1571 portent « Ordonnances et statut des maîtres apoticaire et épiciers de Blois ¹ ». Les épiciers de leur côté rentrèrent dans la catégorie plus large des merciers. Les apothicaires continuèrent à améliorer leur situation, les examens à la fin de l'ancien régime étaient devenus difficiles, une stricte discipline régnait dans la corporation et parallèlement à ces progrès la considération augmentait pour les apothicaires.

Les perruquiers. — Comme on l'a vu la communauté fut créée par Louis XIV et les premiers statuts furent enregistrés au parlement le 17 août 1674. Les barbiers, à dater de ce jour, séparés des chirurgiens barbiers, eurent saint Louis comme patron mais restèrent soumis à la juridiction du premier chirurgien du roi. Louis XV leur donna de nouveaux statuts le 6 février 1725 et en 1743 il réunit les barbiers-perruquiers, baigneurs étuvistes. En 1659 un édit avait érigé en offices les fonctions de la corporation, les membres devinrent des officiers alors que jusque-là ils avaient été considérés comme des artisans.

1. Ordonnance de Charles IX érigeant l'état d'apothicaire en métier, octobre 1571.

Ils avaient seulement le droit de faire de la petite chirurgie : pansements, saignées, faire la barbe et confectionner des per-ruques, de vendre de la parfumerie. Ils avaient pour patron saint Louis et leur boutique était peinte en bleu avec des bassins blancs pour enseigne.

4^o Corps de commerce et communautés de métier.

A Blois comme partout l'origine des métiers reste confuse et nous ne nous y attarderons pas. Nous dirons seulement quelques mots sur leur développement.

Les premiers métiers organisés apparaissent dans la seconde moitié du XIII^e siècle, à Blois. Au XIV^e siècle les renseignements sont plus nombreux et le rôle de l'échauguette nous donne la classification :

Tameliers ;
Marchands et artisans ;
Maçons charpentiers et tisserands ;
Courdouaniers et basaniers ;
Pelletiers et fripiers ;
Vachers et tanneurs.

Au cours des XV^e et XVI^e siècles de nouveaux métiers apparaissent, d'autres s'organisent et se font reconnaître. Au XVII^e siècle la situation se stabilise. En 1666 il existe à Blois 35 métiers¹ ; en 1765 pour une élection de notables² nous trouvons 43 communautés envoyant des délégués.

En 1782, lors de la réunion pour la notification du règlement du 1^{er} mai qui réorganisait les communautés, nous trouvons vingt communautés « nouvelle manière » ; certaines d'entre elles renfermant plusieurs métiers³. En 1788⁴, on trouve dans une adresse des communautés du tiers état de Blois au maire et aux échevins en faveur du doublement du tiers, 12 communautés

1. A. D., série B, Archives du présidial. Dans ce nombre sont compris les chirurgiens et les apothicaires.

2. A. M. B. B., 23, F^o 104, A. D., série C., contrôle des milices.

3. A. M., H. H., 8.

4. A. M., B. B., 31, f^o 77.

groupant 40 spécialités. D'ailleurs dans cette pièce nous trouvons cette fois les procureurs et les avocats, mais ni les chirurgiens ni les apothicaires. La liste de convocation pour les élections aux États généraux de 1789 est également différente. Il ne faut donc pas s'attacher à une classification trop précise, classification qui ne paraissait même pas nette aux contemporains.

Nous nous en tiendrons à la liste suivante qui nous paraît présenter le plus de sûreté.

Elle comprend 34 communautés groupant 52 spécialités. Les métiers ont été groupés par spécialité, par simple commodité.

Marchands . . .	Merciers-drapiers.
	Épiciers-ciergiers.
	Boulangers.
	Bouchers.
Alimentation . .	Charcutiers.
	Rôtisseurs-traiteurs
	Pâtissiers.
	Chandeliers.
	Aubergistes-cabaretiers-limonadiers.
	Bonnetiers
	Chapeliers.
	Drapiers.
	Sergiers.
	Taillandiers-pourpointiers.
Habillement . .	Tisserands.
	Cordiers.
	Cordonniers.
	Savetiers.
	Tanneurs
	Corroyeurs.
	Taillandiers.
	Serruriers.
Artisans	Maréchaux.
	Potiers d'étain.
	Fourbisseurs-coutelliers-armuriers.
	Menuisiers.

Artisans	{	Tonneliers-boisseliers.
		Selliers-bourrelliers-carrossiers.
		Charpentiers.
		Maçons-couvreurs-plombiers.
		Plâtriers-paveurs.
Métiers d'art. . .	{	Tapissiers-miroitiers.
		Orfèvres-bijoutiers.
		Horlogers.
		Balanciers-fondeurs.
		Joueurs d'instrument.

Organisation. — L'absence de texte au moyen âge ne nous permet pas de nier l'existence des communautés. Elles étaient nées des nécessités journalières et au début les rapports eurent lieu à l'intérieur de simples confréries de forme religieuse, peu à peu on en vint à discuter dans ces réunions des intérêts matériels et le jour de la fête de la confrérie une assemblée réunissait certainement les membres du métier.

Le premier texte précis est un accord conclu entre les exécuteurs testamentaires de la comtesse Jeanne et les foulons et les fripiers ¹ et une réglementation du travail des ouvriers blésois par une ordonnance ² d'Hugues de Châtillon. Puis vient la fameuse ordonnance ³ de Louis XII accordant la liberté des métiers à Blois sauf aux orfèvres, serruriers, barbiers et apothicaires. Cette date de 1512 permet de partir d'un pied ferme pour étudier l'organisation des métiers.

Cette ordonnance ne fut suivie d'aucun effet, au contraire, nous voyons se succéder les confirmations de statuts à partir de ce moment. Si longtemps la coutume avait régi les rapports entre membres de la communauté, il arriva un moment où elle ne fut plus suffisante pour régler toutes les contestations et les corps de métiers sentirent la nécessité de fixer leurs droits et

1. *Cartulaire de Blois*. Bibliothèque nationale. Collection Clairambault, 968, f° 76-80.

2. *Id.*, f° 187.

3. Archives nationales K. 1.212, n° 28.

leurs privilèges pour pouvoir aller devant les tribunaux si besoin était. D'un autre côté, le pouvoir royal qui y vit une source de revenus, et un moyen de contrôle efficace, fut fort satisfait de donner son autorisation aux communautés.

Le premier pas dans la reconnaissance du corps est l'institution des jurés qui établissent les relations entre l'autorité et le corps. Ils apparaissent au XIV^e siècle dans les métiers de Blois, leur existence n'implique pas encore la constitution d'un métier fermé ou jurande ; chacun peut encore lever un ouvrier, le ou les jurés sont seulement chargés de faire observer les règlements ou les usages. Le juré a toutefois déjà un grand pouvoir pour limiter la liberté du métier. Le roi qui a trouvé commode l'installation du juré trouve bientôt devant lui plutôt un défenseur du métier qu'un agent docile, il ne lui reste plus qu'à sanctionner légalement un état de choses qu'il serait vain de vouloir modifier et ce faisant, il cherche à en retirer au moins un avantage pécuniaire.

Cette dernière transformation s'est produite à partir de la fin du XV^e siècle. Les premiers statuts approuvés sont ceux des barbiers en 1441, les taillandiers en 1492 par Louis d'Orléans, en 1494 les tisserands, en 1501 les cordonniers, en 1502, les serruriers, puis les maréchaux en 1509.

Survient l'ordonnance de 1512, arrêt, puis en 1593 le roi de nouveau confirme les statuts des taillandiers puis le mouvement s'accélère et Henri IV reprenant l'ordonnance de Henri III de 1581 qui n'avait pas été appliquée, ordonne que tous les métiers soient jurés. Un commissaire royal fut chargé à Blois d'exécuter l'édit d'avril 1597 concernant « l'élection en maîtrise de tous arts et métiers ¹ ».

D'après le registre de la prévôté, 30 métiers reçurent des statuts dans le cours des XVI^e, XVII^e, et XVIII^e siècles. Il ne faut pas en déduire que seuls ces métiers étaient constitués en jurandes car il se peut que des statuts n'aient pas été enregistrés. Toutefois, il semble qu'à Blois 3 métiers étaient libres en raison de leur condition modeste : vanniers, jardiniers, pêcheurs.

1. A. D., Registre de la prévôté, folios 208 et 211.

CHAPITRE III

L'ORGANE DE DIRECTION

La première caractéristique de tout groupement organisé est d'avoir une tête, de posséder un organe de direction chargé de coordonner et de diriger les efforts de la communauté et d'exécuter les décisions de l'assemblée.

Les corporations possédaient cet organe de direction dont la composition était copiée, sur celle du corps de ville et c'est pourquoi nous avons insisté sur l'organisation de celui-ci.

Lorsque les corps d'officiers, après l'institution de la vénalité des offices et les corps de commerce et les communautés de métiers après la formation des métiers jurés sentirent le besoin de s'organiser sérieusement, ils furent fatalement amenés à copier les formes d'organisation existantes et notamment les institutions municipales que la plupart d'entre eux pratiquaient depuis longtemps.

On trouve donc dans toutes les corporations le même schéma général : un chef, un bureau, une assemblée générale. Suivant l'importance numérique de chaque corps ou communauté, chacun de ses éléments est plus ou moins développé mais l'organisation demeure. Tantôt le bureau et le chef sont confondus, tantôt au contraire une assemblée intermédiaire composée des anciens dignitaires vient s'intercaler entre le bureau et l'assemblée générale.

Le chef. — Le chef, qu'il se nomme doyen, président, prieur ou lieutenant est soit élu, soit désigné par son rang dans la hiérarchie ou nommé par un organe extérieur et supérieur à la corporation. Le fait qu'il ne soit pas l'élu des corps pourrait faire croire à un manque d'autonomie. Il n'en est rien, car très

souvent le rôle du chef est tout honorifique. Son titre figure en tête des actes, il marche en avant du corps lors des cérémonies, il convoque et préside les assemblées qui souvent à défaut de local se tiennent chez lui. Enfin, c'est lui qui signe le premier au registre des délibérations.

Le bureau. — Auprès du chef on trouve un bureau qui l'assiste pour l'étude et la conduite des affaires de la communauté. Ce bureau est d'importance variable parfois réduit à un seul syndic. Souvent même et c'est le cas dans les corps du commerce et les communautés de métiers, le chef n'existe plus et ce sont les syndics qui dirigent la compagnie.

Les syndics sont spécialement chargés des intérêts matériels du corps, de la gestion des finances, de l'encaissement des épices, de la perception des droits et des contributions à la bourse commune. Ils règlent les dépenses et s'occupent des procès. Dans les corps de commerce et les communautés de métiers les syndics sont en outre chargés de la discipline intérieure du groupe.

Les pouvoirs et les responsabilités sont variables suivant les corporations mais en général les syndics sont responsables de la bourse et souvent en cas de perte de procès ils sont exécutés les premiers, la clause est stipulée dans les contrats d'emprunt. Aussi dans certaines communautés peu riches, la fonction n'était pas enviée et chaque membre était obligé de l'exercer à tour de rôle.

L'assemblée générale. — Elle est composée de tous les membres du corps. Dans les corps de commerce et les communautés de métiers elle comprend tous les maîtres.

Elle est réunie au moins une fois par an pour les élections et en général pour toutes les affaires importantes. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents, ou comme disent les statuts « la plus saine partie d'entr'eux ».

Dans certains corps de métiers lorsqu'on traite une question de moyenne importance on réunit une assemblée plus réduite que l'assemblée générale composée du bureau auquel viennent se joindre les anciens dignitaires. L'assemblée générale comprend quelquefois également des membres honoraires.

I. — LES CORPS ECCLÉSIASTIQUES

Le chapitre cathédral. — Il était présidé par le doyen. C'était un chanoine qui était institué par bulle du pape après avoir obtenu un brevet du roi, soit directement, soit sur résignation de son prédécesseur ¹.

Le doyen du chapitre était le doyen de la mense Saint-Sauveur; aussi les chanoines de la mense Saint-Jacques faisaient-ils parfois des difficultés pour le reconnaître ². Il convoquait le chapitre et parlait le premier mais devait voter le dernier ³. Il possédait une des clefs du coffre où étaient enfermés les titres du chapitre.

Le doyen était assisté d'un bureau composé du grand archidiacre, du sous-doyen, du grand chantre, du prévôt et du trésorier. C'étaient ce qu'on appelait les dignitaires. Ces dignités étaient d'ailleurs purement honorifiques car si le dignitaire n'était pas prébendé il ne pouvait assister aux chapitres généraux ⁴.

Les affaires temporelles étaient traitées par les syndics désignés avec une mission générale ou au contraire pour une mission précise comme la conduite d'un procès ⁵.

Le syndic général rendait ses comptes le lundi après la Saint-Pierre ⁶. Souvent d'ailleurs, le syndic était pris parmi les dignitaires. Le 7 décembre 1784 le syndic ayant démissionné à la suite de difficultés survenues dans le règlement des revenus des chapelles, il fut décidé que désormais les différentes fonctions du syndicat seraient partagées entre ces « Messieurs ». En outre, un chanoine était désigné comme surveillant des bâtiments; un autre s'occupait des décimes et de la greneterie, il rendait ses comptes en présence de deux commissaires.

L'assemblée générale était désignée sous le nom de chapitre.

1. A. D., G. 212, délibération du 28 janvier 1750.

2. *Id.*, délibération du 10 avril 1750.

3. A. D., G. 213, délibération du 16 novembre 1787.

4. A. D., G., 212, 20 novembre 1749, 12 août 1760.

5. A. D., G. 213, 2 mai 1752, 5 juillet 1776.

6. A. D., G. 213, Actes capitulaires, 4 mars 1767.

Elle siégeait dans la salle capitulaire située dans le bâtiment voisin de la cathédrale et occupé actuellement par les services d'électrification rurale. Il y avait d'abord les chapitres généraux qui se tenaient le lundi après la trinité d'hiver et la trinité d'été et où les deux menses étaient réunies. Il y avait également tenue de chapitre extraordinaire lorsqu'il s'agissait de questions de discipline ou de règlement intéressant les deux menses ¹. Le chapitre ordinaire ou particulier se tenait tous les mardis.

Les chanoines non prébendés ne faisaient pas partie du chapitre. Les dignitaires non prébendés ne pouvaient assister aux chapitres généraux, ils pouvaient seulement se trouver à ceux du mardi pour entendre la lecture des statuts et règlements ².

Au chapitre, les affaires spirituelles et de discipline étaient présentées par le doyen ; les affaires temporelles par le syndic. Celles-ci concernaient la gestion des biens de chapitre : appréciations des recettes et des dépenses, nominations aux bénéfices, locations, remises aux fermiers, réparations supérieures à 50 livres, dîmes, vente des vins et des grains, etc... Après délibération le vote avait lieu à la pluralité des voix. Aucune affaire ne pouvait être discutée en dehors du chapitre, en cas de violation du secret des séances, le chanoine coupable était exclu du chapitre durant trois mois et privé de sa prébende durant ce temps.

Tout ce qui était proposé dans la séance du chapitre était écrit sur le registre des actes capitulaires et signé par le secrétaire.

Les abbayes. — Le chef de la communauté était le prieur, religieux désigné par le chapitre général de la congrégation et institué par le supérieur général. Ses lettres d'institution étaient lues au chapitre de la communauté qui se contentait de les enregistrer. Ici, le rôle de prieur était plus important que celui de doyen du chapitre car il désignait une partie du bureau, en outre il était chargé de faire respecter la règle monastique.

Dans ses lettres d'institution il était dit : « *tibi dantes omnem potestatem illud, administrandi regendi, ac gubernandi justa et*

1. A. D., G., 213, *id.*, 4 juin 1787.

2. A. D., G., 212, *id.*, 20 novembre 1749.

secundum constitutiones nostras » et « omnibus vere et singulis monachis commissis et aliis personis ejusdem monasteris præcipimus in virtute sanctae obedientiae ac sub excommunicationi aliamque censuram ecclesiasticarum ¹. »

Les termes étaient énergiques et le pouvoir était grand. En contre-partie le prieur pouvait être révoqué par le supérieur général. En 1767 la règle ayant été violée le prieur fut averti d'avoir à se retirer immédiatement dans un monastère de la province en dehors du diocèse. Toutefois, le prieur pouvait faire un recours au chapitre général ².

Nous parlons du prieur et non de l'abbé. C'est que ce dernier n'avait qu'un titre, c'était un abbé commendataire qui n'intervenait d'aucune manière dans la vie du monastère, ses revenus même étaient séparés de ceux des religieux. D'ailleurs, à la suite de la création de l'évêché, l'évêque de Blois était l'abbé de Bourg-Moyen et de Saint-Lomer. ,

Pour les affaires temporelles le prieur était assisté d'un conseil composé du sous-prieur, de trois senieurs et d'un secrétaire. Ce bureau se réunissait tous les samedis après l'office qui suivait la méditation du matin ³ pour régler les affaires courantes, les affaires générales étant réservées à l'assemblée générale. On voit combien cette organisation correspond à l'organisation municipale. Les affaires dans ce conseil étaient discutées et votées à la pluralité des voix.

Le prieur avait le droit de nommer deux senieurs, les deux autres étaient élus par la communauté en séance du chapitre.

Un arrêt du 6 juillet 1766 avait réglé que dans les maisons de quinze religieux et au-dessus, il y aurait 4 senieurs y compris le sous-prieur qui était senieur de droit.

Dès que le bureau était élu il se réunissait pour nommer les officiers. Ceux-ci étaient chargés d'assister le bureau dans la gestion des biens du monastère. Il y avait la cellerie, la procure, la sous-cellerie, la depositairerie et l'office de censivier. En gén-

1. A. D., 11, H. 14. Actes capitulaires de Saint-Lomer, Réception du prieur 10 avril 1726.

2. A. D., 11, H. 14, Actes capitulaires, délibération du 4 novembre 1767.

3. *Id.*, H. 14, Actes capitulaires, mars 1767.

ral, le même moine était célerier¹, procureur et censivier, un autre sous-célerier et dépositaire. Les élections avaient lieu tous les ans.

L'assemblée générale s'appelait le chapitre et comprenait tous les religieux du monastère. Toutes les affaires importantes concernant le temporel y étaient discutées et votées à la pluralité des voix. Le chapitre réglait les dépenses et les acquisitions manuelles, et autorisait les baux de courte durée pour les maisons et les fermes, il autorisait également les petits emprunts.

Certaines maisons et métairies étaient tombées dans un état de vétusté tel, qu'elles ne trouvaient plus preneur, d'autre part le monastère n'avait pas les ressources suffisantes pour les réparer. Le seul moyen était de passer des baux emphytéotiques pour un loyer minime, les réparations étant à la charge des preneurs. L'autorisation fut accordée par la diète provinciale sous réserve qu'avant exécution l'acte capitulaire devait être visé par le visiteur de la province et approuvé par le supérieur général.

En fait, la communauté qui formait un rameau de la congrégation avait une vie très indépendante. Le supérieur général n'intervenait dans l'administration du temporel que pour les grosses affaires. Au point de vue religieux et disciplinaire seul le prieur était nommé par le chapitre général de la congrégation, et la diète provinciale détachait un visiteur qui passait tous les ans.

D'ailleurs tous les moines participaient à la direction de la communauté. Dans chaque abbaye les moines élaient des conventuels ou délégués à la diète provinciale. La diète provinciale élaait à son tour des délégués au chapitre général qui se tenait chaque année dans une abbaye différente.

C'était une organisation fort démocratique et chaque moine avait une influence réelle sur la vie de l'ordre, on le vit lors de l'affaire de la bulle *Unigenitus*, mais l'organisation était fort sage car le prieur n'était pas élu directement par les moines, ce qui évitait la démagogie.

Les couvents. — Les religieux étaient peu nombreux, l'organi-

1. Chargé de vendre le vin, le blé et le seigle provenant de la dîme.

sation était réduite au minimum. De plus, certains ordres mendiants n'avaient pas le droit de posséder de biens.

Les couvents d'hommes étaient dirigés par un prieur conventuel placé sous l'autorité du prieur provincial (Dominicains) ¹ ou par un gardien assisté d'un vicaire (Cordeliers) ².

Les couvents de femmes étaient dirigés par une religieuse prieure placée sous l'autorité de l'évêque ³.

Le prieur était assisté d'un procureur syndic qui s'occupait plus spécialement des intérêts temporels journaliers et tenait le livre de dépenses.

Les moines se réunissaient en chapitre pour discuter des affaires temporelles de la communauté. Toutefois, pour les emprunts, l'acte capitulaire devait être approuvé par le provincial ⁴. Les décisions étaient prises à la majorité des membres présents représentant « la plus grande et la plus saine partie d'entr'eux » ⁵.

Tous les six mois, le père gérant de la procure rendait ses comptes en assemblée mais c'était le prieur qui était responsable des deniers ⁶.

Chez les religieuses l'organisation était la même. La supérieure ou prieure dirigeait la communauté. Elle réunissait en assemblée les « sœurs vocales » c'est-à-dire les religieuses ayant prononcé leurs vœux à l'exception des novices. Quand les intérêts en jeu étaient importants l'évêque tuteur des couvents de femmes se faisait représenter à l'assemblée par un vicaire général.

Un seul ordre avait une organisation un peu différente, c'était les Capucins.

Leur règle leur interdisant de gérer des biens, dans chaque ville le provincial faisait nommer par le maire et les échevins un « prod'homme et notable bourgeois » pour recevoir les

1. A. D., série H., 29, H., 10, registre de rentes.

2. A. D., série B, quittance du 16 septembre 1753.

3. A. D., série B. Véroniques, quittance 28 novembre 1753.

4. A. D., Dominicains, 29 H. 10, registre du 23 octobre 1772.

5. A. D., Dominicains, 29 H. 10, bail du 12 janvier 1668.

6. A. D., Dominicains, 29 H. 12, 29 septembre 1789.

aumônes faites aux capucins et s'occuper de leurs affaires ainsi que de l'entretien des bâtiments ¹.

II. — LES COMPAGNIES D'OFFICIERS DE JUSTICE ET LES COMMUNAUTÉS JUDICIAIRES

Les officiers royaux. — Le chef de la communauté était le président de la compagnie.

Le président présidial était le chef de la compagnie du présidial. Il présidait la chambre du conseil lorsque la communauté délibérait sur une affaire générale. Lorsqu'il s'agissait seulement de l'avis d'une chambre c'était le lieutenant général qui présidait la chambre civile et le lieutenant criminel la chambre criminelle. Il possédait une des trois clefs du coffre où étaient conservés les registres, titres et papiers de la compagnie ².

Le président de l'Élection et du Grenier à sel dirigeait respectivement les compagnies de ces deux juridictions. Pour la compagnie des Eaux et Forêts, le chef était le maître particulier.

En réalité, le corps était dirigé par le ou les syndics. Ils étaient élus par la compagnie et chargés des intérêts du corps, de l'encaissement des épices et de la gestion des finances.

L'assemblée générale était composée de tous les membres de la compagnie actifs et honoraires. Elle délibérait sur toutes les affaires : défense de privilèges, questions de préséance, conflits entre membres, procès, etc... En cas de droits utiles à la compagnie, taxes ou épices, les vétérans n'avaient pas voix délibérative ³.

Mais tous les officiers indistinctement devaient être appelés à délibérer sur les affaires qui intéressaient les droits et les privilèges de la compagnie en général. Dans ce cas la convocation appartenait au président et l'assemblée se tenait au palais en la chambre du conseil.

1. A. D., série H., 34 H., 14, délibération de l'assemblée municipale du 13 mars 1597.

2. A. M., E. 420, 17, C. 77, article 22. Arrêt du Conseil du roi qui règle les fonctions de Messieurs du Présidial, 26 septembre 1692.

3. A. D., F., 260, Déclaration conférant l'honorariat à Druillon, conseiller au siège.

Les Gens de robe. — La compagnie était dirigée par le doyen qui était en général le plus ancien en date de réception ; chez les notaires il y avait en plus du doyen un sous-doyen.

Bien que les actes fussent toujours faits au nom de « doyen, syndics et membres de la communauté » c'étaient les syndics qui dirigeaient la compagnie. Ils étaient au nombre de deux, seul le premier était chargé de la gestion des finances, de l'encaissement des recettes et des dépenses, le second l'assistait et prenait la charge l'année suivante.

Le syndic était élu chaque année à l'assemblée générale qui coïncidait avec la fête du patron de la communauté.

Les assemblées générales dans lesquelles étaient discutées toutes les affaires importantes de la communauté se réunissaient soit au palais, soit chez le doyen. Les décisions étaient prises à la majorité des membres présents ¹.

III. — LES CORPS DES PROFESSIONS LIBÉRALES

Les médecins. — Le collège des médecins était dirigé par le doyen qui était le plus ancien élu de la société car « ni l'âge, ni les honneurs accordés par le roi, ni le titre de membre d'une académie célèbre ne serviront de degré de doyenat ² ».

Les médecins comme les avocats avaient une organisation peu développée. Il n'y avait ni syndics ni bureau.

Le collège en entier se réunissait trois ou quatre fois par an à l'hôtel du doyen ³ pour la discussion des affaires communes et « aussi celles des particuliers ⁴ ». Les mesures proposées et adoptées à la majorité « avaient force de loi ⁵ ».

Les chirurgiens et perruquiers. — Avec les chirurgiens et les perruquiers nous abordons une organisation spéciale que l'on retrouvera dans quelques corps.

La corporation n'était pas purement locale, elle reconnais-

1. A. D., cote 1733. Étude Riquois. Notaires, délibération du 2 juillet 1781.

2. Statuts des médecins de Blois, art. 9.

3. Id., art. 24.

4. Id., art. 1.

5. Id., art. 13.

sait une autorité supérieure commune à tout le royaume : le premier chirurgien du roi. Le premier chirurgien se faisait représenter dans chaque ville où existaient des communautés, par des lieutenants, un pour les chirurgiens et un pour les perruquiers. Le lieutenant achetait les lettres de provisions lorsque l'emploi était vacant. Il présentait ses lettres à la communauté et prêtait serment entre les mains du doyen ou du plus ancien des maîtres présents commis à cet effet par le premier chirurgien du roi ¹.

Son rôle principal était de faire observer les statuts et les règlements. D'accord avec le prévôt ou syndic, il convoquait l'assemblée et dirigeait les procès.

Le premier chirurgien du roi pouvait prendre son lieutenant dans la profession partout où il en trouverait un de convenable, chaque maître ne pouvait avoir qu'un brevet. Il choisissait sur une liste de trois noms présentés par la municipalité ². Toutefois, il arrivait que le lieutenant n'était pas maître, dans ce cas les lettres de provisions lui conféraient la maîtrise ³, ou bien le lieutenant achetait un des brevets que beaucoup de communautés gardaient dans leurs coffres ⁴. Le lieutenant était dispensé du chef-d'œuvre mais il était soumis aux visites du prévôt et du syndic pourvu qu'ils fussent assistés d'un officier de justice.

Chez les *chirurgiens*, le lieutenant était assisté d'un bureau formé du doyen, du prévôt, du syndic et du greffier.

Le titre de doyen qui était donné au plus ancien reçu était purement honorifique.

Le prévôt ou prévôt syndic était désigné par le lieutenant général après avis des maîtres pris en assemblée générale. Le

1. A. M., H. H., 5 F. 46, commission du lieutenant Meray. Barbier, perruquier, A. D., série E., 155, Lettres de provision de M. Hadon, 1774, Communauté des maîtres chirurgiens.

2. A. M., Registres municipaux, séances du 5 janvier 1767 et 16 novembre 1774. Édit de septembre 1723, art. 3.

3. A. M., H. H., 5, f^o 46, commission du lieutenant Mesange, communauté des barbiers, perruquiers, baigneurs, étuvistes.

4. A. D., Registre de la communauté des barbiers, registre délibérations du 29 juillet 1740.

prévôt veillait aux affaires de la communauté, faisait observer les règlements, maintenait le bon ordre. Il prêtait serment entre les mains du lieutenant¹. Il était assisté d'un second syndic, nommé à la pluralité des voix, notamment dans les quatre visites faites annuellement chez tous les maîtres chirurgiens².

Le greffier élu à la pluralité des voix tenait les papiers et avait la troisième clef du coffre, les deux autres étant respectivement en la possession du lieutenant et du prévôt.

L'assemblée des maîtres était réunie par le lieutenant sur convocation par billet séparé écrit par le greffier.

Chez les *perruquiers* plus nombreux, l'administration était plus compliquée.

Le lieutenant était d'abord assisté par le bureau composé du doyen, du prévôt syndic, du second syndic et du greffier. Le doyen et le greffier avaient les mêmes attributions que chez les chirurgiens. Les syndics étaient élus à la pluralité des voix en assemblée générale³.

Les syndics recherchaient les contraventions qui étaient commises par les chirurgiens ou les membres de la communauté⁴.

Ils prêtaient serment de ne rien recevoir en dehors des droits, ni d'engager aucun procès ou faire des frais sans l'avis de la communauté.

Le prévôt syndic donnait 6 livres au lieutenant lors de sa réception mais comme on ne trouvait pas de syndic, étant donnée la mauvaise situation financière, la bourse commune remboursait le cautionnement à la sortie⁵.

Le bureau se réunissait dans une chambre louée aux R. P. Jacobins pour la somme de 12 livres.

L'assemblée générale composée de tous les maîtres n'était réunie que pour les élections et les discussions des affaires très importantes.

1. A. M., H. H., 2, f° 68, commission de prévôt, 2 avril 1762.

2. A. M. H. H., 6, délibération du 26 août 1773.

3. A. M., H. H., 5, f° 84, élections du 17 septembre 1772.

4. A. M., statuts du 6 février 1725, art. 35 à 38.

5. A. D., registre de délibérations, 21 mai 1786.

Il y avait entre le bureau et l'assemblée générale une assemblée intermédiaire. Celle-ci comparable à l'assemblée municipale était composée du bureau et des anciens, c'est-à-dire de tous ceux qui avaient été dans les charges. Cette assemblée réduite se réunissait tous les mardis pour délibérer sur les affaires communes et les affaires de police et de discipline ¹.

Apothicaires. — Les apothicaires qui avaient été longtemps parmi les corps de métiers alors qu'ils étaient réunis aux épiciers, avaient conservé leur règlement de 1571. La communauté était dirigée par deux jurés élus en assemblée générale. Chaque année on nommait alternativement un juré, le nouvel élu prenait le nom de « nouveau juré » l'autre était l'ancien. Il y a bien un doyen qui paraît présider la communauté mais son rôle ne semblait pas très défini et était surtout honorifique. Le titre de doyen n'apparaît que vers le début du XVIII^e siècle et disparaît même à diverses reprises.

Les jurés étaient également dénommés gardes ou syndics. Ils administraient les intérêts de la communauté, tenaient la bourse commune et le registre des délibérations. Ils s'occupaient des procès, des emprunts, des examens et surtout ils visitaient les boutiques des maîtres et même celles des épiciers et de tous les corps qui vendaient des drogues.

L'assemblée générale composée de tous les maîtres se réunissait chez le doyen ou chez l'ancien juré pour délibérer sur toutes les affaires intéressant la communauté.

IV. — LES CORPS DE COMMERCE ET COMMUNAUTÉS DE MÉTIERS

L'organisation était plus élémentaire, on ne trouvait plus de chef distinct, c'étaient les syndics qui présidaient.

Ils dirigeaient effectivement la corporation et avaient en général pour mission de faire observer les statuts, visiter les boutiques et ateliers, tenir les registres des assemblées et d'apprentissage, gérer la bourse commune, percevoir les amendes, suivre les procès et aussi de garder dans certaines communautés les étalons des mesures et les marques.

1. A. D., E. 754, 1787. Procès contre un maître.

Les jurés étaient beaucoup moins indépendants que dans les autres corps. Ils étaient sous le contrôle direct de la justice royale. Ils étaient élus en assemblée générale par les métiers à la pluralité des voix, mais ainsi qu'il est dit dans les statuts des serruriers, « ils sont faits et créés par le prévôt ¹ ».

Le nombre des jurés variait suivant les professions, de deux à quatre. En général, on trouvait deux jurés, un ancien et un nouveau, car si les élections avaient lieu tous les ans elles n'étaient que partielles, le bureau étant renouvelé par moitié pour assurer la continuité des affaires. La désignation variait avec les corporations, on trouvait les appellations de gardes-jurés, gardes-visiteurs, prud'hommes, mais la fonction était la même.

Quelquefois, mais rarement, on trouvait un procureur, ce poste semblait être une survivance de la confrérie dans laquelle les deniers avaient été gérés par un procureur. En effet, quand ce dignitaire existait, il était chargé de la bourse commune.

Si l'élection n'avait pas lieu en présence du prévôt, le ou les nouveaux jurés étaient conduits devant lui pour prêter serment. C'est à ce moment qu'ils recevaient une sorte de délégation de la justice royale pour visiter les maîtres, dresser les procès-verbaux, percevoir des amendes sauf appel devant le prévôt ².

En sortant de charge, les jurés devaient remettre les registres et les papiers à leurs successeurs et rendre compte de leur gestion en présence de deux maîtres ³.

Dans certains métiers nous trouvons entre les syndics et l'assemblée générale une assemblée restreinte comme dans le corps municipal. Cette assemblée était composée des syndics et des anciens, c'est-à-dire de ceux parmi les maîtres qui avaient exercé les fonctions du syndicat. Dans cette assemblée étaient discutées les affaires de discipline, c'était également devant ce jury qu'étaient passées les épreuves du chef-d'œuvre.

1. A. M., H. H., 2, f° 9, rôtisseurs, élection du 13 août 1763.

2. Statuts des bonnetiers, art. 6.

3. Collection S. L. potiers d'étain, élection du 5 juin 1617, élection du 17 août 1556.

Mais en règle générale c'était l'assemblée générale des maîtres qui traitait les affaires importantes. Elle se tenait dans l'établissement religieux qui abritait la confrérie ; beaucoup de communautés se réunissaient chez les pères jacobins¹ ; toutefois, le corps des merciers et drapiers qui tenait la tête des communautés avait obtenu de la municipalité une chambre au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville². Dans certains cas, lorsqu'il y avait lieu de passer un acte, l'assemblée se réunissait chez un notaire.

Les décisions étaient prises à la majorité des voix. L'assemblée se réunissait au moins une fois par an pour les élections. Chez les bonnetiers, l'assemblée devait se réunir tous les deux mois ou plus souvent s'il y avait besoin³. Ces réunions n'étaient pas toujours très suivies et certains statuts prévoyaient des amendes pour absence non justifiée.

1. A. M., F. F. 2, f^o 10, cordonniers, 20 juillet 1748.

2. A. M., B. B. 28, f^o 24, location par la ville d'un local aux merciers.

3. Statuts des bonnetiers, art. 11.

CHAPITRE IV

LA PERSONNALITÉ MORALE ET LE DROIT D'ESTER EN JUSTICE

Un autre trait qui caractérise l'existence d'un corps est le fait pour un groupement de posséder la personnalité morale. Cette personnalité doit être interprétée dans un sens très large. Elle va depuis la faculté d'acquérir des immeubles ou de recevoir des libéralités, c'est-à-dire la capacité patrimoniale entière, jusqu'à la simple possibilité d'ester en justice en passant par la forme la plus courante : une capacité juridique suffisante pour gérer utilement la bourse commune et défendre les intérêts et prérogatives du groupement.

Ces avantages juridiques dépendaient du degré d'avancement de l'organisation du corps ou des circonstances de sa formation. Certains corps, comme les corps ecclésiastiques dont la formation résultait de dons et de fondations avaient la capacité patrimoniale complète ; c'était pour eux une condition essentielle de vie. D'autres, comme les médecins dont les intérêts principaux étaient défendus par l'Université, avaient simplement le droit de s'organiser intérieurement et de plaider.

Dans la plupart des cas c'était la formation de la bourse commune qui avait amené le développement de la personnalité morale. Par exemple, les notaires n'arriveront à être autorisés à gérer des biens et à emprunter que lorsque le pouvoir royal les obligera à racheter des offices. Ainsi la question de la capacité juridique se confond très souvent avec celle de la bourse commune. Nous l'étudierons assez rapidement nous réservant d'insister sur la question financière.

I. — LES CORPS ECCLÉSIASTIQUES

Le chapitre cathédral. — Il possédait la capacité patrimoniale la plus complète. De tous les corps que nous étudierons c'était incontestablement celui qui avait l'autonomie la plus complète. Nous le voyons gérer ses biens comme un père de famille, mener ses procès, nommer son avocat, son procureur et même ses juges pour l'exercice de son droit de « La Comté ».

Le chapitre, par l'intermédiaire du syndic et des chanoines délégués louait ses propriétés, touchait ses rentes, vendait le produit des dîmes, envoyait les chanoines suivre les procès jusqu'à Paris ¹.

Il réglait les répartitions des prébendes, la distribution des maisons entre chanoines ². Il réglait les comptes des chapelles, c'est-à-dire vérifiait l'emploi des dons et fondations, il était en effet le « conservateur-né » des chapelles fondées dans l'église cathédrale ³. Il était simplement limité dans ses pouvoirs par les actes de donation ou de création de prébendes.

C'était bien là une personnalité morale très large, limitée comme celle des particuliers par le respect des contrats. Son droit d'ester en justice était donc sans limite. Il plaidait contre un chapelain maître de musique pour insubordination ⁴. Ayant renvoyé le chapelain, le chapitre condamné au présidial fit appel à la cour du parlement et désigna « le syndic pour aller à Paris suivre l'affaire, lui donne une procuration générale et s'engage à payer les frais du voyage sur présentation des mémoires ». Il plaidait contre le roi pour défendre ses privilèges et nous étudierons dans un autre chapitre cette instance au conseil du roi ⁵. Il plaidait contre des curés et d'autres corps ecclésiastiques au sujet des dîmes ⁶. Il plaidait enfin pour main-

1. A. D., G. 212, 4 février 1732. Délégation du syndic pour aller voir les conseillers d'État.

2. A. D., G. 212, 4 septembre 1729, délibération.

3. A. D., G. 212, chapitre du 18 mai 1760.

4. A. D., G. 212, délibération du 13 juin 1760, affaire Chevalier.

5. *Id.*, février 1732, 28 juillet 1778.

6. A. D., G. 2.474, n^{os} 3 à 7. Procédures contre un curé au sujet des dîmes..

tenir ses droits de préséances dans les cérémonies publiques. Ces procès allaient même très loin, jusqu'au Parlement ¹.

Abbeyes. — Ici encore nous trouvons une personnalité morale très étendue bien que limitée par un pouvoir supérieur : le supérieur général et le chapitre provincial.

L'abbaye pouvait recevoir des dons, percevoir des rentes et des dîmes, louer les maisons et les métairies. Seuls les contrats d'emprunt et les aliénations devaient être approuvés par le chapitre général.

L'abbaye pouvait plaider pour défendre ses privilèges moraux et pécuniers. Elle plaidait surtout pour ses intérêts matériels, pour défendre des portions congrues ² des dîmes ³ ou des redevances, des réparations ⁴.

En 1682, Saint-Lomer, comme le chapitre, délégua un procureur à Paris et en 1691 obtint de la cour des comptes un arrêt lui confirmant les droits censuels de l'abbaye sur le Foix.

L'abbaye plaida pour conserver ses préséances, aux processions et aux assemblées du clergé ⁵. Ces procédures prenaient parfois une ampleur assez grande puisqu'en 1692 Saint-Lomer plaidant contre le chapitre fit appel du présidial au Parlement de Paris.

La personnalité morale des abbayes était complétée comme pour le chapitre, par des droits seigneuriaux. Saint-Lomer avait par exemple la haute justice sur les faubourgs du Foix et de Vienne et nommait pour en exercer les fonctions un bailli, un avocat et un procureur fiscal.

Les couvents. — Les communautés étaient peu nombreuses et les besoins assez réduits, mais l'on trouve cependant une personnalité morale assez développée. D'abord, capacité patri-

1. A. D., 11, H 3, f° 48 et f° 49. Procédures devant le Présidial et le Parlement contre Saint-Sauveur.

2. A. D., 11 H. 6, reg. des délibérations du prieur et des senieurs, 1675-1751, procédure contre le curé de Villefrancœur en 1692.

3. A. D., 11. H. 11, actes capit. 1627, procès contre le curé du Pas-Saint-Lomer.

4. A. D., 11. H. 11, *id.*, 1627, procéd. pour des réparations.

5. A. D., 11, H. 12, *id.*, procès contre le chapitre, contre Bourg-Moyen en 1646 (procès contre le présidial en 1647).

moniale, droit de recevoir des dons, d'emprunter, de gérer des biens même chez les capucins qui le faisaient par mandataire. Ils avaient le droit de plaider et de soutenir devant les tribunaux leurs droits et prérogatives.

II. — LES COMPAGNIES D'OFFICIERS DE JUSTICE ET LES COMMUNAUTÉS JUDICIAIRES

Dans ces corps, la personnalité morale n'était pas complète et on n'en retrouvait qu'un des éléments : le droit d'ester en justice. En vérité, c'est le plus utile. Cette capacité juridique leur permettait la gestion de la bourse commune et s'ils ne pouvaient acheter des immeubles ni recevoir des dons ils pouvaient emprunter et défendre en justice leurs prérogatives et leurs intérêts.

Au cours du XVIII^e siècle, on trouve de nombreux exemples de cette activité procédurière, nous en donnerons quelques-uns des plus caractéristiques, nous réservant de les développer dans un chapitre ultérieur.

Officiers royaux. — Tous ces corps n'ont cessé de se remuer pour défendre leurs privilèges, soit qu'ils agissaient hiérarchiquement devant le conseil ou officieusement auprès du roi pour obtenir un arrêt du conseil du roi, des lettres patentes ou des édits, soit qu'ils prenaient la voie commune et plaidaient devant le parlement. L'instance pouvait être menée directement, soit par le corps comme partie principale, soit par un officier et le corps se joignait à lui comme partie intervenante.

Les principales sources de procès étaient en premier lieu les questions de préséances jalousement défendues par toutes les communautés en général. Puis venaient les conflits d'attributions et de compétence respectives, conflits sérieux puisqu'ils touchaient à la vie du corps. Alors que de nos jours ces conflits entre administrations sont réglés par la voie administrative et que l'on se trouve le plus souvent devant la carence d'une administration plutôt que devant un empiètement, il n'en était pas de même sous l'ancien régime, car chaque corps luttait pour augmenter ses attributions et par là même son casuel.

Le présidial, malgré sa haute fonction, était obligé de se

défendre. En 1707, la compagnie va devant le conseil privé du roi pour régler ses rapports avec les « gens de l'Hôtel-de-Ville »¹. Le samedi 27 juillet 1730, douze magistrats réunis en chambre du conseil sous la présidence du lieutenant général examine un procès intenté contre un de ses juges. Comme c'est à propos de l'exercice de ses fonctions que ce juge est attaqué, la compagnie estimant avoir un intérêt décide de se charger de l'exploit et de contribuer aux frais². De même le présidial, en 1692, obtint un arrêt du conseil du roi réglant ses attributions et les fonctions de ses membres³. En 1743, le présidial plaida d'ailleurs, sans succès, contre les notaires de Blois.

Les officiers des juridictions secondaires plaidaient surtout pour sauvegarder leurs attributions. En 1725, les officiers de l'élection unis aux officiers du grenier à sel plaidèrent devant le conseil d'État contre les officiers du bureau des finances de la généralité d'Orléans⁴; de même les officiers du grenier à sel en 1691 devant le conseil d'État pour une affaire de droits sur le sel⁵.

Gens de robe. — Ce sont surtout les procureurs et les notaires qui furent obligés de se défendre âprement. En 1784, les procureurs soutinrent avec succès un procès important devant le parlement, au sujet de leur privilège de mandataires des plaideurs⁶. Ce procès a ceci de particulier qu'il est un exemple de ces procédures fréquentes sous l'ancien régime où un arrêt étant intervenu pour un corps dans une ville, les autres corps analogues se pourvoient devant la juridiction intéressée pour que cet arrêt leur soit également appliqué.

Chez les notaires nous trouvons également en 1743 un procès important devant le parlement⁷. Ce procès destiné à défendre leurs attributions était important, car il était dirigé contre

1. Mém. S.-et-L., t. XVIII, Choses et gens de la justice.

2. A. D., série B, liasse du présidial, 1630.

3. A. M., E., 240, 17 C. 77, carton 22, arrêt du 26 septembre 1692.

4. A. D., C. 92, arrêt du conseil d'État du roi du 3 juillet 1725.

5. A. D., C. 92, *id.*, 22 septembre 1691.

6. A. D., F. 642, arrêt du 19 août 1784.

7. A. M., E. 430, 8 C. 77, carton 39, arrêt du parlement, 21 janvier 1743.

un adversaire puissant : le présidial. Mais les notaires eurent d'autres adversaires et nous les verrons plaider contre les curés à propos des contrats de mariages, contre les notaires du « plat pays »¹ et même contre des membres de la communauté.

III. — LES CORPS DES PROFESSIONS LIBÉRALES

Médecins. — Comme chez les gens de robe le corps le plus élevé dans la hiérarchie était celui qui avait la personnalité morale la moins développée. Comme les avocats, les médecins pouvaient simplement plaider pour défendre leurs intérêts plus particulièrement locaux². Nous n'avons trouvé qu'un seul procès en 1681 des médecins contre un charlatan qui vendait des drogues³. Enfin ils ne semblent pas avoir eu de patrimoine commun.

Chirurgiens. — Au contraire, chez les chirurgiens toujours en difficulté entre les médecins et les barbiers, le droit d'emprunter et d'ester en justice était devenu une nécessité. Donc ici, personnalité morale assez développée et faculté de plaider, dont la communauté fit un grand usage. Les chirurgiens sont sans cesse en procès avec les apothicaires⁴ et les perruquiers, ils plaident contre les charlatans⁵ et même contre le lieutenant du premier chirurgien du roi⁶. Leur droit d'ester en justice est confirmé par un arrêt du conseil du roi du 30 janvier 1705 disant que « pour subvenir aux procès et différends qui sont mus et se meuvent journalièrement pour l'entretien des dits privilèges et ordonnance de la dite confrérie et pour la correction des abus et malversations qui se commettent au dit état et autrement pour le bien commun des dits chirurgiens, paieront tous les maîtres, tenant ouvroir ou boutique ou autrement, faisant profession à notre premier chirurgien ou à son lieutenant quinze sols une fois dans sa vie ».

1. A. D., Étude Riquois, cote 1733, arrêt du parlement du 18 mai 1647.

2. Mém. S.-et-L., art. 17 des statuts, t. I^{er}.

3. A. D., F. 678, registre des apothicaires, 22 avril 1681.

4. A. D., F. 678, registre des apothicaires, 22 avril 1681.

5. A. D., registre de la prévôté, f^o 14 et suiv.

6. A. M., F. F. 3. f^o 144.

Apothicaires. — Ils possédaient une personnalité morale comparable à celle des chirurgiens : bourse commune, droit d'emprunter et d'ester en justice. Nous indiquerons seulement ici les nombreux procès que nous étudierons dans un autre chapitre.

Ils plaident contre l'administration et les religieuses de l'Hôtel-Dieu ; procès important qui dure près de trente ans et se déroule devant le présidial, devant le Parlement de Paris et jusqu'au conseil du roi ¹. Ils plaident d'accord avec les médecins contre les charlatans ². Ils plaident contre les merciers, contre les apothicaires du ressort du présidial, contre les épiciers, contre les chirurgiens, contre les ciersgiers. Ils montrèrent une activité digne d'un corps considérable, conscient de ses devoirs mais qui ne tolérait aucun empiètement sur ses droits.

Perruquiers. — Leurs personnalité morale était celle que nous retrouverons dans les communautés de commerce et les corps de métiers. Nous sommes bien là comme avec les apothicaires devant un corps de transition. Ils exercent un métier mais qui par son genre et son organisation, les range déjà dans les professions libérales. Nous leur verrons une bourse commune et comme les chirurgiens et les apothicaires ils plaident beaucoup contre les chirurgiens au sujet des réceptions, contre les perruquiers de Romorantin ³, ils plaident même entre eux et en 1740, un procès assez important fut mené devant le présidial entre le bureau et le lieutenant du premier chirurgien d'une part et les maitres d'autre part, procès qui coûta 500 livres à la communauté ⁴. En 1772, survint un nouveau procès entre un syndic et la communauté ⁵.

IV. — LES CORPS DE COMMERCE ET LES COMMUNAUTÉS DE MÉTIER

La personnalité morale se limitait à la faculté de posséder et de gérer une bourse commune et au droit d'ester en justice.

1. A. D., F. 678, registre des apothicaires, 1681 à 1688.

2. *Id.*, délib. du 22 avril 1681.

3. A. D., Registre des délibérations, délib. du 1^{er} mars 1752.

4. A. D., Reg. des délibérations, délib. du 2 juillet 1740.

5. A. M., F. F. 4, f^o 45.

Cette personnalité morale ébauchée lors de l'existence de la confrérie ou du métier réglé ne devenait réelle que lorsque le métier était juré. Les étapes classiques étaient la requête des maîtres d'un métier au prévôt, la présentation des règlements au roi par le prévôt ; le roi renvoyait devant sa justice pour enquête et rapport. L'enquête était faite auprès de l'assemblée municipale et des communautés voisines. S'il n'y avait pas d'opposition, le dossier était transmis au conseil du roi qui homologuait les statuts. Ils étaient ensuite enregistrés aux différentes juridictions : parlement, bailliage, prévôté. A dater de ce moment la communauté pouvait procéder, c'était en effet une condition essentielle, car nous trouvons des cas où sur le point d'intenter un procès les jurés doivent demander copie des statuts ou des lettres de surannation.

Les procès étaient naturellement fort nombreux menés devant toutes les juridictions. Nous en donnerons seulement quelques exemples : procès devant le parlement des merciers contre bonnetiers ¹, procès devant la prévôté entre les savetiers et les cordonniers ², procès devant le parlement entre les tanneurs et les corroyeurs ³, procès entre les potiers d'étain de Blois et ceux de Châteaudun devant le prévôt de Châteaudun ⁴, procès des mêmes devant le présidial contre un des maîtres ⁵, arrêt du conseil d'État en faveur des merciers contre les forains ⁶, procès entre les rôtisseurs et les échevins devant le présidial puis devant le parlement ⁷.

Ces procès duraient souvent fort longtemps et coûtaient fort cher aux maîtres qui, braves gens, étaient souvent dupés. En 1676, les maîtres horlogers intentent un procès devant le présidial, ils sont condamnés et font appel devant le parlement. En septembre 1677, leur procureur à Paris leur écrit qu'il les

1. A. M., F. F., 2 f° 26, enregistrement d'un arrêt du parlement du 14 juin 1747.

2. A. D., Registre de la prévôté, f° 58.

3. A. D., *id.*, f° 52 à 57.

4. Collections S-et-L., fonds des potiers.

5. *Id.*

6. A. M., H. H. 5, f° 93.

7. A. D., Registre de la prévôté, f° 130.

a laissés condamner par défaut. Les maîtres décident de le révoquer et envoient un des leurs à Paris à frais communs pour aller choisir un nouveau défenseur et voir où en sont les affaires. Le nouveau procureur choisi, le maître revient et les jours passent. Pas de nouvelles du procureur mais on sait que l'adversaire est à Paris et qu'il manœuvre. De nouveau un maître est délégué à Paris. Il rapporte une lettre du procureur qui finit d'ailleurs par perdre le procès ¹.

Nous pourrions multiplier les exemples car c'est malheureusement les traces les plus considérables de la vie des communautés dans les archives. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir lors de l'étude de la défense des intérêts.

1. A. M., Collection de la Saussaye, registre des horlogers, délibération de novembre 1676, 18 septembre 1677 et mai 1678.

CHAPITRE V

LA BOURSE COMMUNE

Nous abordons ici un élément important de l'organisation corporative. La bourse commune fut pour beaucoup de corps l'origine d'un groupement plus strict que celui de la confrérie qui était une association laïque où les préoccupations religieuses dominaient.

I. — GÉNÉRALITÉS

1^o *Origine.* — Que ce soit pour les avocats, pour les merciers ou pour les cordonniers, la confrérie avait été le premier lien entre les gens d'une même profession. Issue spontanément de l'esprit d'association si vivant au moyen âge, la confrérie s'était développée en dehors de l'État mais sous l'œil bienveillant et encourageant de l'Église. Les premières ressources furent réunies pour subvenir aux buts pieux de l'association : messes, fondations, enterrements.

Peu à peu, à l'occasion des réunions les préoccupations religieuses cédèrent le pas à des intérêts matériels plus immédiats. Les ressources s'augmentant à la suite des cotisations, dons, amendes, « le procureur » arriva à avoir une petite somme à gérer.

Lorsque la confrérie se transforma en compagnie ou en métier juré, la bourse commune fut définitivement constituée. Le syndic en charge avait la responsabilité et chaque année au moment des élections, il rendait des comptes. Mais si elle était constituée elle n'était pas encore reconnue officiellement.

Deux causes contribuèrent au développement de cette bourse et à sa reconnaissance officielle : l'impécuniosité du pouvoir royal et les procès soutenus par les corps.

Si le roi accordait de nombreux privilèges et exemptions aux corps, il n'hésitait pas, d'autre part, à les pressurer indirectement en créant des offices ou des lettres de maîtrise tout à fait inutiles mais que les corps étaient pratiquement obligés de racheter. Comme les corps étaient incapables de payer ces offices ou lettres et que le fisc avait besoin d'argent comptant, il fallut bien que l'autorité supérieure autorisât les compagnies à emprunter. Qui dit emprunt, dit gestion de caisse, et c'était ainsi la reconnaissance de pouvoir posséder une bourse.

D'autre part, les compagnies s'étaient rassemblées pour défendre leurs intérêts et leurs privilèges et les corps commerçants et artisans avaient demandé la formation de métier juré afin de pouvoir régler devant la justice leurs différends tant intérieurs qu'extérieurs. Qui dit procès, dit argent. En effet si un corps entame un procès il faut que chaque membre verse de l'argent en plus des cotisations et droits normaux, et si leur situation de fortune ne le permet pas, il faut emprunter.

Cependant, la charge la plus lourde était le rachat des offices et comme cette question d'emprunts déguisés est très importante, il y a lieu d'insister un peu.

C'est une question excessivement importante dans la vie des compagnies car elle a complètement faussé le jeu de l'organisation corporative et si l'État avait pu se débarrasser de ses préoccupations fiscales et n'intervenir que dans son rôle d'élément régulateur et d'arbitre, on n'eût pas eu à enregistrer tous les abus qui entraînèrent la ruine du système.

Jusqu'au xvi^e siècle, ce furent des particuliers qui prêtèrent aux États, notamment les banquiers florentins et lombards. Les taux de l'intérêt étaient de 20 à 25 p. 100, ils s'élevaient parfois jusqu'à 50 à 60 p. 100.

A partir du xvii^e siècle, le roi s'adressa aux fermiers généraux, aux officiers de finances, c'est-à-dire aux traitants qui, moyennant des avances au trésor royal se faisaient donner le recouvrement d'un impôt ou la vente des offices créés. Mais ces traitants avaient de grosses exigences : de 1689 à 1709 sur des traités de un milliard, 266 millions restèrent entre leurs mains, soit plus de 25 p. 100.

Le roi évita donc de s'adresser à eux chaque fois qu'il le put.

Il y avait bien l'emprunt public mais il ne donnait pas de grosses ressources, car les réductions opérées sans cesse sur les rentes, notamment par Colbert, n'encourageaient pas les souscripteurs. Le roi, de plus en plus prit l'habitude de s'adresser à ceux parmi ses « fidèles sujets » qui, par leur situation ne pouvaient esquiver la charge, notamment aux corporations judiciaires, puis par la suite à toutes les communautés.

Au début on ne vendait pas l'office, l'augmentation de gages a précédé, on faisait des emprunts forcés aux officiers, puis on le fit à des gens qui allaient le devenir. Cet emprunt se faisait sans espoir de remboursement, le prêt était un prix de vente. Ce fut l'origine des parties casuelles. Les deux méthodes étaient employées. Par la création des offices, le casuel des fonctions existantes diminuait d'où intérêt pour les compagnies de racheter ces nouveaux offices. Les gages affectés aux offices créés tombaient dans la bourse commune et représentaient l'intérêt du capital déboursé par cette bourse.

L'augmentation de gages est un emprunt plus direct elle se fait en général au denier 25 c'est-à-dire à 4 p. 100. Le roi demande un capital de suite et en retour il paiera tous les ans des gages représentant 4 p. 100 de la somme versée. Parfois les deux méthodes sont employées par exemple dans l'édit de mai 1715 augmentant les gages des officiers du présidial de Blois, ceux-ci versèrent une somme de 15.000 livres et en contrepartie ils étaient d'une part déchargés de créations de charges et d'autre part, ils recevaient une augmentation de gages au denier 20.

Le procédé était en vérité fort déplaisant pour les communautés car il enlevait toute stabilité dans les ressources des fonctions. S'il avait été appliqué avec mesure il eût pu servir à corriger les abus que pouvait entraîner le monopole. Malheureusement, il fut appliqué sans discrétion et sans distinction à tous les corps et si les maîtres n'avaient que leur métier pour vivre, les gens de robe avaient pour seule ressource les honoraires et taxes versés par les clients. De même que le revenu le plus net des officiers étaient les épices car l'État leur versait très irrégulièrement et parcimonieusement des gages qui ne représentaient que l'intérêt des sommes déboursées.

Nous verrons et nous comprenons avec quelle âpreté ces compagnies évitaient la multiplication des offices qui avaient pour résultat de diminuer les épices, honoraires ou travail.

Or, à chaque fois que le roi créait un office, il laissait naturellement à la communauté la possibilité de le racheter et c'est ce qui montre bien que le but poursuivi était uniquement fiscal. Ces offices devaient être rachetés dans un très court délai, et chaque membre n'étant pas assez riche pour lever un second office, la communauté dut racheter en commun des charges inutiles qui restaient dans le coffre et que le corps, comme nous le verrons chez les perruquiers, gardait indéfiniment.

Les dettes contractées ainsi ne purent que rarement être remboursées et à la Révolution, beaucoup de celles-ci furent transférées au grand livre de la dette publique, ce qui montrait que pour tout le monde ces créations d'offices avaient été des emprunts de l'État déguisés.

2^o *Fonctionnement.* — La bourse commune qui était en réalité le capital social de la communauté faisait face aux dépenses ordinaires et aux dépenses extraordinaires.

Les dépenses ordinaires étaient fort modestes, elles comprenaient en général les frais de loyer, de messes de confrérie, de repas corporatifs, quelquefois des jetons de présence, des secours et aumônes obligatoires des confréries.

C'étaient les dépenses extraordinaires qui étaient de beaucoup les plus lourdes et c'étaient elles qui avaient nécessité la création de la bourse. On y trouvait les taxes directes, les rachats d'office, les rachats de charges de confrères ou collègues quand les membres s'étaient multipliés à l'excès, enfin les frais des nombreux procès que les corps étaient obligés de soutenir pour lutter contre les empiétements des corps voisins, puis des procès contre les membres et auxquels la communauté participait si l'intérêt corporatif était en jeu.

Pour faire face à ces dépenses, il fallait créer des ressources. On peut également les diviser en recettes ordinaires et en recettes extraordinaires.

Les premières comprenaient, d'abord les droits de confrérie, les gages des offices achetés en commun, les droits de réception, les taxes d'apprentissage, les amendes. Dans certains corps

on en vint même à affecter à la bourse commune certains honoraires-épices, gains ou partie de ceux-ci.

Lorsque le corps se trouvait en face d'une grosse dépense : taxe, rachat d'office ou procès, il fallait recourir aux moyens héroïques, c'est-à-dire, aux recettes extraordinaires. C'étaient alors les contributions personnelles et les appels de fonds, mais le procédé courant et souvent le seul possible était l'emprunt.

A la garantie de l'emprunt était attaché soit l'office lui-même qui, dans l'ancien droit était susceptible de privilège et d'hypothèque, soit les augmentations de gages, soit une catégorie de recettes.

Tout ceci représentait de lourdes charges pour les communautés et surtout pour les syndics responsables. Il y avait de nombreuses difficultés de recouvrement de quote-part car certains membres arguaient de leur impécuniosité ou ne voulaient pas assumer les engagements de leurs prédécesseurs. On prit l'habitude de faire ratifier lors de la réception des nouveaux titulaires les emprunts contractés par la communauté.

II. — LES CORPS ECCLÉSIASTIQUES

Ici la bourse commune est une véritable fortune, un patrimoine dont le corps a l'entière propriété et la libre gestion, sous réserve du contrôle supérieur. Mais ce patrimoine est bien une bourse commune, car aucun immeuble ou meuble n'est la propriété d'un membre du corps en particulier, mais de toute la communauté. Et même si, comme pour les chanoines, nous trouvons une maison et une vigne affectées à chacun d'eux, ce n'est qu'un droit de jouissance temporaire car la répartition est refaite chaque fois qu'un chanoine meurt.

La seule différence qui existe avec les autres corps c'est que la mission des corps ecclésiastiques étant d'ordre spirituel et non rémunérée, la bourse commune doit assurer en plus de la défense des intérêts généraux, la subsistance des membres du corps.

Étant donnée l'importance de cette bourse commune nous l'étudierons d'une façon un peu détaillée et nous en verrons successivement l'origine, la composition et la gestion. Nous résumerons d'ailleurs car il sortirait du cadre de cette étude d'in-

sister et de montrer par exemple que l'organisation économique du chapitre était fort bien comprise et basée sur les principes les plus égalitaires.

Ce caractère de communauté est encore confirmé par l'état d'esprit des membres des corps ecclésiastiques lors de l'exécution du décret de l'Assemblée nationale du 13 novembre 1789 portant que tous les supérieurs de maisons ou établissements ecclésiastiques étaient tenus de faire un inventaire des ressources et des charges de la communauté. Ces inventaires furent faits d'une façon très détaillée et de très bonne foi sans aucune illusion sur les intentions de l'État et les corps ne revendiquaient pas la propriété d'une bourse qu'ils savaient appartenir à la communauté en général, toutefois ils demandèrent à l'Assemblée nationale de maintenir leurs revenus et parfois même de les répartir d'une façon plus judicieuse.

1^o *Origine.*

L'origine de la fortune des corps ecclésiastiques est la même qu'il s'agisse du chapitre cathédral, des abbayes de Bourg-Moyen et de Saint-Lomer ou des couvents d'hommes et de femmes.

Nous trouvons toujours, lors de la fondation par un personnage important, évêque ou laïc, une donation d'immeubles pour créer la maison conventuelle. Puis, corrélativement le fondateur, très souvent le comte de Blois, assure la vie des religieux par des droits en nature, soit sur le domaine (forêts), soit sur des taxes ou impôts (gabelle), soit encore par des exemptions de charge. Dans les premiers siècles de la féodalité, les seigneurs puissants avaient à cœur d'attirer dans leurs cités des ordres religieux réputés et à fonder des monastères qui attiraient la foule des pèlerins et donnaient un grand lustre à la ville qui les abritait.

A ces biens s'ajoutaient ensuite les nombreux legs ou donations faits par le fondateur et ses successeurs ou par les riches particuliers. Ces fondations faites pour des messes, des obits, des chapelles consistaient en maisons, en terres, ou en rentes sur des immeubles. Il vint cependant un moment où ces dons diminuèrent, mais les habitants prirent l'habitude de se créer

des rentes viagères sur les communautés. Le particulier laissait ses immeubles au corps moyennant une rente viagère annuelle et même le couvent s'engageait à le recueillir et le soigner en cas d'incapacité définitive.

Enfin, une ressource très importante était la dîme ecclésiastique. La quotité de cette dîme était aussi diverse que son assiette et était perçue pour subvenir à l'entretien du clergé. Cette dîme, difficile à percevoir et à transformer en espèces, était très souvent affermée moyennant une redevance fixe.

2. Composition.

CHAPITRE CATHÉDRAL. — Le chapitre avait été formé de la réunion des chapitres des deux collégiales Saint-Sauveur et Saint-Jacques mais sans confusion de temporel. Chacune des menses continuait d'avoir son existence propre, aussi devons-nous les considérer séparément.

Mense Saint-Sauveur. — Le chapitre Saint-Sauveur possédait quatre-vingt-treize maisons dont la plus grande partie située à Blois. Ces maisons, les terres, les rentes foncières et constituées rapportaient environ vingt mille livres.

En dehors de Blois le chapitre possédait de nombreuses métairies, closeries, censifs, notamment à Chitenay, Chouzy, Cour-Cheverny, Chailles etc... et dans l'élection de Châteaudun. Il avait également les terres et le fief avec seigneurie, haute, moyenne et basse justice de Tourailles dans l'élection de Vendôme.

Aux revenus provenant de ces biens s'ajoutaient le quart de la dîme d'Averdon ¹ et des dîmes sur toutes les paroisses où le chapitre avait des biens.

Le chapitre n'avait aucun bien meuble si ce n'est l'argenterie de la cathédrale évaluée à 124 marcs d'argent en 1790. Le revenu total pouvait être évalué à 100.000 livres.

Mense Saint-Jacques. — La fortune du chapitre Saint-Jacques était bien inférieure à celle de Saint-Sauveur. Il ne possédait que quatorze maisons qui rapportaient environ 1.800 livres.

1. Affermé pour neuf muides de froment, deux d'avoine, 150 bottes de paille et 8 chapons.

Les locations de terres, prés, vignes et jardins donnaient 900 livres auxquelles s'ajoutaient 150 livres de censifs et 500 livres de rentes foncières. Enfin la dîme donnait 2.600 livres, ce qui au total faisait un revenu d'environ 6.000 livres.

ABBAYE DE BOURG-MOYEN. — La mense possédait en dehors des bâtiments conventuels très importants quarante-neuf maisons à Blois, des métairies, closeries, prés, terres et vignes sur les paroisses de Saint-Léonard, Santenay, Villebarou, Candé, Chailles, etc... Aux revenus de ces immeubles s'ajoutaient de nombreuses rentes foncières, des rentes sur le domaine et le comté de Blois et enfin des dîmes sur la praoisse Saint-Solenne. Le revenu total de la mense conventuelle était évalué à 23.000 livres.

ABBAYE DE SAINT-LOMER. — La mense conventuelle de Saint-Lomer était assez élevée, elle comprenait quatre-vingt-onze maisons, des métairies, closeries, prés, terres et vignes ainsi que des rentes foncières, le tout donnant un revenu moyen de 27.000 livres. A cette somme s'ajoutaient les revenus de la pitancerie alimentée par les dîmes et revenus en nature et qui s'élevaient à 12.000 livres, puis les revenus des offices claustraux qui étaient de 10.000 livres, enfin les revenus des prieurés qui donnaient 4.000 livres. Le tout ofrmait une somme imposante de 53.000 livres.

LES COUVENTS. — Les couvents étaient beaucoup moins riches que les corps précédents. En général ils n'avaient reçu que le terrain ou l'immeuble conventuel et leurs revenus se composaient pour les couvents d'hommes d'aumônes et de fondations et pour les couvents de femmes des ressources du pensionnat annexé à chaque établissement.

Les Jacobins. — En dehors de leur couvent, ils possédaient 5 fermes, 12 maisons, des terres, des rentes foncières et 16.000 livres de rentes constituées en principal sur les aides et gabelles à 2 1/2 p. 100 et 2.000 livres sur les tailles à 5 p. 100 ¹. Le revenu total était de 4.500 livres.

1. A. D., Q. 897, État des rentes des couvents. A. D., 29 H. 11, registre de rentes, 1785.

Les Capucins. — Les capucins n'avaient pas de propriété mais un capital constitué par les aumônes et qui s'élevait à 12.000 livres à la Révolution.

Les Cordeliers. — Réunis à la maison de Vendôme par décret de l'évêque du 26 juin 1786, ils n'avaient pas d'immeubles, les revenus étaient d'environ 700 livres composées de rentes sur les tailles et la généralité, de rente sur le comté de Blois, en remplacement du bois de chauffage et de quelques rentes sur les particuliers ¹.

Les Minimes. — Ils possédaient dix maisons à Blois, trois métairies et des maisons aux environs donnant un revenu d'environ 3.000 livres ².

Les Dames de la visitation. — Les dames de la visitation possédaient 21 maisons, dont 6 à Blois, 6 fermes, 2 moulins, des terres, des bois, 4 closeries d'un rapport d'environ 11.000 livres, plus des rentes constituées (11.000 livres au principal sur le clergé, 34.000 livres sur les aides et gabelle, 4.500 livres sur les tailles) et des rentes foncières produisant 5.000 livres. Soit au total un revenu imposant de 16.000 livres ³.

Les Ursulines. — Les Ursulines ⁴ possédaient outre le couvent, cinq maisons, des terres et des rentes foncières rapportant 500 livres. Elles géraient directement 4 métairies et 3 closeries et avaient des rentes constituées (3.000 livres sur l'ancien clergé, 7.000 livres sur les États de Bretagne, 68.000 livres sur les aides, gabelles, 2.000 livres sur les tailles) rapportant 2.500 livres.

Les Carmélites. — Les Carmélites possédaient 3 maisons, 3 métairies et 3 closeries, plus 91.000 livres de principal sur le roi et le clergé de France et 6.500 livres sur les tailles. Le revenu du couvent était au total de 6.500 livres.

3. Gestion et dépenses.

La plus grosse part de la dépense était l'entretien des membres du corps, puis le paiement des rentes, les frais du culte,

1. A. D., 32 H. 4, livre de fondations et de fonds.

2. A. D., Q. 890, déclaration du supérieur.

3. A. D., Q. 890, n° 15.

4. A. D., Q. 890, n° 11.

l'entretien des bâtiments, le paiement des décimes, les contributions volontaires et enfin les frais des procès. La gestion était faite comme nous l'avons vu par un syndic ou le prieur, sous le contrôle de l'assemblée générale. Pour les actes importants comme les emprunts, les ventes ou les baux de longue durée, la décision de l'assemblée devait être approuvée par l'autorité supérieure.

CHAPITRE CATHÉDRALE. — *Mense Saint-Sauveur*. — La dépense la plus forte du chapitre Saint-Sauveur était les frais du culte : chanterie, maîtrise, bedeau, sacristie, cierges qui s'élevaient à 12.000 livres, venaient ensuite les réparations avec 10.000 livres, les frais du secrétariat et de la recette du chapitre avec 2.500 livres ; les décimes de l'église cathédrale avec 900 livres, les rentes constituées (dont 100 livres au collège) qui s'élevaient à 700 livres, les suppléments des portions congrues des cures et vicariats avec 750 livres, enfin les contributions volontaires qui s'élevaient à 500 livres ¹. On arrivait à un total de 27.000 livres de charges. On peut donc évaluer à environ 4 à 5.000 livres la prébende d'un canonicat, à cette somme il y avait lieu d'ajouter pour les dignitaires le rapport de l'office, par exemple le sous-doyenné rapportait 1.200 livres, la trésorerie 1.000 livres ². De plus les chanoines étaient logés, ils avaient chacun une vigne. C'était donc de loin le corps le plus riche.

La gestion était faite par le chapitre.

Les maisons canoniales et les vignes étaient distribuées suivant l'usage à la mort de chaque chanoine, selon le degré d'ancienneté de réception, mais seulement une fois pour la vigne ³.

Le syndic rendait les comptes le lundi après la Saint-Pierre ⁴.

Les autorisations pour les gestions importantes étaient données à un chanoine désigné avec mandat limité, par exemple

1. A. D., Q. 380, charges acquittées par le chapitre de 1778 à 1788.

2. A. D., Q. 880, déclarations du sous-doyen et du trésorier.

3. A. D., registres, G., 212, 4 septembre 1729.

4. A. D., G. 212, Registres, 2 mai 1752.

dans le chapitre du 4 avril 1775 les chanoines autorisent « l'emploi des deniers des profits des lods et ventes reçus et à recevoir pour obtenir des lettres de garde gardienne pour attribuer au bailliage de Blois la connaissance des causes du chapitre et obtenir en chancellerie des lettres pour faire un terrier de tous les censifs tant de la ville que des campagnes dépendant du chapitre ». De même le chapitre du 30 avril 1780 désigne trois chanoines avec mission de régler des difficultés au sujet de la perception et du grangeage de la dime avec la paroisse Saint-Martin.

Le compte des décimes était rendu en présence de deux commissaires et un chanoine était inspecteur-surveillant des bâtiments ¹.

Enfin, le chapitre avait la gestion des biens affectés aux chapelles, biens qui étaient distincts de la mense ; deux chanoines inspecteurs surveillaient les immeubles, ordonnaient les réparations et supprimaient les revenus si elles n'étaient pas faites.

Au chapitre, toutes les décisions, appréciations de grains, remises aux fermiers, réparations au-dessus de 50 livres étaient mises au scrutin et devaient être approuvées à la pluralité des voix.

ABBAYES. — *Bourg-Moyen*. — Les charges du monastère étaient assez élevées ; les rentes foncières, les portions congrues et les décimes s'élevaient à 1.600 livres, les rentes viagères à servir, à 1.100 livres. L'abbaye avait fait de lourds emprunts à la procure générale dont le service exigeait 4.000 livres. Enfin, le monastère participait aux charges générales de la congrégation par une taxe de 1.300 livres y compris les honoraires du visiteur provincial. La moyenne des réparations était de 3.000 livres. Les frais du culte et les aumônes exigeaient 1.500 livres. Soit au total une charge de 12.500 livres.

Les revenus étaient de 22.500 livres, il restait 10.000 livres pour la vie des moines ².

1. A. D., G. 243, registre 8 mai 1786.

2. A. D., Q. 880, État des biens dépendants de l'abbaye de Bourg-Moyen de Blois dressé en exécution du décret de l'Assemblée nationale du 3 novembre 1789.

Saint-Lomer. — Les charges perpétuelles et variables étaient de 19.000 livres, les charges rachetables étaient de 1.000 livres. Le revenu étant de 52.000 livres, il restait 32.000 livres pour les frais du culte, les aumônes, les réparations et la vie des moines ¹.

Il y avait 2.000 livres d'aumônes et 1.000 livres de taxes ; mais en 1787, les bâtiments étaient dans un état lamentable, il fallait compter 25.000 livres de réparations au monastère et à l'église, 1.000 livres pour les maisons, 35.000 livres pour les fermes et 17.500 pour les prieurés, un seul revenu extraordinaire était à prévoir, soit 4.000 livres de coupes de bois.

Le chapitre demanda l'établissement d'une caisse d'amortissement dans chaque province. Cette caisse fut créée et un arrêt du conseil d'État du 10 août 1769 vint confirmer la délibération du chapitre général ordonnant à tous les monastères de payer annuellement pour l'acquit de tous les capitaux dus, la somme de 150.000 livres à la caisse d'amortissement établie à Saint-Germain-des-Prés et ce durant vingt-cinq ans, à raison de 32 livres pour 1.000 livres de revenus. Toutefois, cette cotisation n'impliquait pas que dans l'avenir les maisons seraient solidaires et tenues des dettes les unes des autres. On laissait donc l'autonomie financière et cette caisse d'amortissement pouvait être comparée à notre Crédit Foncier ².

Cette création mit fin à une série d'emprunts faits à des taux assez élevés. En 1672, un emprunt de 3.000 livres avait été fait aux Jacobins. L'évêque de Rennes abbé commanditaire devait à la mense conventuelle 2.600 livres qu'il ne pouvait payer ni emprunter. Les moines empruntèrent pour lui, et c'est l'abbé qui payait la rente de 150 livres ³. En 1680, un emprunt de 6.000 livres au denier 22 fait à Blois fut remboursé, de l'argent ayant été trouvé à Orléans au denier 24. C'est le père célerier qui fut chargé par l'assemblée de tous les religieux profès de chœur de négociier ⁴. En 1738, un emprunt de 600 livres

1. A. D., Q. 880, et 11 H. 14, délibération du 28 août 1767.

2. A. D., 11 H. 14, 4 novembre 1767.

3. A. D., 11 H. 13, 26 novembre 1672.

4. A. D., 11 H. 14, 18 janvier 1680.

fut réalisé pour acheter du blé au moment de la disette. En 1743, un autre emprunt de 4.000 livres à un bourgeois d'Orléans pour payer les décimes ¹. En 1752, la situation s'aggrava. Il y avait des dettes « criardes » dit le prieur au chapitre du 16 juillet, les métairies tombaient en ruines, il y avait eu des inondations et de la grêle sur les vignes, les revenus étaient maigres. Il fallut emprunter 20.000 livres, cette fois la somme était forte et l'avis du visiteur et de la diète provinciale furent nécessaires. L'acte capitulaire visé fut envoyé au supérieur général à Saint-Germain -des-Prés. Après autorisation on trouva de l'argent à Orléans au denier 20.

Le crédit du monastère était bon si l'on en juge qu'en 1757 à la suite d'une bonne récolte les moines voulurent rembourser 4.000 livres à un bourgeois de Blois qui s'en trouva, dit la délibération « fort affligé ». Mais comme c'est lui qui avait le plus petit prêt et qu'on ne pouvait faire plus, il proposa de prêter 3.000 livres pour rembourser un emprunt de 7.000 livres fait à Orléans au denier 22. Il prêta au denier 25, bonne affaire pour le couvent.

A la Révolution, la situation était encore prospère il restait vingt religieux qui avaient chacun environ 1.000 livres.

COUVENTS. — *Jacobins*. — Le prieur tenait la grande bourse et le procureur syndic était chargé des dépenses courantes. Il en rendait compte tous les six mois en assemblée générale, mais c'est le prieur qui était responsable des deniers ², ainsi que de la gestion des biens. Les emprunts étaient faits par contrats signés du prieur et du procureur, autorisés par acte capitulaire approuvés par le provincial ³.

Les affaires temporelles plus courantes comme les baux, les constitutions de rentes étaient traitées en réunion de chapitre « en la manière accoutumée de traiter les affaires temporelles..., faisant et représentant la plus grande et la plus saine partie d'entre eux tant pour eux que pour les absents ⁴... »

1. A. D., 11 H. 14, 15 décembre 1743.

2. A. D., 29 H. 12, livre de dépenses 1783 à 1790.

3. A. D., 29 H. 10, contrat du 23 octobre 1772.

4. A. D., 29 H. 9, acte de location, 12 janvier 1668.

Les charges d'emprunts s'élevaient à 500 livres ¹, les décimes et redevances à 100 livres, les gages des domestiques à 200 livres, le vestiaire à 400 livres et les réparations et entretien des bâtiments à 600 livres, soit au total 1.800 livres de charge pour un revenu de 4.500. Il restait donc pour la vie de 5 religieux, 2.700 livres.

La situation matérielle était donc assez bonne et le prieur, lors de sa reddition de comptes du 12 avril 1788 pouvait dire : « Si l'on considère ensuite que je puis justifier pour plus de 4.000 livres de réparations urgentes, que j'ai essuyé une banqueroute de près de 100 écus l'an dernier de la part du receveur de nos rentes à Paris, que malgré de mauvaises récoltes en blé et en vin et l'augmentation des denrées, j'ai payé une bonne partie de nos dettes au lieu d'en contracter de nouvelles, qu'enfin j'ai augmenté les revenus de 116 livres, on pourra se former une idée juste de ma gestion. »

Les Cordeliers. — La communauté très réduite et rattachée au couvent de Vendôme avait environ 400 livres de charges, services à célébrer, taxes et divers.

La bourse était gérée par le père gardien.

Les Capucins. — N'ayant pas de biens et étant considérés comme faisant vœu de pauvreté absolue, ils n'avaient pas de charges. Ils vivaient des aumônes et c'est sur les économies faites sur les dons qu'ils avaient amassé ce capital de 12.000 livres qui fut confisqué à la Révolution.

Minimes. — Les charges qui comprenaient les frais du chapitre, les obédiences, l'entretien du provincial s'élevant à 300 livres, les réparations 400 livres et 400 livres de rentes et de droits. Il restait 1.600 livres pour la communauté ².

La bourse était gérée par le supérieur.

Visitation. — Les charges des propriétés et terres étaient de 700 livres, les réparations s'élevaient à 2.000 livres. Le chapelain recevait 600 livres, le régisseur 300 livres et le personnel 300 livres, soit environ 4.000 livres. Il restait à la communauté

1. A. D., 29 H. 11, registre de rentes, 1785.

2. A. D., Q. 880.

12.000 livres pour l'entretien de 42 religieuses, 1 novice et une fille agréée ¹.

Ursulines. — Les emprunts assez forts s'élevaient à environ 10.000 livres imposant 420 livres de rentes auxquelles s'ajoutaient 120 livres de rentes viagères qui avec les fondations faisaient 600 livres. Le chapelain recevait 500 livres, le régisseur 200 livres, les frais du culte 200 livres. Soit 1.500 livres de charges.

Il restait à la communauté 1.500 livres plus les revenus en nature des métairies et closiers pour l'entretien de 22 religieuses de chœur, 6 sœurs et 2 tourières.

La bourse était gérée par la prieure assistée de la sous-prieure et d'une conseillère commune ².

Carmélites. — Les charges s'élevaient à 3.300 livres dont 700 pour les réparations. Il restait 3.200 livres pour l'entretien des religieuses.

La bourse était gérée par la prieure ³.

Nouvelles Catholiques. — La bourse était gérée par la supérieure appelée dépositaire. Le supérieur particulier vérifiait les comptes, il les arrêtait et les signait ainsi que les actes capitulaires.

III. — LES CORPS D'OFFICIERS ROYAUX

Dans les corps d'officiers royaux l'origine de la bourse commune fut comme nous l'avons vu l'impossibilité pour chaque officier en particulier, de faire face aux exigences du fisc.

C'est en 1689 que, sous l'empire des embarras financiers, causés par un état de guerre prolongé, on commence d'offrir aux compagnies judiciaires des augmentations de gages, qui, assurait-on, procuraient aux officiers un revenu si sûr et si commode qu'ils ne pouvaient considérer ce qu'on leur demandait comme une charge. On ordonnait même aux intendants

1. A. D., Q. 880., n° 15, Visitation.

2. A. D., Q. 880, Ursulines, 21 février 1790.

3. A. D., Q. 880, Carmélites, 19 février 1790.

de conduire la chose de telle sorte qu'elle les oblige à venir de leur propre mouvement et de leur bonne volonté ¹.

La bourse commune a donc uniquement pour but d'acheter les offices et de payer les taxes extraordinaires imposées à la compagnie. Elle est alimentée par des dons volontaires d'ailleurs rares, par la perception des gages attachés aux offices rachetés et surtout par l'emprunt. Les dépenses consistent à verser à l'État le montant des taxes ou des offices.

Nous allons, pour préciser les idées, étudier quelques cas concrets de fonctionnement de la bourse commune.

Présidial. — Un office de deuxième président présidial avait été racheté en commun au début du XVII^e siècle par le président et le lieutenant général ². En 1674, un office de commissaire enquêteur au bailliage avait été racheté par le lieutenant général et les autres officiers ³ pour le prix de 800 écus. Les émoluments provenant de cet office tombaient dans la bourse commune, les enquêtes et interrogatoires étant faits à tour de rôle par les officiers du bailliage. Il en était de même pour le produit de la prévôté rattaché au bailliage.

Au présidial, la communauté des ressources était d'ailleurs poussée très loin car tous les épices étaient inscrits au registre de chaque chambre et après paiement des intérêts des emprunts, les émoluments étaient partagés entre les officiers par le lieutenant général et le syndic ⁴.

On créa aussi des conseillers d'honneur, mais ce sont surtout les augmentations de gages qui frappaient le présidial, dont la bourse fut tellement endettée que lors de l'augmentation de gages de 1715 sur 25 offices, 15 étaient tombés aux parties casuelles « par la raison que personne ne veut s'en faire pourvoir à cause de l'excessive capitation, laquelle excède les gages et que les offices ne rapportent plus que très peu d'émoluments ⁵ ».

Les officiers décidèrent de ne rien payer. « Cela est d'une

1. Charles de Beaucorps, *Administration des intendants*.

2. A. D., F. 637, Édit du roi, septembre 1633.

3. A. D., F. 312, Quittance des parties casuelles du 27 janvier 1674.

4. A. M., E. 420, 17 C. 77 (cart. 22, arrêt du conseil du roi du 26 septembre 1692 qui règle les fonctions des officiers du présidial).

5. A. D., F. 638, Édit du roi de mai 1715.

périlleuse conséquence, écrit Bouville le 11 mai, et il est nécessaire que cela finisse ; mais il vaut mieux en tirer le plus d'argent qu'on pourra que d'en venir à un éclat contre un présidial qui, en réalité, souffre beaucoup ¹. »

Aussi le roi dans un édit donné à Marly en mai 1715, s'exprime ainsi : « Les officiers du présidial de Blois nous ayant représenté qu'ils sont taxés par la réunion de plusieurs offices et autres affaires extraordinaires, à des sommes si considérables qu'il leur est impossible d'y satisfaire ayant payé depuis 1689 cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents livres..., que le ressort de leur justice est très diminué..., qu'ils sont redevables à leurs créanciers de cent trois mille six cent-vingt livres et de plus de vingt-cinq mille livres d'intérêts et que leurs gages ne suffisent pas pour payer leur capitation en sorte que leur crédit se trouve entièrement épuisé. Néanmoins, pour nous donner des marques de leur zèle, pour le bien de notre service, ils auraient résolu de faire un dernier effort et de nous offrir une somme de quinze mille livres payables en trois termes de trois mois en trois mois s'il nous plaisait de les décharger de toutes les différentes taxes auxquelles ils sont assujettis tant en corps qu'en particulier, de leur attribuer pour raison de cette finance des augmentations de gages au denier 20 et de modérer les frais qui peuvent avoir été faits contre eux par les traitants... »

Malgré ses bonnes intentions le pouvoir royal n'en continua pas moins à les taxer et la situation était si mauvaise à la fin du XVIII^e siècle que le roi dut augmenter les gages sans contrepartie ; il est vrai que l'opération se fit sur le dos des Jésuites. Les officiers du présidial reçurent des augmentations allant de 100 à 300 livres par an et payées par le notaire séquestre général des biens « des ci-devant soi-disans jésuites ² ».

L'élection. — La situation est un peu différente pour les élus. Non seulement ils subissent de nombreuses augmentations de gages et des créations d'offices mais parallèlement, leurs attributions, donc leurs ressources, diminuent sans cesse à tel point

1. A. N., G. 7-420, Lettre du contrôleur général.

2. A. D., F. 638, Arrêt de la cour du parlement du 22 mai 1764.

qu'à la fin du XVIII^e siècle les offices ne sont plus guère qu'honorifiques et ne rapportent plus rien.

En 1637¹, le roi augmente les gages des officiers des élections et les droits de signature et de vérification des rôles. En contrepartie les élus « paieront les sommes auxquelles ils seront modérément taxés... » Ce ne fut pas l'avis des intéressés qui protestèrent du fait « ... que depuis dix ou douze ans les officiers des élections ayant payé aux coffres de Sa Majesté plusieurs grandes et notables sommes, dont Elle et son État avaient été secourus... ce dont eux et leurs familles demeurent incommodés et réduits à une grande nécessité..., quoique ayant conféré les dits officiers de l'élection, de l'exemption des tailles et emprunts à eux accordés par le feu roi son père le 28 décembre 1594... »

On voit que le roi, devant les nécessités du Trésor, oubliait facilement ses promesses. D'ailleurs, en 1687, nous trouvons une combinaison peut-être intéressante mais un peu simpliste du fisc. Le roi, non seulement crée² dans chaque élection deux conseillers élus et trois contrôleurs mais il décide que chacun n'exercera sa fonction que pendant un semestre. C'était diminuer d'un seul coup de moitié les ressources des élus qui protestent de nouveau « disant qu'ils ont traité de leurs offices pour jouir de l'exercice continuel d'iceux ». Le roi qui constate que l'on a été un peu loin, parlemente. Il renonce au tour par semestre et aux contrôleurs. Les officiers paieront la taxe demandée et il ne sera créé que deux offices d'élus par élection. En retour il attribue en hérédité à chaque office six deniers par livre. Les élus protestent car il y a des bourses communes qui ne pourront payer la taxe de rachat des deux offices et réclament la création, avec la faculté de les vendre à qui ils voudront. De compromis en compromis³ on arrive à l'édit qui prévoit le choix entre la taxe pour quatre deniers et création de deux offices ou la taxe pour six deniers avec l'extinction des deux offices.

1. A. D., F. 638, Arrêt pris en conseil d'État le 29 août 1637.

2. A. D., F. 638, Édit du roi du 28 juin 1687.

3. A. D., F. 638, Déclaration du 6 novembre 1687, rôle des taxes du 10 novembre 1687.

Il est également prévu, et c'est bien encore là une reconnaissance de la bourse commune, que tous les officiers peuvent payer pour un défaillant à charge de recours contre lui.

Cet exemple est caractéristique des préoccupations purement fiscales de la royauté. L'état se moque tout à fait de l'opportunité de créer ou non des officiers, ce qui l'intéresse c'est l'argent qui rentre dans les coffres.

Grenier à sel. — Nous retrouvons ici la même exploitation et la même nécessité de la bourse commune. Les greniers à sel furent fortement exploités. On créa en 1704 des offices de contrôleurs, de receveurs puis des contrôleurs de partage du sel.

En 1685, au contraire, suppression de greffes avec l'obligation pour les greffiers maintenus de rembourser les offices suivant estimation de l'intendant. Les greffiers jouiront de l'augmentation des droits et émoluments ¹.

Les augmentations de gages sévissent également. En 1691 ² le roi augmente de treize sous six deniers le droit manuel et il autorise les officiers à lever sur chaque minot de sel vendu neuf sous six deniers. Naturellement, ce n'est pas une faveur et il faut que les officiers versent de suite une grosse somme ³. « Pour satisfaire aux intentions de sa Majesté et concourir plus promptement au bien public, il est décidé d'emprunter à constitution de rentes, sous l'obligation solidaire de tous les offices, gages et droits y attribués et par privilège spécial et préférence de 9 sols 6 deniers... ils chargent le syndic de signer et passer les contrats de constitutions et actes qu'il conviendra et s'engagent à les ratifier par tous ceux qui font partie du corps de la compagnie. »

On pourrait multiplier les exemples pour les autres juridictions. On voit qu'en réalité les privilèges pécuniaires n'étaient qu'un mot, car si leurs bénéficiaires étaient déchargés de certains impôts ou prestations en nature, les emprunts qui en étaient la contre-partie pesaient lourdement sur les officiers. Ces emprunts qui commencèrent à se multiplier à la fin du règne

1. A. D., F. 638, Édit du 30 janvier 1685.

2. A. D., F. 638, Arrêt du conseil d'État du 22 septembre 1691.

3. A. D., F. 637, Délibérations du 30 août 1690.

de Louis XIV amenèrent doucement mais sûrement toutes les petites compagnies judiciaires à la ruine d'autant plus que la politique royale tendait à limiter les attributions de toutes les juridictions d'exception.

IV. — LES COMMUNAUTÉS JUDICIAIRES

La bourse commune fut à l'origine la bourse de la confrérie, bourse modeste qui servait à remplir des obligations charitables ou religieuses.

Ce n'est qu'avec les créations d'offices et l'intervention du roi que la nécessité des recettes et des dépenses extraordinaires se fit sentir. La bourse commune reçut une consécration officielle bien involontaire et que seuls les *avocats* surent esquiver.

Nous parlerons d'eux rapidement, car dans ce chapitre ils ne tiennent pas de place, ayant su garder à leur barreau une organisation élémentaire quoique moralement très solide. On peut les rapprocher de l'organisation du collège des médecins. Au début, leur confrérie fit bourse commune avec celle des procureurs, car la fête des deux communautés avait lieu le jour de la Saint-Nicolas. Après leur séparation, ils se gardèrent bien de constituer une bourse commune officielle et ils échappèrent ainsi jusqu'à la Révolution à l'exploitation du fisc royal. Ceci est confirmé par le fait que c'est le seul corps, avec les médecins, pour lequel nous n'ayons retrouvé aucun document financier.

Les *procureurs* n'eurent pas la même chance que les *avocats* et ce fut un peu de leur faute. A la suite de la décadence de la profession au *xvi^e* siècle, l'édit de juillet 1572 érigea les charges en offices attribués par le roi après paiement d'une finance. C'était une garantie pour les procureurs mais c'était la porte ouverte aux abus de la fiscalité. Le roi créa des offices qui, sans toucher leur monopole leur enlevaient certains profits que la communauté était obligée de racheter et pour cela d'emprunter, d'où nécessité d'un fonds commun géré par le syndic et alimenté par des cotisations puis par l'attribution des droits relevant des offices rachetés.

En outre de la création d'offices, la bourse servait également à

racheter les charges de collègues décédés ou supprimés. Ainsi, en 1777, sur les vingt offices de procureurs du bailliage et siège présidial de Blois, sept étaient vacants et retombés aux revenus casuels¹. Il apparut que le nombre de douze procureurs était suffisant, tout au moins c'est le prétexte donné par l'édit, car il semble bien que le roi cherchait à se débarrasser des offices vacants. Le roi supprime huit offices sous la réserve que le prix du huitième qui vient d'être pourvu sera remboursé par les douze autres au nouveau titulaire. Ce règlement sera fait entre eux, à l'amiable et la somme payée par la communauté tint lieu d'augmentation de finance pour la communauté et les douze procureurs.

La communauté des *notaires* qui fut la plus disciplinée eut plus que les autres à souffrir des créations d'offices. Depuis le début du xvi^e siècle, c'est-à-dire depuis les guerres d'Italie qui avaient épuisé le trésor royal, les créations se succédèrent. Rien que dans la seconde moitié du xvi^e siècle nous notons 6 créations d'offices et huit durant le xvii^e siècle.

Au xviii^e siècle, nous trouvons un édit de 1702 créant les notaires arpenteurs, priseurs de terre, en 1703 un édit réunissant ces offices à l'office de notaire, en 1704 création des notaires près des greniers à sel puis réunion aux offices de notaires, en 1712 création de conseillers commissaires aux prisées et ventes mobilières, puis en 1714 suppression, etc...

Chez les notaires nous trouvons une orientation nouvelle de la politique royale. Ce n'est pas sans regret que les magistrats avaient vu se détacher les fonctions notariales et c'est peut-être pourquoi, sûr de l'appui du parlement, le roi met à contribution les notaires.

Non seulement on crée des offices pour leur supprimer certaines attributions, mais on s'ingère dans leur organisation intérieure pour créer des offices comme ceux de syndics de notaires et de trésoriers de la bourse commune.

La bourse commune des notaires avait été une des premières reconnues par le roi. Ayant un caractère nettement officiel, la royauté voulut ériger en office les dignités du corps. Nous

1. A. D., F. 637, Édit du roi de juillet 1777.

retrouverons cette politique dans les corps de commerce et communautés de métier.

Un édit de mars 1706 créa des offices de syndics de notaires, offices que la communauté s'empessa de racheter, de même un édit d'août 1696 avait créé des offices de trésorier de la bourse commune rachetés par la communauté à la suite de l'édit du 11 février 1698. En novembre 1706, un édit créait un office vraiment étonnant, celui des parapheurs du registre de la bourse commune.

Nous trouvons donc une communauté se composant d'une douzaine de membres pourvue d'un administrateur, d'un trésorier et d'un contrôleur nommés en titre d'offices, le dernier office comportant environ une journée de travail par an. C'était un peu abusif et l'on voit que ces offices étaient uniquement créés pour soutirer de l'argent aux communautés. Et Desmarests, contrôleur général des Finances disait à Louis XIV demandant qui pourrait acheter une charge inutile : « Votre Majesté ignore une des plus belles prérogatives des rois de France, qui est que, lorsque le roi crée une charge, Dieu crée à l'instant un sot pour l'acheter. »

La bourse commune de toutes ces communautés judiciaires était composée uniquement d'espèces. Les recettes étaient fournies par les cotisations, les produits de taxes et surtout par les emprunts. Les dépenses comportaient les frais de confrérie et de bureau, mais surtout les rachats d'office, les augmentations de gages, le paiement des rentes constituées et les frais de procédure.

La bourse était gérée par le syndic et les comptes approuvés en assemblée générale. Certaines, comme celle des notaires avaient pris un caractère officiel, celle-ci ne fut d'ailleurs pas liquidée à la révolution et les notaires continuèrent à s'acquitter des charges des rentes constituées.

V. — LES CORPS DES PROFESSIONS LIBÉRALES

Chez les *médecins* nous ne trouvons pas de trace de bourse commune. Il est probable, comme pour les avocats, que les dépenses du collège se résumaient aux dépenses ordinaires,

frais de banquets et de bureau alimentés par des cotisations.

C'est une des rares communautés qui ait été à l'abri des empiétements des autres corps, ceci du fait de l'obligation d'être licencié ou docteur. C'étaient les gens du roi qui poursuivaient directement ceux qui se mêlaient de médecine sans avoir de titres. Les seuls frais de procès étaient ceux engagés pour défendre des privilèges honorifiques contre les autres corps bourgeois.

Nous retrouvons une bourse commune importante chez les chirurgiens, les apothicaires et les perruquiers qui faisaient partie, primitivement, des communautés de commerce et de métiers.

La bourse commune des *chirurgiens* est reconnue par les articles 5 et 6 des statuts concédés en 1441¹; cette bourse était alimentée par les droits de réception et les amendes.

La situation de cette bourse était fort mauvaise à la fin du XVIII^e siècle et le 26 août 1773, la communauté délibéra pour savoir si les prévôts syndics qui touchent 15 sols par visite continueront ou non à ne pas les percevoir « suivant qu'il est pratiqué afin de payer les dettes de la communauté² ».

Dans la même séance on décide que l'argent de la communauté sera déposé avec le registre dans le coffre à trois clés, dont l'une sera remise au lieutenant, l'autre au greffier et la troisième à l'ancien syndic, et qu'il sera fait sur le registre un état des dettes et charges de la communauté, afin de fixer ce que chaque maître doit payer annuellement.

Ces dettes étaient nombreuses. Un état du 12 mars 1793 nous en donne la liste³.

Rente de 57 livres 9 sols 6 deniers au denier cinquante.

Rente viagère de 800 livres en date de 1770 au principal de 3.000 livres.

137 livres de rentes par contrat au principal de 2.600 livres passé devant notaire en 1770.

80 livres de rentes par contrat au principal de 2.000 livres. 1770.

1. A. D., Registre de la prévôté, f° 12.

2. A. M., H. H. 6, délibération.

3. A. D., série L, État des dettes de la cy-devant communauté des maîtres en chirurgie de la ville de Blois.

80 livres de rentes au principal de 2.000 livres. 1770.

75 livres de rentes au profit des religieuses de la Visitation, par contrat de 1770 au principal de 1.500 livres.

Soit au total une dette arrêtée à environ 15.000 livres, la plupart des contrats faits en 1770 avaient pour but de rembourser des emprunts antérieurs plus onéreux.

Chez les *apothicaires*, la bourse commune était assez importante, car si dans la communauté on trouve peu de créations d'offices, en contre-partie, nous trouvons des taxes demandées directement par le roi à la compagnie et de nombreux procès.

C'est l'ancien syndic qui tient la bourse. Il rend ses comptes le 28 décembre, lors de l'assemblée générale ¹.

La bourse est alimentée par les cotisations annuelles des membres ² et surtout par les emprunts. En réalité, il n'y a jamais de grosses sommes en caisse. Lorsqu'il arrive, comme en 1690, qu'il y ait 156 livres, on songe à rembourser un emprunt de 400 livres à 6 p. 100, mais, comme le prêteur ne veut pas de remboursement partiel, la communauté emprunte 250 livres et chacun des membres s'engage par contrat à payer les intérêts ³.

En 1692, la communauté est taxée à 528 livres pour sa part des Arts et Métiers. Après une vaine demande de diminution, l'Assemblée décide de faire un emprunt pour la moitié et pour le reste chaque maître versera sa part, plus les intérêts et l'amortissement ⁴. En 1694, nouvelles demandes du roi de 300 livres à la communauté qui emprunte. Enfin, en 1747 la communauté emprunte 700 livres pour racheter deux lettres de maîtrise créées par le roi ⁵.

En 1765 la communauté décide de liquider ses dettes. Elle emprunte à viager à une demoiselle 3.300 livres pour une rente de 300 livres. Cet emprunt permet de rembourser les emprunts antérieurs de 700 et 500 livres ⁶. Ce dernier emprunt de 500 livres

1. A. D., F. 678, registre des délibérations, 28 décembre 1671-1664.

2. *Id.*, 28 décembre 1689.

3. *Id.*, 3 décembre 1690.

4. A. D., F. 678, 16 août 1692.

5. *Id.*, 13 novembre 1747.

6. *Id.*, 10 décembre 1765.

avait été fait en 1762 pour soutenir un procès contre les chirurgiens.

On voit que la gestion était très prudente. La communauté ne se laissait pas endetter et essayait de rembourser dès qu'elle pouvait. Les maîtres réglaient d'ailleurs régulièrement les charges provenant du remplacement pour la garde.

Nous trouvons également une autre charge extraordinaire en 1748, c'est le logement des gens de guerre et la garde des prisonniers hollandais. C'était le syndic qui se chargeait de payer pour tous les maîtres avec la caisse de la communauté et il rendait ses comptes ensuite.

Chez les *perruquiers*, même bourse commune et pour les mêmes besoins. Mais ici, la situation est différente, la communauté est pauvre et à la Révolution elle sera presque ruinée.

En août 1706, il est créé à Blois 5 places de maîtres, la communauté les avait rachetées mais n'avait pas trouvé preneurs. Elles étaient restées dans le coffre ¹.

En 1740 un procès malheureux entre les maîtres et le bureau coûte 500 livres à la bourse commune.

En 1744 la communauté est dans la misère et on décide d'établir un droit de 100 livres par aspirant à la maîtrise en plus des charges fixées par les statuts ².

Par malheur, en 1745, le roi créa des charges d'inspecteur et de contrôleur héréditaire des perruques. Le bureau décide de les acheter si le prix n'est pas trop élevé. Le notaire de la communauté prête 300 livres. Les cinq charges sont mises à prix 300 livres chacune, le bureau propose 200 livres.

En 1748, la situation est de nouveau mauvaise, la communauté a 1.600 livres d'arriérés d'impôts que l'intendant, sur demande du bureau, réduit à 600 livres.

En 1752, mauvaise affaire à la suite d'un procès contre les perruquiers de Romorantin. Ce procès est perdu au présidial, appel est fait à Paris, mais comme les frais s'élèveraient à 3.000 livres et que la communauté a déjà dépensé 800 livres, on abandonne.

1. A. D., Registre, 23 mars 1734.

2. *Id.*, 1^{er} janvier 1744.

En 1763 nous trouvons une charge un peu spéciale : c'est l'achat d'un remplaçant à la milice, soit pour les maîtres ou les garçons. C'est la communauté qui paie. C'est une sorte d'assurance.

Les dettes de la communauté s'élevaient à cette époque à 2.000 livres ¹. et comme les ressources diminuent, pour éviter l'augmentation du nombre de maîtres la communauté décide, en 1771, d'élever les droits de maîtrise à 1.000 livres. Mais en 1781, un nouveau procès entre la communauté et son receveur coûte 800 livres de frais et oblige à un emprunt qui vide la caisse. On ne trouve plus de syndic car les maîtres ne veulent plus payer leurs cotisations. Le bureau décide de poursuivre les récalcitrants ².

En 1787, la situation est toujours difficile et la cotisation est portée de 15 sols à 1 livre. Obligée de réaliser et craignant que les garçons n'obligent à délivrer une des lettres du coffre, la communauté en vend une pour 300 livres.

Lors de la dissolution de la communauté, les charges devaient être remboursées sur le pied de 200 livres. Les particuliers reçus depuis le 4 août 1789 devaient être remboursés intégralement des sommes reçues par le trésor public ; ceux qui avaient exercé avant étaient diminués de 1/30^e par année d'exercice jusqu'à deux tiers, ceux qui avaient plus de vingt ans recevaient un tiers. Le chiffre de la dette était de 3.000 livres et les indemnités reçues servirent à la rembourser.

VI. — LES CORPS DE COMMERCE ET LES COMMUNAUTÉS DE MÉTIERS

Bien avant la fermeture du métier, les communautés eurent des ressources, certes fort modestes, formées par les droits de confrérie. Lorsque le métier devint juré il fallut payer la protection du roi ainsi que les jurés.

Les dépenses se divisèrent en dépenses ordinaires qui comprenaient : les frais de confrérie, l'enregistrement ou l'expédition

1. A. D., Registre, 25 septembre 1752.

2. A. D., Registre, délibération du 20 septembre 1786.

des statuts, les lettres de confirmations, les vacations des magistrats qui assistaient aux assemblées, les taxes des jurés ; et en dépenses extraordinaires comprenant les rachats de lettres de maîtrises et d'offices, le logement des gens de guerre, le droit de subvention, le dixième pour les offices de la communauté, la milice et enfin les frais de nombreux procès soutenus contre les autres communautés.

Les recettes comprenaient les droits de maîtrises et de réception, les droits payés par les maîtres pour les apprentis et les compagnons, les amendes, les taxes de visites et les gages des offices. Puis les dépenses extraordinaires augmentant sans cesse il fallut non seulement élever les droits mais recourir aux contributions volontaires et aux emprunts.

Avant d'étudier la gestion de la bourse commune nous insisterons sur les dépenses et les recettes extraordinaires les plus importantes.

1^o DÉPENSES. — *Rachat d'offices.* — Du jour où la corporation a été dotée de la personnalité morale et d'un patrimoine, elle a été une tentation et une proie facile pour le fisc. Comme pour les autres corps le procédé employé a été la création d'offices.

Le premier essai fut l'érection en office des fonctions de jurés. La réaction fut vive car, ainsi que nous l'avons vu, le juré s'était dégagé très rapidement de l'emprise du pouvoir royal et la liberté de l'élection des jurés était l'indépendance même de la communauté. Le roi revint sur sa décision et l'article 359 de l'ordonnance de Blois de 1579 rétablit la situation. En 1691 les fonctions de jurés sont rétablies en offices et le pouvoir royal n'osa plus revenir sur cette question. Comme nous le verrons plus loin les créations se multiplièrent.

On voit par là l'attitude purement fiscale du pouvoir vis-à-vis des communautés et à quelles créations ridicules on arrivait. par exemple, si l'on songe qu'il y avait un contrôleur des registres et un garde des archives pour surveiller deux registres : celui des contrats d'apprentissage et celui des délibérations. Il est vrai que personne ne se faisait d'illusions sur ces créations et que les communautés rachetaient immédiatement tous les

offices. C'était un emprunt déguisé qui se faisait en général au taux de 3 p. 100 et les gages des offices tombaient à la bourse commune.

Lettres de maîtrises. — Une grosse critique qui a été faite au régime de la corporation a été le monopole de fait qui existait au profit des maîtres. Deux moyens efficaces pouvaient tempérer ce monopole, les forains et la création de lettres de maîtrise ; nous étudierons cette question dans un autre chapitre. Nous retiendrons seulement ici la création des lettres de maîtrise qui au lieu d'être employée dans le but de l'intérêt public fut exploitée par le roi dans un but fiscal.

Le roi s'était réservé le droit de créer des maîtres dans les corporations en les dispensant des formes habituelles. Au début, ces créations avaient lieu lors de l'avènement du roi, puis elles se multiplièrent à partir du ^{xvi}^e siècle. Ces lettres étaient vendues en bloc à un traitant qui les revendait. Les corporations menacées gravement dans leurs intérêts se virent obligées de se substituer rapidement à ce traitant et de racheter ces lettres qu'elles gardaient dans leurs coffres. Le roi ne mit aucun obstacle à ce procédé, preuve évidente du but fiscal poursuivi.

Le pouvoir royal finit lui-même par être gêné par ces créations multipliées de lettres. L'édit dit des Suisses avait créé des lettres de maîtrises dont le produit de la vente devait être réservé au paiement des Suisses. Comme les communautés, fort gênées, mettaient un certain temps pour lever les lettres et essayaient d'en faire diminuer le prix, il arriva qu'Henri IV créa de nouvelles lettres pour son avènement, son mariage, la naissance du dauphin, avant que les anciennes lettres aient été achetées. Il fallut un arrêt du conseil d'État ordonnant « que l'édit des Suisses serait exécuté par préférence et avant tous les autres édits de création de maîtrise pour quelque cause et occasion qu'elles aient été faites ¹ ».

De même en 1772 l'intendant d'Orléans, M. de Cypierre rappelle aux officiers de police de Blois la déclaration du roi « qui fait défense de recevoir de maître dans aucune communauté

1. A. D., Registre de la prévôté, f^o 124, arrêt du conseil d'État du 30 mars 1602.

d'artisans, avant que toutes les lettres créées pour chacune de ces communautés aient été levées ¹ ».

Les procès. — Les procès étaient fort nombreux. Ils commençaient dès la fermeture du métier. Il était rare en effet que des communautés voisines ne fassent pas opposition à certains articles. Ils entraînaient de gros frais car les corps faisaient presque toujours appel et la procédure à Paris était coûteuse tant par l'importance des épices qui croissaient avec le rang de la juridiction, que par les déplacements des jurés, avocats et procureurs. Nous retiendrons seulement ici qu'ils étaient la plus lourde charge des corps de commerce et communautés de métiers.

4^o RECETTES. — Les recettes extraordinaires étaient l'emprunt, les taxes ou des recettes imprévues comme il arriva en 1761 chez les boulangers. A la suite d'abus commis par les maîtres, le bailliage rendit une sentence ordonnant que sur les 500 livres perçues sur un aspirant à la maîtrise, 300 lui seraient remboursées et 200 mises à la bourse commune « pour servir à l'acquittement des principaux des rentes dont la communauté peut être chargée par les emprunts que les maîtres auraient été valablement autorisés à faire ² ».

Dans les périodes critiques on augmentait les taxes et surtout les droits de maîtrises, telle la communauté des cordonniers dans la délibération du 20 février 1748 homologuée par un arrêt du parlement du 5 juillet 1748.

« ... Aujourd'hui, par devant les notaires royaux de Blois soussignés sont comparus... tous maîtres cordonniers demeurant en cette ville et fauxbourgs assemblés en la manière accoutumée et ordinaire de leur communauté, aux jacobins de cette ville, lesquels se trouvant beaucoup trop chargés de rentes par les emprunts qu'ils ont été obligés de faire pour payer les taxes et avoir des miliciens pour sa Majesté et autres charges, ont convenu et arrêté d'un commun accord pour le bien et avantage de leur communauté et donner quelque soulagement à chacun

1. A. M., H. H. 5, f^o 69.

2. A. M., F. F. 3., p. 59.

des maîtres qu'il est à propos de faire contribuer ceux qui voudront par la suite apprendre leur métier...

suit la teneur des taxes.

« Et pour faire homologuer le présent concordat au greffe de la police de Blois, au parlement et partout ailleurs que besoin sera, les dits comparants font et constituent pour leurs procureurs, les jurés de la dite communauté, auxquels ils donnent tout pouvoir et de payer tout ce qu'il conviendra, promettant les dits comparants, entretenir ces présentes de point en point selon leur forme et teneur, sous l'obligation de tous leurs biens, meubles et immeubles, présents et futurs, qu'ils ont soumis à justice, renonçant à toutes choses à ces présentes contraires ¹. »

Déjà en 1743 avait eu lieu entre les maîtres cordonniers un règlement dont l'article 5 disait : « tous les deniers qui proviendront et seront payés dans les cas susdits (maîtrise, visite, amendes) seront touchés et reçus par les jurés, enregistrés sur le livre et déposés aux mains d'un notaire pour être employés : en premier, à payer les arrérages de leurs rentes, en second lieu à rembourser les principaux, lors et au fur et à mesure qu'il y aura des deniers à suffire et à proportion du montant de chaque principal pour, à ce moyen libérer par la suite et affranchir totalement la communauté... Consentant également, pour satisfaire aux charges, qu'il soit emprunté de jour à jour, à constitution de rente au denier 20 jusqu'à concurrence de 600 livres de principal par contrat devant notaire par les dites parties et en leur nom solidairement ². »

On trouve là réunies les deux sources de revenus et chose assez rare, un emprunt à réaliser par étapes jusqu'à concurrence d'un maximum fixé par la délibération.

On voit également que l'argent de la communauté n'est pas toujours laissé entre les mains des jurés mais doit être employé de suite par un notaire. De même chez les menuisiers, à la suite de difficultés, il fut décidé par le procureur du roi que les deniers de la communauté seraient déposés dans le coffre commun fer-

1. A. M., F. F., 2, F. 10.

2. A. M., règlement du 7 janvier 1743 entre les maîtres cordonniers ; H. H. 5, f^o 75.

mant à trois clefs, dont l'une serait remise au syndic, l'autre à l'adjoint et la troisième à un député de la communauté¹.

Dans cette même communauté des menuisiers nous retrouvons de nombreux emprunts, l'un de 400 livres réalisé en 1747 pour lever deux offices et lettres de maîtrises créés dans la profession. En 1756 la dette est de 800 livres, les maîtres empruntent 300 livres et donnent 500 livres de leurs deniers. Nous voyons là réunis l'emprunt et la contribution volontaire. La rente de 300 livres était assignée sur le corps sans affectation ni hypothèques sur les biens immeubles².

3^o LA GESTION. — La gestion de la bourse commune était assurée par les syndics sous le double contrôle de l'assemblée des maîtres et de la prévôté. En effet, depuis la déclaration royale du 2 avril 1763 les corporations ne pouvaient emprunter sans lettres patentes du roi et les notaires qui dressaient les actes d'emprunt étaient obligés de mentionner l'autorisation.

Le pouvoir royal intervient également comme nous l'avons vu pour l'affectation des recettes à l'amortissement des emprunts.

Suivant les corporations, l'argent liquide était gardé dans le coffre ou au contraire devait être employé de suite par un notaire. Bien que la gestion ne fut pas très compliquée, l'instruction était peu répandue et les syndics étaient ainsi qu'on peut le juger par les registres et les pièces, souvent fort embarrassés ; aussi l'habitude était prise de recourir aux notaires pour les actes importants de gestion³.

La gestion était compliquée par les difficultés de faire rentrer les fonds, d'autant que les jurés devaient assurer le recouvrement des impôts et devaient payer à la place des récalcitrants.

La prévôté était obligée d'intervenir très souvent soit pour aider les syndics, soit pour les obliger à accomplir les devoirs de leurs charges. Le prévôt ordonne en 1774 que les gardes jurés

1. A. D., E. 749, Exploit d'huissier, 11 août 1788.

2. A. D., E. 749, État des dettes de la communauté en 1756.

3. C'est une des raisons pour lesquelles on trouve peu de documents sur les corporations. Les dépôts d'archives de notaires commencent à peine et d'après les documents déjà trouvés il est certain que beaucoup de pièces seront trouvées lors de l'inventaire de ces archives.

en charge de la communauté des savetiers « remettront incessamment la situation de leurs communautés relativement à la nature et au montant tant de leurs revenus que de leurs dettes actives et passives ¹... »

La communauté est obligée de plaider souvent contre ses membres qui essaient de se soustraire aux charges et l'on vit à la fin d'un long et coûteux procès la communauté des charcutiers obligée de faire un procès contre un de ses membres qui refusait de participer aux frais.

Enfin, un dernier cas de gestion assez rare se présentait lors de la réunion de deux corps. Les revenus, les dettes et les charges étaient réunis et devaient être acquittés en commun ².

1. A. M., H. H. 6, F. 20.

2. A. M., H. H. 6, f. 20.

CHAPITRE VI

LE POUVOIR RÉGLEMENTAIRE ET LA DISCIPLINE INTÉRIEURE

Nous abordons une des principales raisons d'existence de la corporation, celle qui justifie sa raison d'être vis-à-vis de l'ensemble de la nation.

La corporation a pour but essentiel l'exercice d'une fonction sociale, son activité doit être dirigée avant tout dans le sens de l'intérêt général. « Ce sont, nous dit Domat, des assemblées de plusieurs personnes en un corps formé par la permission du prince et établi pour un bien commun aux membres de ce corps et qui ait aussi son rapport au bien public. » Naturellement, pour savoir si cette activité concorde bien avec ce bien public, le dernier mot restera au roi comme nous le verrons plus loin. Mais en dehors de ce contrôle de l'autorité supérieure, c'est à la corporation que revient la tâche essentielle « de *régler* et de *discipliner* l'activité de ses membres pour que les préoccupations, d'ailleurs légitimes, de l'intérêt privé ne l'emportent pas sur les considérations du bien social ¹ ».

De là découlent deux pouvoirs pour le groupement, d'abord de dicter des règles, ensuite de les faire appliquer : pouvoir réglementaire et discipline intérieure.

Ce pouvoir réglementaire ne peut être exercé que sous réserve d'approbation de l'autorité et dans le seul but d'organiser la profession. Il l'est d'une façon plus ou moins complète suivant les besoins où le degré d'organisation du groupement. Pour certains corps comme les corps ecclésiastiques, les compagnies judiciaires, les collèges d'avocats ou de médecins, les règles

1. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 138.

sont purement morales avec des sanctions peu précises ; au contraire, on trouve dans les corps de commerce et les communautés de métier des statuts fort précis avec des règles à la fois morales et techniques, des indications très nettes sur le pouvoir de juridiction et les sanctions à appliquer. Toute liberté est laissée aux groupes pour s'organiser du moment que l'on reste dans le cadre des lois générales de l'État et des règlements de police. Ce qui importe avant tout c'est que toute atteinte à la solidarité des membres ou au bien public puisse être rapidement et sûrement réprimée.

Pour être efficace, la réglementation exige l'obligation pour tous les gens exerçant la même profession de s'affilier à la corporation et la nécessité pour le groupement de contrôler très sérieusement ce recrutement ou cette affiliation.

C'est pourquoi nous étudierons d'abord les conditions d'admission et de réception, puis nous passerons aux obligations envers le public, enfin, à la discipline intérieure ou obligations envers les corps.

I. — LES CONDITIONS D'ADMISSION ET DE RÉCEPTION

1. — *Les corps ecclésiastiques.*

Le chapitre. — On retrouve ici encore la distinction entre les deux collégiales. Les chanoines de la mense Saint-Sauveur étaient nommés alternativement par le chapitre et par le roi, ceux de la mense Saint-Jacques étaient désignés par le roi, seul ce dernier possédait ce droit de nomination comme successeur des comtes de Blois qui avaient été les fondateurs et les protecteurs des collégiales.

La vacance d'un canonicat survenait par décès ou par « *resignatio in favorem* ». Le postulant qui pouvait être un clerc ou un laïc pour Saint-Sauveur et un clerc pour Saint-Jacques et qui avait obtenu soit la nomination du chapitre, soit le brevet du roi, se présentait devant les chanoines réunis en leur chapitre. Il arrivait parfois que deux candidats se présentaient, l'un désigné par le chapitre, l'autre ayant obtenu un brevet du

roi¹ ; le chapitre refusait alors l'admission. Le postulant pouvait être également un chanoine ayant déjà un canonicat dans l'autre mense². Enfin, il existait encore des brevets du roi dits « de joyeux avènement ».

Le postulant devait présenter avec son brevet, un extrait de baptême et pour la mense Saint-Jacques une lettre de prêtrise. Dès l'admission, le stage ou « stat » commençait, il durait trois mois au bout desquels le nouveau chanoine se présentait devant le chapitre qui lui donnait acte de son stage. Il arrivait que le chanoine quittait temporairement le chapitre pour faire son séminaire ou ses études dans une faculté de théologie ; au fur et à mesure qu'il prenait ses grades il en faisait la signification au chapitre.

En réalité, l'admission présentait deux degrés car le canonicat n'entraînait pas forcément la prébende et seuls, les chanoines prébendés avaient droit au chapitre, c'est-à-dire à la direction de la communauté³. Très souvent d'ailleurs la résignation avait lieu à la fois pour le canonicat et la prébende, mais si cette réunion n'existait pas, le chanoine n'avait un rôle actif que le jour où il obtenait une prébende.

Les religieux. — Le recrutement dans les abbayes et les couvents était différent car le nombre des places n'était pas en général limité.

Les postulants étaient admis après enquête à faire un stage ou noviciat. Ce noviciat dont la durée variait avec les ordres se terminait par le prononcement des vœux. A dater de ce jour le ou la novice devenait religieux profès de chœur ou sœur vocale. C'était l'admission définitive dans le corps avec le droit d'assister aux assemblées générales et de voter. De plus, l'engagement était définitif, sanctionné par la loi civile et la résignation ne pouvait jouer. Seuls les supérieurs, par des lettres d'obédience, pouvaient autoriser les religieux à changer de couvent ou d'ordre.

Nous insisterons un peu sur les Nouvelles catholiques qui

1. A. D., G. 212, délibération du 3 octobre 1753.

2. A. D., G. 213, délibération du 6 septembre 1776.

3. A. D., G. 212, délibération du 17 juin 1754.

présentaient une organisation un peu différente se rapprochant plus de l'admission dans les corps civils. Ceci se conçoit d'ailleurs aisément, car c'était un ordre à caractère mixte, les religieuses n'étaient pas tenues à porter l'habit religieux. La fondation avait prévu un nombre limité de places et lorsqu'une de celles-ci était vacante on choisissait de préférence parmi les postulantes une nouvelle convertie pourvu qu'elle ait professé au moins depuis deux ans la religion catholique¹. Les postulantes se présentaient avec ou sans dot, on leur laissait trois mois de liberté, puis avait lieu l'acte de noviciat, c'est-à-dire, l'admission au noviciat décidée au scrutin de l'assemblée générale en présence d'un vicaire général. Le noviciat durait deux ans et demi et à la fin la postulante était reçue au scrutin et « associée » à la communauté². Après avoir prêté serment, la nouvelle religieuse était « agréée à la communauté pour y jouir de tous les avantages spirituels et temporels, être nourrie et entretenue tant saine que malade ».

On retrouve encore bien comme dans les corps laïques la forme de l'agrégation et la prestation de serment, traits caractéristiques d'une organisation générale.

2. — *Les corps d'officiers royaux et les communautés judiciaires.*

Ici encore le corps avait le contrôle du recrutement. Certes, depuis l'installation de la vénalité le système de la cooptation ne joue plus, les fonctions sont en titre d'office et il faut lever une charge soit qu'elle soit vacante, soit qu'elle vienne d'être créée. Mais le corps procède à la réception, c'est cette réception qui, plus que la lettre de nomination, est la cérémonie capitale³.

Admission. — Des conditions d'âge et de moralité étaient demandées beaucoup plus que des capacités surtout dans les petites juridictions. Seul le présidial gardait encore un prestige suffisant pour exiger un contrôle un peu sévère. Il fallait avoir trente ans pour lever un office de président présidial ou de lieu-

1. Abbé Develle, *Les Nouvelles Catholiques*, constitution, titre II.

2. *Id.*, acte d'admission du 30 septembre 1764.

3. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 290.

tenant général et vingt-cinq ans pour être conseiller, mais de nombreuses dispenses d'âge étaient accordées.

Les offices des gens de robe pouvaient être levés soit par succession, soit par acquisition. Des conditions d'âge et de moralité étaient exigées et au point de vue professionnel un stage était exigé de tous les postulants, par exemple, les notaires devaient avoir fait cinq ans de cléricature chez un notaire du bailliage.

Réception. — L'officier ou le praticien qui traitait d'un office, le recevait héréditairement ou levait une charge vacante aux parties casuelles, se faisait tout d'abord délivrer en chancellerie des lettres royales de provisions. Ces lettres enregistrées, le nouveau titulaire de l'office devait prêter serment devant la juridiction auprès de laquelle il allait exercer. Cette prestation de serment était importante car c'est de ce moment seul que le prédécesseur cessait d'exercer.

Mais avant d'être reçu, le nouveau membre présentait ses lettres à la communauté pour qu'elle donne son agrément¹. Cet agrément était surtout subordonné à l'acceptation par le postulant de participer aux charges de la communauté.

Le nouveau pourvu présentait alors une requête au lieutenant général du bailliage qui répondait par une ordonnance de « soit communiqué » au procureur du roi chargé de l'enquête. C'était en effet au bailliage, siège présidial, qu'étaient reçus à Blois les officiers et les gens de justice.

Le procureur du roi demandait d'abord au curé de la paroisse du postulant que « X... est de bonnes vie et mœurs et est de la religion catholique, apostolique et romaine, assiste au service divin et fréquente les sacrements² ». Quant aux capacités du nouveau membre, en outre de l'examen dont il va être parlé on exigeait le certificat de praticiens du ressort pour les gens de

1. A. D., série B, liasse réceptions, formule en blanc « Nous doyens et syndics, suivant et au désir de la délibération de la communauté de ce jour, consentons que X... qui a obtenu de Sa Majesté des provisions de l'estat et office de notaire royal au lieu et place de M. soit par MM. du bailliage de cette ville reçu et installé au-dit office ainsi qu'il appartiendra ».

2. A. D., série B, réception de Lefebvre notaire royal à Blois, 18 novembre 1775.

robe et du chef de la compagnie pour les officiers ¹. Pour les procureurs, on demandait l'avis de deux procureurs « ni parents, ni alliés » pour les notaires, de deux notaires, le deuxième pouvant être remplacé par un procureur ou un avocat, de même pour les huissiers.

Si l'enquête était favorable et le postulant agréé par la communauté, il venait en chambre du Conseil du présidial où il était examiné et reçu. L'examen consistait en une interrogation pour le criminel sur l'ordonnance criminelle et les cas prévotaux, pour le civil et les notaires sur les fonctions du postulant, les formalités des actes, les coutumes, ordonnances et règlements.

Après examen favorable le postulant prêtait serment « d'être fidèle au roi et d'exercer bien et fidèlement l'office, garder et observer les lois, déclarations et ordonnances du roi, arrêts et règlements de la cour et ordonnance du siège ». Il était alors ordonné « que les dites lettres de provisions seront enregistrées au greffe » et que l'officier pourrait dorénavant « jouir héréditairement de l'office avec les honneurs, autorités, provisions, fonctions, privilèges, exceptions, faculté d'exploiter, gages, droits, attributions, fruits, profits et émoluments y appartenant ».

Pour les huissiers audienciers et les sergents royaux on exigeait en plus une caution personnelle jusqu'à concurrence de deux cents livres « pour le cas de malversation et prévarication ». En général, le postulant présentait deux personnes qui étaient « engagées ensemble et solidairement même par corps ».

Pour les officiers royaux ce n'était pas à proprement parler une réception mais plutôt un enregistrement de lettres de provisions, car l'officier avait déjà été reçu par la juridiction supérieure de laquelle il dépendait ². Cependant la prestation de serment, formalité essentielle, avait lieu devant le présidial. Le nouvel officier jurait fidélité au roi et à la patrie ³. Mais

1. A. D., série B, certificat de l'officier de la maréchaussée pour la réception d'un assesseur de la maréchaussée, 21 mars 1779.

2. Édit de juillet 1682 pour les notaires, officiers de la maréchaussée au siège général de la connétablie et maréchaussée de France. Officiers des eaux et forêts à la table de marbre du Palais de Paris.

3. A. D., Série B, 1787, 4 février prestation de serment de Paul Boesnier, maître particulier en la maîtrise des eaux et forêts du comté de Blois.

malgré la réception faite par une juridiction supérieure le candidat devait, comme les gens de robe, présenter un certificat de moralité et une attestation signée de deux procureurs ou avocats et l'acte de réception porte la mention « après avoir été examiné ».

Cet examen, si l'on se rapporte à la réception de Jacques Touzard du 8 juin 1782 comme assesseur de la maréchaussée portait « tant sur l'ordonnance criminelle, cas prévotaux, que sur la judicature ¹ ». Pour le présidial les formalités étaient les mêmes mais l'admission et la réception étaient faites par la compagnie.

En résumé, pour les officiers et les gens de robe, les formalités et les conditions étaient les mêmes et c'est une des raisons pour lesquelles nous ne les avons pas séparés.

3^o *Les professions libérales.*

Ici encore les conditions changent suivant que la profession est dégagée ou non des corporations de métiers. Chez les médecins nous trouvons l'agrégation, chez les chirurgiens l'agrégation et la réception, chez les perruquiers et les apothicaires la réception.

Médecins. — Pour ce corps les formalités sont très réduites, il y a toute garantie puisque le postulant devra avoir déjà subi des examens devant un autre corps : l'Université.

La première condition est d'avoir fait ses études dans une faculté de médecine et d'avoir obtenu le diplôme délivré par l'Université. Le candidat devra être docteur ou au moins licencié ². Il présente son diplôme au collège des médecins qui appose son approbation en présence du magistrat ³. Ceci est très intéressant, comme pour tous les autres corps, le roi est représenté à l'agrégation, la réception est marquée du même caractère officiel général.

Mais il ne suffit pas d'avoir le diplôme pour être admis dans le

1. A. D., Série B, 26 octobre 1771, Réception d'un conseiller du point d'honneur.

2. Statuts, art. 16.

3. *Id.*, art. 18.

collège de Blois, il faudra justifier de la résidence habituelle dans la ville ¹ et donner des garanties de moralité, c'est-à-dire présenter un certificat de bonnes vie et mœurs ².

En somme l'agrégation est une formalité réduite, on est là dans un milieu restreint et où l'on se connaît. On veut seulement éviter l'introduction dans le corps de charlatans ou de gens de mauvaise réputation.

Chirurgiens. — L'admission dans la communauté pouvait se faire de deux façons par réception directe ou comme pour les médecins par agrégation. L'agrégation intervenait pour la réception d'un chirurgien reçu déjà dans une communauté d'une autre ville.

RÉCEPTION. — Le postulant présentait une requête pour passer les examens et être reçu maître, au lieutenant du premier chirurgien du roi avec un certificat constatant qu'il professait la religion catholique, apostolique et romaine.

Le postulant devait avoir fait deux ans d'apprentissage, puis deux ans comme garçon chirurgien et avoir suivi durant deux ans les cours d'ostéologie, maladie des os et opérations démontrées dans les cours publics d'une faculté. Il fournissait à l'appui de sa demande un certificat des démonstrateurs constatant qu'il avait suivi les opérations et les pansements dans un hôpital durant ses deux ans de cours.

Le candidat comparaisait devant la chambre de juridiction du lieutenant. Il était conduit et présenté par un maître juré puis examiné par le lieutenant, le prévôt, le garde et deux maîtres en présence d'un médecin. La durée du premier examen qui portait sur l'anatomie et les fractures était de trois heures. Ensuite, venait un deuxième examen durant lequel le candidat était interrogé sur les saignées, plaies et pansements.

Si le postulant satisfaisait à ces deux examens il était déclaré admis, il prêtait serment et on lui délivrait ses lettres de maîtrise. Ces lettres étaient immédiatement enregistrées au présidial ³.

1. Statuts, art. 15.

2. *Id.*, art. 16.

3. A. M., H. H. 3, f^o 86.

AGRÉGATION. — Le chirurgien qui venait s'installer à Blois ou dans une ville des environs soumise à la juridiction du lieutenant de Blois, présentait une requête accompagnée d'un certificat de religion, d'un certificat de bonnes vie et mœurs, et d'un certificat d'apprentissage ainsi que ses lettres de maîtrise.

Il était présenté par un maître à l'assemblée générale et subissait un examen devant le lieutenant et les syndics. S'il était jugé capable il était reçu maître, il prêtait serment et ses lettres étaient enregistrées au greffe du bailliage, condition indispensable pour pouvoir exercer d'après l'article 9 des lettres patentes du 31 décembre 1750 ¹.

Pharmaciens. — Pour entrer dans la corporation, il fallait avoir fait son apprentissage chez un maître apothicaire. Cet apprentissage durait quatre ans ². L'apprenti payait un droit d'entrée qui était versé par le maître à la bourse commune. Les fils de maître étaient également astreints aux quatre ans d'apprentissage.

Lorsque l'apprenti était devenu un compagnon et qu'il avait atteint l'âge de vingt-cinq ans, il pouvait présenter une requête à la communauté pour être reçu maître. A cette requête il devait joindre son acte d'apprentissage, un acte baptistaire et une attestation de bonnes vie et mœurs. L'ancien juré le convoquait devant une commission composée des membres de la communauté pour passer un premier examen dit « examen des drogues ». A la suite de cet examen qui avait lieu devant le médecin du roi, on lui désignait son premier chef-d'œuvre. Le candidat se présentait à nouveau devant la même commission pour être interrogé sur les médicaments simples qui entrent dans ce chef-d'œuvre. S'il répondait de façon satisfaisante on lui donnait un deuxième chef-d'œuvre, en général un emplâtre. Il était de nouveau convoqué devant la commission pour un troisième examen, puis, on lui donnait un troisième chef-d'œuvre : un sirop. De nouveau il était examiné et on lui désignait un quatrième chef-d'œuvre sur l'épicerie et les plantes. Enfin, s'il

1. A. M., H. H. 3, f^o 86.

2. A. D., Registre de la prévôté. Statuts des apothicaires, f^o 1.

satisfaisait au dernier examen qui suivait ce chef-d'œuvre il était admis comme maître.

Il s'obligeait alors à toutes les charges de la communauté et pour plus de sûreté on lui en faisait signer l'engagement chez le notaire. Enfin, il allait prêter serment devant le juge.

Les fils de maître étaient dispensés du droit en partie et des chefs-d'œuvre, ils passaient simplement un examen. Le compagnon qui avait deux ans d'exercice et épousait la fille d'un maître n'était tenu qu'à deux examens et au droit réduit.

Pour les garçons de veuve, la communauté allait sur place leur faire subir un examen pour s'assurer qu'ils étaient capables de tenir boutique ¹.

La compétence de la communauté s'étendait au ressort du bailliage et les maîtres faisaient passer les examens des aspirants maîtres de Châteaudun, Levroux et Vatan.

Perruquiers. — Les conditions d'admission et de réception avaient été fixées par les articles 20, 21 et 22 des statuts du 6 février 1725. Il fallait trois ans d'apprentissage et deux ans de stage.

Le métier avait été érigé en office et il fallait que le postulant achète soit une enseigne existante, soit une charge nouvellement créée.

En 1706, cinq places avaient été créées et rachetées par la communauté des perruquiers qui en 1771 décida de les vendre 1.000 livres mais craignant ce qui était arrivé à Orléans où les maîtres avaient été forcés par les garçons de livrer les lettres, on décida en 1788 de les vendre pour 300 francs ².

Dans le cas le plus courant le garçon perruquier qui voulait devenir maître achetait devant notaire l'office d'un perruquier exerçant héréditairement à Blois. Il demandait au lieutenant à être reçu et à l'appui de cette demande il joignait un extrait baptistaire, une copie de son contrat d'acquêt et un acte d'apprentissage.

On lui faisait exécuter le chef-d'œuvre, puis l'aspirant était

1. A. D., F. 618, reg. des apothicaires, délibération du 25 avril 1721.

2. A. D., Reg. des délibérations de la communauté, délibération du 7 janvier 1788.

présenté par un maître appelé « conducteur », il était reçu en chambre commune par le lieutenant, le bureau et les anciens maîtres seulement. Il prêtait serment de bien remplir ses fonctions et d'observer les statuts, de payer les droits de réception, de ratifier tous les contrats d'emprunt, de payer sa quote-part des dettes de la communauté et de présenter le pain béni et un cierge à la Saint-Louis prochaine ¹.

Les fils et gendres de maîtres étaient reçus sur une simple expérience, ils payaient la moitié des droits et étaient exemptés du droit de 100 livres créé en 1744 ². Le lieutenant qui levait une charge était dispensé du chef-d'œuvre; en 1740 la communauté avait donné au lieutenant une des charges déposées au coffre et en retour celui-ci avait abandonné les avantages financiers de sa charge ne conservant que ses droits honorifiques.

Enfin la communauté de Blois délivrait des commissions pour les villes du ressort du bailliage notamment pour Romorantin, Saint-Dyé, Saint-Gervais.

4^e Communautés de Commerce et Corps de Métiers

La communauté était uniquement composée des maîtres, c'est donc de l'admission à la maîtrise dont il sera question.

Pour pouvoir accéder à la maîtrise l'aspirant devait déjà faire partie du commerce ou du métier et en ce sens les règlements sont sévères. Il n'y avait pas d'exception ici, ni pour les fils de maître ni pour les gendres, cependant, pour eux, le temps d'apprentissage était parfois réduit. Dans certains métiers on exigeait un stage comme compagnon ³. Si en général ce stage n'était pas exigé, en fait, sauf pour les fils de maître, l'accès à la maîtrise, étant donné le peu de maîtrises disponibles, se faisait après un long compagnonnage.

L'entrée en apprentissage était sanctionnée par l'établissement devant notaire d'un contrat ou d'un brevet d'apprentis-

1. A. M., H. H. 3, F^o 36, Réception du 24 novembre et 27 novembre 1758.

2. A. D., Registre de la communauté, Délibération du 1^{er} janvier 1744.

3. Statuts des pâtisseries, art. 16, Bonnetiers, bouchers, merciers, boulangers.

sage. Dans quelques communautés ce brevet était même transcrit sur le registre commun ¹.

La durée de l'apprentissage variait suivant les corporations, de deux ans à six ans. Cette durée fixée fort arbitrairement n'était nullement fonction de la difficulté du métier, mais plutôt des débouchés offerts par celui-ci. Dans le même sens le nombre d'apprentis était limité et il était rare qu'un maître ait droit d'avoir plus de deux apprentis, l'apprenti unique était même la règle.

Je n'insisterai pas sur les formes du contrat, les devoirs du maître et de l'apprenti, tout ceci est connu et sort du cadre de l'étude. La fin de l'apprentissage était constatée par une quittance très souvent enregistrée au registre des délibérations.

L'aspirant qui avait terminé son apprentissage et qui voulait entrer dans la communauté avait devant lui plusieurs moyens d'accéder à la maîtrise :

1^o Lever l'ouvrage d'un maître ;

2^o Épouser la fille ou la veuve d'un maître ;

3^o Acheter une maîtrise créée par le roi par édit spécial ou acheter des lettres de maîtrise dites de joyeux avènement, de mariage ou de naissance du dauphin.

Quel que soit le mode d'accès, la corporation avait le droit d'examiner l'aspirant et de lui faire exécuter un chef-d'œuvre, sauf si l'édit de création de lettres prévoyait la dispense.

Sans doute, l'accès à la corporation n'avait lieu qu'avec l'assentiment de l'autorité supérieure lorsque le nouveau reçu avait prêté serment à la prévôté, mais c'étaient les jurés qui étaient seuls juges de sa capacité et de la présentation au prévôt. Naturellement ce droit n'était pas absolu et l'aspirant refusé à tort pouvait élever une protestation, tel ce compagnon boulanger qui, en 1763 à défaut de la présence des maîtres et jurés, fit son chef-d'œuvre devant le lieutenant de police et fut reçu d'office après avoir consigné au greffe ses droits de maîtrise ².

1. Bonnetiers.

2. A. M., Série F. F., XVIII et XIX, audiences de police des 22 et 29 janvier 1763.

Ces cas extrêmes étaient rares et en définitive l'aspirant présentait son brevet d'apprentissage, un brevet de fidélité, un certificat de compagnon s'il était nécessaire, un certificat de bonne vie et mœurs, ainsi que s'exprimaient les statuts des tisserands :

« Item, que s'il advenoyt que auleun compaignon, se veuille passer maistre dudict métier, et il soyt mal renommé et de mauvaise vye, comme bordelier, larron, renieur, blasphémateur de Dieu, il ne sera point passé maistre jusques à ce qu'il soyt a destiné et corrigé dédictes vyes. » Il consignait ensuite ses droits de maîtrise, droits en général fort élevés que se partageaient le roi, les examinateurs et la bourse commune.

Il était alors convoqué chez un des maîtres pour faire son ou ses chefs-d'œuvre.

Parfois, comme chez les tisserands, l'aspirant faisait son chef-d'œuvre lui-même et il était ensuite visité par les jurés. Le chef-d'œuvre était en général un travail courant du métier qui n'exigeait pas un talent spécial mais une connaissance complète du métier.

L'aspirant reconnu apte à être maître se présentait devant la prévôté accompagné des jurés de la communauté. Là il prêtait le serment qui le faisait entrer dans la corporation.

Des dispenses étaient accordées aux fils de maîtres et aux compagnons qui épousaient des filles ou des veuves de maîtres. Les fils de maîtres étaient souvent dispensés du chef-d'œuvre et tenus seulement à un demi-chef-d'œuvre, de même les droits de maîtrise étaient réduits de moitié. Les gendres et compagnons de veuves étaient tenus en général au chef-d'œuvre mais les frais étaient diminués de moitié.

II. — LES OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

Les corps ne poursuivaient pas des fins exclusivement égoïstes, la fonction ou le métier imposait une tâche, un devoir. Pour certains corps, comme les religieux, les fonctionnaires et les professions libérales, ces obligations étaient purement morales ; au contraire, pour les commerçants et les artisans, à ces obligations morales s'ajoutaient des obligations techniques.

Cette discipline technique qui comportait l'obligation d'employer des matières premières de premier choix, de faire usage des procédés qui à l'usage s'étaient révélés les meilleurs et des procédés commerciaux favorables aux intérêts des usagers étaient inscrits dans les statuts du métier et chaque maître s'engageait sous la foi du serment, lors de sa réception, à respecter ces règles.

1° *Les corps ecclésiastiques.*

L'obligation était purement religieuse. Conformément à la doctrine de l'Église catholique, les clercs assuraient le service divin et priaient pour le commun des fidèles et pour les défunts. Les menses du chapitre et des abbayes, les revenus des couvents provenaient de dons et de fondations. En contre-partie les religieux devaient célébrer des offices et dire des prières à des dates fixées dans les actes de donation. Certaines donations imposaient au chapitre l'obligation de donner l'enseignement.

Les religieux étaient d'abord tenus à la résidence sauf autorisation donnée par le chapitre. Les chanoines, notamment, ne devaient pas s'absenter plus d'un jour par semaine ¹.

Les revenus des chapelles étaient parfois affectés aux fonctions du chœur et si la fonction n'était pas remplie, le chanoine n'avait pas droit à la prébende.

La feuille du point était arrêtée à la fin de chaque office par le prieur ou le président du chœur et c'était sur le vu du pointage que les revenus étaient affectés. Une partie de la prébende était attribuée à la « présence » et l'autre suivant les cérémonies effectivement accomplies. La présence pouvait être accordée à un chanoine absent pour son séminaire ou une mission précise. Mais les attributions manuelles et les obits ne pouvaient être donnés que pour un service réalisé. Chaque fondation portait avec elle l'obligation d'assister chaque jour et à toute heure au service divin de l'Église ².

Enfin, les religieux étaient tenus de faire des aumônes, d'assister les malades. Lors de la disette de 1738 les communautés

1. A. D., série G., 212, rappel du règlement du 18 mai 1760.

2. A. D., série G., 213, délibération du 23 mai 1783.

s'endettèrent fortement pour acheter du blé pour les habitants ; Saint-Lomer, le Chapitre cathédral et Bourg-Moyen versèrent chacun 6.000 livres.

*2^o Les compagnies d'officiers de justice
et les communautés judiciaires.*

Si ces communautés avaient des privilèges et un véritable monopole, ce n'était pas tant dans leur intérêt personnel que pour leur permettre de remplir leurs fonctions de la façon la plus satisfaisante pour l'intérêt général.

Le pouvoir royal avait une action directe sur les corps d'officiers et avait établi au cours des siècles une réglementation assez étroite. D'ailleurs, les compagnies avaient un sens très net de leurs obligations et le pouvoir royal intervenait assez rarement.

L'on en trouve un exemple dans une affaire qui eut à Blois un certain retentissement ¹. En 1784 un des notaires royaux voulut adjoindre à son office, une charge « d'huissier juré priseur vendeur royal ». La communauté estimant « que l'intérêt général nécessite la séparation des deux offices, l'importance de celui de notaire demandait un homme tout entier » décide d'attaquer le notaire en question « tout en faisant observer qu'il n'y a point ici de particularité, qu'ils rendent justice à l'honnêteté du sieur L... mais étant obligés de défendre une cause générale ils sont forcés de faire ressortir les inconvénients ». Dans le mémoire présenté au bailliage, puis au conseil du roi, la communauté insistait sur le fait « qu'il importe au contraire pour le bien public que ce soit un homme dont les connaissances soient étendues en ce qui concerne les estimations de meubles et qu'il est impossible qu'un notaire qui n'a jamais fait le métier d'estimer, qui n'a jamais pu s'attendre à le faire, ait sur cet objet les connaissances nécessaires. Qu'en outre les droits étant les mêmes, les parties n'y gagneraient rien, qu'il importe pour le bien général qu'il y ait concurrence d'officiers dans ces sortes d'opérations ou malgré les précautions, les abus ne se sont que trop multipliés ». Plus loin on voit que « la communauté jalouse

1. A. D., Étude Riquois, cote 1.733.

de voir les fonctions de notaire bien remplies » et « en se faisant pourvoir (de l'office) le sieur L... n'a pu se dissimuler la vérité mais il est à croire que calculant son intérêt par dessus tout il a fait céder à la fortune toute autre considération ».

Le cas est caractéristique, voici un corps qui de son plein gré renonce à une source de revenus. Considérant que le bien général est en jeu, il n'hésite pas à faire condamner un de ses membres les plus honorables.

3° *Les corps des professions libérales.*

Avec ces corps nous passons d'une discipline morale à une discipline plus réglementée par ce que plus technique. La transition est faite par les médecins dont les obligations, surtout morales, relevaient plus de leur conscience que d'une juridiction.

Pourtant, les statuts prévoyaient en quelques cas précis les obligations vis-à-vis du public, par exemple à l'article 5 il était dit qu'aucun médecin ne pourrait employer les remèdes « dits héroïques » sans prendre l'avis d'un confrère.

Chez les chirurgiens nous trouvons des obligations plus précises. La plus importante était celle qui leur fut imposée au xvi^e siècle ¹. A la suite des difficultés que l'on rencontra pour soigner les malades lors des « pestes » qui frappèrent la ville à cette époque ; il fut décidé « qu'à l'avenir, ils ne recevront aucun maître au-dit état, sinon à la charge qu'ils seront tenus et obligés d'aller auxdits malades (pestiférés)... selon qu'ils auront été les derniers reçus sinon qu'il s'en présente d'autres qui y voudrussent aller, qui fussent doués et capables ». Le chirurgien désigné soignait les pestiférés suivant une liste de remèdes dressée par un médecin. Le fait n'était pas très honorable pour les chirurgiens et surtout les médecins, mais ces pestes frappaient de terreur les habitants et il n'était pas rare lors d'une épidémie, de voir fuir à leur maison de campagne, les bourgeois et même tous les magistrats.

Les chirurgiens étaient en outre soumis à un contrôle sévère

1. A. M., série B. B., Assemblée des maîtres chirurgiens à l'Hôtel de Ville, le 19 juin 1581.

du lieutenant, du premier chirurgien et des syndics. Les statuts prévoyaient quatre visites par an des syndics chez les maîtres ¹ avec mission principale d'examiner la capacité des employés ².

Avec les apothicaires nous avançons dans la réglementation. L'article 10 des statuts imposait aux jurés l'obligation de dresser chaque année « ainsi qu'ils verront en leur conscience être bon et profitable » une liste de recettes qui devaient être suivies d'une façon rigoureuse par tous les apothicaires ; l'article 11 prévoyait des sanctions sévères et la vérification en était faite deux ou trois fois par an par les maîtres jurés accompagnés d'un sergent royal. Si l'on trouvait une préparation non conforme, la marchandise était confisquée, puis un rapport était fait au lieutenant de police par les jurés. Le coupable était traîné devant la justice et les « ouvrages sont jetées comme mauvaises, afin que les personnes n'en puissent être abusées ».

4^o *Les corps de commerce et les communautés de métiers.*

Dans les corps de commerce et les communautés de métiers les obligations envers le public ne sont plus laissées à une certaine appréciation des maîtres. Elles sont toujours nettement spécifiées dans les statuts et sanctionnées. On peut les ramener à trois catégories que nous examinerons sommairement : la marque d'origine, la marque de vérification, les procédés de fabrication et le corollaire, la soumission aux visites des jurés.

On voit que rien n'était laissé au hasard et le commerçant ou l'artisan était obligé d'acheter des matières premières de premier choix. Il était astreint à les mettre en œuvre suivant les procédés que l'usage a consacré pour les meilleurs et de soumettre les marchandises ou le travail aux jurés avant de les vendre.

Sans doute, pouvait-on reprocher à cette méthode de limiter l'initiative et de ralentir le progrès, mais la garantie était importante vis-à-vis du public. Et après un siècle et demi de liberté on en revient actuellement à un système de contrôle très sévère et qui s'étend peu à peu à toutes les professions. On se basait sur

1. A. M., H. H. 6, délibération de la communauté du 26 août 1773.

2. A. D., Registre de la prévôté, article 8 des statuts.

le fait que le commerçant ou l'artisan ne devait pas chercher à gagner le plus possible à force d'habileté mais à gagner honorablement sa vie par l'exercice honnête de sa profession.

Les procédés techniques et les pratiques commerciales devaient être conformes aux intérêts des consommateurs et par conséquent à l'intérêt public. Chaque maître, lors de sa réception s'engageait à les respecter, c'était une obligation juridique car elle était sanctionnée¹.

A) LES MATIÈRES PREMIÈRES. — Avant tout, le premier contrôle portait sur les matières premières que l'artisan devait transformer ou sur les marchandises que le commerçant allait vendre au public.

Chez les *bonnetiers*², il ne pouvait être employé aucune laine de tricot dans les bas et bonnets au métier, drapée à moins de 2 fils. En outre le dernier juré reçu faisait la visite de toutes les laines qui entraient dans la ville³.

Chez les *cordiers*, seuls le lin et le chanvre de première qualité pouvaient être employés, le chanvre noir devait être réservé à des usages strictement définis⁴.

Aux *tisserands* il était interdit d'employer du « fillet ais et pourry » sous peine de confiscation et d'amende.

Chez les *cordonniers*, il était prévu⁵ « que pour obvier aux grandes fraudes et abus qui se font, tous les cuirs gras dont les maîtres se serviront seront visités par les jurés avant mise en œuvre. S'ils sont trouvés mauvais ils seront brûlés et les maîtres condamnés à l'amende sauf recours contre celui qui les a vendus » Il ne devait être utilisé que du cuir bien tanné et corroyé⁶ et le vieux cuir ne pouvait être employé pour des travaux neufs.

1. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*.

2. Statuts, art. 7.

3. A. M., F. F. 2, f° 26, arrêt du parlement du 24 janvier 1750 entre les fabricants de bas et les merciers.

4. A. M., Registres d'audiences du bailliage de Blois, Z², 342. Ordonnance des cordiers du 19 septembre 1649.

5. Statuts, art. 1.

6. Statuts, art. 2.

Aux corroyeurs, il était interdit¹ de corroyer et de mettre en vente des cuirs de mauvaise qualité.

Chez les tanneurs qui fournissaient toute l'industrie du cuir, les prescriptions étaient encore plus minutieuses et les sanctions plus sévères. Les maîtres ne pouvaient² mettre « tainet sur cuyr » sans que les jurés n'aient visité. A la suite d'abus l'assemblée municipale, dans une réunion solennelle et en présence des avocats des tanneurs, des corroyeurs, des cordonniers et des savetiers, fit défense aux bouchers de vendre les peaux de bœufs, vaches et moutons et au tanneur de les acheter à l'avance et de temps en temps. Les bouchers devaient mettre les peaux en vente au jour le jour³.

La même année un règlement fut établi par la municipalité décidant qu'il y aurait une grande marque pour les cuirs de bœuf et de vache, une petite pour le veau, basane et corduan, une marque différente pour le cuir de cheval, ces 3 marques avec fleur de lis et une marque V pour les cuirs vicieux. Ces marques étaient déposées au greffier du bailliage prévôté. Les marques elles-mêmes étaient gardées dans un coffre à trois clefs dont l'une était commune au contrôleur et aux tanneurs, l'autre aux corroyeurs et la troisième aux tanneurs.

*Chez les maréchaux*⁴, les maîtres devaient pour la ferterie et la grosserie se servir de bon fer « loyal et marchand ».

Chez les potiers d'étain on devait employer⁵ de l'étain pur, bon et loyal d'Angleterre sans mélange d'autres métaux sauf « de l'étain de glaz selon la valeur et puissance pour donner liaison ». A la première infraction, amende et confiscation, à la seconde, amende doublée et à la troisième fois l'amende était arbitraire. Ils ne pouvaient acheter⁶ de vieil étain fondu ou en œuvre « sauf publiquement à et des personnes connues gens de bien non suspects de mauvaise vie ». Il était même prévu à la

1. Statuts, art. 16.

2. Statuts, art. 13.

3. A. M., B. B., 18, Délibérations de l'assemblée municipale des 5 août et 13 novembre 1613.

4. Statuts, art. 1.

5. Statuts, art. 5.

6. *Id.*, art. 20.

seconde infraction une punition corporelle. Si des gens inconnus ¹ leur apportaient de l'étain vieux ou fondu ou démarqué, ils devaient prévenir la justice et si l'un d'eux était volé, il prévenait les autres de faire attention à charge pour lui de « payer le vin » si le voleur était retrouvé ².

Les *menuisiers* étaient tenus ³ d'employer pour la menuiserie de bâtiment du bois sans aubier et non pourri. De même pour la menuiserie d'ameublement, ils ne devaient employer que « bois de noyer, chêne, cormier, poirier et autres bois convenables au-dit état non vicieux ni pourri ».

Les *selliers carrossiers* étaient sévèrement réglementés. Les selles ⁴ devaient être faites de bois fin et sec avec bonne colle et bon cuir. La bourre ⁵ devait être sèche nette et bien battue. Le cuir ⁶ des malles devait être de vache en bon état et les platines en fer bon et loyal. Il était interdit ⁷ de garnir une vieille selle pour la revendre neuve et pour dépister la fraude le maître devait laisser la vieille housse dessous.

Les *tonneliers* devaient employer ⁸ du beau bois sans aubier et s'abstenir de mettre des pièces avec nœuds. Il était interdit ⁹ d'employer des vieilles douelles sauf pour faire des cuves et à condition que le vieux n'excède pas le neuf.

Les *ciergiers épiciers* ne devaient faire aucun mélange de cire blanche, jaune et autres et d'employer parmi le suif de la graisse de porc ou autre. Le suif noir était interdit et ils ne devaient se servir que du pur suif de bœuf ou de mouton ¹⁰.

Les *bouchers* ne devaient pas tuer de porcs ayant été nourris « en maison d'huilier, barbier ou maladrerie ». Ils ne devaient tuer aucune chair ayant le fil et il était interdit de tuer à Blois

1. Statuts, art. 21.

2. *Id.*, art. 22.

3. *Id.*, art. 2.

4. *Id.*, art. 5.

5. *Id.*, art. 7.

6. *Id.*, art. 11.

7. *Id.*, art. 10.

8. *Id.*, art. 3.

9. *Id.*, art. 5.

10. *Id.*, art. 3.

pour vendre aux environs, les bêtes devant être abattues au lieu de consommation ¹.

Les *fourbisseurs d'épées* étaient tenus d'employer des lames « bonnes, loyales et marchandes » et de faire la poignée en bois de hêtre ainsi que le fourreau ².

Les *serruriers* devaient employer du fer forgé et non étamé pour les serrures ³.

Les *orfèvres* ne pouvaient ouvrir que de l'or à 22 carats et de l'argent à onze deniers douze grains fins ⁴.

Les *chandeliers de suif* étaient tenus d'employer du bon suif de bœuf et de mouton sans mélange et ne devaient vendre aucune chandelle noire ⁵.

Il était interdit aux *pâtisseries* de vendre des pâtés après le jour de leur fabrication. De plus ils ne devaient employer en pâtés des chairs de venaison « puantes et faisandées », ni des « andouilles et saucisses de porc puantes » ⁶.

Les *rôtisseurs* ne pouvaient garder de la viande plus d'un jour, ni cuire et rôtir des viandes mauvaises ⁷.

B) LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE. — Il ne suffisait pas que la matière première fût la meilleure, il fallait encore que l'artisan la mette en œuvre suivant « les règles de l'art » expression que nous employons encore de nos jours et qui avait à cette époque une signification bien précise car l'ouvrier était soumis sur ce point à une réglementation sévère.

Il était entendu que le marchand devait vendre des marchandises bonnes et loyales, de longueur, largeur et poids requis par les ordonnances ⁸ mais c'est surtout aux métiers que s'appliquaient les règles.

Les *bonnetiers* étaient obligés d'employer des laines au tricot

1. Statuts, art. 8, 9 et 18.

2. *Id.*, art. 19.

3. *Id.*, art. 14 et 32.

4. Statuts, art. 3.

5. *Id.*, art. 11 et 12.

6. *Id.*, art. 7, 8 et 10.

7. *Id.*, art. 9 et 10.

8. *Id.*, des merciers, art. 6.

de 2 fils au moins pour les bas et bonnets, de 3 fils pour les bas de métiers et de huit brins pour les bas de soie conformément à l'arrêt du conseil du 30 mars 1700. Ils pouvaient faire fouler, carder, peigner et filer les laines où ils voulaient et ils devaient teindre conformément au règlement général du mois d'août 1669.

Les *cordiers* ne devaient employer qu'un seul matériau dans une corde soit du chanvre, soit du lin, soit de la soie. Les traits devaient être en quatre cordons et chaque cordon en 3 fils¹.

Les *tisserands* devaient respecter les dimensions des métiers et travailler en 3 lais c'est-à-dire en trois quartiers et demi et quatre quartiers. Les dimensions du tissage des toiles devaient être scrupuleusement respectées².

Les *cordonniers* ne pouvaient faire des souliers et bottes qu'en vache ou cordouan sauf sur commande et pour les malades, dans ce dernier cas il leur était permis d'employer du veau et du mouton. Les souliers de mouton pouvaient être faits pour les enfants au-dessous de cinq ans seulement. Il leur était interdit de mélanger les cuirs³.

Les *maréchaux* étaient tenus de faire les instruments « esquelz y a testes pour emmancher en boys » convenablement « asserez ». Des instructions précises étaient données pour le ferrage des roues et des animaux⁴.

Chez les *menuisiers* les statuts prévoyaient qu'il fallait mettre une barre pour soutenir le fond des coffres, armoires, dressoirs et comptoirs lorsque la partie dépassait 3 pieds de longueur. De même des prescriptions précises étaient données pour les portes et les fenêtres⁵.

Les statuts des *selliers* comportaient huit articles⁶ détaillant la confection des selles, étrivières, malles, coffres, harnais. C'était un résumé de la technique de la profession.

Les *tonneliers*, corporation importante dans un pays de vi-

1. Statuts, des merciers, art. 6.

2. *Id.*, art. 2 et 16.

3. *Id.*, art. 3 et 7.

4. Statuts, art. 2, 3 et 4.

5. Statuts, art. 4 et 6.

6. Statuts, art. 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

gnobles étaient soumis à une réglementation sévère. L'article 1 des statuts prévoyait que « seule la mesure de Blois à la jauge ordinaire qui a été réglée pour tout le comté » devait être employée sous peine d'amende et de confiscation. Le nombre de douelles à employer par fût était précisé ainsi que la façon des cercles. Nous verrons ultérieurement que ces prescriptions avaient une très grande importance au XVIII^e siècle, époque à laquelle il y eut une grande disette de bois.

Les statuts des *fourbisseurs d'épées* et des *serruriers* contenaient également une foule de prescriptions qu'il serait trop long d'énumérer et qui formeraient un véritable code de la profession.

Nous noterons que les procédés de mise en œuvre étaient en général excellents et sont encore pour la plupart employés par les bons artisans dans les métiers où le machinisme ne pourra pas avant longtemps remplacer la main-d'œuvre. Il faut donc être très prudent lorsqu'on affirme que la corporation faisait obstacle au progrès. On cite en faveur de cette thèse des exemples typiques mais on oublie que la majorité des métiers artisanaux ont peu progressé malgré la suppression de la corporation.

C) LA MARQUE. — L'emploi de bonne matière première et la mise en œuvre suivant les règles de l'art étaient couronnées par une troisième garantie pour le public : la marque.

Il y avait en réalité deux marques ; la marque d'origine personnelle au maître qui était sa signature et qui existe encore de nos jours et la marque de vérification qui était posée par les jurés et déposée au greffe de la prévôté.

Ces deux marques étaient d'ailleurs très souvent confondues et il arrivait que la marque d'origine servait de marque de vérification sous la réserve qu'elle fût déposée à la prévôté.

La marque permettait de poursuivre les fraudes ou les mal-façons puisque de suite on savait de quel atelier sortait le travail défectueux, d'autre part, elle permettait d'éviter la fabrication par des ouvriers non reçus maîtres et n'offrant pas des garanties suffisantes. Le public savait en achetant une marchandise qui l'avait fabriquée et où il pouvait réclamer si cette marchandise n'offrait pas toutes les garanties d'usage.

Les *sergiers* étaient tenus d'avoir chacun une marque différente « qu'ils faisaient inscrire par le juge au livre des maîtrises gardé par les jurés ». Ils devaient mettre la marque au bout et au milieu de chaque pièce sur la lisière des serges.

Les *taillandiers* devaient mettre une marque apparente sur le pourpoint.

Chaque maître *corroyeur* devait avoir une marque différente qu'il donnait au prévôt. Il devait marquer tous les cuirs travaillés par lui. Les jurés avaient un exemplaire de cette marque sur plomb.

Chez les *tanneurs*, les cuirs bien tannés étaient marqués du porc-épic, ceux insuffisants d'une autre marque, les mauvais d'un V. Ces marques étaient données aux maîtres tanneurs par les échevins qui en gardaient le modèle ¹. Les jurés marquaient également les cuirs forains ².

Les maîtres *maréchaux* avaient chacun une marque ³.

Les *statuts des potiers d'étain* disaient « à ce que l'on puisse connaître qui a fait les dits ouvrages d'étain, sera tenu un chacun des dits maîtres avoir marques distinctes et séparées que chacun des dits maîtres sera tenu de mettre et graver en leurs dits ouvrages en deux lieux, l'une en lieu éminent et apparent et l'autre au bouschefonds » le tout sous peine d'amende. De plus les marques devaient être gravées sur deux lingots d'étain déposés au greffe de la prévôté dans un coffre à deux clefs, une clef par juré.

En 1572 une grande partie des marques ayant été perdues lors des troubles et la plupart des anciens maîtres étant morts, les maîtres jurés réunirent les maîtres au greffe de la prévôté et firent apposer par les maîtres leurs marques sur un même lingot qui fut laissé à la prévôté ⁴.

En 1607 les maîtres jurés assignèrent devant le bailliage un potier qui n'avait pas été reçu maître. Ils demandaient qu'on lui fasse défense de continuer « car cela pourrait porter préju-

1. Statuts, art. 12.

2. *Id.*, art. 15 et 16.

3. *Id.*, art. 8.

4. A. D., Registre de la prévôté, f^o 125, 16 juin 1572.

dice à toutes personnes, étant fort facile de fabriquer et mettre du plomb avec l'étain » s'il ne dépose pas sa marque sur le lingot de la prévôté¹.

En 1632 on retrouve une sentence analogue contre un potier nouvellement établi à Blois².

L'article 11 des statuts des *menuisiers* obligeait les maîtres à avoir une marque qu'ils devaient apposer sur les ouvrages exécutés à l'atelier et chez les particuliers.

En 1767 la communauté présenta une requête au lieutenant de police du fait « qu'il se glisse des abus dans leur communauté au sujet des marchandises de leur état qu'ils vendent aux fripiers de cette ville et autres sans y apposer la marque³ de la communauté et celle du maître vendant ». En conséquence, on proposa un nouveau règlement établi à l'assemblée générale du 29 avril 1767, en présence de deux notaires. Pour éviter le retour de semblables faits qui occasionnaient « un préjudice notable tant au public qu'à la communauté⁴ », les maîtres durent apposer « en un endroit apparent et sur une seule pièce » leur marque et celle de la communauté⁴ sur les pièces vendues aux fripiers. La marque de la communauté était posée par l'ancien juré.

L'article 9 des statuts des *tonneliers* les obligeait à avoir une marque et à l'appliquer sur leurs vaisseaux sous peine d'amende. Ces marques étaient présentées au greffier de la police de Blois qui en tenait registre.

L'article 11 des statuts des *horlogers* obligeait les maîtres jurés à prendre une marque qu'ils déclaraient aux gardes visiteurs et devaient marquer tout ce qu'ils faisaient.

Chez les *orfèvres*, l'article 2 prévoyait un poinçon par maître qui était « sculpté sur une table en cuivre gardée au coffre du métier ». Ils devaient marquer de ce poinçon tous les ouvrages

1. Collection de la société des S. et L. des potiers d'étain, sentence du bailli du 6 septembre 1607.

2. *Id.*, sentence du 17 juillet 1632.

3. La marque était composée d'un rabot, d'une équerre et d'un compas entrelacés.

4. A. M., H. H. 3, f^o 96, approbation le 9 mai 1767 d'un règlement arrêté par la communauté et relatif à la marque.

d'or et d'argent et les faire contremarquer par le contre-poinçon du métier avant de les brunir.

Ce triple contrôle était garanti par les visites. Nous en parlerons plus loin car les visites servaient également à contrôler les maîtres quant à leurs devoirs vis-à-vis du corps.

III. — OBLIGATIONS ENVERS LE CORPS

Tout groupement, pour subsister doit faire régner en son sein un minimum de discipline. Dans la société, les intérêts de chacun doivent en certaines circonstances céder à l'intérêt du groupement. Il était donc nécessaire que le pouvoir réglementaire des corps s'étendît au maintien de la discipline intérieure.

1° *Les corps ecclésiastiques.*

Le chapitre. — La discipline était réglementée par le chapitre général. C'était en effet pour cette question de discipline intérieure que les deux chapitres de Saint-Sauveur et Saint-Jacques se réunissaient à la Trinité d'Hiver, à la Trinité d'Été et dans les cas exceptionnels.

La vie commune était organisée par des règlements votés au chapitre général et soumis à l'approbation de l'évêque. « L'Évêque est le juge naturel des règlements qui se font dans le chapitre pour son ordre et la discipline du chœur ¹. »

Un règlement avait été établi en 1741, nous en avons vu les principaux points lors de l'étude de la bourse commune ² car c'était la question des deniers qui donnait lieu à des conflits. Les règlements en dehors de la bourse assuraient les préséances et le service du chœur.

Ces deux questions furent réglées définitivement au chapitre général du 18 mai 1760. Il est intéressant de le reproduire en partie car il résume toute la question.

« Vu les anciens règlements de Saint-Sauveur, la consultation de l'avocat du clergé, le rapport de la commission nommée, il a

1. A. D., G. 212, délibération du 26 juin 1761.

2. A. D., *Id.*, délibération, 6 juillet 1741.

été arrêté que pour établir l'ordre et l'harmonie, faire régner la paix entre tous les membres, il était nécessaire de renouveler et mettre en vigueur les anciens règlements ainsi qu'il suit :

1^o Conformément aux règlements du 24 novembre 1587, 21 novembre 1588, 26 novembre 1668, 6 juin 1678 dans les provisions accordées et dans la formule du serment il y aura obligation d'avoir une résidence actuelle, de ne pas s'absenter plus d'un jour par semaine sauf dimanches et fêtes et trois jours pour les grandes heures. La feuille du point sera toujours arrêtée à la fin de chaque office par le président du chœur et rapportée tous les mercredis au chapitre.

2^o.

10^o Tout dignitaire ou chanoine sera tenu conformément au règlement du 7 juin 1610 de porter d'abord ses plaintes vis-à-vis d'un collègue au chapitre et d'attendre le jugement de celui-ci avant de se pourvoir ailleurs et par les voies de droit. »

Nous ajouterons qu'en cas de conflit grave l'évêque servait d'arbitre. C'est ce qui se produisit en 1749 lors d'une contestation avec les dignitaires non prébendés qui voulaient assister aux chapitres généraux. L'évêque décida qu'ils seraient seulement admis aux chapitres ordinaires du mardi et les rappelant à une juste compréhension des choses il concluait « rien n'est plus édifiant surtout dans les corps ecclésiastiques que de voir régner cet esprit de paix et d'union qui annonce la douceur et la charité de ceux qui les composent ».

Abbayes. — Après une période de relâchement, les réformes de Bourg-Moyen avec les Augustins et celle de Saint-Lomer avec les Bénédictins rétablirent une discipline assez douce mais strictement observée.

Le règlement est celui de l'ordre auquel appartient l'abbaye et le prieur est muni de pouvoirs très étendus pour veiller à l'application de la règle. Lors de leur élection les dignitaires s'engageaient à respecter les règles et les institutions ¹.

En outre, un visiteur provincial passait une fois par an pour inspecter la communauté. Ainsi en 1767 le supérieur général envoya un Révérend Père commissaire pour sévir car des chan-

1. A. D., 11 H. 14, actes capitulaires de Saint-Lomer, 4 avril 1734.

gements importants avaient été faits à la règle, sans autorisation ¹. A la suite de l'enquête le prieur fut destitué.

Les couvents. — Dans les couvents tant d'hommes que de femmes la discipline était assurée suivant la règle de l'ordre sous l'autorité du supérieur ou de la prieure. Nous n'insisterons pas sur ce point.

2^o *Les corps d'officiers de justice et les communautés judiciaires.*

Au présidial la discipline intérieure était difficile à régler, les attributions des officiers étant souvent mal définies il y avait souvent des frictions et comme les membres étaient très susceptibles, les moindres affaires prenaient de grandes proportions.

Et quoique chargée en dernier ressort de faire respecter la discipline dans les autres corps, ce n'était pas la compagnie du présidial qui donnait l'exemple de l'entente. Les magistrats du parquet avaient des relations tendues avec les juges, et les avocats et le procureur se disputaient sur leurs attributions.

Tous ces différends étaient réglés en chambre du conseil et en général s'arrangeaient tant bien que mal. Mais les affaires s'envenimèrent et il fallut qu'un arrêt du conseil d'État du 26 septembre 1692 vint régler les fonctions des officiers du siège présidial. Cet arrêt vint déterminer les droits de chacun relativement aux causes, aux réceptions d'officiers, à la répartition des épices.

Pour les autres juridictions, le demi-sommeil dans lequel elles étaient plongées était le meilleur garant de leur tranquillité et nous avons trouvé peu d'indices de troubles intérieurs, ni de la nécessité d'une discipline rigoureuse.

Dans les communautés judiciaires nous allons trouver une discipline plus rigoureuse soit qu'elle vienne de la communauté elle-même comme chez les avocats, soit qu'elle ait été établie par les arrêts de l'autorité supérieure comme chez les procureurs et les notaires.

L'aspirant n'était reçu qu'après le consentement de la communauté. Il devait prêter serment de respecter le règlement

1. A. D., 11 H. 14, actes capitulaires, 27 juillet 1767.

intérieur et de participer aux dépenses du corps. Chaque membre devait éviter de causer du tort à ses confrères et d'empiéter sur ses affaires.

Comme on l'a vu chez les notaires dans l'affaire de l'office de « juré priseur » chacun devait éviter, dans son activité, de nuire au renom de la communauté. Lorsqu'un membre avait manqué à ses devoirs envers le corps, l'assemblée générale se réunissait et décidait de demander à la justice une sanction. Le corps n'avait pas de pouvoir direct pour prendre des sanctions, mais comme tous les membres avaient prêté serment devant la justice royale c'était cette justice qui était appelée à voir si la réclamation était fondée et dans l'affirmative à suspendre le délinquant ¹.

3^e *Les corps des professions libérales.*

Chez les *médecins* où la réglementation était fort réduite et la discipline surtout morale, les devoirs de chacun envers les corps étaient nettement définis.

L'article 9 des statuts prévoyait que, quiconque avait connaissance de quelque atteinte portée à la dignité de médecin, devait en référer au collège. Un médecin appelé au chevet d'un malade devait se renseigner pour savoir si un de ses confrères avait déjà été appelé. Il devait se garder de critiquer les remèdes ordonnés ou le diagnostic établi.

Il était interdit à chaque membre de faire de la publicité et d'essayer d'enlever la clientèle d'un confrère. Les sanctions étaient précises, l'article 17 prévoyait que le médecin qui avait manqué à ces devoirs était traduit devant le magistrat.

Les devoirs envers le corps chez les *chirurgiens* et les *barbiers* étaient les mêmes ce qui se comprend puisque des deux communautés avaient eu primitivement les mêmes statuts et qu'à un degré près, leur champ d'activité et leurs usages étaient les mêmes.

Ils ne devaient pas soustraire à un collègue un apprenti ou un valet ². Ils ne pouvaient louer leur boutique qu'à un maître ².

1. A. D., Étude Riquois, Communauté des notaires (cote 1733).

2. Statuts, articles 2 et 4, registre de la prévôté.

Les devoirs de confrérie étaient toujours en vigueur. Lorsqu'un maître décédait, les autres étaient tenus d'accompagner son corps jusqu'à l'église. De même le jour de la Saint-Côme et Saint-Damien, ils devaient également accompagner le bâton.

Tout n'allait pas toujours pour le mieux et il fallait quelquefois sévir, ainsi à l'assemblée générale des perruquiers du 6 décembre 1742, un maître fut exclu pour six mois, pour outrages au bureau. Toujours chez les perruquiers, un des anciens maîtres fut exclu du bureau pour avoir donné un certificat de complaisance à un apprenti et avoir attiré la nuit des garçons des autres maisons dans un cabaret qu'il tenait clandestinement ¹.

Une affaire plus curieuse fut celle discutée à l'assemblée du 17 septembre 1772 dans laquelle le bureau fut autorisé à poursuivre un maître perruquier qui dans un libelle avait dit que le lieutenant et son greffier ne savaient ni lire ni écrire.

Nouvelle affaire en 1787 chez les perruquiers qui semblaient peu disciplinés et il faut dire que c'était l'état peu reluisant des finances de la communauté qui était souvent la cause de ces discordes. Le lieutenant se plaignait qu'un certain Morin avait été de tout temps un instrument de discorde. Il n'avait pas le droit de siéger au syndicat, il y venait pour épier ce qui s'y passait et s'en allait ensuite dans la ville « pour faire ligue contre les délibérations ». Le dit Morin fut traîné devant les tribunaux et se vit condamné.

On voit que même, dans une communauté en décadence à la veille de la Révolution, la discipline était maintenue fermement.

Les *apothicaires* furent toujours des gens raisonnables et nous trouvons peu d'échos dans leurs registres de querelles ou de dissensions intérieures. Nous n'avons même trouvé qu'une fois un refus de payer les dettes par la veuve d'un maître qu'il fallut poursuivre en justice ².

Nous relevons également un procès entre deux maîtres pour une dette de 100 écus, mais la communauté les mit d'accord en les faisant renoncer au procès ³.

1. A. M., Registre des perruquiers, délibération du 13 septembre 1743.

2. A. D., F. 678; délibération, 25 novembre 1763.

3. *Id.*, délibération, 4 août 1780.

La communauté avait d'ailleurs établi une règle très sage que nous trouvons en tête du registre de délibérations ¹.

« Nous soussignés, maistres apothicaires de cette ville et fauxbourgs assemblés chez Monsieur Gaudray notre ancien juré pour establir parmy nous une paix qui soit durable nous déclarons que tous différens qui arriveront entre nous à l'avenir seront examinés par la compagnie sans qu'il soit permis à aucun de se pourvoir ailleurs et pour cet effet choisirons deux ou trois des maîtres dont ils conviendront, du jugement desquels ils se rapporteront entièrement au dédit de 100 livres applicables aux affaires de la communauté et afin que cet acte soit stable à toujours nous l'avons tous unanimement signé. »

4^o *Les corps de commerce et de métiers*

En dehors des obligations financières que nous avons étudiées avec la bourse commune, les devoirs des membres envers le corps étaient à peu près les mêmes dans toutes les corporations.

Ils pouvaient se répartir en devoirs envers la confrérie, devoirs d'assistance et obligations morales et les devoirs concernant une concurrence loyale.

Les *obligations de confrérie et d'assistance* étaient les plus anciennes, la principale était d'escorter le bâton ² d'assister à l'enterrement des maîtres ³ de secourir les collègues dans l'infortune. Les ménétriers avaient organisé un hôpital pour lequel ils quétaient ⁴.

Chez les tisserands, les maîtres vieux ou infirmes recevaient des secours, de même les maréchaux étaient mis à contribution chaque semaine à tour de rôle. Chez les merciers, tout au moins primitivement, les devoirs d'assistance étaient très détaillés.

Les obligations morales avaient trait à la fermeture des boutiques le dimanche, fêtes chômées et fête du patron de la corporation (tisserands, fourbisseurs, merciers).

1. A. D., *Id.*, séance du 18 février 1661.

2. Statuts des merciers, art. 28.

3. Statuts des tisserands, art. 20, merciers, art. 28, corroyeurs.

4. Statuts, art. 10.

On trouve dans les statuts de certaines corporations comme les tisserands l'obligation de ne pas voler ou blasphémer et chez les bouchers qui n'avaient pas bonne réputation, l'article 17 des statuts disait « défense de proférer aucuns blasphèmes, user de cris, bruits et tumultes au dedans de la boucherie, ni d'injurier les femmes, filles ou servantes et autres personnes qui achèteront ou marchanderont ».

Mais les obligations principales étaient celles qui avaient pour but de *limiter* ou *réglementer la concurrence* source de toutes les querelles à l'intérieur de la communauté.

D'abord l'obligation générale de n'avoir qu'une boutique ¹ (merciers, selliers, potiers d'étain, cordonniers, tisserands, bonnetiers, etc...). De plus cette boutique devait s'ouvrir largement sur la rue, ceci pour que la surveillance soit facilitée (horlogers, merciers). Interdiction de courir après le client, d'accepter de continuer un ouvrage commencé par un autre (tisserands), de déprécier la marchandise d'un confrère (rôtisseurs). Il était interdit également d'avoir plus d'un apprenti à la fois (bonnetiers, tisserands, maréchaux, potiers d'étain, selliers, fourbisseurs, serruriers) et de débaucher les compagnons des autres maîtres (taillandiers, cordonniers, corroyeurs, savetiers, menuisiers, serruriers). Parfois, les obligations allaient plus loin, on imposait la solidarité dans les procès, l'obligation de telle ou telle juridiction en cas de procès (tonneliers, article 14) ou de porter avant toute procédure le différend devant le bureau (accord entre les cordonniers et savetiers).

IV. — LE CONTRÔLE DES OBLIGATIONS

Maintenant que nous avons vu les obligations de membres tant au point de vue de l'intérêt général que de la discipline intérieure, il faut étudier les moyens mis à la disposition du corps pour constater si les obligations ont été bien remplies et dans le cas contraire pour pouvoir prendre des sanctions.

Nous n'aborderons pas ici les corps ecclésiastiques et les corps

1. A. M., F. F. 3, Sentence de police du 2 octobre 1773, contre un drapier qui tient deux boutiques. Amende et fermeture.

d'officiers royaux car ils dépendaient directement du pouvoir central et c'était ce pouvoir qui était qualifié pour agir. Nous retrouverons ce contrôle lorsque nous étudierons l'intervention de l'État dans la vie des corporations.

De même pour les gens de robe et les médecins il n'y avait pas de pouvoir délégué et c'est la justice royale qui assurait la surveillance de ces compagnies.

Nous étudierons ensemble les communautés de commerce, les corps de métiers, les chirurgiens, les apothicaires et les per-ruquiers. Tous ces corps avaient en effet une institution commune et caractéristique, *la visite*. Cette visite avait un fondement juridique car la corporation avait « un pouvoir législatif subordonné limité au but qu'elle poursuit », et les membres « ont une espèce de juridiction ¹ ». Cette visite permettait une espèce de surveillance constante de la communauté et elle était une des principales attributions des jurés. Comme les jurés étaient les élus des maîtres, c'était donc à la communauté en dernier lieu qu'était remis le soin de la surveillance.

Les jurés vérifiaient l'application stricte des statuts et des règlements, ils contrôlaient la fabrication, la qualité des matières premières, ils vérifiaient les poids et mesures et dans certains corps apposaient la marque de la corporation sur les ouvrages finis. Les jurés de certains corps avaient de plus un droit de regard partiel ou total sur des communautés voisines, c'était d'ailleurs là en même temps qu'une extension de la justice déléguée une source de nombreux conflits.

Suivant l'importance morale du corps les jurés étaient ou non accompagnés dans leurs visites par un officier royal. Ils l'étaient toujours dans le cas des visites à une autre communauté. Dans les corps où ils visitaient seuls, ils étaient commis implicitement par la prévôté.

Comme conclusion des visites les jurés adressaient un rapport à la prévôté et saisissaient ² s'il y avait lieu les produits défectueux. En somme ils n'avaient de comptes à rendre qu'à la jus-

1. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 126-127.

2. A. D., Registre de la prévôté, Statuts des potiers d'étains, menuisiers, cordonniers.

tice royale et n'avaient pas à se préoccuper des droits de justices seigneuriales de la ville de Blois et de la banlieue ¹.

Les jurés touchaient des vacations et souvent une partie de l'amende. En effet, la sanction normale des infractions aux statuts était l'amende prononcée par la prévôté et dont le taux était fixé par les statuts. En cas de récidive cette amende était très souvent à la discrétion du juge. Il faut ici remarquer que les jurés avaient tendance à faire appliquer l'amende plutôt pour les infractions touchant le monopole qu'à celles visant l'intérêt public. C'est que là encore nous touchons à la question qui a faussé le système : la dépendance du pouvoir royal vis-à-vis des corps. En outre de l'amende et de la confiscation, des peines corporelles et la prison pouvaient être prononcées et même la privation du métier mais ces faits étaient très rares.

Apothicaires. — La base du contrôle chez les apothicaires était le codex, l'article 10 des statuts dit « que pour éviter les fraudes, abus et malversations qui se peuvent commettre en la composition des poudres et à ce qu'aucune poudre ou graine indues, malfaisantes au corps humain ne soient employées, qu'au commencement du carême, les maîtres jurés dudit métier composeront, ainsi qu'ils verront en leur conscience être bon et profitable, recettes sur lesquelles tous les autres apothicaires de la ville et faubourg de Blois et baillage dudit Blois seront tenus de composer, faire et dresser les poudres qu'ils feront dorénavant ».

L'article 11 prévoyait deux à trois visites par an dans chaque boutique de la ville et du bailliage, par les maîtres jurés accompagnés d'un sergent royal. Ils visitaient également les épiceries et toutes boutiques vendant des « drogueries, sucres, raisins, figues, épicerie ». Ils avaient droit de saisie et faisaient un rapport « devant le bailli de Blois ou son lieutenant, ou prévôt ² et punition est faite par justice ». Ils avaient en outre chez eux et chez les épiciers la vérification des poids et des balances (art. 11).

Enfin, privilège important que l'on va retrouver dans d'autres

1. A. D., Registre de la prévôté, Statuts des merciers, art. 4.

2. A Blois nous rappelons que toutes ces juridictions étaient réunies au présidial.

communautés, ils étaient chargés de la surveillance des forains. Aucun forain ne pouvait mettre en vente des denrées ressortissant de l'apothicairerie ou de l'épicerie sans les avoir fait visiter par les jurés qui avaient vingt-quatre heures pour y procéder. Si les jurés étaient négligents ils pouvaient être condamnés à quarante livres d'amende par la justice (art. 13).

La délégation de jurés était nette, nous avons une déclaration du 20 décembre 1571 de Denis Barbin, conseiller du roi, juge et garde de la prévôté, enregistrée au registre de la prévôté qui dit avoir rassemblé les maîtres apothicaires pour « nommer maîtres jurés en la présente année pour faire les visitations dudit état telles qu'il appartiendra ¹ ».

L'exécution des sentences était faite par les jurés. En 1774, à la suite de deux sentences de la police de la ville du 23 mai et décembre 1772 et d'un arrêt du conseil supérieur du 29 décembre 1773 des marchandises sont saisies chez un épicier et jetées dans la Loire « comme nuisibles au corps humain » ².

Nous avons trouvé peu d'exemples aussi sévères ; tous les ans on voit au registre les comptes rendus des visites avec la mention suivante : « Toutes les boutiques ont été trouvées suffisamment pourvues de tous les médicaments. »

Un point est à signaler qui montre la souplesse de l'institution, en 1660, un apothicaire refusa d'être visité car un des jurés lui est suspect et satisfaction lui fut donnée ³.

Une autre attribution était confiée aux jurés apothicaires, c'était tous les ans la visite des cierges chez les ciergiers chandeliers ⁴.

Chirurgiens et perruquiers. — Le prévôt assisté du syndic était tenu à quatre visites par an ⁵ en application de l'article 81 des statuts. Ils visitaient comme nous l'avons vu toutes les boutiques des maîtres et même celles du lieutenant du premier chirurgien du roi pour « rechercher les contraventions qui pour-

1. A. D., Registre de la prévôté.

2. A. D., Registre des apothicaires, délibération du 13 février 1774.

3. Registre des apothicaires, 10 mai 1660.

4. *Id.*, 23 janvier 1765-31 janvier 1774, etc...

5. A. M., H. H. 6, délibération de la communauté du 26 août 1773.

raient être commises par les membres de la communauté ¹ ».

La surveillance la plus active se portait sur les chirurgiens pour les syndics perruquiers et réciproquement car les deux corporations qui avaient eu dans le passé les mêmes attributions empiétaient très souvent l'une sur l'autre.

Corps de commerce et communautés de métiers. — Lors de l'étude de la bourse commune nous avons vu que chez les *merciers*, la surveillance était exercée par le lieutenant du roi des merciers. Ce lieutenant nommait des chevaliers dans les foires et marchés pour tenir « un bon poids et loyal et bonne aulne et loyale ² ».

A Blois, ville franche et jurée l'autorité devait fournir une maison au lieutenant pour loger ses appareils et réunir ses chevaliers. Il recevait aux frais des marchands des dons en nature : bois, moutons, chandelles, épices, etc... plus un bœuf « le plus gras et le plus beau qui se puisse trouver en ladite foire³ ». Ce bœuf était chevauché par le lieutenant ou le chevalier pour crier à tous les carrefours les franchises de la foire. Puis le lieutenant réglait les emplacements du marché. Il réunissait en somme l'emploi des services des foires et marchés et de contrôleur des poids et mesures. Puis, ce lieutenant fut remplacé par un officier appelé « réviseur général des merciers ». Cet office fut racheté par les merciers, et les fonctions furent assurées par les syndics qui se trouvèrent avoir un contrôle très étendu sur tous les corps marchands. Les jurés connaissaient de la mercerie, tapisserie, ferronnerie, clouterie, quincaillerie, sucrerie, épicerie ³. Ils étaient en conséquence élus en présence du procureur du roi. Ils visitaient tous les trois mois les « marchands merciers bourgeois de Blois tenant boutique ouverte » et les forains. Ils n'avaient pas besoin d'autorisation des tenants de haute justice sur la ville de Blois et banlieue, les jurés des autres métiers ne pouvaient faire de visite chez les merciers même pour des marchandises de leur métier ⁴.

En cas de fraude les jurés appelaient un sergent royal pour

1. A. M., Statuts du 6 février 1725, art. 35.

2. A. D., Registre de la prévôté, f° 184 et 55.

3. Statuts de 1583, art. 1.

4. Statuts de 1583, art. 4.

« les assister si besoin est, faire ouvrir boutiques et coffres¹ ». S'ils savaient qu'il y avait des marchandises en dehors de la boutique ils devaient appeler le prévôt pour visiter le reste de la maison. A la suite des visites, ils faisaient à la prévôté, un rapport et procès-verbal qui étaient déposés au greffe. Dans ce rapport ils devaient préciser les malversations et s'il y avait une vérification de poids et mesures ils pouvaient se faire accompagner d'un maître balancier de la ville² ; cette présence devint obligatoire à la suite d'un procès en 1625³. Les marchandises poids et mesures qui n'étaient pas réguliers étaient saisis et mis en « la main du roy ».

Chez les *bonnetiers*, l'article 5 des statuts prévoyait une visite trimestrielle pour examiner la qualité des laines et si le travail était conforme aux règlements. En cas de contravention il y avait procès-verbal et renvoi au lieutenant général. Les maîtres étaient tenus d'ouvrir tous les lieux où se trouvaient les ouvrages faits (art. 28). Toutefois à la suite d'un arrêt de la cour il fut décidé que les bonnetiers ne pourraient aller en visite chez aucun mercier qu'accompagnés d'un garde des dits merciers⁴.

Chez les *taillandiers-pourpointiers*, les articles 1 et 3 prévoyaient des visites ; ils avaient le droit de donner l'amende sauf si le délinquant protestait et dans ce cas l'affaire était portée devant le prévôt. L'article 12 prévoyait que les visites avaient lieu « toutesfois et quantes que leur plaisir ».

Chez les *cordonniers*, les visites étaient faites deux ou trois fois par semaine⁵. De même, les maîtres ne pouvaient mener des marchandises aux foires et marchés en dehors de la ville sans les faire visiter⁶.

Les *corroyeurs* visitaient les cuirs non seulement chez les

1. Statuts de 1583, art. 5.

2. Statuts de 1583, art. 6.

3. A. D., Registre de la prévôté, f° 238, Sentence contre les marchands en faveur d'un balancier.

4. A. M., F. F., 2, f° 1 et 26, Arrêt de la cour du 14 juin 1747.

5. Statuts, art. 6.

6. Statuts, art. 7.

maîtres, mais chez tous les détenteurs de cuirs, sauf chez les cordonniers où ils devaient être accompagnés d'un sergent du bailliage¹. Ils visitaient les cuirs des forains qui devaient avant de les mettre en vente les amener « rue de la Foulerie devant l'image de Notre-Dame », le jour ou lendemain de la visite, au plus tard, ils devaient faire un rapport à la justice².

Les *jurés tanneurs* tenaient le « papier et registre des cuirs » trouvés mal tannés et faisaient leur rapport à la justice³. Ils avaient le contrôle sur tous les cuirs venant de l'extérieur⁴. Pour cette visite ils se rassemblaient « les jours de jeudi, heure d'une heure après-midi de chaque semaine et autres jours selon la nécessité occurrente »⁵.

L'article 20 des statuts des *maréchaux* prévoyait que les jurés visiteront les fers « en les frappant sur l'enclume de trois coups de marteau. »

Chez les *potiers d'étains* il y avait visite tous les mois, et si besoin était, confiscation et assignation au bailliage⁶. Ils avaient le droit de visiter en dehors des maîtres tous les marchands vendant de l'étain mais ils devaient se faire accompagner d'un sergent⁷.

Chez les *menuisiers*, la visite avait lieu tous les ans le jour de la Sainte-Anne. Les jurés devaient être accompagnés du sergent et faire un rapport au greffe de la prévôté⁸.

Les *jurés bouchers* devaient visiter les bêtes avant qu'elles soient tuées, de même les viandes en vente⁹.

Chez les *horlogers* la visite avait lieu tous les quinze jours¹⁰. Droit de visite chez tous les commerçants vendant de l'horlo-

1. Statuts, art. 14.

2. Statuts, art. 22.

3. Statuts, art. 18.

4. Statuts, art. 23.

5. A. D., Registre de la prévôté, f° 52 et 57. Arrêt du parlement du 7 août 1574.

6. Statuts, art. 8, 9, 10.

7. Statuts, art. 17.

8. Statuts, art. 8.

9. Statuts, art. 10 et 19.

10. Statuts, art. 10.

gerie ¹. Nous trouvons encore l'obligation de la visite chez les tisserands, les ciersiers, les fourbisseurs, les serruriers, les tail-landiers, les orfèvres, les chandeliers. C'était donc une règle absolument générale et fondamentale.

1. Statuts, art. 11.

CHAPITRE VII

LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS

L'activité du groupement étant dirigée dans le sens du bien commun et une stricte discipline étant maintenue, la corporation a pour tâche de défendre les intérêts moraux et matériels de ses membres. « Si la corporation a pour essentiel devoir de se discipliner, elle a d'autre part le droit incontestable de défendre les intérêts de sa profession ¹. »

Ce n'est d'ailleurs par une tâche facile car le groupe doit à la fois se défendre contre les empiétements des communautés voisines, contre l'appétit du fisc et la main souvent lourde de l'État.

La défense des intérêts se résumait en général à la défense des privilèges accordés aux corps en contre-partie de leurs obligations. Ces privilèges étaient de deux sortes : les uns honorifiques et c'étaient ceux que le pouvoir central accordait avec le plus de largesse, les autres pécuniaires (taxes, monopoles, etc...) que l'État offrait pour amener les gens à lever des offices dont la valeur diminuait avec le nombre.

Ces privilèges donnaient lieu entre les corps à des conflits assez nombreux, conflits qui, dans le cas de privilèges honorifiques, se résolvaient assez facilement mais qui, pour les privilèges d'attributions se terminaient après de longs et coûteux procès par un arrêt du parlement ou un acte du roi.

C'est que ces conflits d'attributions avaient une importance vitale pour les communautés dont les ressources étaient en jeu et lorsqu'un corps plaidait au sujet des empiétements d'un autre corps, c'était sa vie même qu'il défendait comme dans la

1. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 150.

longue lutte soutenue entre les officiers des élections et les bureaux de finance. Et là où le pouvoir royal aurait pu jouer un rôle excessivement favorable, il compliquait la question en multipliant les offices d'où, une distinction de plus en plus difficile dans les attributions.

Aussi peu de corporations échappèrent à ces procès depuis les corps d'officiers jusqu'aux plus humbles corps de métiers. On voit le présidial en lutte avec l'élection et le grenier à sel, les notaires avec le lieutenant général, les procureurs avec les notaires, les chirurgiens avec les apothicaires, les merciers avec les bonnetiers, les cordonniers avec les savetiers, etc... tous ces conflits finissaient par être réglés mais à peine terminés, l'impécuniosité du trésor royal créait un office à cheval sur deux professions et tout était à recommencer.

I. — LES CORPS ECCLÉSIASTIQUES |

Nous n'aborderons pas ici la question des intérêts spirituels. Il s'agit dans cette étude de la défense des intérêts en tant que les corps ecclésiastiques avaient un temporel, bien commun de la communauté qui en assurait la gestion et naturellement la défense. Ces intérêts étaient menacés d'une part par le roi qui avait tendance à diminuer les privilèges, jadis accordés par ses prédécesseurs les comtes de Blois, d'autre part par les groupes voisins, surtout dans les questions de préséances. Nous laisserons de côté également la gestion journalière des intérêts matériels étudiée dans la bourse commune et la défense personnelle des membres étudiée dans la discipline intérieure.

Enfin, dans la défense contre le pouvoir central c'est principalement le chapitre cathédral qui nous fournira un exemple car, pour les abbayes et les couvents, les rapports avec l'autorité royale se font par l'intermédiaire de la congrégation et ceci sort encore du cadre de notre étude.

1^o *Le chapitre cathédral.*

La seule difficulté du chapitre avec le roi tenait aux questions de nomination aux canonicats et aux dignités. Si le chapitre

n'avait pas comme corps religieux des difficultés directes avec le fisc royal, il n'échappait pas aux brevets et aux créations d'offices.

Le roi était à Blois le successeur des comtes fondateurs et protecteurs des chapitres Saint-Sauveur et Saint-Jacques. Les titulaires du chapitre étaient nommés alternativement par le roi et par le chapitre. Le prévôt de l'église cathédrale était nommé par le chapitre, mais sur présentation du roi. Les autres dignitaires étaient élus par les chanoines en assemblée capitulaire. Mais le roi, toujours par intérêt fiscal, avait tendance à accorder des brevets même, lorsque c'était le tour du chapitre de présenter un candidat.

En 1732, le chapitre entama une instance devant le conseil du roi pour défendre le droit du chapitre de pouvoir résigner, même dans le tour du roi et délégua le syndic pour aller voir les conseillers d'État ¹.

Le chapitre confia à son délégué ses titres les plus précieux savoir :

1° Un acte en parchemin de mil..... quarante-deux le 2 janvier « rongé de vers en quelques endroits » faisant mention du droit du chapitre à créer et à conférer des canonicats.

2° Copie d'une bulle de Clément VII, portant concession au comte de Blois de présenter à l'alternative aux canonicats lorsqu'ils vaqueront.

3° Une grosse d'un arrêt du conseil de 1538 par lequel un brevetaire qui avait obtenu un canonicat qui avait été résigné même dans le tour du roi perdit son procès et le résignataire maintenu.

4° Une sentence du bailliage de Blois de 1577 par laquelle un résignataire même en tour du roi fut maintenu contre un brevetaire.

En 1752, une nouvelle difficulté s'éleva avec le roi. Deux prêtres demandèrent à être mis en possession du même canonicat vacant, l'un, en vertu de la collation du chapitre, l'autre en vertu d'un brevet du roi. De plus, la chanterie, dignité qui était

1. A. D., G. 212, délibération du 4 février 1732.

à la disposition du chapitre, avait été comprise dans le brevet, aussi le chapitre se refusa à toute réception ¹.

En 1778 le grand archidiacre décéda. Un sieur Pointeau fit réquisition du canonicat vacant en vertu d'un brevet de joyeux avènement accordé par le roi le 11 décembre 1774. Le chapitre refusa de prendre en considération cette demande car disaient les chanoines « ils ne sont pas grevés du droit de brevet de joyeux avènement, vu qu'ils ont un arrêt du grand conseil de 1612 qui les décharge de cette obligation ² ».

Nous insistons un peu sur cette question car elle est typique. En effet, d'un côté nous trouvons le pouvoir royal, toujours à la recherche des ressources, délivrer des brevets sans s'inquiéter des droits du chapitre et d'un autre côté un corps qui, bien que soumis aux lois de l'État, ne cesse de défendre durant des siècles et avec acharnement ses droits contre un pouvoir dit absolu.

Le chapitre devait également défendre ses privilèges honorifiques d'où de nombreux procès au sujet des préséances avec les corps importants de la cité : présidial, chanoines de Bourg-Moyen et bénédictins de Saint-Lomer.

2^o *Les abbayes.*

Ces corps, en dehors des intérêts religieux défendus par la congrégation, étaient obligés de procéder à la fois contre l'administration royale qui tendait sans cesse à diminuer les libéralités faites jadis par les comtes de Blois, contre leur abbé commendataire qui cherchait à éluder ses obligations tout en épuisant la mense abbatiale et contre les corps voisins pour défendre les préséances.

Bourg-Moyen. — L'abbaye avait obtenu de Thibaud comte de Blois et sénéchal en 1189 un droit d'usage et de chauffage dans les forêts du comté de Blois. Ce droit avait été réduit par Louis XII en 1502 à 900 rottées par an dans les forêts de Blois, Boulogne et Russy. Confirmé par Henri III et Henri IV, il fut

1. A. D., G. 212, 3 octobre 1753 et 19 janvier 1754.

2. A. D., G. 213, 28 juillet 1778.

vivement contesté par la juridiction des eaux et forêts qui au xvii^e et au xviii^e siècle dut lutter contre le pillage des forêts domaniales ¹.

Bourg-Moyen avait également un droit de septrage sur les grains vendus à Blois durant cinq semaines par an. Ce droit fut l'objet de difficultés avec la ville et fut transformé en argent. Il était évalué à 100 livres par an au xvii^e siècle. De même un droit sur les vins vendus dans les tavernes fut échangé contre 40 livres de rente sur le comté ².

Il existait aussi un droit de salage de 4 quartauts de sel par bateau amené au port de Blois et par bateau qui passait. Ce droit fit l'objet de nombreuses contestations avec le Grenier à sel ³.

Comme ses voisins, Bourg-Moyen plaide sans arrêt contre le chapitre et contre Saint-Lomer pour les questions de préséances ³.

Saint-Lomer. — L'abbaye avait eu surtout à se défendre avant la création de l'évêché contre ses abbés. Il faut en effet insister sur le fait que l'abbé, qui était le plus souvent un commendataire, et le corps des moines, sont deux personnalités très différentes en opposition constante dans les questions temporelles et sans grand lien au point de vue religieux.

L'abbé était un étranger à la communauté, celle-ci dirigée par le prieur ne recevait des ordres que du supérieur général. L'abbé était devenu une charge imposée par le roi et c'était par là, que la défense contre l'abbé se rapprochait de la défense contre le pouvoir royal. On avait prélevé sur les biens de l'abbaye une partie des revenus qui formaient la mense abbatiale, en contre-partie l'abbé était tenu à certaines obligations qu'il oubliait le plus souvent de remplir. Ainsi au xvii^e siècle, l'abbé commendataire, qui était l'évêque de Rennes devait aux moines 2.600 livres sur leurs pensions et comme il ne pouvait en ce moment ni payer ni emprunter, les moines empruntèrent aux jacobins en son nom et c'était l'abbé qui devait payer aux

1. A. D., série H, 3 H. 4.

2. A. D., série H, 3 H. 5, 3 H. 7, 3 H. 8.

3. A. D., série H, 3 H. 81, Procédures de 1483 à 1790.

aits jacobins l'intérêt de la rente ¹. L'abbé était obligé aux grosses réparations, comme il s'y refusait les moines l'attaquèrent en justice et donnèrent pouvoir à leur avocat après avoir pris conseil auprès du supérieur général². En 1679 l'abbé meurt, les moines qui étaient créanciers privilégiés pour 2.000 livres firent appel d'une sentence du lieutenant général qui les évinçait ³. Lorsque l'évêque de Blois devint abbé de Saint-Lomer toutes ces difficultés disparurent.

Saint-Lomer devait se défendre également contre l'administration royale. Les moines obtinrent gain de cause en 1690 par un arrêt de la chambre des comptes de Blois qui leur reconnut la justice et les droits seigneuriaux sur le faubourg du Foix ⁴. Ils obtinrent de la même chambre en 1691 un arrêt confirmant leurs droits censuels dans le Foix ⁵.

Les moines étaient obligés de plaider pour des dîmes ou des portions congrues contre des corps voisins ou contre des curés ⁶.

Mais ce sont les questions de préséances qui forment le fond de procédure de l'abbaye. On procédait tantôt contre le présidial au sujet des places du chœur ⁷ tantôt contre les chanoines du chapitre. Cette fois l'affaire fut poussée très loin puisque après jugement du présidial on alla jusqu'au parlement ⁸. Les moines très jaloux de leurs prérogatives ne craignaient pas les adversaires et on les vit en 1646 plaider à la fois contre les chanoines de Bourg-Moyen, ceux de Saint-Sauveur et ceux de Saint-

1. A. D., 11 H. 3, Saint-Lomer. Registre des actes capitulaires, 26 novembre 1672.

2. A. D., 11 H. 3, *id.*, 22 décembre 1678.

3. *Id.*, 20 décembre 1679.

4. A. D., 11 H. 3, Abbaye de Saint-Lomer, Livre des choses mémorables qui se sont passées dans le monastère (1641 à 1700), f° 49.

5. A. D., 11 H. 3, actes capitulaires, 1691.

6. A. D., 11 H. 6, 1692. Procédure contre le curé de Villefrancœur. A. D., 11 H. 11, 1627. Procédure contre le curé de Pas-Saint-Lomer pour les dîmes. A. D., 11 H. 11, 1629, procédure contre le prieur de Monsat.

7. A. D., 11 H. 3, f° 89, 1700, procès avec le présidial; 11 H. 12, 1647, procédures.

8. A. D., 11 H. 3, Procédures, 1691-1692.

Jacques pour une question de préséances aux processions et aux assemblées du clergé ¹.

Il faut d'ailleurs ajouter que les tribunaux devant ces procès interminables prenaient toujours des arrêts qui donnaient satisfaction à tout le monde. Ainsi en 1692 à la suite d'une querelle entre les moines de Saint-Lomer et les chanoines du Château, le présidial avait décidé que les chanoines céderaient le pas aux moines dans l'église de Bourg-Moyen. Les chanoines ayant fait appel, le parlement de Paris décida que dans son église le doyen du Château serait avant le prieur de Saint-Lomer et *vice versa* mais que dans l'église de Bourg-Moyen il y aurait l'alternative à commencer par Saint-Lomer ¹.

II. — LES CORPS D'OFFICIERS ROYAUX

Leurs privilèges honorifiques étaient assez minces puisque aucune fonction à Blois n'emportait l'annoblissement, mais tels que chaque corps était très jaloux de ses prérogatives. Ces questions semblent aujourd'hui avoir revêtu une importance assez disproportionnée, toutefois il faut en juger avec l'esprit de l'époque et on aurait tort de négliger ces choses en étudiant une époque. L'histoire n'est pas uniquement le résultat des réactions des hommes vis-à-vis des situations géographiques et économiques et les passions humaines ont parfois une influence égale, sinon supérieure. Donc en ce temps la grande ambition de la bourgeoisie était d'imiter la noblesse et les actes sont encombrés par les titres, nous trouvons ainsi Louis Guéret lieutenant particulier au présidial désigné :

« Louis Guéret — écuyer — seigneur de la Motte et autres lieux — capitaine gouverneur du château royal de Beaugency, conseiller du roi, lieutenant particulier civil et criminel au bailliage présidial de Blois, commissaire en cour. »

On aimait à défaut de gages à cumuler les titres, c'est ainsi que tous les avocats du barreau de Blois occupaient des offices

1. A. D., 11 H. 12, Procédures, 1646.

2. A. D., 11 H. 3 Livre des choses mémorables qui se sont passées dans le monastère.

dans les juridictions seigneuriales. Bellenone était bailli du marquisat de Menars, Pardessus, de la justice seigneuriale de Saint-Denis, Durochan, de Pontlevoy, etc...

Ces privilèges étaient d'ailleurs peu attaqués et seul, le fait de les multiplier leur faisait perdre presque toute valeur. Il n'en était pas de même des privilèges financiers qui se résumaient en dehors des exemptions d'impôt à la vénalité de l'office. Cette vénalité comportait un monopole ; l'officier était payé sans doute avec des gages qui, nous l'avons vu, représentaient à peine, quand ils étaient payés, l'intérêt de la somme déboursée pour l'achat de la charge, mais c'étaient les épices qui formaient le plus clair des revenus. Chaque corps devait protester, d'une part, contre la diminution de juridiction, donc contre l'empiétement des corps voisins qui diminuait le total des épices et d'autre part contre la multiplication des offices qui diminuait la part de chacun.

Ces créations d'offices étaient l'objet d'un traité. Le roi abandonnant contre argent comptant les finances de l'office, le traitant se chargeait de trouver des acquéreurs mais couvrait son risque par une commission de 20 à 25 p. 100. Le traitant ne tenait pas essentiellement à trouver un acquéreur, le roi qui avait l'argent se désintéressait de la question. On vendait aux communautés les nouvelles charges d'où double avantage : rapidité pour le traitant et pour le roi, possibilité de recréer l'office une fois et même plus puisqu'il n'y avait pas de titulaire. De leur côté les communautés sachant que la concurrence n'était pas à craindre protestaient et marchandaient souvent avec succès.

Et c'était le rôle de la communauté de lutter pour ces intérêts communs.

1^o *Le présidial.*

C'était la compagnie la plus favorisée. Elle était en effet dans une ville comme Blois « réputée une fort honorable assemblée de magistrats représentant dignement l'auguste majesté de la justice ».

Les membres du présidial étaient exempts de guet et de garde, du logement des gens de guerre, de l'ustensile et de toute con-

tribution remplaçant le logement des gens de guerre ¹. Ils étaient au point de vue fiscal dispensés de la taille, des aides, subsides, dons et autres levées de deniers publics ². Ils avaient également le franc salé.

Pour la conservation des droits de la compagnie, ils avaient leurs causes commises au Grand Conseil, juge conservateur de leurs prérogatives. Leurs causes particulières étaient portées en première instance au baillage au lieu de la prévôté.

Ils avaient droit au port de la robe rouge ce qui accentuait leur préséance sur les autres compagnies. Ils avaient le pas sur le corps municipal et sur les chapitres collégiaux en dehors des cérémonies religieuses mais venaient après le chapitre cathédral ³.

C'était donc un corps fort important recevant le serment de tous les officiers civils et militaires du comté, intervenant dans les affaires de l'hôtel de ville, réunissant la prévôté dans ses attributions. Il avait ainsi le contrôle des professions libérales, des corps de commerce et communautés de métier. Sa vie était intimement liée à celle de la ville et l'on comprend facilement l'importance du rôle du lieutenant général.

La compagnie du présidial, dont l'éclat dépassait sans conteste possible, celui des autres compagnies judiciaires n'avait donc pas à lutter contre les empiètements de celles-ci. C'était elle au contraire, qui, à la fin du XVIII^e siècle, menaçait d'englober toutes les juridictions.

Le présidial avait surtout à se défendre contre les actes du pouvoir royal qui tendait à le léser de plusieurs façons.

1^o En *diminuant le ressort de sa juridiction*, le roi diminuait naturellement les causes de la compagnie et par là même son importance morale et ses revenus. Ces diminutions pouvaient se produire en première instance et ceci n'était pas grave pour le présidial. En effet le roi demandait l'avis de la compagnie qui décidait en chambre du conseil. Nous en trouvons un exemple en 1785 ⁴ au sujet de la justice de Villemezan.

1. Ordonnances des 16 février 1674 et décembre 1689. Ordonnance du 1^{er} mars 1768 (titre V, art. 57).

2. Édit de décembre 1716.

3. Édit d'avril 1695.

4. A. D., Avis de la chambre du conseil, série B, du baillage de 1785.

« Les officiers du bailliage présidial de Blois soussignés assemblés en la chambre du conseil du dit siège...

« Auxquels ont été communiqués l'expédition d'un acte établi par les Notaires au Châtelet de Paris le 4 juillet 1779 par lequel le sieur Pierre de Fontenailles d'Auterives ancien mousquetaire de la garde du Roy a obtenu la faculté de distraire du ressort de cette justice son château, basse-cour, moulin de Fontenailles et terres...

« Estiment qu'il ne résulte aucun préjudice ni inconvénient à leur égard dans le contenu des dites lettres...

« Donné à la chambre du conseil du bailliage présidial de Blois le 16 mars 1785 ».

Mais lorsque ces diminutions enlevaient définitivement une cause au présidial, celui-ci protestait avec une énergie dont on trouve l'écho dans le préambule de l'édit du roi de mai 1715 ¹.

Le roi désirant augmenter les gages des officiers du présidial s'exprimait ainsi « que d'ailleurs le ressort de leur juridiction est si fort diminué, qu'il ne reste plus que trois paroisses d'environ deux cent quatre-vingts feux, attendu l'érection en duchés et marquisats paieries des terres de Levroux, Saint-Aignan et Menars, que l'aliénation des justices leur cause un tort considérable sans que pour raison de toutes ces distractions ils aient été entièrement dédommagés ».

Le roi vit le mal mais se contenta d'élever les gages, d'ailleurs aux dépens des jésuites. Il sacrifiait sans hésiter un corps important pour satisfaire les ambitions qui l'entouraient. Par exemple le marquisat de Menars avait été créé pour M^{me} de Pompadour.

Au point de vue de juridiction le présidial avait également à se défendre contre le parlement de Paris qui avait de plus en plus tendance à évoquer directement devant lui certaines causes. De plus, sous l'inspiration du parlement le roi fut amené à restreindre à plusieurs fois la compétence du présidial. Nous n'insisterons pas sur l'histoire de ce conflit qui eut un caractère général et qui sort du cadre de notre étude. Nous soulignerons

1. A. D., Édit du roi donné à Marly au mois de mai 1715, enregistré à la Chambre des comptes.

seulement qu'en 1763 et 1777, le présidial de Blois désigna des délégués pour se joindre à ceux des autres sièges présidiaux et protester notamment contre l'édit draconien de 1777 qui supprimait les avantages accordés par l'édit de 1774 ¹.

2^o *Par la création d'offices* qui diminuait la valeur des privilèges en les vulgarisant et diminuait aussi les recettes en augmentant les parties prenantes ou ruinait la compagnie par l'obligation ou la nécessité du rachat.

Nous trouvons la première création dès 1543 époque à laquelle furent créés 4 sièges de conseillers c'est-à-dire avant les ordonnances de Moulins et d'Orléans de 1560, qui réunissaient en une seule compagnie les juges du présidial et du bailliage. En 1558, les offices avaient été rendus alternatifs mais l'édit fut révoqué moyennant une somme de 150.000 écus donnés par les officiers en retour d'augmentation de gages.

Un édit du roi de septembre 1633 avait porté création d'un nouvel office de président dans chacun des sièges présidiaux du ressort des cours du parlement de Paris ². La préférence était laissée aux anciens présidents et lieutenants des sièges. A Blois il fut levé par moitié par le président et le lieutenant général.

Un office d'enquêteur ayant été créé tous les officiers se réunirent pour l'acheter. Les enquêtes et interrogatoires du bailliage étaient faits tour à tour par les officiers qui se partageaient les gages ³.

En 1691, des charges de conseillers d'honneur trouvèrent peu d'amateurs à Blois ⁴. Un office de conseiller du roi, lieutenant général commissaire enquêteur et examinateur avait été racheté 22.000 livres ⁵.

En 1705, un édit de Louis XIV rétablit le 2^e président. Mais cette fois les officiers protestèrent non pas ouvertement, mais

1. A. N., Bibliothèque nationale, collection Joly de Fleury, l'Édit de 1774 portait la compétence au 1^{er} chef à 2.000 livres ou 80 livres de rentes en dernier ressort, au 2^e chef à 4.000 livres en dernier ressort.

2. A. M., E. 420, 17 C, 77, carton 22.

3. A. M., E. 420, 17 C. 77, carton 22.

4. A. N., G. 7, 4, 18.

5. A. M., E. 420, 17 C. 77, carton 22.

par leur peu d'empressement à lever l'office. Une déclaration du 21 novembre 1705 permit alors aux traitants de saisir les offices et d'en poursuivre la vente devant la cour des aides. Les officiers taxés d'office payèrent un acompte.

L'office ou charge des scellés et inventaires que la compagnie avait acheté leur fut enlevé sans indemnité ¹.

Enfin, à ces créations ou suppressions s'ajoutaient les augmentations de gages ou emprunts forcés. Le 9 décembre 1689 un édit attribuait aux officiers des présidiaux une augmentation de 140.000 livres de gages héréditaires avec exemption de tailles, impositions et autres charges publiques. Ces gages pouvaient se vendre ou se répartir entre les officiers.

Le 27 octobre 1693 nouvel édit, mais ces emprunts répétés épuisaient les corps. Le crédit baissait, les officiers ne trouvaient plus à emprunter, les créanciers demandaient des obligations solidaires à la fois sur les charges et les biens des officiers. Malgré les décisions prises à la pluralité des voix certains officiers hésitaient à engager leurs biens craignant des insolvables. Un arrêt du conseil d'état du 15 décembre 1693 décida que les résolutions prises à la pluralité des voix par les corps présidiaux seraient exécutées et que les officiers pourraient emprunter en nom collectif.

Un édit de juillet 1702 rétablit les exemptions de tailles, ustensiles et autres privilèges mais moyennant une nouvelle augmentation de gages. Cette fois, les officiers résistèrent ouvertement, les receveurs généraux saisirent les meubles, les officiers les cachèrent ou les firent saisir par des créanciers supposés. Un arrêt du conseil d'État du 15 janvier 1704 permit de saisir réellement les offices et de les vendre. Les officiers du présidial de Blois surchargés de taxes s'obstinèrent à ne pas payer ². Ils exposèrent ³ au roi qu'ils avaient payé depuis 1689 tant en achat d'offices et impositions extraordinaires la somme de 200.000 livres pour 15 officiers, qu'ils ont 125.000 livres de dettes et qu'ils offrent une somme de 15.000 livres dernier effort dont

1. Édit de mai 1715.

2. A. N., G. 7, 420, Lettre du contrôleur général.

3. A. D., Édit de 1715.

ils sont capables. Le roi accepta ne pouvant vouloir la ruine définitive du corps.

2° *L'élection et le grenier à sel.*

Nous avons vu les vicissitudes auxquelles était exposé le présidial, mais que dire de corps secondaires comme l'élection et le grenier à sel qui à la fin du XVIII^e siècle ne subsistaient guère que par l'impossibilité où le trésor se trouvait de racheter les offices.

Ces deux corps avaient à défendre d'une part leur monopole contre les empiétements du présidial qui tendait, tribunal de droit commun, à ramener à lui toutes les causes des juridictions d'exception et d'autre part, contre l'administration royale qui au fur et à mesure qu'elle se développait, tendait à éliminer toutes les juridictions ayant un caractère administratif.

Les officiers de l'élection avaient protesté contre les prétentions du présidial et avaient obtenu un édit¹ dans lequel le roi constatait leur différend avec les officiers du présidial. Il leur donnait attributions, rang et préséance immédiatement après les juges présidiaux, « ils auront leurs causes commises devant les gens tenant les requêtes de notre Palais à Paris. »

Du côté administratif, c'étaient surtout les bureaux de finances les grands adversaires de l'élection et du grenier à sel. Un arrêt du conseil d'État du roi du 3 juillet 1725 avait établi, à la suite des protestations des deux corps un règlement avec le bureau des finances de la généralité d'Orléans. Les officiers conservaient leur autonomie et leurs prérogatives mais ils devaient prêter serment devant le bureau des finances², et ne devaient pas installer parmi eux un officier qui n'aurait pas prêté serment. Ils en étaient solidairement garants et responsables.

Ils avaient en outre, comme tous les corps, à se défendre contre les créations d'offices.

1. A. D., F. 638, Édit du 28 juin 1687.

2. La prestation de serment de chaque officier rapportait 3 marcs d'argent au bureau des finances.

En 1687, le roi avait créé dans chaque élection deux conseillers élus et trois contrôleurs. De plus il avait été décidé que les officiers n'exerceraient plus que pendant un semestre. Comme nous l'avons vu les officiers protestèrent et obtinrent en partie gain de cause. Le roi ne créa que deux offices de conseillers avec faculté de les vendre à qui ils voudront car tous les membres n'étaient pas en mesure de payer leur part de la taxe de rachat ¹.

Le grenier à sel fut fortement exploité par le fisc. En 1704 furent créés des offices de contrôleurs, de receveurs, puis de contrôleurs de partage du sel. Une part de ces offices fut rachetée par la compagnie mais les autres ne trouvèrent pas d'acquéreur.

Ils finirent en fin de compte par subir un autre genre de disgrâce, un édit du 8 mai 1788 vint supprimer la juridiction de l'élection et du grenier à sel renvoyant toutes les causes devant le présidial. Ils ne devaient plus subsister que comme organe administratif en attendant de disparaître définitivement à la Révolution.

III. — LES COMMUNAUTÉS JUDICIAIRES

Les gens de robe étaient loin d'avoir des privilèges honorifiques aussi importants que les officiers royaux, ils venaient après ceux-ci mais étaient cependant considérés comme des notables bourgeois. Ils étaient exemptés du logement des gens de guerre, des tutelles, des curatelles, de la taille, du guet, de la garde et de la milice. Ils jouissaient du franc salé. Enfin, dans les cortèges ils venaient après les officiers royaux ².

Malgré ces privilèges assez minces chaque communauté en était extrêmement jalouse. Dans un mémoire ³ les notaires font observer « que les fonctions de notaires sont une espèce de magistrature d'autant plus belle et intéressante qu'elle est volontaire et libre. On ne peut disconvenir que cet office est noble par son exercice », et « qu'un huissier est un homme dont les fonctions

1. A. D., C. 92.

2. A. D., Édit de mai 1575 pour les notaires.

3. A. D., Étude Riquois, cote 1733.

sont les dernières et par conséquent dont les prérogatives sont très peu de choses... »

Cet état d'esprit, qui avait d'ailleurs son bon côté, explique les nombreuses querelles de préséances que nous retrouvons à chaque pas dans la vie des corps. Ce désir de prestige n'empêchait d'ailleurs pas ces compagnies de défendre avec acharnement leur monopole et leurs intérêts matériels.

1^o *Les avocats.*

Les avocats jouèrent comme toujours dans cette lutte un rôle effacé. Depuis qu'ils s'étaient séparés des procureurs, ils avaient su prendre un avantage sur eux si grand qu'ils n'avaient pas à lutter pour défendre leurs intérêts et privilèges que personne ne songeait à attaquer.

2^o *Les procureurs.*

Il n'en est pas de même pour les *procureurs*. Nous avons vu ailleurs les vicissitudes subies par cette malheureuse compagnie à travers les siècles. D'abord abandonnée par les avocats, puis à la suite de la suppression du monopole, envahie par les gens d'affaires, elle ne pouvait songer à s'organiser, à se discipliner et encore moins à défendre ses intérêts. C'était à cette époque l'autorité judiciaire qui établissait un minimum de discipline et indirectement défendait les intérêts des procureurs.

Un édit de Henri III du 4 janvier 1583 avait fixé à 30 le nombre des procureurs à Blois. Or, en 1604, il y en avait déjà 38 ; à cette époque un nommé Delaunay s'étant présenté au présidial pour être admis à succéder à son père, l'avocat du roi essaya de s'opposer, d'ailleurs sans succès, à cette réception. Aussi en 1664 ils étaient 41, mais un édit du mois d'avril de la même année les réduisit à 25. Cette fois le présidial changea d'avis et protesta disant que « le nombre de 25 n'est pas suffisant pour postuler au bailliage siége présidial et prévôté y réunie à l'élection, à la chambre des comptes, aux Eaux et Forêts, au grenier à sel, à la maréchaussée, à l'officialité qui sont toutes justices royales établies dans la dite ville et en d'autres subalternes, à quoi est

besoin de pouvoir pour le bien de la justice et le service des parties ¹ ».

A partir de l'édit de juillet 1572 érigeant les charges de procureurs en offices et établissant l'hérédité, la communauté commença à s'organiser. Un nouvel édit de 1620 leur accordant le titre d'officiers royaux leur donna un certain lustre, bien que ce titre n'entraîna pas pour eux l'attribution de gages, mais simplement le droit d'exercer leur profession. Au XVIII^e siècle, la communauté était complètement organisée et respectée. Elle était capable de se défendre et ne s'en privait pas plaidant pour délimiter ses attributions d'un côté contre les avocats, de l'autre côté contre les huissiers. Leur plus gros souci était la lutte contre la postulation, c'est-à-dire la sollicitation illicite des procès souci légitime puisque cette atteinte à leur monopole les privait des revenus de leurs charges. Les procureurs de Blois finirent par avoir gain de cause mais assez tardivement puisque ce n'est qu'en 1784 qu'un arrêt de la cour du parlement fut rendu en leur faveur ².

« ... Vu la requête présentée par les syndics et communauté des Procureurs du Bailliage et autres juridictions royales à ce qu'il plut à notre cour ordonner que les Édits, Arrêtés, Ordonnances et Règlement concernant les fonctions de procureurs, l'arrêt rendu en faveur des procureurs du Mans et celui des procureurs de Vendôme le 5 mai 1784 seront exécutés...

« En conséquence, ordonne que les parties ne pourront ester ni procéder en justice, tant en matière d'instruction que d'audience, qu'elles ne pourront obtenir aucune ordonnance des juges sur requête, tant en matière civile que criminelle sans le ministère des Procureurs... le tout à peine de nullité et de tous dépens... »

Si les procureurs avaient à défendre leurs monopoles ils avaient aussi à se défendre contre la création et la multiplication des offices. En 1777 la communauté obtint un édit du roi portant réduction du nombre des offices de procureurs au bailliage et siège présidial de Blois ³. A cette époque sur les 20 offices

1. A. D., série B, Liasse du baillage, 1664.

2. A. D., série F, 642, arrêt du 19 août 1784.

3. A. D., F. 637, 638.

créés à Blois par le roi sept étaient vacants aux revenus casuels et un huitième avait été levé par un procureur du Mans, Landereau et un neuvième venait d'être résigné en faveur d'un nommé Courbet. C'est à l'occasion de la réception de ce dernier que les procureurs avaient protesté. Le roi décida :

« ARTICLE PREMIER. — Le nombre des offices de procureurs en notre bailliage et siège présidial de Blois sera et demeurera réduit à l'avenir et fixé à perpétuité à celui de douze, sans qu'il puisse être augmenté, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, même en vertu de la réserve portée par notre déclaration du mois de mars 1672.

« ART. 2. — Avons en conséquence éteint et supprimé, éteignons et supprimons dès à présent, les sept offices de procureurs actuellement vacants en nos revenus casuels, ensemble celui dont a été pourvu le nommé Landereau.

« ART. 3. — Ordonnons que l'indemnité qui sera due à raison de l'office supprimé de Landereau sera payée au dit Landereau par les titulaires des douze offices ci-dessus réservés suivant le règlement qu'ils en feront entre eux à l'amiable ou suivant la liquidation qui en sera faite en notre conseil en la manière accoutumée.

« ART. 4. — Voulons que la somme, que la communauté desdits procureurs sera dans le cas de payer pour ladite indemnité, tienne lieu d'augmentation de finance, tant pour ladite communauté que pour chacun des pourvus desdits offices. »

Nous avons tenu à citer cet édit car il montre bien le mécanisme des cessions d'offices, les créations ou suppressions ainsi que le financement des offices.

Les procureurs ne devaient pas profiter longtemps de ces deux victoires et ils allaient finir d'autant plus tristement que ce serait de la main d'un Blésois. En effet, c'est Dinochau, avocat au présidial de Blois, député du Tiers état qui fit décréter à la séance de la Constituante du 23 décembre 1790 la suppression des procureurs et l'institution des défenseurs officieux ¹.

1. Dupré, *Histoire de Blois*, t. II, p. 130.

3^o *Les notaires.*

Les notaires formèrent de bonne heure une compagnie sérieuse et unie ce qui leur permit de se défendre vigoureusement. Ce fut heureux pour eux car rarement compagnie fut soumise à plus rudes épreuves. Ceci tenait à leur origine : Ayant été au début des officiers publics dépendant de la juridiction prévotale c'est avec regret que les juges avaient vu se détacher d'eux des fonctions fort rémunératrices. D'autre part, le roi toujours très porté à créer des offices ne s'en privait pas dans une profession qui, du fait de ses attributions, était soumise à un contrôle très serré de la part de l'administration. En plus de ces créations d'offices la communauté luttait pour empêcher la création de nouvelles charges de notaire et essayait de diminuer le nombre de celles existantes.

Créations et réductions de charges. — Une ordonnance de janvier 1575 de Charles IX créa quatre nouvelles charges de notaires royaux en chaque bailliage du ressort du parlement de Paris. Devant la protestation des notaires le parlement, dans son arrêt de vérification du 3 août 1575 ajoute « à charge que les premiers offices de notaires qui viendront à vaquer par mort seront supprimés ¹ ».

En 1627 on trouve une création des contrôleurs des contrats des notaires royaux qui étaient en réalité de véritables notaires. Les communautés durent cette fois les racheter ².

En novembre 1642 un édit rétablit les charges de gardes notes mais le roi ne trouvant pas d'acheteur révoqua l'édit par une déclaration du 1^{er} mars 1645 et ordonna le rachat et la revente de tous les offices de notaires, tabellions, gardes notes et contrôle par un même contrat « les ayant pour cet effet unis et incorporés ¹ ». Cette fois encore les notaires ne s'étaient pas laissé faire.

Les édits de réduction de décembre 1663 et avril 1664 ramenèrent à 10 le nombre des notaires dans les villes de bailliage. Les considérants de l'édit sont assez curieux il est dit : « Les

1. A. N., A. D., 11, 20 et 21.

offices en grande partie créés pour subvenir aux dépenses de la guerre, n'ont été que trop facilement occupés et levés aux parties casuelles par leurs titulaires pour se soustraire aux charges croissantes de la taille. Les titulaires infinis de ces offices ¹ au lieu de cultiver la terre et de s'adonner au commerce, ont abandonné l'un et l'autre et par une vaine affectation d'être officiers, se sont tirés de la condition de leurs pères... »

Pour appliquer ces textes il avait été dit que les notaires conservés devaient lever de nouvelles lettres de provision sans lesquelles ils ne pourraient payer l'annuel, or, le non-paiement de cet annuel entraînait la privation du droit de cession ou de transmission de l'office.

Les notaires protestèrent et un arrêt du conseil du 3 février 1665 fait ressortir les protestations des intéressés en même temps que l'embarras du roi à établir les nouvelles lettres. On n'avait pas prévu d'indemnités et les notaires demandaient qu'on attendit la mort pour supprimer l'office ². L'édit décida que seuls seraient supprimés ceux qui viendraient à décéder du nombre des non réservés et en plus un par an en commençant par le dernier reçu. Une longue lutte s'engagea alors entre les réservés et les supprimés, ces derniers demandant que les premiers paient une indemnité. A la suite de tous ces procès le roi revint sur sa décision et un arrêt du conseil du 20 septembre 1672 ³ constata le rétablissement des offices.

Cependant, à partir de 1760 on constata un mouvement de rachat des charges par la communauté, mouvement encouragé par le roi. En 1773 à Blois on ne trouve plus que neuf notaires royaux, nombre qui subsistera jusqu'à la Révolution.

Créations d'offices. — Outre ces créations déguisées de charges, la royauté créa de nombreux offices. Un édit de 1556 crée les maîtres priseurs vendeurs de meubles, en 1639 création des gardes scels spéciaux des contrats, en 1640 des gardes scels des exploits, en 1696 trésoriers des bourses communes, toujours la même année des conseillers gardes scels, en 1702 les notaires

1. L'édit vise également les procureurs et les huissiers.

2. A. N., E., 1728.

3. A. N., A. D., 11 20.

arpenteurs priseurs de terre, en 1704 les notaires des greniers à sel réunis d'ailleurs la même année aux notaires royaux, en 1706 syndics de notaires et les parapheurs de registre de bourse commune, en 1707 syndics gardes scels.

Après bien des luttes tous ces offices finissaient par être supprimés ou à défaut rachetés par la communauté, nous en donnerons quelques exemples.

Un édit de novembre 1696 avait, pour ramener l'uniformité dans le montant des droits de sceaux et le mode de leur perception, supprimé tous les offices de garde scels antérieurs à 1688 et établissait à Blois, siège de justice royale, un conseiller garde scel des sentences et contrats. Les avantages attribués à cet office n'ayant pu attirer les amateurs, une déclaration du 18 juin 1697 divisa l'office en deux : gardes scels aux sentences et gardes scels aux contrats. Les notaires qui avaient déjà les petits scels furent autorisés à racheter ces derniers, puis on étendit la possibilité de rachat à toutes les communautés de notaires. Ceux-ci boudèrent et devant leur refus l'édit d'août 1706 supprima l'office ¹.

Un édit de mars 1673 créa l'office de greffier d'arbitrage et de compromission, ces officiers avaient en outre le droit d'exercer les fonctions de notaire. Protestation des notaires qui obtinrent un arrêt du 27 janvier 1674 les autorisant à réunir ces offices à leurs charges.

Un édit de 1691 créa des notaires apostoliques qui avaient le droit exclusif de recevoir les actes concernant les matières bénéficiales. Les notaires demandèrent à réunir ces fonctions ce qui fut accordé moyennant finances. Dans certaines villes les offices furent rachetés par la communauté, dans d'autres par quelques notaires. A Blois les deux offices ainsi que celui de Vendôme avaient été achetés par des notaires royaux de Blois ².

En 1702, les notaires de Blois avaient également réuni à leurs charges l'office de commissaires et greffiers pour les scellés dans les endroits où la justice appartenait au roi. Ces offices

1. A. N., A. D., 11 21.

2. A. D., Étude Riquois, cote 1733.

créés par un édit du mois de mars 1702 avaient été réunis par un arrêt d'août 1703 ¹.

Enfin, les notaires devaient lutter pour défendre leurs attributions vis-à-vis d'autres corps : le présidial, les notaires de la campagne, les procureurs.

Les rapports avec les officiers *du présidial* découlaient de la distinction entre la juridiction contentieuse et la juridiction volontaire réunies primitivement dans le bailli. De l'ancienne confusion subsista toujours la subordination hiérarchique des notaires aux officiers du bailliage. Cette lutte nécessitait de la part des notaires un certain courage, elle fut une des causes de leur situation toujours précaire.

C'est surtout l'attribution de la confection des inventaires et partages qui fut la cause de nombreuses difficultés. Les magistrats prétendaient y procéder en certains cas. Le bailli à l'origine pouvait faire des inventaires après décès et des liquidations de succession. L'institution du notariat lui avait enlevé ces attributions. D'un autre côté il avait toujours existé auprès du bailli des enquêteurs érigés en 1515 en titre d'offices. Plus tard, en 1586 Henri III institua des commissaires examinateurs supprimés en 1588 puis rétablis par Henri IV en 1596. Ils avaient pouvoir de faire les inventaires des biens meubles et immeubles et les partages. Les deux fonctions furent réunies en office des commissaires enquêteurs au nombre de quatre par présidial (édit d'octobre 1693). Or, ces offices avaient été réunis aux offices de premiers juges du siège presque partout. Nous avons trouvé une quittance de 20.000 livres pour l'office de lieutenant général et commissaire enquêteur examinateur au bailliage et présidial de Blois, ce qui nous montre que l'opération avait été faite à Blois.

De tout ceci, les officiers du présidial tiraient prétexte pour procéder aux inventaires et aux partages non seulement dans les cas judiciaires mais dans tous les cas.

Après bien des luttes la communauté de Blois obtint gain de cause auprès du parlement qui par un arrêt du 21 janvier 1743 ²

1. A. D., Étude Riquois, cote 1733.

2. A. M. E., 430-8 c. 77, carton 39, Arrêt du Parlement rendu en faveur des notaires, gardes notes du roy de la Ville de Blois contre MM. le lieutenant général et les autres officiers du bailliage de Blois.

au sujet « des inventaires entre majeurs, mineurs et absents, volontaires ou ordonnés en justice même des faillites et des partages et tous autres actes volontaires ». Cet arrêt « obtenu par les doyens, syndics et communauté des notaires » disait « qu'il soit fait défense au lieutenant général de Blois, autres officiers du siège et à tous autres de s'immiscer hors des cas royaux, en la confection des dits inventaires ». Plus heureux que ceux de Tours les notaires de Blois trouvèrent un huissier pour signifier l'arrêt au lieutenant général ¹.

Les notaires royaux qui ne résidaient pas au chef-lieu de la juridiction dont ils ressortissaient étaient désignés sous le nom de notaires du *plat pays*, plat étant pris dans le sens de non fortifié. Leurs empiétements sur les fonctions du notaire de chef-lieu constituaient ce qu'on appelait alors des faits de corbinage. En réalité à Blois les notaires de campagne n'empiétèrent pas sur la ville, les difficultés vinrent au contraire de ce que les notaires de Blois prétendaient instrumenter dans tout le comté. Nous avons disaient-ils « le droit incontestable d'instrumenter dans le bailliage et encore dans tout le comté de Blois... Depuis plus de cent ans le titre est établi de notaire royal en la ville, comté et bailliage, titre donné par les commissaires nommés par Henri IV en 1597. Ce titre a été confirmé plusieurs fois dans des lettres de provisions ² ». Ce droit contesté par les notaires de la campagne donna lieu à un procès que les notaires de Blois gagnèrent. Un arrêt de la Cour du Parlement de Paris du 18 mai 1647 ³ décida que « les notaires de Blois seraient maintenant et gardés en la possession et jouissance d'instrumenter dans toute l'étendue du comté et bailliage de Blois, même dans les collocations des dits notaires royaux des champs quand ils seront appelés... ».

La communauté dut intervenir pour sa défense dans un genre d'affaires un peu différent. Nous avons vu que dans le cours du XVIII^e siècle le ressort du baillage de Blois fut diminué par l'érection en justice seigneuriale de Romorantin, Saint-Aignan,

1. A. M. E., 430, 8 C. 77, carton 39, Signification de l'arrêt à la date du 13 février 1763.

2. A. D., Étude Riquois, 1733, Mémoire au marquis de Menars.

Levroux et Menars. C'est à l'occasion de la création du marquisat de Menars que des difficultés surgirent. Les officiers du marquis se plaignirent au présidial de ce que les notaires de Blois instrumentaient dans les paroisses du marquisat. Le bureau de la communauté adressa un mémoire au marquis ¹ dans lequel il précisait : « ... il n'y a pas là d'entreprise contre vos droits... le droit des notaires d'instrumenter dans tout le comté s'étend même sur les paroisses qui composent le marquisat et qui ont été détachées du bailliage, car les paroisses sont toujours du comté et régies par la coutume du comté... le même droit leur a été maintenu à Romorantin et à Saint-Aignan... ». Ils obtinrent gain de cause mais une difficulté se présentait, les notaires avaient acheté l'office de commissaire et greffier des scellés or ils ne pouvaient l'exercer que là où il y avait une justice royale, donc dans le marquisat, ils perdaient leurs privilèges. Ils réclamèrent de ce fait une indemnité au marquis. Nous n'avons pas trouvé de preuves qu'ils aient obtenu satisfaction.

Les querelles avec les *procureurs* ne semblent pas à Blois avoir dépassé les questions de préséances. Les procureurs voulaient marcher avec le tribunal dont ils prétendaient faire partie ; les notaires en qualité de juges volontaires voulaient prendre rang après les juges de la juridiction contentieuse. En fait ils eurent toujours le pas sur les procureurs.

Nous allons examiner ici une charge qui pesa lourdement sur tous les officiers de justice en général, ce sont les *Impositions et taxes extraordinaires*. En plus des créations de nombreuses taxes venaient charger les officiers. Une de ces taxes particulières fut la confirmation d'hérédité, elle fut prélevée à diverses reprises notamment en 1672 et en 1701 et ce ne fut qu'à partir de la déclaration du 9 août 1722 déclarant tous les offices casuels et admis au prêt et à l'annuel que les officiers furent tranquilles ².

Une autre taxe était la taxe de joyeux avènement. Tous les officiers du royaume, étaient soumis régulièrement à chaque

1. A. D., Étude Riquois, cote 1733.

2. L'annuel fut fixé au 1/60^e et le droit de mutation au 1/2^e de la finance de l'office et des offices réunis.

changement de règne à cette taxe qui tirait son origine des privilèges, appelés joyeusetés, que tout nouveau roi à l'occasion de son avènement, accordait, souvent moyennant finance à des abbayes, à des corporations ou à des villes. Le roi en montant sur le trône levait un droit sur tous les officiers en charge et qu'il maintenait dans leurs fonctions.

Ce droit était fondé sur le principe que la volonté du souverain n'engageait pas ses successeurs, aussi au commencement du règne tous les offices étaient vacants et les officiers ne pouvaient continuer l'exercice de leurs charges qu'en vertu de lettres de confirmation.

Cet impôt pesait d'autant plus lourdement sur les officiers que leur sacrifice servait souvent à des fins étrangères au bien de l'État. Henri II fit don des taxes sur les officiers à Diane de Poitiers ce qui faisait dire à Brantôme « on trouva le don fort étrange et immense... la dite dame n'abusa point de ces deniers, car elle fit construire cette belle maison d'Anet, qui servira à jamais de belle décoration à la France ¹ ».

Le recouvrement de ces taxes était confié à des traitants qui en faisaient l'avance au trésor, d'où de nombreux procès entre les traitants et les notaires ; les commis des traitants n'hésitaient pas à faire exécuter brutalement d'où pourvoi au conseil et des instances fort longues et coûteuses.

En résumé, seule la communauté permit à tous ces gens de vivre car chacun isolé eût fatalement succombé à une lutte qui, malgré leur union ne laissait de leur être fort préjudiciable. Un rapport de finance du 17 janvier 1717 dépeint leur misère ².

« On juge à propos de taxer un corps d'officiers. Chacun dans la mesure de son pouvoir, fait des efforts pour payer, afin d'éviter les vexations du traitant, de ses commis et des huis-siers. La moitié satisfait en se privant du nécessaire ; l'autre moitié est absolument hors d'état de fournir ce qu'on peut exiger. Le traitant renseigné compose, obtient une déclaration de solidarité au moyen de laquelle il rend tout le corps responsable de ce qui manque du côté de ceux qui n'ont pu fournir. Il poursuit

1. Brantôme, *Vie des hommes illustres*, t. II, p. 10.

2. Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de France*, p. 511.

de nouveau ceux là même qui ne doivent rien de leur chef. Exécutions, ventes de meubles, garnisons, il n'y a de sorte de cruautés qu'il n'exerce à leur égard et nous avons vu pendant cinq ou six années, presque tous les officiers de compagnies de province réduits, par cette solidarité à avoir pour tout meuble un lit sans rideaux, une marmite de fer et des cuillers de bois. Cette coutume devint si commune qu'il passa en proverbe que c'était être meublé « à l'ordonnance ». »

IV. — LES CORPS DES PROFESSIONS LIBÉRALES

Dans ces corps moins la situation morale était forte, plus la défense des intérêts était dure et nécessitait l'union.

Cependant, l'ingérence du pouvoir central, sauf chez les per-ruquiers, se faisait moins sentir et la création des offices ne se posait pas d'une façon aiguë.

Aussi, chez les *médecins* trouvons-nous une organisation très réduite car nous l'avons dit, leurs intérêts matériels étaient défendus par la justice, la profession étant sévèrement interdite à tout individu non diplômé. Leurs prérogatives et privilèges étaient défendus par l'Université. Faisant partie des notables bourgeois ils avaient dans une petite ville comme Blois une situation d'autant plus privilégiée que leur contact avait été fort étroit avec les rois et la cour durant le *xvi^e* siècle.

Pour les *chirurgiens* la situation était bien différente. Nous ne parlerons pas ici de leur longue lutte contre les médecins et les barbiers pour arriver à une situation autonome, ceci n'était pas particulier à Blois et le combat fut surtout mené à Paris, les chirurgiens de province n'ayant que profité des avantages reconnus à la communauté parisienne. Même lorsque leur situation fut bien établie les chirurgiens eurent à se défendre contre les corps voisins : médecins, barbiers et apothicaires, les charlatans et aussi à maintenir leurs privilèges sur des groupes de chirurgiens d'autres villes du baillage.

Nous verrons les procès avec les corps voisins lorsque nous étudierons ceux-ci. Nous allons insister sur une affaire non pas à

proprement parler de charlatan, mais d'empirique qui émit fortement la communauté au début du XVIII^e siècle car elle remettait en question toutes les prérogatives gagnées par les chirurgiens. Un nommé Regnard, logé à l'hôtel du Cygne au Bourg-Neuf se disant « restaurateur du corps humain » pratiquait la pose d'appareils sans aide de chirurgiens. Il continuait le métier qu'avait exercé avant lui son oncle. Depuis longtemps les chirurgiens se plaignaient de ses interventions lorsqu'un d'eux ayant posé un appareil à un malade de Vienne, Regnard survint, enleva l'appareil et le jeta à terre en disant que le chirurgien était un ignorant. Le chirurgien soutenu par la communauté attaqua Regnard devant le présidial. Lors du procès le procureur du roi prit fait et cause pour Regnard disant « que le public a grand intérêt qu'il fasse l'exercice de son art en cette ville ». Le tribunal repoussa la requête des chirurgiens¹. Le même jour ceux-ci firent appel devant le grand conseil du roi qui siégeait alors à Blois au couvent des Cordeliers. Ils demandèrent « que soit expressément défendu à toute personne de quelque qualité et condition qu'elle soit de faire profession et exercice du dit état de chirurgien sans être licencié par le premier chirurgien ou ses lieutenants », de plus ils demandent que pour ces questions le grand conseil soit seul compétent « en vertu de l'ordonnance d'évocation générale ». Le 18 juillet 1619 les échevins déposèrent une requête au grand conseil et demandèrent à être partie intervenante contre les chirurgiens, « la dite ville et ses habitants ont grand intérêt que le dit Regnard soit maintenu au droit qui lui est adjugé par ladite sentence (du présidial) en ayant égard au bien que le public reçoit du dit Regnard en l'exercice de sa charge pour un office que les dits chirurgiens ne voudraient faire pour trente fois autant, voir traitant la plus part du menu peuple, sans en tirer aucun salaire et exerçant sa charge par charité, joint que ledit Regnard a une grâce et science particulière de remettre les os disloqués et les fractures, ce que lesdits chirurgiens la plupart du temps ne peuvent faire ».

Le 9 août 1619 malgré toutes ces bonnes raisons le grand con-

1. A. D., série B, sentence du présidial du 19 juin 1619.

seil donna grande cause aux chirurgiens et annula les sentences du présidial ¹.

Enfin, une autre question importante pour les chirurgiens fut la conservation de leur ressort de juridiction. Aux termes des différents règlements pour les maîtres en chirurgie établis en province il ne pouvait y avoir de communauté que dans les lieux où le premier chirurgien du roi avait droit de commettre un lieutenant et il n'avait ce droit que dans les villes où il y avait un archevêché, un évêché, un parlement, une chambre des comptes, une cour des aydes, ou un baillage ².

Or, le lieutenant du roi exerçait une sorte de juridiction sur tous les maîtres établis dans le ressort de la communauté. Une déclaration du 24 février 1730 avait cependant décidé que dans les villes où il y aurait au moins 6 chirurgiens le premier chirurgien du roi pourrait nommer un lieutenant, mais ce privilège avait été supprimé par une autre déclaration du 3 septembre 1736 et depuis cette date c'était la dignité de la ville qui primait et non le nombre des chirurgiens. L'article 9 des statuts des chirurgiens de province ³ décidait que les maîtres établis dans une ville où le premier chirurgien peut nommer un lieutenant, pouvaient former un « corps de communauté » et l'article 4 qui limitait les bornes de la juridiction du lieutenant voulait que celui-ci réside dans la ville où il y a le baillage.

D'après ces différents règlements, l'action de la communauté de Blois s'étendait primitivement sur tout le bailliage de Blois, mais l'érection de Châteauroux en pairie, leur avait enlevé une partie du Berry, de même l'érection de Romorantin, Saint-Aignan et Menars en marquisats leur avait enlevé de nombreuses paroisses d'où une grande diminution de leur prestige. Or, voilà qu'en 1764 les chirurgiens de Châteaudun, jusqu'à ce jour dépendant de Blois, voulurent se former en communauté indépendante et ils étaient soutenus par les échevins de Châteaudun. Les maîtres de Blois n'hésitèrent pas et ils entamèrent un procès non seulement contre les chirurgiens de Châteaudun

1. A. D., Registre de la prévôté, f° 14 et suivants.

2. A. 09, Édit de septembre 1723.

3. Statuts enregistrés au parlement le 1^{er} août 1731.

mais encore contre les « échevins et habitants de ladite ville¹ ». La question était de savoir si « la communauté des maîtres en chirurgie de la ville de Blois est en droit de prétendre qu'il ne peut y avoir un lieutenant et une communauté de chirurgiens en la ville de Châteaudun et si les particuliers qui exercent la chirurgie dans cette ville doivent être soumis à l'inspection du lieutenant et de la communauté de Blois, y être examinés et y prendre des lettres de maîtrise ». L'argumentation des chirurgiens est nette : Châteaudun ne peut avoir de lieutenant du premier chirurgien, or sans lieutenant pas de communauté, et comme *il est impossible que les chirurgiens, qui y sont établis, soient sans chef et sans être membres de quelques corps²*, ils font partie de la communauté de Blois. Nous touchons là sur le vif l'esprit de cette époque où on ne concevait pas que quelqu'un exerçant une activité quelconque dans la nation ne fût pas partie d'un corps.

Les apothicaires avaient à défendre leur monopole à la fois contre les chirurgiens et les épiciers. Nous retrouvons là le fond de la lutte de chaque corporation ; se défendre contre les empiétements des deux professions entre lesquelles évolue la communauté. Ils devaient en outre lutter contre les charlatans et les forains et enfin défendre leurs privilèges et leurs droits de juridiction.

Les chirurgiens, qui avaient pourtant fort à faire pour défendre leur situation, se mêlaient souvent de fournir en plus des appareils de chirurgie, des pommades et des médicaments à leurs clients. C'était probablement une habitude de leur ancien métier, car avant d'avoir changé les bassins blancs contre les bassins jaunes³ ils vendaient de la parfumerie et des savons. A chaque infraction les apothicaires réagissaient énergiquement contre le délinquant, comme en 1684⁴ et en 1726 où un arrêt du 20 février semblait régler définitivement la question⁴. Or

1. A. M., E., 430-8, c. 77, carton 39, mémoire pour la communauté des maîtres en chirurgie de la ville de Blois et contre la ville de Châteaudun.

2. A. M., E. 430, 8 C. 77, cart. 39, mémoire pour la communauté des maîtres en chirurgie de la ville de Blois contre la ville de Châteaudun.

3. Les perruquiers avaient une boutique peinte en bleu avec pour enseigne des bassins blancs, au contraire les chirurgiens avaient des bassins jaunes.

4. A. D., F. 678, registre des apothicaires.

il n'en était rien et le 13 août 1732 contravention fut faite à un sieur Cornet maître chirurgien en Vienne, qui fut assigné par la communauté « pour se voir condamner conformément à l'arrêt obtenu pour avoir fourni des remèdes intérieurs ¹ ».

Les procès étaient bien plus nombreux avec les épiciers, ce qui était normal puisque les deux communautés avaient été réunies dans le passé ; mais incidence curieuse comme de leur côté, les merciers, toiliers et quincailliers empiétaient sur le commerce des épiciers, il arrivait qu'ils se trouvaient également en conflit avec les apothicaires. Le 8 mars 1724 un épicier ayant vendu des drogues composées la communauté demanda une descente de justice chez le délinquant ². A la fin du XVIII^e siècle un long procès fut engagé contre les merciers. L'affaire fut menée vigoureusement ³ les apothicaires obtinrent à leur avantage quatre sentences de la police de la ville du 23 mai et 17 décembre 1772 et des 20 mars et 8 mai 1773, puis un arrêt du conseil supérieur du 29 décembre 1773 confirmant ces sentences. Des marchandises furent saisies chez des merciers puis jetées à la Loire. Les merciers firent appel au parlement qui donna encore raison aux apothicaires par un arrêt du 10 juillet 1773 mais on ne sait pour quelle cause le conseil du roi le 26 avril 1774 cassa cet arrêt. Les apothicaires poursuivirent le procès qui n'était pas terminé à la Révolution.

Les apothicaires durent se défendre contre un concurrent d'un genre différent, cette lutte ne tourna d'ailleurs pas à leur avantage et ils durent s'incliner après avoir dépensé beaucoup d'argent. Les religieuses de l'Hôtel-Dieu avaient une pharmacie pour les besoins de l'hôpital où elles « composaient et débitaient toutes sortes de médicaments ». Les apothicaires voyant là une atteinte à leur monopole attaquèrent les religieuses et les administrateurs devant le baillage en 1661, ils furent déboutés mais décidèrent de porter l'affaire devant le conseil ⁴. Tout au

1. A. D., F. 678, registre des apothicaires, 13 août 1732.

2. Registre des apothicaires, 8 mai 1724.

3. *Id.*, 13 février 1774 et mai 1774, et A. M., F. F. 4, f^o 45, sentence de police, audience du 3 mai 1773.

4. A. D., Registre des apothicaires, 27 février 1663.

long des délibérations nous trouvons des échos de ce procès : condamnations, emprunts, appels, finalement en 1668 ils furent déboutés par le parlement et condamnés aux dépens.

Nous venons de voir combien ils étaient jaloux de leur monopole, aussi attaquaient-ils tout individu qui se mêlait de leur métier. En 1691, un nommé Marc le Coq sieur de Bellefond « fameux charlatan »¹ fut assigné par la communauté pour comparaître extraordinairement et montrer en vertu de quels privilèges il prétendait débiter des « prétendus médicaments ». Ayant fait défaut à l'audience où fut jugé le fond de l'affaire, il fut de nouveau condamné par défaut. Dégoûté de la réception, il partit nous dit le registre « vendre à Contres et à Herbault le reste de sa marchandise ». La communauté alla même jusqu'à attaquer, en 1776, un jugement du présidial qui autorisait « deux femmes à donner des lavements à la ville » et pour une affaire assez modeste elle décida « d'en appeler au parlement et de participer aux frais du procès jusqu'à la fin »².

Comme chez les chirurgiens la communauté des apothicaires était formée de tous les maîtres exerçant dans le ressort du baillage. Les aspirants de Châteaudun, Romorantin, Vendôme, Levroux et Vatan étaient reçus à Blois. A la fin du xvii^e siècle une difficulté surgit, les maîtres de Levroux et Vatan refusèrent de venir passer leurs examens à Blois, la communauté les fit assigner par huissier³. Le procès traîna en longueur durant cent ans et en 1789 les maîtres de Levroux et Vatan « ayant fait réflexion qu'ils allaient s'embarquer dans un procès de conséquence dont le succès était tout à fait douteux », demandèrent un accord et vinrent passer l'examen. Notons en passant que ces préoccupations datant du 10 novembre 1789 montrent combien les citoyens de cette époque même des classes instruites, étaient loin de se rendre compte de l'importance des événements qui se déroulaient alors.

La communauté des *perruquiers* eut surtout à soutenir les mêmes luttes que les corps de commerce, mais corps peu heureux,

1. *Id.*, 28 mai 1691.

2. *Id.*, 20 janvier 1676.

3. *Id.*, 22 juillet 1687.

elle s'inclina toujours devant les exigences du fisc. Peu de communautés empiétaient sur ses attributions. En 1771 nous le voyons faire saisir par huissier l'enseigne et les ustensiles « d'un intrus qui exerçait en Vienne sans brevet ¹ ».

Elle voulut malheureusement soutenir comme les chirurgiens et les apothicaires un procès contre les perruquiers de Romorantin qui refusaient de prendre commission à Blois. Condamnée par le présidial de Blois, elle fit appel au parlement de Paris, le lieutenant fit plusieurs voyages aux frais de la communauté qui avait dépensé 800 livres lorsqu'elle apprit que le conseiller rapporteur avait égaré le dossier ; découragé, le bureau décida d'abandonner le procès ².

V. — LES CORPS DE COMMERCE ET LES COMMUNAUTÉS DE MÉTIERS

Si la corporation a pour essentiel devoir de se discipliner ; elle a d'autre part le droit incontestable de défendre les intérêts de la profession ³. Ce n'est d'ailleurs pas une mince besogne car la communauté doit à la fois :

- 1° Défendre son monopole corporatif ;
- 2° Éviter les empiétements des métiers voisins ;
- 3° Lutter contre les forains ;
- 4° Résister aux exigences fiscales du roi.

1° *Le monopole corporatif.*

La corporation a-t-on dit n'avait qu'un but : maintenir le privilège des maîtres. Dans le préambule de l'édit de février 1776, Turgot dit :

« Dans presque toutes les villes de notre royaume, l'exercice des différents arts et métiers est concentré dans les mains d'un petit nombre de maîtres réunis en communauté, qui peuvent seuls, à l'exclusion de tous autres citoyens, fabriquer ou vendre les objets de commerce particulier dont ils ont le privilège

1° A. D., Registre des perruquiers, séance du 21 juillet 1771.

2° *Id.*, 1^{er} mars 1752.

3° Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 150.

exclusif ; en sorte que ceux de nos sujets qui, par goût ou par nécessité, se destinent à l'exercice des arts et métiers ne peuvent y parvenir qu'en acquérant la maîtrise à laquelle ils ne sont reçus qu'après des épreuves aussi longues et aussi nuisibles que superflues, et après avoir satisfait à des droits ou à des exactions multipliées, par lesquelles une partie des fonds, dont ils auraient eu besoin pour monter leur commerce ou leur atelier, ou même pour subsister, se trouve consommée en pure perte.

« Toutes les classes de citoyens sont privées du droit de choisir les ouvriers qu'ils voudraient employer, et des avantages que leur donnerait la concurrence pour le bas prix et la perfection du travail. On ne peut souvent exécuter l'ouvrage le plus simple sans recourir à plusieurs ouvriers de communautés différentes sans essuyer les lenteurs, les infidélités, les exactions que nécessitent ou favorisent les prétentions de ces différentes communautés et les caprices de leur régime arbitraire ou intéressé. »

Le rapport de M. Dallarde à la séance de l'Assemblée nationale du 15 février 1791 reproduit en les résumant les arguments de Turgot. Nous disons bien arguments car en fait comme dans les deux cas on voulait l'abolition des corporations, on ne prenait que le mauvais côté de ce monopole. Comme l'a fort bien montré M. Olivier-Martin, si l'on en est arrivé à une réglementation ce n'est pas comme le dit l'édit de 1776 dans un but purement fiscal mais parce que « s'il (l'ancien régime) connaissait les inconvénients inévitables d'un régime de réglementation qui appelle des interventions continuelles, il ne connaissait pas moins les inconvénients de la liberté qui pour lui était tout simplement l'anarchie ; la plupart de ces métiers avant d'avoir été organisés en corporations, avaient été des métiers libres et les difficultés qui étaient résultées de cette anarchie primitive du métier étaient plus graves encore socialement que celles qui résultaient de son organisation en corporation ¹ ». Nous irons plus loin, les statuts étaient sans doute proposés par la communauté mais avant d'être acceptés ils étaient soumis à une enquête minutieuse où intervenaient non seulement les représentants des

1. *Id.*, p. 157.

autres métiers mais encore les échevins, l'intendant et dans certains cas l'avis du conseil du commerce ¹. Enfin, et nous le verrons plus loin, la corporation était un corps subordonné et l'autorité supérieure pouvait facilement corriger les abus du monopole si elle avait pu se dégager de ses préoccupations fiscales. Quoi qu'il en soit, puisque nous voulons nous tenir dans une étude stricte des faits nous allons voir les multiples précautions insérées dans ce but dans les statuts, puis la vigilance avec laquelle les corps surveillaient les infractions.

Les statuts des bonnetiers sont particulièrement développés, ils sont d'autant plus intéressants que le métier fut tardivement transformé en métier juré. Ils ne datent que de 1732 ², l'article 9 fait « défense à tous cardeurs, peigneurs de laine et foulons de vendre et débiter aucun ouvrage de bonneterie sous peine de confiscation ou d'amende ». L'article 30 défend également « à toute personne de quelque qualité ou condition qu'elle soit, de fabriquer dans la ville et fauxbourg de Blois, aucun ouvrage au métier qu'elle n'ait été reçue maître ». L'article 31 pousse la précaution jusqu'à défendre « aux maîtres d'associer avec eux directement ou indirectement aucune personne non reçue à la maîtrise » et l'article 32 « défend aux apprentis et compagnons demeurant chez le maître de vendre ou acheter aucun ouvrage du métier ». L'article 33 interdit aux taverniers, hôteliers, boulangers, revendeurs et toutes autres personnes d'acheter, de prendre en gage ou paiement des ouvriers et domestiques aucun ouvrage du métier. Enfin, ultime mesure, l'article 34 défend expressément aux forgers, taillandiers serruriers et armuriers de construire des métiers sauf pour les maîtres de même ils doivent éviter que des modèles partent en dehors de la ville et les maîtres ne peuvent vendre un métier sans en indiquer la destination. |

En général les statuts interdisent à toute personne non reçue maître de s'immiscer dans le métier, art. 9 chez les taillandiers, pourpointiers, art. 20 chez les cordonniers, savetiers, art. 8, potiers d'étain (art. 3), horlogers (art. 10), joueurs d'instruments

1. A. N. F., 12, 756, enquête sur les statuts des ciergiers, épiciers de Blois.

2. A. M., F. F. 2, f° 1, enregist. des statuts des bonnetiers le 8 juin 1748.

(art. 7 et 8), merciers (9 et 10), pâtisseries (art. 3 et suivants), rôtisseurs (art. 2, 8 et suivants), ciers, épiciers (art. 4 à 11), bouchers (art. 1, 7, 16 et 20), fourbisseurs d'épée (art. 12 et suivants), serruriers (art. 4 et 5), taillandiers (art. 11).

Les jurés de chaque communauté tenaient la main à l'exécution de ces statuts. En 1588 un boulanger avait fait œuvre de potier d'étain, attaqué devant la prévôté par la communauté. il fut sévèrement condamné ¹. En 1607, un potier non reçu maître qui avait fabriqué et vendu des objets d'étain fut, à la demande des « maîtres jurés, potiers d'étain du comté et baillage de Blois », condamné par le bailli ².

Toutefois, au XVIII^e siècle, époque où les métiers sont bien formés et organisés on ne trouve plus guère d'atteinte directe au monopole par des personnes étrangères à la corporation. Quelques compagnons se font prendre à travailler pour leur compte. En 1676 nous trouvons encore un ouvrier horloger attaqué par la communauté. Le bailliage condamne et interdit « de faire aucun ouvrage d'horloger de quelque nature et de prendre quelqu'un pour le faire ³ ».

Quelquefois, cette lutte prenait une autre forme. Un procès assez curieux s'était élevé en 1787 entre la communauté des tanneurs et les gantiers, les premiers voulant faire fermer les boutiques des gantiers parce qu'ils n'étaient pas agrégés à leur communauté. Les tanneurs s'appuyaient sur l'édit des jurandes de 1777 qui portait que les tanneurs, corroyeurs, peaussiers, mégissiers et autres fabricants en cuirs et peaux ne font qu'une seule et même communauté. Un des gantiers se fit agréer mais les autres prétendirent que ce métier qui tient autant de la parfumerie que du cuir était libre, qu'il ne devait pas être confondu avec celui de tanneur, que le législateur, auteur de l'édit de jurandes, avait eu pour but de réunir tous les métiers qui fabriquent le cuir mais pas ceux qui l'emploient ; que la profession de tanneur leur était bien inutile, qu'ils n'en tiraient aucun

1. Collection de la S. et L., fonds des potiers d'étain, sentence de la prévôté du 13 mai 1588.

2. Collection de la S. et L., sentence du 6 septembre 1607.

3. Collection de la Saussaye, registre de la communauté des horlogers, novembre 1676.

profit pour leur commerce. Cependant par un arrêt du 24 septembre 1789 ils furent condamnés, deux qui étaient maîtres à se faire agréer, deux autres à se faire recevoir maîtres ¹.

La véritable lutte pour défendre le monopole était surtout dans l'essai de délimitation des métiers.

2° *Empiètements des métiers voisins.*

Les statuts avaient bien essayé de limiter le terrain d'action de chaque métier. Les tanneurs ne peuvent être corroyeurs ou cordonniers et réciproquement (statuts, art. 28), les maréchaux ne pourront s'occuper d'œuvre blanche et réciproquement (art. 7). Nul revendeur ne peut vendre en public ou particulier une pièce de menuiserie neuve (menuisiers art. 5). Les charpentiers ne peuvent faire de menuiserie et réciproquement (art. 12).

Il était fort difficile au cours des siècles d'éviter des frictions et des empiètements. Ces difficultés provenaient souvent de ce que les communautés s'étaient scindées en plusieurs. Ainsi les merciers avaient obtenu lors de la réunion à leur corps de l'office de « maître visiteur général des merciers, adjuteurs et marqueurs d'aulne » le droit de visite sur les poids et balances de tous les marchands du comté et baillage de Blois. Or, en 1604, un office de maître balancier ajusteur avait été créé et le possesseur de cet office poursuivit les merciers devant la prévôté. Les merciers furent condamnés et obligés lorsqu'ils voulaient visiter les marchands d'appeler le maître balancier ².

En 1770 les merciers poursuivent devant la prévôté un marchand cirier chandelier qui avait mis sur sa boutique « les enseignes en forme de pain de sucre » d'épicier ³.

En 1748, comme nous l'avons déjà vu les bonnétiers demandèrent à être érigés en métier juré et de prendre le rang des maîtres « étaminiers-sergiers dont le corps et communauté est entièrement tombé, ne restant aucun dudit état ». La

1. A. D., série E, V., Confrères et corporations, E. 11.

2. A. D., Registre de la prévôté, f° 238, sentence du 13 février 1625.

3. A. M., F. F., 4, f° 1, audience du 1^{er} septembre 1770.

communauté des merciers-quincailliers fit opposition devant le parlement mais sans succès, toutefois il fut convenu que les jurés bonnetiers ne pourraient visiter les ouvrages de bonneterie chez les merciers sans être accompagnés d'un garde de cette communauté¹. Le procès avait duré longtemps puisque commencé en 1741. Nous donnerons à titre d'indications les différentes procédures d'un procès à l'époque².

7 juillet 1732, demande des bonnetiers pour enregistrement des lettres patentes ; 13 et 29 décembre 1741, nouvelle requête ; 17 juillet 1741, opposition des merciers ; 8 juin 1742, présentation de la défense des bonnetiers ; 7 mars 1742, arrêt appointant en droit les parties ; 8 avril 1742, requête des bonnetiers ; 8 mai 1742, requête des merciers ; 2 juillet 1742, production des bonnetiers ; 3 mai 1748, réponse des merciers.

On ne s'étonnera plus que durant un procès de dix-huit ans, on arrivait à perdre les dossiers ou à voir disparaître le procureur ainsi qu'il arriva aux horlogers.

Les merciers à leur tour empiétaient sur les drapiers. Les drapiers demandèrent au bailli de faire saisir chez les merciers les marchandises qui « sont de leur estat et mestier³ ».

A leur tour les merciers durent intervenir contre les maîtres ciersgiers chandeliers qui détenaient des marchandises propres aux merciers. Le tribunal de police de Blois condamna les ciersgiers et leur accorda un délai de six mois pour se défaire des marchandises incriminées⁴. Au bout de six mois les merciers firent une saisie chez un ciersgier. Immédiatement la communauté des ciersgiers fit dresser procès-verbal par huissier et attaqua les merciers. Le tribunal de police déclara la saisie valable mais fit rendre les marchandises au ciersgier et prorogea le délai de trois mois⁵. L'affaire s'aggrava et le procès fut porté devant

1. A. M., F. F. 2, f^o 1, audience de police du 8 juin 1748 pour enregistrement des statuts.

2. A. M., F. F. 2, f^o 26, arrêt du parlement, enregistrement, 24 janvier 1750.

3. A. D., série B, liasse du bailliage 1621, supplique des drapiers au bailli de Blois.

4. A. M., F. F., f^o 70, audience du 2 mai 1744.

5. A. M., F. F., f^o 71, audience du 5 décembre 1744.

le conseil pour la réunion des deux corps. Les merciers ayant saisi chez un ciergier « trois bols de câpres » il leur fut fait défense d'agir avant la solution du procès ¹.

Du fait également d'une même origine, des difficultés fréquentes surgirent entre les bouchers et les charcutiers qui finirent par un important procès au milieu du XVIII^e siècle. Les bouchers avaient primitivement le droit de visiter les charcutiers et de leur interdire la vente du porc frais depuis Pâques jusqu'à la Toussaint. Or en 1702, une convention était intervenue entre les deux corps, réglant plusieurs procès, dans laquelle, les charcutiers payèrent 1.800 livres aux bouchers pour se libérer des visites. En 1727, une partie des bouchers prétendit qu'en 1702 leur communauté avait été corrompue par argent mais que les jurés n'étaient pas maîtres par une convention de modifier les règlements approuvés par le parlement et qu'elle n'avait pas plus de valeur que « les transactions ordinaires qui assoupissent les procès ». Ils demandèrent l'annulation de la convention disant : « Autrement ce serait un renversement étrange d'entre les corps et communauté si, pour de l'argent comptant que l'un paierait à l'autre, elles avaient la liberté de changer les règlements et de rompre ce qui se trouverait sagement établi par les juges des lieux et l'autorité du parlement comme s'il n'était question que d'un simple intérêt de particulier à particulier, en comptant qu'ils seraient les maîtres, de part et d'autre, de sentences ou arrêts qu'ils avaient obtenus, parce que chacun étant administrateur de son bien, il en peut faire tel usage qui lui semble et renoncer à ses droits les mieux établis. Mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit des intérêts des communautés ou celui du public. Dans ce dernier cas, ce ne sont point les parties qui sont les maîtres d'en disposer parce qu'ils sont sous sa protection ou celles de ses officiers et parce que d'ailleurs, l'intérêt public est de plein droit, confié au soin et à la vigilance de messieurs les gens du roi dont le principal ministère est de s'opposer à tous les abus qui peuvent s'y glisser. »

Une discussion s'éleva au XVIII^e siècle entre les rôtisseurs et les hôteliers. Les rôtisseurs avaient opéré une saisie de gibier

1. A. M., F. F., f° 76, audience de police du 20 mars 1745.

prétendant qu'ils avaient le monopole comme les boulangers et les bouchers d'empêcher les marchands du dehors de vendre de la volaille rôtie. Mais ils furent condamnés par le présidial et le parlement devant lequel ils avaient fait appel ¹.

Une longue querelle qui se termina d'ailleurs bien fut celle des savetiers et des cordonniers. Cette querelle avait débuté au xvi^e siècle par un procès qui avait été perdu par les savetiers ². Pour régler tous les procès pendants devant le parlement, les maîtres cordonniers et savetiers passèrent devant notaire une transaction le 10 avril 1663 dans laquelle ils permirent aux savetiers de faire des souliers neufs sous certaines conditions. Cette convention fut homologuée par le parlement le 14 novembre 1663 ³. Cet accord fut le premier pas vers la réunion des deux communautés réalisée par un arrêt du conseil d'État du 22 février 1774. En effet, la transaction passée de bonne foi avait été à la longue interprétée abusivement par les deux partis et de nombreux procès avaient repris ruinant les deux communautés. Le roi jugeant « que l'esprit de jalousie, ledit intérêt a si fort prévalu que les sentences de police et les arrêts confirmatifs n'ont pu en arrêter l'effet... que le seul moyen d'y remédier est de réunir les deux communautés ⁴ ».

En 1735, les menuisiers attaquèrent devant le tribunal de police les charpentiers qui faisaient œuvre de menuisiers en empruntant des outils et même des compagnons à des maîtres menuisiers. Les charpentiers furent condamnés ⁵.

Dans une corporation voisine nous trouvons une instance assez caractéristique. Les maréchaux avaient trouvé un charron qui, après avoir posé un moyeu neuf à une roue, mettait une frette à chaud, puis des clous. Immédiatement ils dressèrent procès-verbal ⁶. Le charron prétendit qu'il avait le droit de poser des bandes à froid et de raccommoder des roues, qu'il le

1. A. D., Registre de la prévôté, f^{os} 126 et 130.

2. A. D., Registre de la prévôté, f^o 58, sentence rendue au profit des cordonniers contre les savetiers, 30 mars 1590.

3. A. N., X, 1b 21 G. 4.

4. A. M., H. H. 6, f^o 20.

5. A. D., E. 749, audience du 10 décembre 1735.

6. A. D., série E, V., Confréries et corporations, E. 7, Procès-verbal.

fera tant que durera le procès et qu'il avait le droit de battre des rones neuves étant charron. Les syndics se transportèrent une nouvelle fois chez lui et trouvèrent dans l'arrière boutique une bande à chauffer. Ils engagèrent un procès.

Ces luttes qui revêtaient souvent un caractère assez mesquin ne prenaient pas une ampleur considérable et toutes les communautés savaient s'unir contre un concurrent redoutable : le forain.

3° *Lutte contre les forains.*

Cette lutte présente toujours un caractère d'actualité. L'édit de 1776 dit dans l'exposé : « Les communautés s'occuperont surtout d'écarter de leur territoire les marchandises et les ouvrages des forains ; elles s'appuient sur le prétendu avantage de bannir du commerce des marchandises qu'elles supposent être mal fabriquées. »

Ce n'est qu'un côté de la question et de nos jours malgré la disparition des corporations, nous entendons sans cesse les commerçants payant patente se plaindre des forains. C'est que les communautés soumises aux coups du fisc voyaient avec quelque dépit la concurrence de forains qui échappaient à tous les frais accablant les corps.

De nombreux articles dans les statuts réglementaient la question. Des visites devaient être faites par les jurés du métier avant que la vente soit autorisée et si la marchandise n'était pas reconnue bonne elle était saisie (horlogers, art. 12, merciers art. 19, fourbisseurs d'épée, art. 8). L'article 17 des tanneurs obligeait les forains à porter les cuirs rue Foulerie devant l'image de Notre-Dame pour être vérifiés et marqués. En outre, des délais étaient fixés aux forains pour liquider leur stock, ils avaient vingt-quatre heures pour les menus objets et huit jours pour la vente en gros ¹.

Comme on s'attendait à des vexations vis-à-vis des forains, ou que la visite fut refusée ou retardée, des délais avec des sanctions rigoureuses étaient prévus. Les jurés des merciers ont un

1. Statuts des merciers, art. 19.

délai de deux heures après la demande des forains sous peine de dommages-intérêts¹, les jurés des fourbisseurs d'épée doivent y aller de suite toute affaire cessante².

Mais ce commerce des forains même surveillé inquiétait surtout les corps de commerce et le plus important d'entre eux les merciers obtint des lettres patentes interdisant le commerce des forains en dehors des jours de foire. Ils profitèrent de ces lettres pour faire interdire aux juifs concurrents redoutables de faire tout commerce à Blois. Dans leur requête de 1744³ les merciers avaient exposé « que les marchands d'Aurillac et de Nevers ont obtenu satisfaction, les marchands de Blois ne sont pas moins sujets de sa Majesté que ceux de Nevers ; ils fournissent des milices et en paient les habillements, ils paient la capitation, l'ustensile et le dixième de leur revenu ; ils logent les gens de guerre, paient le dixième pour les offices de leurs corps et communautés et chacun, en particulier, paie le dixième d'industrie pour le commerce qui se fait dans la ville ; ils paient en outre le droit de confirmation aux avènements à la couronne, il est de notoriété publique que la multitude des procès que les marchands merciers ont eu à soutenir contre les étrangers et autres, qui s'ingèrent de vendre et de débiter dans leur ville toutes sortes de marchandises a presque anéanti le commerce des marchands de Blois ; plusieurs étrangers qui se disent suisses avec des privilèges généraux sont aussi journellement dans la ville et y vendent différentes marchandises qu'ils vont acheter à Orléans et dans les villes voisines, sans vouloir même se soumettre à la visite de ces marchandises, ce qui est préjudiciable au public qui se trouve trompé par la mauvaise qualité des marchandises en général, et, particulièrement des drogues qui entrent dans le corps humain que ces étrangers vendent sans être visitées. Les juifs qui viennent en foire depuis environ trois ans font encore un tort considérable aux marchands de Blois par le vil prix de leurs marchandises dans l'achat desquelles le public est souvent trompé.

1. Statuts, art. 18.

2. Statuts, art. 24.

3. A. M., H. H. 5, f^o 93, arrêt du conseil d'État rendu à Fribourg le 4 novembre 1744.

« Les uns et les autres détruisent entièrement le commerce de la Ville et les marchands qui pour se soutenir n'ont chez eux que de bonnes marchandises des manufactures du royaume et fabriquées en conformité des règlements se trouvent presque sans aucun détail ce qui les ruine et en a déjà mis hors d'état de continuer le commerce. Outre que lesdits suppliants ne vendent que de bonnes marchandises ils font des crédits très longs au public au lieu que les étrangers colporteurs et autres qui en vendent tous les jours de défectueuses et souvent prohibées emportent tout le comptant sans payer à Sa Majesté aucune charge ni imposition n'ayant point de domicile. Quoique la foire de Blois par son établissement ne doive durer que trois jours les étrangers à la faveur d'une requête, qu'ils présentent tous les ans au sieur lieutenant général de police la font prolonger et durer huit jours ce qui fait encore du préjudice notable aux marchands de la ville. »

Enfin, les merciers s'engageaient à tenir leurs boutiques suffisamment assorties de toutes les espèces de marchandises de leur état. Un arrêt du conseil d'État leur avait donné satisfaction mais ce n'est qu'en 1772 qu'ils obtinrent des lettres patentes pour exécution de cet arrêt ¹. Les échevins intervinrent car l'arrêt précisait qu'ils devaient donner leur avis. Dans une délibération du 11 décembre 1772 ² ils prirent la défense des forains faisant observer que « de temps immémorial les marchands étrangers ont eu liberté de vendre durant trois jours sans pouvoir venir plus souvent que tous les trois mois... que les marchands ont un contrôle sévère des marchandises ». Ils craignaient en outre, que privés de concurrence, les marchands ne s'entendissent pour augmenter les prix et enfin, point sensible, les forains payaient un droit à la ville assez élevé, par quelle recette remplacerait-on ce bénéfice ? Ils ajoutaient que les marchands avaient toujours fait des tentatives pour exclure les forains, qu'ils avaient obtenu de nombreuses lois mais que l'inexécution de ces lois prouve que les officiers de police n'y ont jamais

1. A. M., H. H. 5, Lettres patentes données à Compiègne le 10 juillet 1772.

2. A. M., B. B. 30, f° 77, délibération.

attaché d'importance. En conséquence, ils demandaient à être reçus opposants à l'arrêt.

Le conseil supérieur donna raison aux merciers. Il enregistra les lettres patentes et condamna les échevins aux dépens¹.

4^o *La résistance du pouvoir royal.*

Nous avons vu sans cesse jusqu'ici, à quelle exploitation fiscale étaient soumises les malheureuses communautés de commerçants ou d'artisans. Le roi lui-même le reconnut car dans l'exposé de l'édit de 1776 il avoue que « la finance a cherché de plus en plus à étendre les ressources qu'il trouvait dans l'existence de ces corps. Indépendamment des taxes des établissements de communautés et de maîtrises nouvelles, on a créé dans les communautés des offices sous différentes dénominations et on les a obligées à racheter ces offices au moyen d'emprunts qu'elles ont été autorisées à contracter et dont elles ont payé les intérêts avec le produit des gages ou des droits qui leur ont été aliénés ». En effet, « le roi a utilisé le fait que les corporations constituaient une personne morale et par conséquent avaient un patrimoine pour tirer de l'argent non plus de tel ou tel maître lors d'une réception mais de la corporation tout entière². »

Cette exploitation fiscale avait lieu de plusieurs façons soit par la création de lettres de maîtrise soit par la création d'offices, soit par la création de droits divers de chancellerie.

a) *Création des lettres de maîtrise.* — Ces créations de lettres de maîtrise avaient eu un but louable au début. Il s'agissait de corriger ce qu'avait de défectueux le régime du monopole. Elles permettaient de temps à autre d'empêcher le népotisme au sein des corporations et de faire sentir aux maîtres que la corporation n'existait pas seulement pour la seule satisfaction de leurs intérêts personnels. Le besoin d'argent fit que d'abord le roi au lieu de distribuer ces lettres à bon escient à des individus capables, les vendit en bloc à un traitant pour avoir de l'argent

1. A. M., H. H. 5, f^o 93, sentence du conseil supérieur de Blois du 10 mars 1773.

2. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 209.

de suite. Naturellement ce traitant qui devait les vendre à des compagnons les vendit à n'importe qui, son seul souci étant de trouver de l'argent. Puis, vers le début du XVIII^e siècle il parut beaucoup plus simple de les vendre aux communautés. A ce moment il n'y avait plus aucun souci de l'intérêt général dans la création de ces lettres mais un moyen d'extorquer de l'argent aux corporations.

Les prétextes des créations étaient divers. Tantôt il s'agissait d'accorder un avantage à un personnage important telle la maîtrise créée dans chaque métier au profit du duc de Valois par l'édit du 18 septembre 1514; tantôt il s'agissait d'éteindre une dette du roi comme les lettres créées dans l'édit dit des Suisses.

On profitait également de l'avènement du roi ou du mariage du dauphin, ainsi fit l'édit d'août 1709 créant deux maîtrises par métier. Ou bien encore on profitait d'un édit réglementant les communautés comme celui de décembre 1581 qui créa trois maîtrises ou celui de juin 1767 créant quatre maîtrises dans les villes où il y a un présidial.

Il est intéressant de citer le préambule de ce dernier édit, car il montre ce qu'aurait dû être le but de ces créations.

« C'est dans ce point de vue que nous nous occupons des moyens de parvenir à fixer d'une manière plus modérée, les frais de réception dans les maîtrises qui sont devenus excessifs par l'espèce d'arbitraire qui s'est introduit à cet égard dans les corps et communautés d'arts et métiers; mais, comme nous avons été informés qu'il se trouve un grand nombre de compagnons et aspirants de chaque métier qui ne peuvent acquérir la maîtrise, par l'impuissance de subvenir à la dépense des frais actuels, nous n'avons pas cru, par une suite du même motif, devoir différer de venir à leur secours, pour empêcher qu'ils ne portent leur industrie chez l'étranger et pour procurer l'établissement d'un grand nombre de familles utiles à notre royaume. C'est ce qui nous a déterminés à nous servir du droit qui nous appartient, et dont les différents événements de notre règne, où, à l'exemple des rois, nos prédécesseurs, nous aurions pu l'exercer, nous laissent aujourd'hui le libre usage pour établir, en faveur des dits compagnons et aspirants dans les différents corps et communautés d'arts et métiers, un certain nombre de

brevets ou privilèges que nous accorderons à ceux d'entre eux que nous jugerons convenables, et qui leur tiendront lieu de maîtrise. »

Malheureusement la réalité était loin de ces bonnes intentions et ces créations étaient d'autant plus dangereuses pour les communautés qu'en dehors du fait de créer des concurrents, elle introduisait dans les métiers des gens incapables, car les lettres dispensaient de l'apprentissage, du compagnonnage et du chef-d'œuvre. Aussi les communautés luttèrent de toutes leurs forces soit en refusant de recevoir les pourvus de lettres, soit en rachetant elles-mêmes les lettres.

Ainsi chez les horlogers nous trouvons une résistance pour recevoir un certain Poulain qui a eu « la faveur d'une lettre créée à l'heureuse naissance de Monseigneur le Dauphin ¹ ».

Chez les mêmes a lieu une réception le 3 novembre 1667 d'un pourvu d'une lettre « en faveur du baptême du frère du roi, le duc d'Anjou » La même communauté ² décide de se pourvoir contre un arrêt des maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel du roi « préjudiciable à la communauté et qui crée quatre lettres de maîtrise « pour la joyeuse naissance de Monseigneur le Dauphin. »

La même année, 1772 nous trouvons chez les savetiers à l'occasion de la réception gratuite d'un compagnon, un rappel de l'Intendant faisant défense de recevoir un maître avant que toutes les lettres récemment créées soient levées ³.

Chez les orfèvres, même résistance, les maîtres refusent de recevoir un compagnon qui a levé une lettre. La réception a lieu de force devant le lieutenant de police ⁴.

En réalité, les communautés qui étaient toujours obligées de s'incliner préféraient racheter les lettres. Ces lettres perdaient d'ailleurs toute valeur tellement était grande leur multiplication. C'est ainsi qu'un vieux menuisier déclarait en posséder

1. A. M., Collection de la Saussaye, n° 90, registre des horlogers, délibération du 4 octobre 1666.

2. A. M., Collection de la Saussaye, n° 90, registre des horlogers, délibération du 4 octobre 1672.

3. A. M., H. H. 5, f° 60, lettre de M. de Cypierre du 22 juin 1772.

4. A. D., Étude Lestang, n° 2.882, réception de juin 1778.

une très ancienne « moisissant et rongée de bestiaux, le sceau rompu et détaché » dont il est désormais disait-il « impossible de faire usage ¹ ». A la naissance de Louis XIV, un traitant se plaignait au bailliage qu'il ne pouvait écouler les lettres qu'il devait placer à Blois, c'est-à-dire, quatre lettres par maîtrise ².

Ces lettres finissaient par avoir un cours comme une véritable action. Au XVII^e siècle à Blois, une lettre de menuisier est cotée 20 livres, une d'horloger 30 livres et les cordonniers 36 livres, mais la majorité étaient cotées de 12 à 18 livres ³.

Naturellement comme le pouvoir royal se désintéressait de la distribution des lettres, de nombreuses escroqueries avaient lieu. En 1623, un malheureux compagnon acheta des lettres où on avait raturé et le nom de la profession et le nom de la ville ; de plus on les lui vendit 42 livres alors qu'elles avaient été émises à 20 livres. La vente avait d'ailleurs été faite après une négociation dans tous les cabarets de la ville qui avait duré plusieurs jours. Revenu à une plus saine conception des choses le compagnon fit condamner ses vendeurs ⁴.

D'ailleurs à cette époque devant tous ces scandales et les désordres apportés dans les comptes des communautés, une déclaration du roi du 19 juin 1680 supprima toutes les lettres de maîtrises qui n'avaient pas trouvé preneur.

b) *Les créations d'offices.* — Ces créations vinrent assez tard pour les corps de commerce et les communautés de métiers, et elles furent moins nombreuses que par exemple chez les officiers de justice. C'est que la matière était mince et il fallait vraiment faire effort pour trouver des fonctions à transformer en office. Ce fut Louis XIV qui commença et dans l'édit d'août 1647, il expose son but : « Nous sommes obligés de recourir derechef à des moyens extraordinaires, pour subvenir aux grandes dépenses qu'il nous convient de supporter et désirant néanmoins de choisir ceux qui seront le moins à charge à nos dits sujets, nous avons cru ne le pouvoir faire plus commodément qu'en la création de

1. A. D., série B, liasse du bailliage, audience du 30 mars 1623.

2. *Id.*, audience du 29 juillet 1639.

3. E. Develle, *Menuisiers d'Art*.

4. A. D., série B, liasse de bailliage, 30 mars 1623.

quelques offices. » La création commença pour les corps de Paris puis le tour de la province arriva. L'édit de 1691 supprimait les fonctions des jurés et gardes électifs et les remplaçait par des gardes et jurés en titre d'office ; pour lever un office il fallait dix ans de maîtrise. Peu d'offices furent vendus, ils furent rachetés par les communautés. L'édit de mars 1694 créa des offices d'auditeurs et examinateurs des comptes des corps des marchands et communautés d'artisans, les communautés rachetèrent immédiatement les offices. L'édit de juillet 1702 crée les trésoriers payeurs des deniers communaux, puis l'édit de janvier 1704 les contrôleurs visiteurs des poids et mesures. Mais cette fois personne ne voulut acheter, de même pour les offices de greffiers créés par l'édit de 1704. Comme il fallait de l'argent, un édit de mai 1705 les réunit d'office aux communautés.

Tout a une fin, et les communautés accablées sous le fardeau firent faillite et un arrêt du conseil d'État du roi du 3 mars 1716 ordonna la liquidation des communautés et la révision de leurs comptes depuis l'année 1689. Jusqu'à la Révolution on ne trouve plus qu'en 1748 la création d'offices d'inspecteurs contrôleurs des jurés qui furent réunis aux communautés, cependant à Blois un maître charcutier leva une des six charges créées pour la corporation pour 15 livres de gages au denier 20 soit 300 livres de capital¹.

c) *Les droits de chancellerie.* — Les communautés étaient soumises à de nombreux droits d'enregistrement, d'expédition de surannation de leurs statuts. C'étaient surtout les droits de confirmation qui étaient les plus lourds. Les communautés devaient régulièrement acquitter un droit de confirmation de leurs statuts et privilèges à chaque nouveau règne. En réalité la mesure ne devint générale qu'avec Louis XIV (édit de juillet 1643) et Louis XV (déclaration de septembre 1723), quant à Louis XVI il fit remise de ces droits. Nous avons relevé sur le registre de la prévôté les confirmations antérieures ; pour l'avènement de Louis XII, nous trouvons les taillandiers-pourpointiers et les serruriers, pour François I^{er} les taillandiers-pourpointiers ;

1. A. D., Registre de la prévôté, 3 septembre 1772, cession d'une charge achetée en 1748.

les mêmes pour Henri II, pour Charles IX les potiers d'étain, et les corroyeurs pour Henri III, toujours les taillandiers-pourpointiers puis les potiers d'étain, enfin pour Henri IV les potiers d'étain, les bouchers.

Les merciers qui formaient le principal corps des marchands avaient été longtemps placés sous la juridiction du roi des merciers, représenté dans chaque ville par un lieutenant ou un chevalier. Ce lieutenant visitait toutes les marchandises et sa juridiction au point de vue des poids et mesures s'étendait à tous les commerçants ¹.

Ces privilèges étaient tombés en désuétude, François I^{er} les rétablit en 1544 en faveur de Charles d'Orléans, puis les supprima définitivement en 1545 à la mort du duc, tous les droits passèrent aux trésoriers de France et la juridiction à la prévôté. Seul fut maintenu l'office de visiteur des merciers. En 1582, les marchands merciers de Blois rachetèrent pour 50 écus d'or l'office de « réviseur général, marqueur et ajusteur d'aunes dans le ressort du bailliage de Blois. »

Si l'on remarque que les statuts des merciers datent de 1583, c'était leur indépendance qu'ils achetaient. Mais en 1584 il fallut payer 50 écus d'or au roi la confirmation de cette réunion d'office et bien que dans cette confirmation Henri III dit « d'autant que la multiplicité des offices n'apporte que confusion et surcharge à nos subjects », il faut de nouveau payer à Henri IV une nouvelle confirmation ¹.

1. A. D., Registre de la prévôté, f^o 184.

CHAPITRE VIII

SUBORDINATION AU POUVOIR CENTRAL

Dans le domaine corporatif nous retrouvons la traditionnelle politique du roi. La royauté obligée à l'origine de s'appuyer sur l'Église, seule force organisée dans le royaume naissant avait peu à peu essayé de reprendre le premier rang. Obligé ensuite de s'appuyer sur les grands seigneurs féodaux ses égaux et souvent plus puissants, le roi échappa peu à peu à leur tutelle. Pour lutter contre eux, le roi facilita l'émancipation des communes, puis lorsqu'il n'en eut plus besoin, il leur enleva par morceaux tout ce qu'il leur avait accordé. C'est que le roi ne devait et ne pouvait laisser vivre dans l'état une force indépendante. Pour cela il usait de tous les moyens ; auprès de lui des juristes codifiaient au fur et à mesure les résultats acquis et les théories subtiles consolidaient les gains péniblement acquis.

Sur le plan social le roi ne pouvait donc laisser indépendantes les corporations. La royauté qui n'avait pu s'opposer à la formation des corps avait voulu, lorsqu'elle fut plus forte, les régler et les intégrer dans l'organisation politique du pays.

Il était d'ailleurs bon que ces corps fussent indépendants et libres de leur gestion mais pour être sûr que leur fonctionnement était bien conforme à l'intérêt général il fallait qu'au-dessus d'eux un pouvoir fort puisse les guider, leur tracer les grandes lignes de leur action et réprimer sévèrement toute atteinte à l'intérêt public.

Tout ceci n'alla pas sans heurts ni sans difficultés. Le roi tâtait le terrain, essayait des échecs, faisait marche arrière. Nous verrons avec chaque corps les cheminements de la politique royale, aucune méthode d'ensemble, mais un but unique ;

le roi agit diversement avec l'Université ou avec les officiers royaux, il n'emploie pas les mêmes méthodes avec les gens de robes qu'avec les communautés de métiers, mais inlassablement le but est poursuivi, malheureusement, vicié par les soucis d'argent. Malgré tout à la veille de la Révolution tous ces corps sont intégrés dans l'État et s'ils luttent contre la main lourde de celui-ci pour la défense de leurs intérêts c'est toujours avec un grand respect envers le pouvoir royal.

Les juristes du roi justifient ce droit supérieur par « le commun profit » c'est-à-dire l'intérêt général. « Chaque groupe social, ordre, pays ou corps dont est formée la nation française poursuit des fins particulières qui sont d'ailleurs légitimes. Seul le roi a de, par sa fonction, la conduite du commun profit, le souci de l'intérêt général du corps social tout entier. Ce commun profit était le bien supérieur et sa poursuite étant la raison même du groupement social, il est clair que toutes les fins particulières des pays, corps ou ordres doivent s'effacer devant la recherche du commun profit. Le roi, représentant du commun profit a donc un droit supérieur sur les corps ¹. »

I. — LES CORPS ECCLÉSIASTIQUES

Après les invasions barbares la seule organisation qui avait subsisté était celle de l'Église et les premiers rois de France dans leur situation fort précaire, s'appuyèrent entièrement sur le pouvoir de l'Église. En contre-partie les rois accordèrent de nombreux dons et bénéfices au clergé et une grande liberté dans son organisation. A mesure que son pouvoir s'affermait le roi essaya de reprendre peu à peu tout son pouvoir.

De leur côté les grands seigneurs féodaux s'étaient appuyés également sur l'Église. En outre, dans les périodes de grande foi ils avaient fait de grosses donations, concédé des droits seigneuriaux, accordé des droits en nature.

A Blois, du fait des successions et des ventes du comté, il arriva que la personne du roi se confondit avec les successeurs des comtes. Non seulement le roi essaya de reprendre peu à peu

1. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 175.

les droits de justice et les avantages financiers concédés, mais il essaya encore d'intervenir dans la gestion des corps par la nomination à tous les bénéfices ainsi que nous l'avons vu pour le chapitre.

Nous n'insisterons pas sur ce point qui appartient à la grande histoire beaucoup plus qu'à cette étude. Mais, pour situer exactement les positions respectives du roi et des corps religieux nous étudierons un conflit très caractéristique qui se déroula à l'occasion de l'affaire de la bulle *Unigenitus*. Nous verrons la différence d'attitude du roi pour les corps d'officiers royaux ou les corps religieux.

Nous ne retracerons pas les luttes du roi avec les jansénistes. Le pape Clément IV ayant en 1713 condamné une fois de plus les doctrines jansénistes dans la Bulle *Unigenitus* le roi essaye de faire adhérer tout le clergé français à cette décision.

Les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur comptaient parmi eux de nombreux adhérents à la doctrine janséniste. Le roi voulut frapper un grand coup à l'occasion du chapitre général de l'ordre qui après une longue suspension devait en 1733 se réunir à Noirmoutiers. Il envoya des ordres au R. P. Général pour éliminer les religieux suspects. Le 2 juin 1733, les religieux de Saint-Lomer se réunissent pour désigner le conventuel qui doit les représenter à la diète provinciale, dès le début du chapitre ils demandent que le prieur donne lecture des lettres du roi et qu'elles soient insérées aux actes capitulaires¹. Voici la lettre du supérieur général

Pax Christi

Mon Révérend Père,

« Il a enfin plu au roi d'écouter nos très humbles remontrances pour la tenue de notre chapitre. Le profond respect et la soumission entière que je dois aux ordres de sa Majesté m'obligent de vous notifier ceux que j'ai reçus de sa part. En voici les copies :

Mon très Révérend Père,

« Le roi étant informé que les diètes provinciales de votre

1. A. D., 11 H. 14, registre des actes capitulaires, Saint-Lomer.

congrégation doivent précéder de quelques temps la tenue du chapitre général que sa Majesté vous permet de tenir en l'Abbaye de Noirmoutiers et ne voulant point que les religieux qui ont appelé de la constitution *Unigenitus* depuis sa déclaration qui défendait les appels ainsi que ceux qui ont adhéré à M. l'Évêque de Séez puissent être ni élus ni recevoir de suffrages... de même ceux qui ont eu des lettres de cachets, ni être choisis pour aucun grade, charge ou supériorité, ni jouir de celles dont ils auraient été cidevant revêtus... vous voudrez bien donner des ordres pour que le contenu en soit exactement observé par les religieux de votre congrégation. »

A Versailles, le 8 avril 1733

Mon très Révérend Père,

« Le roi étant informé que certains esprits inquiets et ennemis du bon ordre et de la paix voudraient troubler votre congrégation par des écrits séditieux tendant à porter les religieux à protester contre la canonicité de vos assemblées à cause des exclusions que sa Majesté a jugé à propos de donner et sachant aussi qu'il y a de semblables protestations faites contre la démarche que les supérieurs ont faite en se soumettant à la Bulle *Unigenitus* en vue de leurs assemblées ; sa Majesté m'a chargé de vous faire savoir qu'elle déclarait ces actes et procédés comme séditieux, attentatoires à son autorité et contraires aux décisions de l'Église. Voulant que ces libelles et protestations soient regardés comme nuls et de nul effet et qu'on y ait aucun égard, vous aurez s'il vous plaît agréable d'informer les religieux de votre congrégation des intentions de sa Majesté à ce sujet. Je suis toujours parfaitement votre très humble et très affectionné serviteur. »

A Versailles, 22 mai 1733

Après lecture, tous les religieux qui étaient visés par ces lettres et qui étaient le plus grand nombre, se retirent, disant qu'ils veulent satisfaire aux ordres de sa Majesté et demandent acte de leur déclaration.

Sur les 23 religieux de l'abbaye sept restent en séance ; bien embarrassés ils décident d'élire tout de même un conventuel en

s'appuyant sur les lettres du roi et l'article 5 du chapitre II des constitutions ¹.

Une scission se produisit dans la congrégation, le prieur de l'abbaye de Jumièges, député de la province de Normandie et le prieur du Mont-Saint-Michel, député de la province de Bretagne, envoyèrent une protestation au supérieur général au nom des exclus dont ils faisaient partie décidant de tenir pour nul tout ce que le chapitre général déciderait, le tenant pour non canonique du fait de l'absence des députés de trois provinces. La majorité des religieux de Saint-Lomer suit ce mouvement et annonce au prieur qu'ils protestent contre sa commission et son élection « mais par soumission aux ordres de sa Majesté, pour le bien de la paix, pour éviter le schisme et le scandale et pour la conservation de l'ordre extérieur et de la discipline régulière nous obéirons extérieurement et par tolérance » sauf si on ordonne quelque chose de contraire aux constitutions « étant bien persuadés que sa Majesté en autorisant le nouveau régime n'a pas prétendu qu'on dérogeât au bon ordre ni aux règles établies dans la dite congrégation ».

Le 4 avril 1734, les religieux refusent de recevoir le visiteur provincial, de même le 11 novembre 1735 et demandent la tenue d'un nouveau chapitre. Une telle constance devait être récompensée et en 1736 le prieur donnait au chapitre lecture de la lettre de M. de Maurepas au supérieur général de la congrégation et dont le texte vaut d'être cité.

A Versailles, le 14 mai 1736

« Le roi informé du triste état où se trouve votre congrégation et des oppositions qu'y font contre votre chapitre général de 1733 tenu conformément à ses ordres, aurait pu et peut-être dû, employer son autorité pour réprimer et punir une telle désobéissance ; mais sur les assurances que plusieurs d'entre vous ont donné que si sa Majesté voulait bien user de clémence en révo-

1. Et enim in omnibus casu quo ex praescripto nostram constitutionem debent, multi convenire, ut soli qui praesentes adsunt, aliis quibus sufficienter, non valentibus aut venientibus, vel negligentibus adesse, vel quovis alio titulo, sine proetextu absentibus, partem senioriem, licet fortasse minorem efficiunt et per eos legitima et canonica habetur congregatio.

quant les exclusions données ci-devant, il y aurait lieu de croire que cette marque de bonté procurerait le rétablissement de la paix et du bon ordre ; sa Majesté s'est enfin déterminée à user de condescendance en permettant d'élire pour conventuels dans les monastères et pour députés dans les diètes... »

Le roi rend donc toute liberté aux religieux et ordonne la réunion d'un nouveau chapitre mais voulant sauvegarder son autorité il ajoute : « Sa Majesté désire ardemment ramener dans votre congrégation qu'elle a toujours honorée de son estime et de sa protection la *subordination* et la paix si nécessaire pour qu'elle puisse continuer d'édifier et de servir l'Eglise... »

On voit par cet épisode que si le roi veut rester le maître et l'arbitre de tous les corps de la nation, il se sent ici sur un terrain beaucoup moins ferme qu'avec les autres corps et c'est avec une grande prudence qu'il agit laissant au temps le soin d'émousser les résistances et de liquider les vieilles querelles.

II. — LES OFFICIERS ROYAUX

Les membres de ces corps qui détenaient à des titres divers quelques parcelles de la puissance publique étaient soumis à un contrôle serré de la part de l'État représenté par l'Intendant.

Ce besoin de surveillance était surtout nécessaire à l'égard des officiers de judicature qui formaient une oligarchie puissante et solidement organisée.

Le rôle de l'intendant était d'éviter les abus qui ne pouvaient manquer de se produire, les officiers cherchant, souci d'ailleurs légitime, à tirer le plus de profit de leurs charges.

Le présidial. — Le roi avait eu à soutenir en 1648 et dans les années qui suivirent une lutte très grave contre les cours souveraines.

Nous ne rappellerons pas ici les péripéties d'un conflit commencé avec l'arrêt d'Union et terminé tout au moins en apparence par la paix de Rueil. Ce conflit qui montre bien la nécessité de la subordination des corps à un pouvoir central avait jeté un grand trouble dans le pays. Louis XIV fit rentrer

1. A. D., LL H. 14, 15 juillet 1733, 4 avril 1734, 11 novembre 1735.

tous les officiers royaux dans une stricte obéissance, mais les difficultés du règne de Louis XV et notamment l'affaire de Bretagne donnèrent aux parlements un nouveau prétexte d'agitation. Les parlements ayant refusé de rendre la justice, le chancelier Maupéou supprima les parlements et les remplaça par des Conseils Supérieurs.

« Les magistrats d'investitures nouvelles furent accueillis avec peu de faveur à Blois. On les baffoua quelque peu lorsqu'en grand costume ils s'installèrent au palais le 2 mars 1771 ¹... »

Le présidial avait pris fait et cause pour le parlement et une grande partie de ses membres ne voulut pas reconnaître le conseil supérieur et refusa de rendre la justice. Le roi, par un édit de juillet 1771 ² supprima dans l'article 1^{er} toutes les charges du présidial avec « défense à ceux qui sont actuellement pourvus des offices d'en faire fonction, sous les peines de droit ».

L'article 2 indiquait les modalités de remboursement, l'article 3 créait de nouveaux offices avec les mêmes attributions et privilèges. L'article 5, le plus important, prévoyait que si des officiers, actuellement en charge, voulaient se faire pourvoir des nouveaux offices, ils pouvaient le faire mais à la condition de présenter leur agrément au conseil supérieur de Blois. Le roi voulait ainsi non pas renvoyer ses officiers mais les forcer à obéir en reconnaissant indirectement le conseil supérieur. L'argument du roi était que les officiers n'avaient pas d'autre puissance que celle qui leur est donnée par lui pour l'exercer dans l'intérêt général et non pour servir leurs ambitions.

Les officiers du présidial résistèrent et ce fut un membre du conseil supérieur qui exerça la charge de lieutenant général. Le nouveau roi ayant cédé devant le parlement et supprimé les conseils supérieurs en 1774, un édit de septembre 1775 ³ rendit leurs offices aux anciens officiers du présidial. « Des circonstances malheureuses, disait le roi, suites de la révolution de 1771, avaient déterminé les officiers de notre bailliage et siège présidial

1. Touchard, Lafosse, *Histoire de Blois*.

2. A. D., série F., 637-638, Édit portant suppression, remboursement et création d'offices au bailliage et présidial de Blois.

3. A. D., série F., 637-638, Édit portant rétablissement d'offices dans le bailliage et siège présidial de Blois.

de Blois à donner la démission de leurs offices ; elle fut bientôt suivie d'un édit qui supprima tous les offices... mais les circonstances qui ont produit cette opération ne subsistant plus, il est de notre justice de rétablir les choses dans l'état où elles étaient avant 1771 et de rendre aux officiers du bailliage et siège présidial de Blois un état qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'abandonner ». L'ancien lieutenant général M. Druillon reprit ses fonctions et M. Louet lui remit la somme de 3.000 livres qu'il avait reçue pendant sa gestion, il remit également aux membres du présidial les sommes qu'il avait tirées de ses attributions de police. Tous ceux-ci dit-on refusèrent ¹. Ce fut le seul conflit grave avec le roi et le présidial pensa reprendre son rang et sa vie paisible sans se douter du coup porté à l'autorité royale et que la suite de l'affaire serait donnée à l'audience extraordinaire du bailliage du 14 décembre 1789 ² où devant la compagnie assemblée, le procureur du roi présenta entre autres lettres.

4° « Autres lettres patentes du 29 novembre dernier transcrites en parlement le 5 décembre sur le décret de l'Assemblée nationale portant qu'il ne sera plus permis à aucun agent de l'administration ni à ceux qui exercent quelques fonctions publiques de rien recevoir à titre d'étrennes, gratification, vin de ville ou sous quelque autre dénomination que ce soit.

5° « du 29 novembre transcrites en parlement le 5 décembre sur le décret de l'Assemblée nationale portant qu'il ne sera plus expédié de provisions d'offices de judicature sauf à être provisoirement expédié des commissions dans les cas de nécessité. »

Election et grenier à sel. — La surveillance était surtout stricte vis-à-vis des élus et des officiers du grenier à sel dont le recrutement et la compétence laissaient beaucoup plus à désirer.

Les élus avaient tendance à se servir de leur pouvoir pour régler leurs rancunes personnelles. En 1751 l'élection en conflit avec le fermier de la marque d'or et d'argent de la ville de Blois voulut lui interdire par une sentence du 9 janvier de tenir son bureau chez un marchand orfèvre.

Cette affaire assez ridicule fut tranchée par un arrêt de la cour

1. Touchard, Lafosse, *Histoire de Blois*.

2. A. D., série B, liasse du bailliage de 1789.

des aydes qui autorisa le fermier à tenir son bureau où il voudrait en le faisant afficher et en se conformant au règlement ¹.

Mais ce n'était pas fini et vingt ans après le lieutenant de l'élection refusa d'assister le commis du fermier du contrôle de l'or et l'argent dans ses visites. Le lieutenant prétendait qu'il ne devait l'assister qu'en cas d'absence d'autres officiers subalternes. Lassé de cette affaire, le roi « étant en son conseil » suspendit le lieutenant de l'élection « *sine die* car tel est notre bon plaisir ² ». On prenait beaucoup moins de ménagements qu'avec les officiers du présidial.

Pour les officiers du grenier à sel, le contrôle était très actif du fait de leur rivalité avec le bureau des finances. En 1709, le receveur du grenier à sel de Blois se plaint à l'intendant pour protester contre les agissements du procureur du roi « qui assiste depuis dix mois à toutes les ouvertures du grenier à sel, qui maltraite les mesureurs pour qu'ils fassent la mesure forte au peuple et exige que le quart de sel pèse 25 livres, ce qui a causé sur une masse de 63 muids un déchet de 1 muid, 1 setier, 3 minots et un quart ³ ». L'intendant rend compte, mais c'est assez rare que les choses aillent aussi loin. Toutefois, en 1689 un arrêt du conseil d'État ⁴ condamna solidairement les officiers du grenier à sel à rendre 22 livres 15 sols exigés en trop pour l'enregistrement de 4 commissions de lieutenants et gardes de la brigade de la gabelle de Blois et leur fit défense à l'avenir de prélever de plus grands droits à peine d'interdiction de leurs charges.

III. — LES COMMUNAUTÉS JUDICIAIRES

Dans ces corps la dépendance du pouvoir royal était très nette car, contrairement aux gens de commerce et de métier ils ne s'étaient pas groupés spontanément mais sous la direction de l'État, notamment les procureurs et les notaires.

En pratique, les avocats, les procureurs, les notaires et les

1. A. D., série F, F. 638, arrêt de la cour des aydes du 6 août 1751.

2. A. D., série F, F. 638, arrêt du conseil d'État du roi du 7 juin 1771.

3. A. N., G. 7, 421, Lettre de l'Intendant.

4. A. D., série F, 638, Arrêt du conseil d'État du 31 décembre 1689.

huissiers étaient placés sous le contrôle de la juridiction auprès de laquelle ils exerçaient. A Blois ils étaient sous le contrôle du prédisial, c'était au présidial qu'ils prêtaient serment. Les avocats jouissaient d'une indépendance assez large car leur situation morale était forte vis-à-vis du présidial dont ils complétaient très souvent le tribunal surtout à la fin du XVIII^e siècle. Les procureurs et les huissiers qui étaient les exécutants du tribunal étaient soumis à une surveillance constante. Quant aux notaires, leur rivalité avec les officiers du présidial était pour le roi une garantie de surveillance stricte, leurs adversaires ne laissant passer aucune occasion de sévir.

IV. — LES CORPS DES PROFESSIONS LIBÉRALES

Les médecins avaient des rapports assez lointains avec le roi, leur activité dépendait toujours de la surveillance de la Faculté. Les souvenirs désagréables laissés au pouvoir royal par sa longue lutte avec l'Université l'incitaient à la laisser se débrouiller avec ses suppôts.

Au contraire, chez les chirurgiens et les perruquiers nous trouvons un lien très étroit, même direct, avec le roi. Ces corps s'étaient formés grâce à l'appui royal et grâce à des règlements assez tardivement élaborés, aussi le pouvoir central avait-il eu soin de conserver son autorité sur ces communautés. A côté du prévôt de la communauté le roi avait placé un représentant : c'était le lieutenant du premier chirurgien du roi. Certes, ce lieutenant défendait les intérêts de la communauté mais quand ils n'étaient pas opposés à celui du pouvoir central. Cette dualité de rôle n'était pas sans amener de conflits. En 1776, nous trouvons un procès entre les chirurgiens et le lieutenant de la communauté, lui reprochant de ne pas réunir le bureau, il fut d'ailleurs condamné ¹. A l'opposé nous trouvons en 1773 le lieutenant des perruquiers, étant donné le désordre qui règne dans le corps, obligé de nommer les syndics sans élections ². On avait bien essayé de définir son rôle ; ainsi dans les lettres

1. A. M., F. F. 3, f^o 144, Sentence du 30 août 1766.

2. A. D., Registre des perruquiers, août 1773.

patentes¹ de Chevalier lieutenant du premier chirurgien du roi pour les perruquiers, il était dit « qu'il doit garder et faire garder les statuts et règlements sans souffrir qu'il y soit commis aucune contravention ». D'un autre côté il devait « dans l'assemblée qui sera convoquée pour son installation, prêter serment entre les mains des plus anciens maîtres présents », il était donc dans la dépendance des maîtres. Il est vrai que dans l'occurrence les anciens maîtres étaient commis par le premier chirurgien du roi.

Dans une requête au présidial, ce même Chevalier définissait lui-même son rôle² : « Lorsque j'ai été installé lieutenant de la communauté des maîtres perruquiers de Blois je me suis proposé de maintenir le bon ordre dans la communauté et de réformer s'il m'était possible, tous les abus qui sont commis depuis un temps considérable ; tous les membres en particulier et tous les corps en général m'en ont prié en pleine assemblée. » On voit ici qu'il y avait des moments dans la vie des corps où ceux-ci sentaient eux-mêmes la nécessité d'une autorité supérieure. Pour bien faire comprendre le rôle du lieutenant nous ne pouvons mieux faire que citer la lettre adressée par le premier chirurgien du roi lui-même à son lieutenant nouvellement nommé à Blois³.

A Paris, le 28 novembre 1774

« Je remets, Monsieur, à M. Bereuil vos provisions et les statuts qu'il s'est chargé de vous faire passer. Le tout était prêt le 22 de ce mois : je n'attendais pour vous faire passer le paquet que votre consentement à acquitter les 948 livres auxquelles je vous avais mandé que serait réduite la finance des provisions, tous frais compris. M. Bereuil m'avait bien proposé de les acquitter mais je n'ai pas cru devoir accepter ses offres sans votre réponse.

« Lorsque le paquet vous sera parvenu, vous ferez part de

1. *Id.*, 24 janvier 1787.

2. A. D., E. 754, Mémoire de Chevalier, lieutenant contre Morin, maître perruquier, 1787.

3. A. D., E. 755, Lettre du 28 novembre 1774 de M. Germain Pichault de la Martinière, conseiller d'État, premier chirurgien du roi.

vosre nomination à Messieurs vos confrères en les priant de s'assembler au jour et heure dont vous conviendrez à l'amiable à l'effet de procéder par devant eux à votre installation au bureau de votre communauté. Les formalités qu'il y a à observer en pareil cas sont indiquées à la page 62 des statuts, il ne s'agira que de vous y conformer.

« Quant à la question que vous me proposez sur le partage des droits de réception, je ne sais si je l'ai bien conçue. Je crois entendre que dans la répartition des sommes données par chaque aspirant pour sa réception, on commence par remettre au lieutenant ce qui lui revient suivant la taxe des statuts et que le surplus se partage par égales portions entre les maîtres qui se trouvent dans ce partage plus favorisés que le lieutenant.

« A cela je réponds : 1^o que le lieutenant n'a pas à se plaindre de ce que ses droits lui sont payés ainsi qu'ils sont établis par les statuts il ne pouvait sans prévariquer exiger plus ; 2^o que la communauté ne peut elle-même exiger de ses récipiendaires des droits plus forts que ceux que prescrivent les règlements, que si elle s'en écarte elle se met dans le cas d'être poursuivie comme concussionnaire et d'être condamnée à la restitution du quadruple de ce qu'elle a pris de trop conformément à l'article 78 des statuts ; 3^o que ces deux principes supposés incontestables comme ils le sont en effet, jamais les maîtres et interrogateurs ne peuvent percevoir des droits plus considérables que ceux du lieutenant, parce qu'ils sont taxés beaucoup au-dessous ; 4^o que si néanmoins leurs honoraires sont plus forts c'est une preuve qu'ils ne se renferment pas dans le tarif et à cela je n'ai qu'à les exhorter à s'y conformer s'ils veulent éviter les peines portées contre ceux qui s'en écartent.

« Pour vous, Monsieur, il est essentiel que vous vous rendiez exact à montrer l'exemple de l'observation des statuts, c'est un devoir que vous contractez en acceptant la place de M. le premier chirurgien du roi. Il suffira que vous lui écriviez après votre installation pour le remercier.

« J'ai l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. »

Avec les chirurgiens nous voyons également intervenir une

nouvelle autorité : l'autorité municipale. Étant donnée son existence assez précaire elle ne se hasardait pas à intervenir vis-à-vis des corps puissants. Nous trouvons son intervention chez les chirurgiens à l'occasion des pestes qui désolèrent Blois au xvi^e siècle. Tous les malades étaient rassemblés dans un local situé en dehors de la ville et appelé le Sanitas. Les chirurgiens ne montrant pas d'empressement à aller soigner ces malades, les échevins nommaient d'autorité un chirurgien qui n'était pas maître et obligeaient la communauté à le recevoir sans chef-d'œuvre¹.

Les maîtres promirent « qu'à l'avenir ils ne recevront aucun maître au-dit état, sinon à la charge qu'il soit tenu d'aller aux dits malades » et c'est le dernier reçu qui aura le premier l'obligation.

La subordination au pouvoir central *des apothicaires* était nettement indiquée dans les lettres de confirmation données par Henri IV² : « Nous avons reçu l'humble supplication de nos chers et bien aimés apothicaires de notre ville de Blois..... donnons en mandement à nos aimés et féaux conseillers, les gens tenant notre cour de Parlement à Paris, chambre de nos comptes, cour des aydes, bailli et prévôt de Blois et leurs lieutenants et autres justiciers et officiers, comme à chacun d'eux appartiendra, que de notre présente grâce, confirmation et octroi et de tout le contenu ci-dessus, souffrent les dits suppliants et leurs successeurs au dit état et métier juré jouir et user pleinement et paisiblement, contraignant de ce faire, souffrir et obéir à tous ceux qu'il appartiendra et qui pour ce faire seront à contraindre. Car tel est notre bon plaisir. »

L'autorité intervenait rarement dans la vie de cette paisible communauté, nous avons toutefois trouvé une intervention à l'occasion d'une réception³. Un compagnon s'était plaint que lors de l'examen « les propositions formées par les maîtres n'ont été que moyens pour empêcher sa réception, ces propositions étant plutôt de la médecine que de la pharmacie ». Il demandait

1. A. M., série B. B., délibération, 19 juin 1581 et 3 septembre 1581.

2. A. N., X, a 1 8.642, confirmation par Henri IV, Dijon, juin 1595.

3. A. D., série B, liasse du baillage, janvier 1621.

à passer l'examen devant le bailliage, le procureur du roi et les médecins de la ville. Les apothicaires répondirent « qu'ils sont juges de la suffisance ou insuffisance de ceux qui se présentent pour être admis à la maîtrise de l'art d'apothicaire ». Finalement le bailliage donna raison aux maîtres.

Une intervention un peu spéciale du roi était la collation de brevets pour vendre certains médicaments. Voici le texte d'un brevet accordé à un sieur Sibié pour la vente de pilules de sa composition :

A Compiègne, le 17 juillet 1769

« Jean Senac, Conseiller ordinaire du Roy en ses conseils d'état et privé, premier médecin de sa Majesté, surintendant général des eaux, bains, fontaines minérales et médicinales du Royaume, en conséquence de la délibération prise et signée en notre bureau de la commission royale de médecine, assemblée le 7 juillet, sur l'examen que nous avons fait de la composition des bolles ou pilules purgatives que nous a présenté le sieur Sibié, ensemble les certificats qui prouvent les effets qu'elles ont produit pour la guérison des malades chroniques, hydropisie et maladies de la peau et nous en conséquence avons permis et permettons au dit Antoine Sibié de composer, vendre, faire vendre et distribuer les dites pilules dans Paris et toute l'étendue du royaume, etc... »

Dans l'enregistrement fait à Blois de ce brevet par le lieutenant de police il était « fait défense à tous médecins, chirurgiens et apothicaires de cette ville de le troubler ni de l'inquiéter dans l'exercice de son brevet » et au sieur Sibié il était « permis de porter armes, pour la sûreté de sa personne ¹ ».

V. — LES CORPS DE COMMERCE ET LES COMMUNAUTÉS DE MÉTIERS

Alors que dans beaucoup de villes les corporations étaient sous la tutelle des pouvoirs seigneuriaux ou municipaux ou comme à Paris à l'origine, dépendaient d'un grand officier de la couronne, à Blois nous ne trouvons dès l'origine des métiers jurés que la

1. A. M., H. H. 5, f^o 30.

seule intervention du roi par l'intermédiaire de la prévôté. Ceci est dû en partie au fait que les corporations à Blois se formèrent très tard et en partie au fait, qu'à cette époque, le comté de Blois était réuni à la couronne. L'intervention municipale était assez rare sauf dans les questions qui touchaient directement à l'intérêt général.

Du fait historique le pouvoir seigneurial s'était confondu dès le début des corporations avec le pouvoir royal. Nous allons voir successivement le lien de subordination, puis le contrôle de l'activité corporative.

1^o) LE LIEN DE SUBORDINATION à l'autorité royale était très net, c'étaient les lettres patentes et le serment. Un groupe de commerçants ou d'artisans, même s'il existait depuis longtemps, ne constituait un corps qu'après avoir été érigé en métier par lettres patentes du roi.

La procédure de reconnaissance du corps ne s'était pas établie de suite telle que nous la trouvons au XVIII^e siècle. Les premiers statuts approuvés par l'autorité royale à Blois furent ceux des barbiers en 1441, des taillandiers-pourpointiers en 1492, puis ceux des tisserands en 1494. Les statuts n'étaient pas approuvés sur requête des artisans mais par ordonnance du bailli sur délibération du conseil à la suite de plaintes de maîtres¹.

Au cours du XVI^e siècle la même procédure se continua, l'édit de Henri III du 21 novembre 1527 n'avait visé que les métiers de Paris, c'est l'édit de Henri IV du 2 avril 1597 appelé aussi Édit des Suisses qui va désormais servir de base pour la création et la réglementation des métiers jurés, l'article 4 abolissait les privilèges antérieurs et

« Enjoignons très expressément à tous les corps et communautés des marchands, tant des lieux jurés que non jurés, incontinent après la dite prestation de serment, de faire assemblée de leur corps ou communauté et par l'avis d'icelle nommer et élire un ou deux gardes jurés lesquels feront garder et observer les statuts, ordonnances et privilèges faits en faveur des dits marchands, selon et en forme contenue par leurs statuts qui

1. A. D., Registre de la prévôté, Préambules des divers statuts.

demeurent en leur force et vertu, en ce qu'ils sont conformes, et préjudicieront au-dit règlement général et à ces présentes. »

A Blois, le prévôt Nicolas Chauvel fut désigné comme « commissaire par sa Majesté pour l'exécution de son édit,¹ ». En principe il prenait les statuts d'un métier de Paris ou d'une ville voisine en changeant quelques articles. Les statuts indiquaient une dépendance étroite du métier puisque les actes principaux de la communauté étaient faits devant le prévôt. Le commissaire, au nom du roi délivrait des lettres patentes qui étaient enregistrées au parlement puis au registre de la prévôté.

A la fin de l'ancien régime la procédure était plus complète et la dépendance du pouvoir royal était encore plus nette. C'étaient cette fois les artisans qui proposaient leurs statuts en général copiés sur ceux d'une autre ville. Le roi renvoyait la requête et les statuts à sa justice, une enquête avait lieu, l'intendant, le conseil du roi, l'assemblée municipale, les communautés intéressées et parfois le conseil du commerce donnaient leur avis. Après quoi, le roi examinait l'affaire en son conseil² et délivrait les lettres patentes qui étaient enregistrées au parlement puis à la prévôté³.

De plus lorsqu'un nouveau maître était reçu il prêtait serment devant le prévôt. Le serment est un acte capital. Après des années de soumission aux maîtres comme apprenti et comme compagnon le nouveau maître n'est pas libre, son activité de maître va être subordonnée au serment qu'il a prêté⁴.

Ayant ainsi montré le droit supérieur du roi tant sur le métier en général que sur le maître on va examiner maintenant comment se manifestait ce droit c'est-à-dire de quelle façon le roi intervenait dans la vie de la communauté.

2°) CONTROLE DE L'ACTIVITÉ CORPORATIVE. — Ce contrôle se manifestait sur tous les points : accès au métier, abus du monopole, police de fabrication, contrôle financier.

1. A. D., Registre de la prévôté, Préambule des statuts des horlogers, f° 208-211.

2. A. D., Registre de la prévôté, Statuts des corroyeurs, extrait du registre du grand conseil du roi.

3. A. D., *id.*, apothicaires, merciers, rôtisseurs, tailleurs, etc...

4. Olivier-Martin, *Cours de doctorat*, p. 134.

Accès au métier. — Les maîtres avaient tendance, pour limiter la concurrence ou pour garder le métier dans la famille, à mettre obstacle aux demandes des compagnons aspirants à la maîtrise. C'est ce que Turgot signalait dans le préambule de l'édit de 1776.

« Leur esprit général (des statuts) est de restreindre le plus possible le nombre de maîtres, de rendre l'acquisition de la maîtrise d'une difficulté presque insurmontable pour tout autre que pour les enfants des maîtres actuels. »

Mais le roi intervenait très souvent pour combattre cette tendance soit directement par l'intermédiaire de l'intendant, soit par le juge lorsque le compagnon portait plainte.

Les boulangers en 1763 ayant refusé de recevoir maître un compagnon qui avait rempli toutes les conditions, celui-ci les attaqua devant le tribunal de police. Les maîtres furent d'abord condamnés à se réunir pour faire exécuter le chef-d'œuvre, deux jurés furent nommés d'office et le chef-d'œuvre déposé au greffe. Dans une seconde audience, le magistrat reçut d'office le compagnon, fit consigner les deux cents livres de droits d'entrée entre les mains du greffier et le chef-d'œuvre fut donné aux pauvres de l'Hôtel-Dieu ¹.

Nous avons déjà vu l'intendant faisant recevoir d'office par le tribunal de police un garçon savetier qui n'avait pas le moyen de lever des lettres de maîtrise ².

En 1774, nous trouvons un cas plus important chez les orfèvres puisque réglé par un arrêt du conseil du roi ³. Un compagnon orfèvre Métivié originaire de Blois avait fait quatre ans d'apprentissage chez un maître de Blois, puis quatre à Tours. Revenu à Blois, les maîtres ne voulaient pas le recevoir parce que ses stages n'étaient pas réglementaires. Le conseil du roi devant qui l'affaire avait été portée ordonna qu'il serait reçu « maître et marchand orfèvre pour la ville de Blois » par la cour des monnaies. L'arrêt disait notamment :

« Que le temps d'apprentissage n'étant demandé que pour

1. A. M., F. F. 3, p. 84, audiences de police des 22 et 29 janvier 1763.

2. A. M., H. H. 5, f° 69, audience du 22 juin 1772.

3. A. D., Étude Lestang, 2.882, Lettres patentes sur arrêt du conseil du roi, 1774 et arrêt de la cour des Monnaies de Paris.

constater la capacité et les mœurs des aspirants à la maîtrise : »

« Qu'il importe d'ailleurs au progrès des arts et à la liberté du commerce que chaque citoyen trouve une ressource honnête dans l'exercice de sa profession que son goût lui a fait embrasser. »

A la suite de cet arrêt la cour des Monnaies décida que Métivié exécuterait son chef-d'œuvre devant un conseiller de la cour en présence de deux maîtres orfèvres de la ville de Paris nommés d'office.

Après sa réception, Métivié prêta serment et déposa son poinçon sur la table de cuivre du greffe de la cour des Monnaies d'Orléans.

En dehors de ces obligations de réceptions le roi permettait par la création de nombreuses lettres de maîtrise l'accès au métier en dispensant les compagnons des droits et formalités de réception ¹. Nous ne reviendrons pas sur cette question.

Une autre intervention de l'autorité royale avait lieu lors de la réception pour mettre fin aux abus engendrés par les cérémonies des réceptions. Ces abus étaient nombreux et le préambule de l'édit de 1776 dit encore :

« Ils ne sont reçus qu'après des épreuves aussi longues et nuisibles que superflues et après avoir satisfait à des droits ou à des exactions multipliées, par lesquelles une partie des fonds, dont ils auraient eu besoin pour monter leur commerce ou leur atelier, ou mieux pour subsister, se trouve consommée en pure perte. »

Le rédacteur exagère quand il parle des chefs-d'œuvre, en effet nous avons eu l'occasion de dépouiller de nombreux procès-verbaux d'exécution de chefs-d'œuvre et nous n'avons jamais eu l'impression que le chef-d'œuvre dépassait en difficulté le travail courant du métier. Mais où Turgot a raison c'est lorsqu'il parle des frais même de réception, non pas tant des frais principaux qui croissaient en raison de l'endettement involontaire des communautés, mais des frais accessoires et notamment des banquets.

En 1761, un compagnon boulanger reçu maître attaqua les jurés devant le tribunal de police, pour restitution de frais.

1. Édit du roi du 19 juin 1767.

Les maîtres furent condamnés à vingt livres d'amende pour avoir assisté au banquet et à rendre trois cents livres au compagnon qui avait payé cinq cents livres au lieu des deux cents réglementaires¹.

L'affaire n'était pas nouvelle malgré les édits du roi; déjà en 1622 le baillage avait condamné les maîtres menuisiers à la requête d'un compagnon. Ils avaient avoué « qu'ils avaient été priés de se trouver en l'Hôtellerie du Rouable où le souper était apprêté pour bailler chef-d'œuvre du demandeur ». Il convient d'ajouter qu'à la suite du banquet les menuisiers s'étaient traînés de cabaret en cabaret pendant plusieurs jours².

Abus du monopole. — Le roi devait intervenir également pour empêcher les maîtres d'augmenter les prix inconsidérément ou d'accaparer les marchandises. Il n'intervenait que dans les cas importants laissant à l'administration municipale le soin de taxer le pain ou la viande ou de régler la marque des cuirs³.

En 1655 les bouchers augmentèrent la viande alors qu'elle diminuait dans les villes voisines et « abusant de leur métier, ils tuent des vaches au lieu de bœufs et autres bestiaux indignes d'entrer dans le corps humain ». Le présidial réuni en chambre du conseil ordonna que les prix fixés soient affichés et que les visites aient lieu pour vérifier la viande⁴. En 1770, un boucher fut condamné pour avoir acheté des veaux en dehors du marché⁵.

De même en 1623 un boulanger avait été sévèrement condamné par le présidial pour avoir acheté du blé en dehors du marché avant l'heure réglementaire⁶.

En 1740, un certain nombre de maîtres chandeliers avaient passé un accord avec les bouchers pour ramasser tous les suifs. Voulant lutter contre cet accaparement le présidial décida que tous les suifs seraient portés au poids du Roy et distribués à tous les maîtres chandeliers. Il condamna en outre chacun des

1. A. M., F. F. 3, f° 59, audience du 16 mai 1761.

2. E. Develle, *Menuisiers d'art*, et. A. D., série B, bailliage, 10 juin 1623.

3. A. M., série B. B., Nombreuses délibérations au sujet des taxes.

4. A. D., Registre de la prévôté, f° 256, ordonnance du 20 novembre 1655.

5. A. M., F. F. 3, f° 191, audience du 16 juin 1770.

6. A. D., Registre de la prévôté, f° 158, 2 septembre 1623.

accapareurs à cinquante livres d'amendes¹. En 1766, un maître cirier-chandelier fut également condamné pour avoir acheté des suifs à l'année².

Police de fabrication. — Une affaire assez spéciale et qui montre bien l'autorité et l'ingérence du roi dans les communautés mérite qu'on s'y arrête un peu. Le commerce des vins étant le plus important de la région il était normal que la communauté des tonneliers ait joui d'une assez grande importance et fut par là même étroitement surveillée. Déjà en 1609, alors que l'on manquait de bois une décision de Guillaume Ribier, lieutenant général du bailliage, avait interdit l'exportation des tonneaux en dehors des bailliages de Blois, d'Orléans et du Mans³. Au XVIII^e siècle, la crise fut beaucoup plus grave car le rétablissement et l'entretien de la marine consommait tous les bois d'Auvergne, du Bourbonnais et du Berry d'où venaient les deux tiers des merrains destinés à la fabrication des tonneaux. Le présidial fut chargé de faire une enquête et après consultation de la communauté des tonneliers, il fut décidé d'augmenter à l'avenir l'épaisseur des bois ce qui aiderait à la conservation des vins et augmenterait la contenance. Le fait d'augmenter l'épaisseur permettrait à un fût de faire sept ou huit voyages à Paris au lieu de un ou deux ; l'augmentation de la contenance permettrait d'économiser un cinquième de bois. Cette décision permit de donner du travail aux tonneliers et de sauver les récoltes et par là même la culture de la vigne qui « donnait une valeur depuis cinq cents livres à mille écus l'arpent à des coteaux escarpés, à des terrains stériles qui, sans elle ne seraient d'aucun prix ; que par cette culture une paroisse plantée en vignes contenait au moins douze fois plus qu'une autre en labour et de même étendue, sans compter les tonneliers, les voituriers par terre et par eau, les maçons, les charpentiers et les autres artisans, ainsi que les commerçants qu'elle met en œuvre médiatement ou immédiatement⁴ ».

1. A. M., F. F. 1, f° 50, audience du 17 septembre 1740.

2. A. M., F. F. 3, f° 131, audience du 3 mai 1740.

3. A. D., Registre de la prévôté, f° 161.

4. A. D., série B, liasse bailliage, 1782.

En général l'intérêt de la question n'était pas aussi grand ni aussi général. C'était le prévôt ou plutôt le magistrat du présidial « en tour » qui intervenait sur la plainte d'un maître ou du public pour faire appliquer les statuts, ordonner une visite ou approuver une saisie. Nous n'insisterons pas, tous ces points ayant été largement développés, les communautés n'avaient qu'un pouvoir délégué et toutes les affaires de police étaient obligatoirement portées devant la prévôté réunie au présidial. Voici entre beaucoup d'autres un exemple chez les potiers d'étain. Les jurés avaient fait une saisie chez un maître d'un ouvrage mal fait, ils firent un procès-verbal et le procureur du roi se joignit à eux pour l'instance. Un expert fut commis d'office par le bailliage, il fit un rapport et la juridiction condamna le maître en défaut aux peines prévues aux statuts ¹.

Au sujet de ces visites nous noterons également une ordonnance du bailliage pour interdire aux jurés d'extorquer de l'argent aux maîtres à l'occasion des visites ². Cette ordonnance était prise « contre les maîtres jurés de chaque état de cette ville ». Cette question était d'ailleurs liée à celle des banquets car dans les motifs il est dit « qu'il y a journellement plainte des débauches que font les artisans de cette ville aux tavernes et cabarets et que par le séjour qu'ils font auxdites tavernes tout le public en est incommodé et leurs familles ruinées... en outre qu'il n'y a compagnon qui veuille aspirer à la maîtrise qui ne soit contraint de festiner... en outre que pour donner d'avantage de motifs à leurs débauches qu'ils font aux dites tavernes quand les maîtres jurés de chaque métier vont en visitation, ils exigent de l'argent de tous les autres maîtres... ». Il ressort de ceci qu'une grande partie des réunions se passaient au cabaret. D'ailleurs, M. Develle a relevé que les assemblées de menuisiers se tenaient dans un cabaret appelé « La Cage ³ ». Aussi l'ordonnance prévoit contre ces abus, non seulement des amendes mais la prison. Il semble qu'au XVIII^e siècle la situation était meilleure car nous n'avons pas trouvé traces de dérèglements aussi importants.

1. Collection de la Société des sciences et lettres, fonds des potiers d'étain, sentence du présidial du 14 décembre 1607.

2. A. D., Registre de la prévôté (ordonnances des 6 et 13 septembre 1623).

3. E. Develle, *Menuiserie d'Art*.

CHAPITRE IX

LA PARTICIPATION A LA VIE DE L'ÉTAT

Un dernier trait de l'organisation corporative est la participation à la vie de l'État. Cette participation a lieu de deux façons, d'abord sur le plan politique par la représentation des corps dans les assemblées politiques ensuite sur le plan administratif par le fait que les corps assument des tâches d'intérêt public.

Cette participation était le couronnement de tout l'édifice. Telle qu'elle a existé elle a été assez faible, quel résultat aurait-elle donné si elle avait pu se développer comme cela s'était fait pour les corps marchands lors de l'institution des chambres de commerce et du bureau du commerce ? Il est très difficile de le dire. C'est d'ailleurs à l'heure actuelle le point névralgique de toutes les théories qui essaient d'organiser un état corporatif. Nous nous contenterons d'indiquer très rapidement ce qu'était cette participation.

I. — ASSEMBLÉES POLITIQUES

1^o *Les Etats généraux*. — Nous ne parlerons pas des premiers États généraux qui sortent du cadre de cette étude et qui n'étaient pas des assemblées représentatives mais étaient établis sur des principes féodaux. Leur but était de fournir au roi le conseil et l'aide pécuniaire. Ils étaient formés des barons, des prélats, et des représentants des villes privilégiées en tant que seigneuries ¹.

1. Durant le xiv^e siècle on ne trouve pas mention du Tiers état, c'est le duc d'Orléans, comte de Blois et l'évêque de Chartres qui sont convoqués.

Aux États généraux de 1407, le procès-verbal indique « Un Homme d'Eglise et deux laïcs députés de la bonne ville de Blois ». En 1468, l'assemblée élit pour les États de Tours « Deux notables Hommes ».

C'est seulement à partir de la mort de Louis XI, aux États généraux de Tours en 1484 qu'ils deviennent une assemblée élective et représentative. Les élections se firent, ce qui ne devait plus se reproduire, au suffrage universel et direct. En effet, à partir de 1560, les élections eurent lieu par ordre au suffrage restreint mais direct pour la noblesse et le clergé et au suffrage universel, mais indirect, à plusieurs degrés pour le tiers état. Également à partir de 1484 la circonscription fut le bailliage. C'était pour Blois une circonscription fort importante puisque

« Le bailliage de Blois, produit d'acquisitions et d'alliances successives s'étendait sur plusieurs provinces. Au Midi il avançait jusqu'à Châteauroux, où la rive de l'Indre était de sa mouvance ; il enclavait aussi une très grande partie des cantons de Levroux, Vatan, Valençay, Saint-Aignan et Celles-sur-Cher. Dans l'Ouest il se terminait à Monthou-sur-Cher laissant au delà de ses limites la ville de Montrichard et toutes les communes occidentales de ce canton. Au Nord il enserrait le Dunois, se terminait dans la Beauce par une saillie très allongée, dont la commune de Robertan était le point extrême puis se repliait au Nord-Est sur la frontière du duché, aujourd'hui la limite de l'arrondissement de Vendôme. A l'Est il prenait, sur la rive droite de la Loire, la ville de Beaugency et sur l'autre rive se reliait au bailliage de Romorantin.

« Toute cette superficie, qui représentait le comté de Blois, le vicomté de Dunois, la baronie de Romorantin, renfermait un des plus célèbres et des plus vastes fiefs de l'ancien royaume de France, d'où relevaient les grandes terres féodales de Valençay, Saint-Aignan, Beaugency, La Ferté-Beauharnais, Cheverny, Celles-sur-Cher ¹. »

Pour le Tiers État les délégués des diverses paroisses se réunissaient dans une petite ville de la région avec d'autres délégués nommés par cette petite ville et ils élisaient des délégués chargés d'aller voter à l'assemblée de bailliage. Ces délégués se retrouvaient avec les délégués du chef-lieu de bailliage pour élire les

1. *Tableau de la noblesse du bailliage de Blois*, Paris. Augustre Aubry, libraire (1863).

députés. Donc à Blois à partir de 1560 les élections eurent lieu à deux degrés pour le Tiers État.

Nous avons peu de renseignements sur les élections des députés aux États d'Orléans en 1560. Dupré¹ indique comme députés de Blois : Charles Leroy grand prieur de Saint-Lomer et Levasseur religieux de la même abbaye et quatre bourgeois mais dont il ignore le mode d'élection au premier degré.

Pour les premiers États de Blois en 1576 nous avons beaucoup plus de précision². Les lettres du roi en date du 16 août 1576 avaient prescrit la réunion des trois ordres et le 28 août les notables s'étaient réunis à l'Hôtel de Ville. Douze commissaires furent nommés pour recueillir les doléances³. Le 1^{er} octobre les trois ordres se réunirent dans la grande salle du palais de justice où le lieutenant général exposa le motif de la réunion puis la noblesse restant dans la salle, le clergé se rendit au chapitre de Saint-Sauveur et le Tiers État à l'Hôtel de Ville pour procéder aux élections.

L'ordre de la noblesse ne comptait que trente-sept gentils-hommes qui élirent le sieur d'Illiers comme député. Le clergé du chef-lieu qui avait droit à sept délégués désigna comme délégué : le doyen de Saint-Sauveur et un chanoine, deux religieux de Saint-Lomer, le Prieur de Bourg-Moyen, le Prieur de Saint-Martin, un chanoine du chapitre Saint-Jacques. Le clergé du reste du baillage n'avait que deux délégués. Sur quarante-six électeurs du Tiers État Blois en avait vingt-neuf.

Comme nous l'avons vu plus haut les 17 électeurs des campagnes provenaient de l'élection faite au premier degré et deuxième degré et les 29 électeurs de Blois étaient : 2 échevins, 2 avocats, le lieutenant particulier et l'avocat du roi du présidial, le lieutenant des eaux et forêts et 22 bourgeois. Le député du clergé fut le doyen de Saint-Sauveur et le député au Tiers État fut le lieutenant général avec, comme suppléant, l'avocat de la ville.

1. *Histoire de Blois*, livre II, p. 101.

2. Dupré, *Histoire de Blois et de la Saussaye, Histoire de la ville de Blois*.

3. Le lieutenant général du présidial, le lieutenant de la maîtrise des eaux et forêts, un secrétaire du roi, un maître des comptes, cinq gentilshommes, trois marchands.

Les mêmes formes furent conservées par les élections aux seconds États généraux de Blois en 1588. Le député de la noblesse fut encore le sieur d'Illiers, le député du clergé fut le doyen de Saint-Sauveur, et le député du Tiers État le lieutenant général avec, comme suppléant, le procureur du roi au bailliage.

On voit que le suffrage était très réduit puisque les gens de métiers et les petits marchands étaient éliminés et naturellement les laboureurs, journaliers, ouvriers et domestiques.

Pour les États de 1614, la coutume d'élire les députés par ordre était définitivement fixée. Le député de la noblesse fut François de Racine grand bailli de Blois, et celui du clergé l'évêque de Chartres, Philippe Hurault. Les délégués du Tiers État se réunirent à Blois au nombre de 115 dont 94 pour Blois, ils élurent comme député Guillaume Ribier, lieutenant général du présidial.

Jusqu'ici nous ne voyons intervenir dans la vie politique du pays qu'une partie des corps de la Ville : ecclésiastiques, officiers royaux, gens de robe, notables bourgeois. Les corps de marchands et les communautés de métiers ne vont prendre part à la vie politique qu'à la suite de l'édit de mai 1765 réformant l'administration communale.

Ceci d'ailleurs ne présentait pas un grand inconvénient car la participation des États généraux au pouvoir législatif fut infime. Les États ne pouvaient s'immiscer dans le pouvoir législatif que par le moyen des griefs et des doléances; en effet, les États se servirent de l'occasion des demandes de subsides pour tâcher d'obtenir la disparition des abus. Ces doléances étaient réunies dans un cahier général qui n'avait aucune valeur juridique obligatoire pour le roi qui, cependant, donnait parfois satisfaction aux demandes.

Nous allons maintenant examiner les élections aux États généraux de 1789 non pas pour leur influence politique puisque les corps supprimés n'eurent aucune action mais parce que le mode d'élection fut entièrement basé sur l'organisation corporative.

C'est un règlement du 24 janvier qui avait fixé les modalités des élections des députés. Conformément à ce règlement le

lieutenant général se mit aussitôt à l'œuvre, toutefois il dut faire préciser par le garde des sceaux « si on devait compter les Dominicains et les Minimes qui sont rentés et ne quêtent point quoique d'institut mendiant » et « si on doit confondre dans la même assemblée des gens ne formant aucune corporation avec les jardiniers, mariniens et journaliers ¹ ».

Sur les 222 assemblées de paroisses 130 furent présidées par des officiers de justice et 30 par des notaires conformément à l'article 24 du règlement et comme très souvent les présidents furent nommés comme délégués il y eut ainsi, 40 officiers de justice, 4 avocats et 12 notaires délégués à l'assemblée primaire.

A Blois les élections devaient se faire par corps. Le corps municipal sur la proposition du lieutenant général prit un arrêté dans lequel il était dit notamment ².

« Nous ordonnons que les corps et corporations d'arts et métiers de cette ville seront par nous invités dans les personnes de leurs syndics ou chefs, par un valet de la ville, qui leur remettra une lettre avec un modèle de procès-verbal portant invitation de s'assembler dans le lieu ordinaire de leurs délibérations à l'effet de nommer un député à raison de cent et au-dessous, deux au-dessus et ainsi de suite...

« Que les corporations d'arts libéraux et généralement tous les autres citoyens réunis par l'exercice des mêmes fonctions et formant des assemblées ou corps autorisés, seront également invités par lettre de nous de s'assembler à l'effet de nommer deux députés à raison de cent et au-dessous, deux au-dessus et ainsi de suite.

« Que pour le jeudi 26 à huit heures du matin, il sera convoqué une assemblée de tous les citoyens qui ne sont compris dans aucun corps, communauté ni corporation... pour élire des députés dans la proportion de deux pour cent individus et au-dessous présents... »

Les corps et corporations se réunirent les 25, 26, 27 et 28 février et le 1^{er} mars 1789. Le présidial, la maréchaussée, l'élection,

1. Lesueur et Cauchie, *Cahier des doléances*.

2. *Id.*

les eaux et forêts, le grenier à sel, les avocats, les notaires, les huissiers, les procureurs, les chirurgiens, les apothicaires élirent respectivement deux députés. Les corps de marchands et les perruquiers réclamèrent le droit d'en nommer deux et lors de l'assemblée générale du tiers le corps municipal leur donna acte de leur réclamation ¹. Les huissiers n'avaient pas primitivement été convoqués, ils réclamèrent disant qu'ils formaient bien un corps puisqu'ils avaient plaidé comme tel devant le parlement ². L'assemblée des habitants non incorporés désigna comme nous l'avons vu 4 délégués.

Les délégués se réunirent le 2 mars à l'Hôtel-de-Ville au nombre de 174 et élirent dix députés à savoir, 2 officiers du présidial, 2 officiers des eaux et forêts, 1 officier de l'élection, un notaire, un procureur, un chirurgien et 2 marchands.

Nous voyons de suite l'importance prise par les corps de judicature puisque, alors qu'ils comptaient déjà les délégués d'une grande partie des paroisses, ils étaient délégués encore par les corporations. Il y eut des protestations contre cette ingérence des gens de loi mais on passa outre.

Le 9 mars 1789, l'assemblée préliminaire du Tiers État au bailliage de Blois se tint au palais de justice. Il y avait 515 députés dont 52 représentant 12 villes et 463 représentant 220 paroisses. Cette assemblée se réduisit au quart le 13 mars et il resta 140 députés pour assister à l'assemblée particulière du Tiers État.

L'assemblée générale des trois ordres se réunit le 16 mars 1789 sous la présidence du lieutenant général puis chaque ordre se réunit ensuite en assemblée particulière pour élire ses députés aux États généraux, savoir :

Noblesse. . .	{	Vicomte de Beauharnais, major en second au régiment de la Fère; de Phelines, capitaine corps royal du génie; suppléant : Lavoisier.
Clergé . . .	{	Chabault, curé de Saint-Victor; de la Roche. Negly, curé de Saint-Honoré.

1. A. M., B. B. 3, Registre des délibérations, 2 mars 1789.

2. *Id.*, 28 février 1789.

Tiers État .	{	Druillon, lieutenant général du bailliage. Turpin, lieutenant criminel du bailliage. Delaforge, avocat au parlement. Dinochau, avocat au présidial.
--------------	---	--

Ainsi malgré la réforme électorale le tiers état avait encore et pour la dernière fois confié ses intérêts aux officiers de justice. C'est que les membres du tiers état peu habitués à la vie politique s'en étaient remis aux soins des officiers comme ils avaient l'habitude de le faire pour la conduite et la solution de leurs difficultés journalières.

2^o *Assemblées provinciales et de département.* — Les assemblées provinciales et de département créées par l'édit de juin 1787 n'eurent qu'une existence éphémère. Le règlement du 18 juillet 1787 pour la province de l'Orléanais prévoyait :

« L'administration de la généralité d'Orléans sera divisée en trois espèces d'assemblées différentes, une municipale, une des départements et une provinciale... »

« Elles seront élémentaires les unes des autres, dans ce sens que les membres de l'assemblée de province seront choisis parmi ceux des assemblées de département et ceux-ci pareillement parmi ceux qui composeront les assemblées municipales. »

L'assemblée de département de Blois et Romorantin devait se composer de 24 membres dont 12 pour le clergé et la noblesse et 12 pour le Tiers État. Chacun des six arrondissements qui composaient le département envoyait donc quatre députés : un pour le clergé, un pour la noblesse et deux pour le Tiers État. Ils devaient être élus par une assemblée représentative de paroisses (seigneurs, curés et syndics) et deux délégués pris dans l'assemblée municipale.

L'assemblée de département devait se réunir une fois par an et dans l'intervalle les affaires courantes étaient réglées par un bureau intermédiaire de quatre membres.

Toutefois, ces règles ne devaient être appliquées qu'au bout de quatre ans. La première assemblée provinciale fut composée en partie par le roi et en partie par l'assemblée elle-même.

Les membres de l'assemblée de département furent nommés par l'assemblée provinciale. Sur les 24 représentants les corps

de Blois qui nous intéressent n'avaient que quatre délégués : le lieutenant général et le lieutenant particulier du bailliage, un officier des eaux et forêts et le sous-doyen du chapitre.

L'assemblée provinciale se réunit une fois en 1787 et l'assemblée de département deux fois en novembre 1787 et en octobre 1788. Leurs attributions étaient sensiblement celles du conseil général actuel.

Elles ne présentent que peu d'intérêt pour notre étude, car, contrairement aux États généraux de 1789 elles ne furent pas une émanation de l'organisation corporative. Nous en avons parlé car elles dénotent au même titre que les édits de Turgot un nouveau courant d'idées qui finira par l'emporter avec la Révolution.

3^o *Les Assemblées municipales.* — Jusqu'à la fin du XII^e siècle on ne trouve à Blois aucune trace d'organisation municipale. L'administration de la ville est confiée aux officiers du comté. C'est en 1196 que Louis I^{er}, fils de Thibault V donna une charte aux habitants de Blois mais ce n'est qu'à la fin du XIV^e siècle que l'administration municipale existe réellement et ce n'est qu'au XV^e siècle qu'elle fonctionne à peu près régulièrement.

Même après l'octroi de la charte les officiers du comté continuèrent à avoir une place prépondérante dans l'administration, ce furent les invasions anglaises qui, forçant la ville à entretenir les fortifications, contribuèrent à la création des officiers municipaux. L'origine des élus remonte à la fin du XIV^e siècle. Ces élus nommés par une assemblée générale s'appelaient à Blois, les Quatre. L'assemblée générale se composait des principaux habitants ou bourgeois.

« Le terme bourgeois ne comprend pas tous les habitants des villes, les nobles encore qu'ils y fassent leur demeure ne se qualifient pas de bourgeois, parce que la noblesse est un ordre du tout séparé du Tiers État ; et d'ailleurs, les viles personnes du menu peuple n'ont pas droit de se qualifier de bourgeois ; aussi n'ont-elles point part aux honneurs de la Cité, ni voix aux assemblées, en quoi consiste la bourgeoisie ¹. »

Nous avons le procès-verbal d'une assemblée du 7 juil-

1. Loyseau, *Traité des ordres*, chap. VIII, n^o 8.

let 1379¹ : 80 habitants sont présents et parmi eux nous trouvons seulement pour les corps : un boulanger, un mercier, deux gradués de l'Université.

Durant tout le x^v^e siècle on retrouve les quatre administrateurs des affaires de la ville représentant la communauté dans tous ses actes. En général, un des quatre était le prévôt de la Ville, les autres des licenciés en droit ou en droit canon. En 1479, on trouve¹ un moine de Bourg-Moyen, deux licenciés en loi, un marchand, en 1481 le sous-prieur de Saint-Lomer, un conseiller du roi et deux marchands, en 1495 deux marchands, en 1498 un chanoine de la collégiale de Saint-Sauveur.

Au x^{vi}^e siècle, l'administration municipale reste la même mais le nom d'élus est remplacé par celui d'échevins. Ceux-ci sont au nombre de cinq, deux sont choisis parmi les officiers royaux, deux parmi les marchands, enfin Saint-Lomer, Bourg-Moyen et Saint-Sauveur nomment toujours un des leurs à tour de rôle. Les échevins sont toujours désignés en assemblée générale.

Le x^{vii}^e et le x^{viii}^e siècles voient l'affaiblissement des libertés municipales. Un arrêt du conseil d'État du 7 janvier 1610 ajoute 8 conseillers de ville aux échevins. Un autre arrêt du 22 février 1664 prévoit l'élection à 2 degrés. L'assemblée générale, au lieu de comprendre tous les bourgeois de la ville, serait composée du corps de ville augmenté de 34 notables savoir :

Quatre ecclésiastiques ;

Dix officiers royaux ;

Dix nobles ou bourgeois ;

Dix marchands.

Les quatre ecclésiastiques sont nommés par le clergé, les autres notables par des assemblées paroissiales².

En 1690, les fonctions d'échevins deviennent vénales ; nous trouvons ici comme pour les corps durant cette période, la multiplication des offices. Pendant près d'un siècle, la ville luttera en vain pour essayer de sauvegarder sa liberté en rachetant les offices.

1. Soyer, *La communauté des habitants de Blois*.

2. Quatre paroisses : Saint-Solenne, Saint-Honoré, Saint-Martin et Saint-Sauveur.

Cependant de 1765 à 1771 fonctionna un régime de liberté sur lequel nous insisterons un peu car il fut le seul régime municipal de l'ancien régime, basé directement sur l'organisation corporative.

Le 26 août 1765¹ se rassemblaient à l'Hôtel de Ville conformément à l'édit de mai 1765 les députés des différents corps de la ville. Ils étaient chargés d'élire les quatorze notables qui, adjoints aux échevins, devaient constituer la nouvelle assemblée municipale. Les députés « des différents corps, compagnies et communautés de cette ville et fauxbourgs » comprenant :

- 1 député pour le chapitre ;
- 1 député pour l'ordre ecclésiastique ;
- 1 député pour la noblesse et les officiers militaires ;
- 1 député pour le présidial ;
- 1 député pour les eaux et forêts ;
- 1 député pour l'élection ;
- 1 député pour le grenier à sel ;
- 1 député pour la communauté des avocats ;
- 1 député pour la communauté des notaires ;
- 1 député pour la communauté des procureurs ;
- 1 député pour les commerçants, médecins et bourgeois vivant noblement ainsi que des personnes qui exercent les professions libres et arts libéraux.

1 député pour les marchands négociants en gros et en détail.

Enfin, 1 député pour chaque corps de commerce ou communauté d'arts et métiers.

Au cours d'une longue séance ils élirent ainsi que le prévoyait l'édit :

- Le 1^{er} notable pour le chapitre qui fut le doyen ;
- Le 2^e pour l'ordre ecclésiastique ;
- Le 3^e pour la noblesse et les officiers militaires ;
- Le 4^e pour le baillage qui fut le lieutenant civil ;
- Le 5^e pour les eaux et forêts, l'élection et le grenier à sel qui fut le maître particulier des eaux et forêts ;
- Les 6^e, 7^e et 8^e pour les avocats, médecins et bourgeois

1. A. M., B. B. 3, Registre des délibérations municipales.

vivant noblement. Furent élus un avocat, un médecin et un bourgeois ;

Le 9^e pour les notaires et procureurs. Ce fut un notaire qui fut élu ;

Les 10^e, 11^e et 12^e étaient élus parmi les négociants en gros tenant boutique ouverte, les chirurgiens et les arts libéraux.

Les 13^e et 14^e étaient élus parmi les artisans.

Ce régime ne dura pas et le subdélégué dans la séance du 1^{er} février 1773 ¹ donnait lecture d'un édit du mois de novembre 1771 qui rétablissait en titre d'offices les offices d'officiers municipaux. Pour la dernière fois la ville racheta les offices mais ce ne fut qu'en 1786 qu'elle obtint le régime de liberté étudié précédemment.

En résumé, en dehors du régime municipal de 1765 le seul essai qui ait été fait d'une représentation corporative complète a été celui des élections aux États généraux de 1789. Cet essai ne nous permet pas de porter un jugement car d'une part les corporations élirent des officiers de judicature pour les représenter et d'autre part la marche précipitée des événements après la réunion des États Généraux détruisit toute idée de représentation d'intérêts de corps en supprimant le mandat impératif et en fusionnant tous les députés dans une assemblée constituante.

II. — TÂCHES D'INTÉRÊT PUBLIC

De même qu'elles avaient provoqué l'émancipation des communes les questions militaires devaient être les premières tâches d'intérêt public qu'allaient assumer les corporations.

Les charges militaires. — Les seigneurs féodaux n'avaient pas assez de troupe pour assurer la défense de toutes les villes de leur comté, d'autre part, les habitants des villes ne voyaient jamais sans inquiétude les bandes armées amies ou ennemies s'installer chez eux. Aussi la défense des murs de la ville était confiée aux habitants de Blois.

1. A. M., B. B. 3, Registre des délibérations municipales.

Dès l'époque la plus reculée, existait un service spécial aux gens de métiers : Ce service de l'échauguette s'était transformé en partie en impôt dès 1355 ¹. Il tendit à devenir un impôt sur les métiers, car les comptes spécifiaient toujours la répartition hebdomadaire du service entre les différents métiers ² et le préambule spécifiait toujours « l'eschauguette qu'ils doivent à cause de leur métier ».

Au XIV^e siècle, durant les guerres avec les Anglais, voulant réorganiser la garde de la ville les comtes de Blois établirent le guet mais en stipulant qu'ils réservaient leur droit d'échauguette sur les gens de métier.

Au XV^e siècle disparaît l'échauguette. Le guet qui l'a remplacé, puis la milice qui vint après, ne sont plus spéciaux aux gens de métier. A cette époque, la force militaire est définitivement organisée. La milice devient un impôt réparti sur tous les habitants, cette milice bourgeoise est d'ailleurs une affaire qui remplit les registres des délibérations municipales. Les grades y sont en titre d'office et à une époque où toute distinction est vivement recherchée on se dispute les grades. Notons qu'en 1746 l'assemblée municipale constate que les sergents de bourgeoisie ne suffisent plus au service ; que d'autre part, ils ne reçoivent pour gages que l'exemption du logement des gens de guerre. La municipalité décide de créer un corps de métier de vingt archers qui seront habillés aux couleurs de la ville.

Ceci nous amène à parler d'une charge militaire assez lourde qui s'ajoutait à l'impôt de la milice : le logement des gens de guerre. On en retrouve la trace dans de nombreuses délibérations des corporations. C'était le syndic qui faisait l'avance ³.

Cette charge existait encore en 1750 nous voyons en effet les apothicaires obligés de participer au logement des grenadiers du roi, puis de l'état-major du corps de cavalerie de Maurice de Saxe ⁴. Cette obligation s'étendait même aux prisonniers de guerre, en 1748 la même communauté est obligée de liquider

1. A. M., Collection Joursanvault, rôle IV, compte de 1355.

2. A. D., Comptes de la prévôté, 1394-1395.

3. A. D., F., Registre des apothicaires, 13 février 1748.

4. A. D., F., Registre des apothicaires, 10 juillet 1750.

des dépenses assez importantes qui ont été engagées, pour loger et garder les prisonniers hollandais.

Ce ne sont donc pas les maîtres qui payaient ces impôts ou ces taxes, mais la communauté considérée comme un organe semi-public. La répartition de la dépense est faite ensuite par le syndic à l'intérieur de la corporation ou bien la dépense totale est inscrite au débit de la bourse commune.

2^o *Participation des dirigeants de la corporation dans l'administration des impôts.* — La corporation assumait des fonctions qui sont aujourd'hui du ressort des fonctionnaires de l'État.

Qu'il s'agisse des contributions volontaires ou d'impôts nouveaux ce n'est pas au maître que le roi s'adresse mais à la communauté. A ceci, deux raisons, d'abord il est plus simple pour l'administration de s'adresser directement à un corps constitué qu'à des citoyens dispersés ; ensuite il y a une grosse garantie pour le trésor royal, car tous les membres de la communauté sont rendus solidaires et il n'y a pas à craindre les mauvais payeurs.

L'origine de cette façon d'opérer avait été dans la perception des impôts sur les offices rachetés par les communautés. Ces offices ayant été achetés en commun les gages en tombaient dans la bourse commune qui, en contre-partie, supportait les charges. Nous avons vu également que les charges militaires étaient réglées par le syndic puis réparties entre les maîtres. Au recouvrement de l'impôt de la milice vint s'ajouter celui du dixième d'industrie en 1710, puis le vingtième depuis 1749, enfin la capitation.

La répartition de la capitation des corps et communautés de métiers était effectuée par le magistrat chargé de la police entre les corporations. Puis à l'intérieur de la corporation la répartition était faite par les syndics ¹.

Le vingtième était les trois quarts de la capitation et la milice le seizième, la répartition et le recouvrement se faisaient en même temps que la capitation.

Le recouvrement était assuré par les jurés qui étaient obligés

1. Arrêt du conseil du 4 février 1781.

de payer à la place des récalcitrants. Ils touchaient une remise de 4 deniers par livre ce qui confirme leur rôle d'officier public.

Dans tout ce que nous venons de dire il s'agit essentiellement des corps de marchands des communautés de métiers et des professions libérales car tous les autres corps par leur nature même, remplissaient une tâche ayant un caractère public.

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette étude peut-être un peu longue mais en tout cas sincère et objective.

Nous avons vu une société bien peu différente de la nôtre et il nous eût été facile chemin faisant de trouver à chaque difficulté ou à chaque trait de ces corps un cas semblable dans la vie moderne.

Nous avons vu l'organisation de la société en corps ou communauté, organisation qui, contrairement à l'idée généralement admise, n'était pas limitée aux marchands et aux artisans.

De l'ensemble de tous les faits exposés il ressort bien que l'organisation corporative de l'ancienne France n'était pas aussi critiquable qu'on a bien voulu le dire mais qu'elle était loin aussi de réaliser la perfection. Si cette organisation n'a pas donné les résultats que l'on aurait pu en attendre, la faute n'en est pas aux principes, ni aux corps eux-mêmes, mais au pouvoir royal qui n'a jamais su ou pu jouer le rôle important qui était le sien.

Nous ne croyons pas que quelqu'un de bonne foi, étant donné l'état d'avancement de la technique à cette époque, puisse critiquer des édits comme ceux du 21 novembre 1577, de décembre 1581, d'avril 1597 sur les communautés de marchands et les corps de métiers. Nous ne pouvons accepter sans réserves le préambule de l'édit de Turgot car tous les abus et inconvénients qu'il relève furent le fait de l'exploitation fiscale des communautés et par suite le manque de fermeté du pouvoir royal vis-à-vis de corps dont il était sans cesse le débiteur. Nous ne pouvons que souscrire aux paroles de Lespinasse¹ : « Les emprunts

1. Lespinasse, *Les métiers et corporations de la ville de Paris*, livre I, p. 2.

et les dettes qui en furent la conséquence (des édits) engendrèrent des abus de tous genres dans les prix des chefs-d'œuvre, des maîtrises et des visites des jurés. Le malaise et le désordre compromirent l'existence des communautés sans toutefois les détruire, parce qu'on y trouvait les conditions d'une situation stable sinon prospère. »

Il ne paraît pas que le cadre des corporations ait pu nuire au développement de l'industrie, car, à côté des métiers existaient des manufactures et des industries comme le fer et la verrerie qui échappaient au cadre de cette organisation. De même le pouvoir central avait un moyen de favoriser les inventeurs par la création des brevets royaux. Sans doute dira-t-on, les cahiers de revendications aux États généraux demandaient la suppression des corporations, d'abord était-ce bien la majorité ? D'autre part, quand on connaît par qui et comment ont été rédigés ces cahiers, on est en droit de n'y attacher qu'une confiance relative.

Une réforme avait été tentée par l'édit du 28 août 1776 après la chute de Turgot. Elle semblait avoir prévu la fin de tous les abus, on ne peut malheureusement pas en juger car la Révolution survint avant la fin de la réorganisation. Nous pensons cependant qu'appliquée avec loyauté par l'État elle eût donné de bons résultats.

Mais en fait cela n'intéressait qu'une partie des corps car, comme le disait l'avocat général du roi lors de l'enregistrement de l'édit de Turgot :

« Tous vos sujets, Sire, sont divisés en autant de corps différents, qu'il y a d'états différents dans le royaume : le clergé, la noblesse, les cours souveraines, les tribunaux inférieurs, les officiers attachés à ces tribunaux, les Universités, les Académies, les compagnies de finances, de commerce, tout présente et dans toutes les parties de l'État des corps existants qu'on peut regarder comme les anneaux d'une grande chaîne dont le premier est dans les mains de votre Majesté, comme chef et souverain administrateur de tout ce qui constitue le corps de la nation. »

* * *

En supprimant les corps la Constituante avait pensé solution-

ner le problème. Mais il s'est reposé et avec une acuité beaucoup plus grande.

En effet, l'action du Gouvernement a, au cours du XIX^e siècle glissé du domaine politique au domaine économique. Le régime représentatif avait eu à faire face à des problèmes politiques durant le XIX^e siècle tandis qu'actuellement il doit résoudre avant tout des problèmes économiques. Non pas que l'économie doive l'emporter sur le politique mais il est évident que l'État, obligé de résoudre des questions qui souvent lui échappent, a regardé autour de lui pour s'appuyer sur des groupements professionnels ou tout au moins pour avoir des avis, or il n'a trouvé qu'une poussière d'individus. On a alors organisé à la hâte des organismes comme les chambres de commerce, d'agriculture et tout récemment de métiers. Tous ces organismes sans attributions définies n'ont pas une grande influence. Le système a été couronné par un Conseil National Économique qui joue un rôle fort effacé.

Il est donc bien évident qu'il faut trouver une solution pour que les groupes économiques aident l'État dans sa gestion.

Avant de voir en toute objectivité les solutions proposées voyons d'abord quels corps il serait possible de reconstituer et sous quelle forme ?

Nous ne parlerons plus de corps ecclésiastiques, la séparation des Églises et de l'État ayant résolu définitivement un problème irritant et qui avait soulevé, nous l'avons vu, de graves difficultés sous l'ancien régime.

Il ne semble pas souhaitable de reconstituer les corps d'officiers ou plutôt les corps de fonctionnaires. Avec un État fortement centralisé et organisé le fonctionnaire est un rouage de l'État qui doit faire corps avec lui. Il faut se souvenir de l'Arrêt d'Union et du péril que courut la monarchie, d'ailleurs de nos jours nous voyons l'histoire se rééditer par le conflit des syndicats de fonctionnaires avec le Gouvernement. Les fonctionnaires faisant partie de l'État il serait simple de leur établir des statuts ayant un caractère constitutionnel.

Il serait facile de rétablir les corporations pour les professions libérales. Elles sont en partie reconstituées pour les avocats, par le barreau, pour les notaires, les avoués, les huissiers par

les chambres, pour les médecins et chirurgiens et les pharmaciens par les syndicats. A l'heure actuelle on demande des garanties pour l'exercice des professions de banquiers, d'assureurs, d'architectes ou d'ingénieurs. Nous ajouterons même que dans ce domaine ces créations sont indispensables si l'on veut mettre fin à une décadence très nette de la conscience professionnelle.

Pour le commerce et l'industrie la question est beaucoup plus complexe. Ici il est très difficile de copier le passé. Il faut en effet éviter une confusion ; sous l'ancien régime lorsque l'on parle de corporation de marchands ou d'artisans on ne parle pas de l'ouvrier et bien des malentendus naissent actuellement de ce fait dans les discussions. La corporation ne s'occupait pas de l'ouvrier, il n'avait aucun rôle actif et si les statuts en parlent c'est en raison directe de son rôle dans l'activité générale du métier et non dans son intérêt personnel.

La grosse question qui se posera sera de savoir de quelle manière patrons et ouvriers seront groupés, seront-ils divisés à la base pour être groupés au sommet ou groupés dès le début dans une association mixte ? Nous ne faisons qu'indiquer le problème qui sort de notre sujet. En tous cas il semble bien que la formule syndicale qui avait donné de grands espoirs entraîne à une lutte de classes dangereuse pour la nation. Il n'est peut-être pas déplacé de reproduire ici les fortes paroles que prononçait M. Albert de Mun lors de la discussion de la loi sur les syndicats en 1883.

« Ce qu'il y a dans les syndicats actuels, c'est surtout une pensée de lutte, un moyen de résistance contre le capital ; ils donneront aux ouvriers une arme pour faire hausser les salaires ou diminuer les heures de travail, mais ils ne leur donneront pas ce qui leur manque par dessus tout, la sécurité dans l'avenir, la stabilité de la condition et l'élévation progressive dans la profession ; et ainsi ils n'apporteront aucun remède à la grande plaie de ce temps, à la plaie du prolétariat, c'est-à-dire à la situation de cette masse immense de travailleurs qui vit au jour le jour, sans foyer, sans lendemain, sans moyen certain d'existence...

« En face des ouvriers, les patrons s'organiseront aussi. Ils fortifieront leurs moyens d'action ; dans cette bataille d'intérêts

ils oublieront de plus en plus leur devoir social et il n'y aura plus jamais en présence que des ennemis. Alors, dans cette guerre impie tout le monde souffrira : les ouvriers d'abord qui sont les plus faibles ; les maîtres qui peu à peu seront ruinés, et finalement la patrie française qui s'épuisera dans des luttes sans fin au grand préjudice de son repos sans cesse menacé, de sa dignité compromise par le spectacle de ses divisions, de sa prospérité enfin, atteinte à sa source par la décadence de son industrie.

« Un pays ne peut pas vivre dans les conditions sociales et économiques qui instituent en permanence la lutte entre les deux éléments du travail et l'antagonisme entre les classes ; l'anarchie et la désorganisation conduisent nécessairement à la ruine ; on ne peut en faire l'état normal et régulier d'une nation. »

* * *

Les corps étant reconstitués par quel procédé interviendraient-ils dans la politique du pays ? Tous les systèmes proposés peuvent se ramener à trois conceptions différentes : La première solution, qui est d'ailleurs celle vers laquelle on tend en France, est la représentation autonome des compétences qui place auprès du gouvernement des conseils consultatifs tirés des différents corps de la nation.

La deuxième solution est la représentation des intérêts proprement dits. Dans ce système, les assemblées politiques deviennent mixtes ou politico-professionnelles ou une des assemblées est politique et l'autre représente les intérêts professionnels.

Enfin, dans la troisième solution la représentation économique remplace la représentation politique.

Ces solutions correspondent à deux tendances très nettes : d'une part une tendance quasi corporative caractérisée par l'absence de participation à l'exercice du pouvoir politique d'autre part, la vraie tendance corporative caractérisée par une prétention à l'exercice de ce pouvoir soit en y participant, soit en s'en emparant complètement.

Nous n'insisterons pas sur les plans qui découlent de ces deux tendances. Ils sont très nombreux et leur exposé dépasserait le but que nous nous sommes proposé.

Nous avons fait cette incursion dans la vie actuelle pour montrer que l'histoire se répète et qu'un passé semblant révolu s'est révélé de nouveau.

Quelle sera la solution de l'avenir ? Ce n'est pas à nous d'en préjuger. L'État doit avant tout être fort pour faire respecter l'intérêt général et la volonté de la nation. Il doit intégrer tous ces éléments professionnels qui lui donneront une autorité accrue et ne doit pas laisser se développer en dehors de lui des forces susceptibles de le renverser. Au fond la monarchie n'avait pas trop mal réussi dans sa politique vis-à-vis des corps. Et M. Poincaré dans un discours à la Chambre du 29 juin 1928 ne reprenait-il pas la conception royale lorsqu'il s'exprimait ainsi :

« Quand la République s'est fondée la liberté d'association n'existait pas dans le pays : les intérêts professionnels eux-mêmes n'avaient pas la faculté de se grouper. Les plus anciens d'entre nous ont connu un temps où les chambres n'étaient guère saisies que de pétitions individuelles.

« Les lois sur les syndicats et sur les associations ont provoqué dans l'économie politique et dans les mœurs sociales une révolution qui, au total a été heureuse et féconde, mais qui pour ne pas dévier doit se concilier dorénavant avec le fonctionnement normal du régime parlementaire. Il est certes très utile que le gouvernement et les chambres reçoivent les avis autorisés de groupements, agricoles, patronaux, ouvriers, mais il est nécessaire qu'à l'égard de ces groupements le pouvoir législatif et exécutif, l'un et l'autre gardiens des prérogatives de l'État, conservent leur liberté d'examen et de décision. Il faut choisir : ou bien la souveraineté réside dans le peuple et elle ne peut être exercée que par le mandataire du peuple, ou bien elle réside dans les corporations indépendantes qui ne sont pas nommées par le peuple mais qui s'affranchissent du gouvernement, et alors il devient impossible à la volonté nationale de se faire entendre et respecter. »

A Blois, le 25 décembre 1937.

BIBLIOGRAPHIE

1° OUVRAGES

- OLIVIER-MARTIN. — *Cours d'histoire du droit public* (doctorat 1933-1934).
- BERNIER. — *Histoire de Blois*, in-4°, Paris, 1682.
- BERGEVIN et DUPRÉ. — *Histoire de Blois*, 2 vol. in-8°, Blois, 1846-1847.
- DE LA SAUSSAYE. — *Histoire de la ville de Blois*, in-12, Paris, 1846.
- LESUEUR et CAUCHIE. — *Cahiers de doléances du bailliage de Blois en 1789*, 2 vol. in-8°, Blois, 1907-1908.
- Charles DE BEAUCORPS. — *Une province sous Louis XIV*, l'administration des intendants d'Orléans.
- Dom BEAUNIER. — *La France monastique*, t. I, Province ecclésiastique de Paris. Diocèse de Blois.
- Camille BLOCH. — *Etude sur l'histoire économique de la France*, 1760-1789 (Orléanais), Paris, 1900.
- DEVELLE. — *Les artisans blésois* (1° cordonniers ; 2° peintres en émail).
— *Les menuisiers d'art*.
- TROUOSSART. — *La commune de Blois de 1517 à la fin du XVIII^e siècle d'après les registres municipaux*. Migault, Blois, 1896.
- SOYER. — *La communauté des habitants de Blois*, in-8°, Paris, Picard, 1894.
- FROMONT. — *Essai sur l'administration de l'assemblée provinciale de la Généralité d'Orléans* (1787-1790).
- DE LESPINASSE. — *Corporations et métiers de Paris*, 2 vol. in-4°, Paris.
- Et.-Martin SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métiers*, Paris, 1922 (3^e édition).
- Calendrier historique de l'Orléanais pour l'année 1773.
- Calendrier historique de l'Orléanais pour l'année 1788.
- Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie publié sous la direction de M. HAYEM, 8^e série.
- Paul VIOLLET. — *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. III, Paris, 1903.
- *L'Histoire*, Le cérémonial et les droits des États Généraux du royaume de France, Paris, février 1789.

Mémoires de la Société de Sciences et lettres de Blois.

- Volume I. *Statuts des médecins de Blois.*
 Volume II. *Essais sur les médecins de Blois.*
 Volume VIII. *Notice sur la communauté des barbiers étuvistes.*
 Volume X. *Les anciennes communautés d'arts et métiers à Blois,*
M. Belton.
 Volumes XIII et XIV. *Les métiers de Blois, par A. Bourgeois.*
 Volume XVII. *Cartulaire de la ville de Blois (1196-1493).*
 Volume XVIII. *Les gens et les choses de la justice à Blois aux temps*
passés.
 Volume XX. *L'assemblée de département (1787-1790).*

2° SOURCES

A) ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU LOIR-ET-CHER

1° Corps ecclésiastiques.

- DUPRÉ. — *Statistique religieuse avant 1789* (manuscrit).
 — *Annales religieuses*, registre in-4°, relié (manuscrit).
Série E. 743.
Série F. 49. Saint-Lomer. Procédures 655 à 662 et 663 à 666. Clergé régulier.
Série G. 201. Fondation du chapitre de l'Église cathédrale.
 — 207. Compte de la petite bourse de l'Église cathédrale de 1705 à 1706.
 — 212 et 213. Actes capitulaires de la mense Saint-Sauveur, 2 registres
 de 1718 à 1789.
 — 2472 à 2478. Chapitre. Procédures.
 — 2479 à 2480. Chapitre. Arrêts du conseil d'État.
 — 2481. Église collégiale Saint-Jacques.
 — 2482 à 2485. Église collégiale Saint-Sauveur.
 — 2678 à 2679. Collégiale Saint-Sauveur, Recueil de lettres de provisions.
Série H. 3 H. 2. Abbaye de Bourg-Moyen. Fondations.
 — 3 H. 4. Abbaye de Bourg-Moyen. Droits d'usage et de chauffage sur
 les forêts.
 — 3 H. 5. Abbaye de Bourg-Moyen. Droits de septrage, salages, ja-
 lage, etc...
 — 3 H. 12. Abbaye de Bourg-Moyen. Registre des dépenses 1772-1773.
 — 3 H. 83. Abbaye de Bourg-Moyen. Registre des recettes.
 — 3 H. 81. Abbaye de Bourg-Moyen. Procédures 1484 à 1790.
 — 11 H. 1. Abbaye de Saint-Lomer. Charges de fondation.
 — 11 H. 3. Abbaye de Saint-Lomer. Livre des choses mémorables qui se
 sont passées dans le monastère (1641-1700).
 — 11 H. 4. Abbaye de Saint-Lomer. Comptabilité et procédures.
 — 11 H. 6. Abbaye de Saint-Lomer. Registre de délibérations des prieurs
 et senieurs de 1675 à 1751.
 — 11 H. 13 et 11 H. 14. Abbaye de Saint-Lomer. Registre des actes
 capitulaires de 1666 à 1775.
 — 11 H. 73. Abbaye de Saint-Lomer. État des revenus de l'abbaye, Registre.
 — 11 H. 114. Abbaye de Saint-Lomer. Registre des revenus de l'abbaye.

Série H. 11 H. 126. Abbaye de Saint-Lomer. Justice de l'abbaye.

- 29 H. 10. Dominicains. Rentes, revenus et emprunts, 1773-1775.
- 29 H. 11. Dominicains. Registre des rentes, 1785.
- 29 H. 12. Dominicains. Livre des dépenses, 1783.
- 31 H. 1. Franciscains, Cordeliers.
- 32 H. 4. Cordeliers, Livre de fondations et de biens fonds de la communauté.
- 34. Capucins.
- 38. Minimes.
- 44. Augustines ou Véroniques.
- 49. Carmélites.
- 56. Véroniques.
- 59. Ursulines.
- 62. Visitation ou Saintes-Maries ou Visitandines.

Série Q. 880, 890, 897. Déclaration des biens des corps et communautés en exécution du décret du 13 novembre 1789.

Etude Lestang. 2932. Chapitre de la cathédrale.

- 2939 à 2946. Clergé régulier.

2° Corps d'officiers royaux et communautés judiciaires.

Série B (non inventoriée). Prestations de serments et réceptions d'officiers, 1771-1782. Feuilles d'audience tout le XVIII^e siècle du bailliage présidial.

Série C. 89 à 92. Offices, statistiques, réceptions d'officiers.

- 7. Lettre fixant les gages des officiers de l'élection (1723-1747).

Série F. 260. Fonds Lavallière. Famille Druillon, honorariat au présidial.

- 311. Fonds Lavallière. Contrats d'acquisition d'offices de notaires (1517-1739).
- 312. Fonds Lavaillière. Quittance et provisions d'un office au présidial.
- 503. Fonds Porcher. Grenier à sel de Blois.
- 537. Lettres, édits, ordonnances, arrêts concernant les compagnies d'officiers, 1588-1750.
- 638. Lettres, édits, ordonnances, arrêts concernant les compagnies d'officiers, 1751-1792.
- 642. Lettres patentes de 1678 à 1684.
- 645. Cours et juridiction.
- 676. Rente appartenant à la communauté des notaires.

Etude Riquois. Cote 1733. Communauté des notaires, arrêts, édits, procédures, requêtes, etc..., 1605-1784.

3° Corps des professions libérales.

Série B. Registre de la prévôté.

- Liasse du bailliage, feuilles d'audience.

Série E. 155. Registres (5) des délibérations de la communauté des perruquiers de 1740 à 1791.

- 754. Procès contre un maître chirurgien, 1787.
- 755. Maîtres chirurgiens, barbiers, 1706-1788.
- V. E. 2. Blois, apothicaires, procédures, 1642-1646.

Série F. 654. Fonds Porcher. Médecins à Blois au XVIII^e siècle.

— 678. Registre de délibérations de la communauté des apothicaires de 1660 à 1789.

Série L. État des dettes de la communauté des chirurgiens, 1793.

4^e Corps de commerce et communautés de métiers.

Série B. Registre de la prévôté (transcription de tous les actes de police relatifs à la police de la ville. La juridiction de la prévôté ayant été supprimée en 1614, les ordonnances de police rendues par le bailliage continuèrent à être enregistrées au même registre. Commencé au milieu du XVI^e siècle, c'était un véritable livre des métiers de Blois).

— Liasse du bailliage, feuilles d'audience.

— Contrôle des milices.

Série E. Supplément 7. Maréchaux-ferrants, procédures (1786).

— Supplément 8. Menuisiers, procédures (1624).

— Supplément 10. Potiers d'étain, procédures (1599).

— Supplément 14. Tonneliers, procédures (1728).

— 748. Corporations.

— 749. Corporations.

— 754. Corporations.

— V. E. 1 à E. 11. Confréries et corporations.

Série F. 396. Fonds Filleau, Corporations de Blois, horlogers et bijoutiers et cuisiniers, XVIII^e siècle.

— 455. Corporations d'arts et métiers.

— 607. Corporation des joailliers.

Etude Lestang. 2882. Corporation des orfèvres (1692-1790).

— 2930. Cabaretiers, Syndic, Lettres patentes, quittance.

Etude Fandoux. Caisse et fonds de la communauté des menuisiers.

Etude Girault. 1609. Réceptions, abus, recours contre les jurés. Testament d'un maître savetier.

— 667, 668. Marque des marchands et des drapiers.

Etude Rousseau. Horlogers, maîtrises, vente de lettres.

b) ARCHIVES MUNICIPALES DE LA VILLE DE BLOIS

Série B. B. Registres de délibération de l'assemblée municipale, notamment BB¹⁸, BB²⁸, BB³⁰, BB³⁴, BB³⁸.

Série F. F. Sentences de la police de la ville notamment FF², FF³, FF⁴.

Série H. H. Sentences de la juridiction commerciale notamment HH³, HH⁵, HH⁶, HH⁸.

N^o 90. Collection de la Saussaye « Papier journal pour la communauté des maîtres orloger de cette ville de Blois, commencé le 15 juillet 1674 et terminé le 17 novembre 1775 », 67 feuilles reliées.

Carton XXXIX. Chirurgiens. E. 430^b C. 11. Mémoire pour la communauté des maîtres en chirurgie contre la ville de Châteaudun.

Carton XXII. C. 77. Statuts des maîtres tonneliers. Procès.

Carton I. Statuts des vigneron blésois.

Carton XXII. E. 420⁴⁷ C. 77. Arrêt du conseil [du roi réglant les fonctions des officiers du présidial, 1692.

Carton XXXIX. E. 4 30⁸ C. 77. Arrêt du parlement rendu en faveur des notaires, garde notes du roi de la ville de Blois contre Messieurs le lieutenant général et autres officiers du baillage de Blois pour raison des inventaires, 1743.

N° 99. Collection Joursauvaut.

VU :

Le Président de la thèse,
OLIVIER-MARTIN.

VU :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER. — L'Organisation administrative	9
I. — Rappel historique	9
II. — Situation topographique	11
III. — Organisation administrative.	13
IV. — Administration municipale	14
CHAPITRE II. — L'organisation économique et sociale.	19
I. — Situation économique.	19
II. — Les Corps.	21
1° Ecclésiastiques	22
a) L'évêché et le diocèse.	22
b) Le chapitre.	23
c) Les abbayes.	24
d) Les couvents d'hommes.	25
e) Les couvents de femmes.	27
2° Les compagnies d'officiers de justice et les communautés judi- ciaires	28
a) Les différentes juridictions	29
b) Les officiers.	30
c) Les gens de robe.	34
3° Les corps de professions libérales	36
4° Les corps de commerce et les communautés de métiers.	39
CHAPITRE III. — L'Organe de direction.	43
I. — Les corps ecclésiastiques.	45
II. — Les corps d'officiers royaux et les communautés judiciaires	50
III. — Les corps des professions libérales.	51
IV. — Les corps de commerce et les communautés de métiers.	54
CHAPITRE IV. — La personnalité morale et le droit d'ester en justice.	57
I. — Les corps ecclésiastiques.	58
II. — Les corps d'officiers royaux et les communautés judiciaires	60
III. — Les corps des professions libérales.	62
IV. — Les corps de commerce et les communautés de métiers.	63

CHAPITRE V. — La Bourse commune.	66
I. — Généralités.	66
1° Origine.	66
2° Fonctionnement.	69
II. — Les corps ecclésiastiques.	70
1° Origine.	71
2° Composition.	72
3° Gestion et dépenses.	74
III. — Les corps d'officiers royaux.	80
IV. — Les communautés judiciaires.	85
V. — Les corps des professions libérales.	87
VI. — Les corps de commerce et les communautés de métiers.	91
1° Les dépenses.	92
2° La gestion.	96
CHAPITRE VI. — Le pouvoir réglementaire et la discipline intérieure.	98
I. — Les conditions d'admission et de réception.	99
1° Les corps ecclésiastiques.	99
2° Les corps d'officiers royaux et les communautés judiciaires.	101
3° Les corps des professions libérales.	104
4° Les corps de commerce et les communautés de métiers.	108
II. — Les obligations envers le public.	110
1° Les corps ecclésiastiques.	111
2° Les corps d'officiers royaux et les communautés judiciaires.	112
3° Les corps des professions libérales.	113
4° Les corps de commerce et les communautés de métiers.	114
a) Les matières premières.	115
b) Les conditions de mise en œuvre.	118
c) La marque.	120
III. — Les obligations envers le corps.	123
1° Les corps ecclésiastiques.	123
2° Les corps d'officiers royaux et les communautés judiciaires.	125
3° Les corps des professions libérales.	126
4° Les corps de commerce et les communautés de métiers.	128
IV. — Le contrôle des obligations.	129
CHAPITRE VII. — La défense des intérêts.	137
I. — Les corps ecclésiastiques.	138
1° Le chapitre.	138
2° Les abbayes.	139
II. — Les corps d'officiers royaux.	143
1° Le présidial.	144
2° L'élection et le grenier à sel.	149
III. — Les communautés judiciaires.	150
1° Les avocats.	151
2° Les procureurs.	151
3° Les notaires.	154

LA PARTICIPATION A LA VIE DE L'ÉTAT	233
IV. — Les corps des professions libérales.	161
V. — Les corps de commerce et les communautés de métiers. . .	167
1° Le monopole corporatif.	167
2° Les empiétements sur les métiers voisins.	171
3° La lutte contre les forains.	175
4° La résistance au pouvoir royal.	178
a) Les lettres de maîtrise	178
b) Les créations d'offices.	181
CHAPITRE VIII. — La subordination au pouvoir central.	184
I. — Les corps ecclésiastiques.	185
II. — Les corps d'officiers royaux	189
III. — Les communautés judiciaires.	192
IV. — Les corps des professions libérales.	193
V. — Les corps de commerce et les communautés de métiers. . .	197
1° Le lien de subordination	198
2° Le contrôle de l'activité corporative	199
a) L'accès au métier	200
b) L'abus du monopole	202
c) La police de fabrication.	203
CHAPITRE IX. — La participation à la vie de l'État.	205
I. — Les assemblées politiques	205
1° Les États généraux	205
2° Les assemblées provinciales et de département.	211
3° Les assemblées municipales	212
II. — Les tâches d'intérêt public.	215
1° Les charges militaires	215
2° Participation des dirigeants de la corporation dans l'adminis-	
tration des impôts	217
CONCLUSION.	219
BIBLIOGRAPHIE	225

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :